Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

avril-juin 2025

Politique, économie

Table des matières

« Si une seule IA est utilisée, on va se retrouver à tous penser et parler comme ChatGPT »....4
Stargate : quand l'agilité chinoise défie la suprématie américaine....8
Lucie, l'IA made in France qui s'est ridiculisée en moins de trois jours....11
Derrière l'essor de l'IA, le poids écologique insoutenable des data-centers....12
Utiliser l'IA sans sacrifier nos libertés....15
Les risques de l'intelligence artificielle : la bombe chinoise DeepSeek ébranle le projet de 500 milliards de dollars de Trump pour l'IA....17
« Levez-vous ! » : ils résistent au rouleau compresseur de l'IA....25
Intelligence artificielle : « Nous devons combattre le fanatisme technologique »....28
Humour de Siné mensuel....30
Quand l'intelligence artificielle remplace les agents des impôts....31
Ouvrir un front contre la numérisation du monde....34
L'utilisation du cash diminue, vraiment ?....42
USAID: corruption, ingérence, censure… la fin du règne américain ?....43
La condition inhumaine....47
Chute des dons et des subventions : les associations écologistes n'ont plus d'argent....52
Va-t-on enfin ouvrir les yeux sur les réalités internationales ?....56
Réflexions sur le conflit mondial en cours....62
L'anthropocène... comme objectif....65
Ukraine : où est passé l'argent ?....70
La corruption en Ukraine : un décryptage....70
Ukraine, la paix à marche forcée....77
L'enquête infinie : Jefferson Morley dévoile les secrets de l'assassinat de JFK à Carlson....80
La fracture entre les Français, le Président Macron et son gouvernement est vraiment consommée, confirme un sondage exclusif....82
« Populiste » ou « populaire » ?....85
Forum économique de Davos 2025 : plus grotesque que jamais. Robotisation et dépeuplement....97
La directive sur le devoir de vigilance, adoptée l'année dernière, est déjà en passe d'être revue sous couvert de simplification....101
Et la « tech » vint à Canossa....102
Plus de 100 médailles défectueuses renvoyées par des athlètes, après les JO de Paris....103
Le mirage de la sécurité alimentaire : les mégafermes dans les déserts d'Afrique du Nord....104
Pourquoi la Suisse devrait cesser de subventionner le Forum de Davos....109
Ce que l'accord UE-Mercosur va mettre dans nos assiettes....111
Le monde écartelé entre droit international et règles capitalistes....114
Liquidation électorale....116
Roumanie: la campagne Tik Tok en faveur du vainqueur des présidentielles annulées a été financée non par les Russes mais…par le PNL pro OTAN, alors la presse, on rectifie ?....117
La Syrie « libérée » par ses démolisseurs....118
Comment les États-Unis et Israël ont discrètement ranimé les héritiers d'Al-Qaïda en Syrie....119
Le privilège des start-up....121
Recul des libertés, faillite politique....123
Résister plutôt que désobéir....125
UrsulaGates : en plus des plaintes visant Ursula von der Leyen, Frédéric Baldan et Diane Protat annoncent avoir porté plainte contre Laura Kövesi, cheffe de l'EPPO....128
Le grand retour de la gauche Ceaucescu....131

« Si une seule IA est utilisée, on va se retrouver à tous penser et parler comme ChatGPT »

L'utilisation de l'intelligence artificielle peut-elle être responsable et éthique ? Face aux risques environnementaux, sociétaux et humains de l'IA, la spécialiste Amélie Cordier avance des pistes de solutions. Entretien.

Photo de Matheus Bertelli via Pexels

Accessible au grand public depuis fin 2022, ChatGPT est devenu l'un des sites les plus visités au monde. Écrire un mail professionnel, poser une question pratique, traduire un message ou résumer un long texte, l'outil d'intelligence artificielle (IA) générative a pris une place centrale dans la vie de nombreuses personnes. Une utilisation croissante, qui laisse poindre des inquiétudes : si nous ne repensons pas nos usages, l'IA pourrait bien mettre en danger le climat, nos sociétés, et nous-mêmes.
Amélie Cordier est fondatrice et dirigeante de Graine d'IA, une entreprise de conseil et d'accompagnement à un usage responsable de l'IA. Docteure en intelligence artificielle, elle a été maîtresse de conférence à l'Université de Lyon. Selon elle, il est indispensable de comprendre ce qu'est l'intelligence artificielle pour bien utiliser cet outil dans le respect de la société et l'environnement.

***Basta!* : L'intelligence artificielle est un concept très flou pour certaines personnes, qu'on a du mal à visualiser ou à bien comprendre. Alors, comment définit-on l'IA ?**
Amélie Cordier : Les maths sont aussi un concept très flou pour certaines personnes : il y a tellement de choses qu'on met dans les maths – ça va des équations du second degré à Pythagore. On a donc du mal à visualiser ce que c'est vraiment. L'intelligence artificielle, c'est pareil. L'IA est une discipline scientifique dans laquelle on a développé un tas d'outils et de technologies depuis des années. On parle d'intelligence artificielle depuis 1956, on peut même trouver des exemples d'IA avant ça. De plus, quand on dit « intelligence artificielle », on utilise un *buzz word* (un mot à la mode). Comme tous les *buzz word*, chacun met ce qu'il a envie de mettre derrière. Ce sont les raisons pour lesquelles l'intelligence artificielle est un concept flou.
Qu'est-ce que c'est ? C'est une discipline scientifique dont l'objectif est de faire des programmes qui sont capables de résoudre des problèmes et d'accomplir certaines tâches qui nécessitent une forme d'apprentissage pour être résolus. On ne s'intéresse pas à la résolution de problèmes simples, comme ouvrir une porte quand une personne passe devant un capteur. Mais, aujourd'hui, quand on parle d'intelligence artificielle, on pense souvent – et à tort – à l'IA générative, ou pire, à ChatGPT. Ce n'est qu'une partie de tout

ce que l'on sait faire avec de l'intelligence artificielle. C'est comme si je vous parlais d'outils et que vous ne pensiez qu'à un tournevis. Le tournevis n'est qu'un des outils parmi les nombreux disponibles.

Amélie Cordier
Fondatrice et dirigeante de Graine d'IA. DR

Quelle place l'IA a-t-elle dans nos vies ?
L'IA est devenue quasiment omniprésente. Vous déverrouillez votre téléphone avec votre tête : c'est de la vision par ordinateur, c'est une forme d'intelligence artificielle. Vous ne savez pas quoi regarder sur votre plateforme de *streaming* préférée, on vous fait un flux de ce qui va vous plaire : ce sont des algorithmes de recommandation, c'est de l'IA. Vous avez besoin d'aller dans un endroit que vous ne connaissez pas, vous mettez Google Maps ou Waze, donc un algorithme de GPS, c'est aussi de l'IA. Idem pour un bouton d'assistance au parking sur votre voiture. Et ce ne sont que des exemples de la vie privée.
Il y a aussi des exemples dans le cadre d'une entreprise. On peut avoir un algorithme dans une usine qui décide de comment poser les cartons sur la palette pour optimiser le chargement, une caméra pour regarder la qualité des crêpes sur une chaîne de production, ou bien un programme qui génère des molécules candidates pour fabriquer de nouveaux médicaments… Tout cela, c'est de l'intelligence artificielle. Je pourrais continuer comme ça pendant des heures. L'IA est partout.

Il y a des mouvements ou organisations qui s'opposent à l'utilisation de l'IA. Vous avez été notamment interrogée sur le bien-fondé de bannir ChatGPT pour les élèves. Pourquoi les outils d'intelligence artificielle inquiètent-ils tant ?
Il faut commencer par faire la part des choses entre les différents outils de l'IA et dire duquel on parle. Quand Google Maps ou Waze sont devenus un peu célèbres, peu de personnes sont montées au créneau pour interdire les GPS. On ne se sent pas, en général, menacés par le fait de disposer d'un outil qui nous aide dans une tâche très spécifique qui est de se déplacer d'un point A à un point B.

En revanche, avec les IA génératives, on entre dans une dimension de problèmes vraiment différente de ce que l'on a connu jusque-là. Aujourd'hui, les intelligences artificielles génératives sont capables d'aborder des problèmes de tous types, dans n'importe quel domaine de la vie courante. On peut demander à la même IA des conseils pour aller pêcher la truite dans le lac du coin, comme des explications sur la différence entre la tumeur X et la tumeur Y. Cette application de l'IA donne l'illusion qu'elle peut répondre à tout et n'importe quoi. L'humain le perçoit comme une sorte de menace parce que c'est la première fois qu'on arrive à automatiser des tâches qui étaient jusqu'à présent des tâches intellectuelles, que l'on pensait l'apanage de l'être humain conscient.

Que pensez-vous de cette volonté d'interdiction ?
Derrière la notion d'interdiction, il y a deux sujets, relativement différents. Le premier, c'est ceux qui veulent interdire parce qu'ils estiment que le développement de l'intelligence artificielle va trop vite et

qu'on risque une perte de contrôle. Ils ont peur d'une humanité dans laquelle l'IA prendrait le dessus et nous échapperait complètement. On est dans des scénarios à la *Terminator* ou à la *Matrix*.
Le deuxième sujet, que je trouve plus intéressant d'un point de vue sociétal, tourne notamment autour de l'interdiction de l'IA dans les écoles. On se dit qu'on a mis sur l'étagère un outil d'une puissance absolument formidable, quasiment accessible à tous, mais dont on ne maîtrise pas encore les conséquences sociétales, sur l'apprentissage, le rapport à l'information. Dans ce cadre, on envisage une interdiction pour avoir le temps de s'équiper pour gérer ces conséquences. Personnellement, je ne pense pas qu'interdire soit la solution : si on interdit quelque chose en fermant la porte, il va rentrer par la fenêtre, et ça sera pire.
Mais la question sous-jacente est très intéressante. Elle est de savoir si, aujourd'hui, il y a quelqu'un sur cette planète qui comprend l'intégralité des impacts du développement massif de l'IA générative tel qu'il se fait. Selon moi, personne n'en est capable. Que ce soient moi, les plus grands penseurs, des philosophes comme Yuval Noah Harari, ou bien Elon Musk et Donald Trump, on a tous des intérêts différents, mais on a un point commun : nous sommes incapables de maîtriser l'ampleur et l'ensemble des conséquences du développement massif de l'IA. Les gens vont se l'approprier et créer des usages qu'on ne peut pas anticiper. À l'époque où Tim Berners-Lee a créé le web, il avait une vague idée utopiste de ce que cela pourrait devenir, mais il n'avait pas pensé au quart des usages du web que l'on fait aujourd'hui.

Pourquoi avoir créé Graine d'IA ?
Je pense qu'interdire ne fonctionnera pas. Légiférer, c'est bien, mais ça ne fonctionnera que partiellement et de toute façon trop tard. La seule barrière qui reste pour limiter la bêtise humaine, c'est l'acculturation [1]. Pour permettre aux gens de prendre des décisions pas trop mauvaises au regard de l'intelligence artificielle, le b.a.-ba, c'est que l'on comprenne de quoi ça parle et quels sont les impacts. Une fois que les gens ont compris cela, ils peuvent décider de l'utiliser, de ne pas l'utiliser ou de définir des règles d'utilisation, mais en ayant *a minima* une culture générale sur ce qu'est l'IA.
Aujourd'hui, pour conduire une voiture, il faut passer le code de la route et le permis. À quoi sert de passer le code de la route et le permis ? On apprend les règles de fonctionnement et on prend conscience des risques de conduire une voiture dans l'environnement dans lequel on vit. Avec l'intelligence artificielle, ça devrait être pareil. On devrait passer le code de la route de l'IA et avoir un permis d'utiliser l'IA.

Quels sont les risques de la méconnaissance de l'IA ?
Prenons l'exemple de jeunes qui jouent aux jeux de rôle avec des IA génératives en générant des images à chaque étape du jeu. Ils n'ont pas conscience qu'en faisant cela, leur consommation énergétique et en eau est pire que s'ils avaient fait trois Paris New-York en avion. Peut-être que s'ils le savaient, ils joueraient à leur jeu de rôle autrement.
Ou prenons l'exemple de la secrétaire d'une entreprise qui découvre ChatGPT et voit qu'il est capable d'extraire des données à partir de documents PDF. Elle extrait les données de 150 cartes d'identité par jour, donc elle se dit qu'elle va filer les données de ces cartes à ChatGPT pour gagner du temps. Elle n'a pas compris que, quand on utilise certaines intelligences artificielles, des règles s'appliquent sur l'utilisation des données. Elle fait de la fuite de données – même si c'est totalement involontaire.
Prenons aussi Junior, en classe de troisième, qui a une dissertation à écrire sur Victor Hugo et, à un moment, ChatGPT hallucine et écrit que, quand Victor Hugo était dans la Résistance en 1939, il a sauvé 100 personnes. S'il ne s'est pas documenté sur Victor Hugo et qu'il ne sait pas que les IA peuvent halluciner, il va écrire ça en toute bonne foi dans sa copie et ne va pas comprendre pourquoi il a une mauvaise note.
Il y a des risques environnementaux, des risques sociétaux, mais aussi des risques humains très forts d'addiction à cette forme d'intelligence artificielle. En expliquant simplement les choses, on renforce d'un niveau l'esprit critique des personnes et on évite qu'elles ne tombent dans ce genre de panneaux.

L'IA ne flotte pas au-dessus de nous, elle a des impacts concrets sur nos sociétés et notre environnement. Quels sont-ils ?
L'impact environnemental s'explique en deux étapes. D'abord, la majorité des modèles qu'on utilise aujourd'hui tournent sur des serveurs quelque part. Ils sont hébergés dans des *data centers*. Même si de notre point de vue c'est transparent – on envoie une requête sur Internet et on reçoit une réponse –, en pratique, on fait chauffer du processeur pour faire le calcul qui donne la réponse. Ensuite, on est pile poil dans le classique effet rebond : on consomme de la puissance de calcul pour régler des problèmes que l'on n'aurait pas eu à régler si l'intelligence artificielle générative n'existait pas.
L'effet rebond, c'est le fait qu'un usage, bien qu'a priori peu consommateur d'énergie, devienne une source massive de consommation d'énergie parce que l'usage se répand dans la population. Prenez par exemple LinkedIn. Aujourd'hui, le nombre de posts sur ce réseau social a été considérablement multiplié comparé à

il y a quelques années. Vu que c'est devenu facile d'écrire des posts LinkedIn avec ChatGPT, n'importe qui publie n'importe quoi n'importe quand. Si on devait les écrire nous-mêmes, on publierait beaucoup moins souvent. L'impact environnemental est cette conjonction : l'IA coûte cher en énergie, en refroidissement, en semi-conducteurs, etc. et on l'utilise beaucoup parce que c'est facile.
L'impact sociétal, on commence à le voir sur la façon dont les gens apprennent et progressent. Par exemple, il y a cinq ans, quand un développeur junior arrivait dans une boîte, il allait écrire du code pendant deux ans jusqu'à devenir senior. Aujourd'hui, un développeur junior fait du copier-coller de code généré par des IA génératives, et le jour où il y a un problème, il ne sait pas le résoudre. La question qui se pose, transposable à beaucoup de métiers, est : comment on forme des seniors dans certains métiers quand les juniors ne sont pas capables de progresser ?

Est-ce qu'il y a des outils d'IA meilleurs à utiliser que d'autres ?
Ce que j'essaye de faire au travers de Graine d'IA, c'est d'acculturer aux différents aspects de l'intelligence artificielle et de permettre aux gens de choisir des outils d'IA en accord avec leur système de valeurs. Je ne peux pas vous dire s'il y en a des mieux, mais il y a des outils qui portent des valeurs différentes. On pourrait regarder par exemple quelle est la consommation énergétique du système en question pour des performances sympathiques. On pourrait aussi regarder avec quelles données le système a été entraîné et est-ce que la collecte de ces données s'est faite en adoptant une stratégie légale. Ce n'est par exemple pas le cas de ChatGPT et encore moins pour Grok (l'outil d'IA de X).
Les modèles ne sont pas entraînés que par des données, après ils sont affinés au travers d'interactions humains-machines. Il y a des humains, des travailleurs du clic, qui évaluent les requêtes. On peut ainsi regarder s'ils travaillent pour des salaires décents ou pas, s'ils sont payés à la tâche. Ainsi, on peut prendre une décision d'utiliser tel ou tel système parce qu'on se sent plus en phase avec la façon dont il a été construit et la façon dont il a été utilisé.

Aujourd'hui, parmi les modèles d'IA, il y a évidemment les modèles d'OpenAI comme ChatGPT, mais aussi d'autres entreprises américaines comme Anthropic, une boîte française qui s'appelle Mistral, l'Allemande Aleph Alpha... Il y a plein de petites *start-ups* qui proposent des modèles *open source* qui sont certes moins performants ou moins pertinents que ChatGPT, mais qui en général suffisent amplement à résoudre les problèmes pour lesquels on les sollicite.

Concrètement, comment pourrait-on avoir un usage responsable de l'intelligence artificielle ?
Comment penser un usage responsable de la voiture ? Objectivement, la voiture, à l'époque à laquelle on vit, c'est très difficile de refuser de l'utiliser. On peut cependant l'utiliser de manière responsable, seulement quand on en a besoin, pas quand on en a envie. On peut réfléchir à changer de voiture pour en prendre une plus petite, plus adaptée à ses besoins, ou qui fonctionne avec un carburant différent.
Pour l'IA, c'est exactement la même chose. Aujourd'hui, on est dans une phase de Far Ouest où tout le monde s'excite autour des performances incroyables des IA génératives qui changent la vie, font gagner du temps, nous améliorent… Mais a-t-on besoin d'utiliser l'intelligence artificielle pour écrire le moindre mail ? Mon seul conseil pour adopter un usage plus responsable de l'IA c'est de se poser la question « Est-ce que j'en ai vraiment besoin ? ». Parfois, la réponse est oui, il y a plein de situations dans lesquelles l'IA aide beaucoup. Ce n'est absolument pas mon but de dire qu'il ne faut pas l'utiliser. Mais l'utiliser moins souvent et pas pour faire n'importe quoi. C'est une forme de responsabilité.

Quel rôle ont les institutions et les entreprises dans la promotion d'une IA plus éthique, responsable écologiquement et socialement ?
Pour moi, le gouvernement, la politique, l'Europe, les collectivités, ont un rôle à jouer. Malheureusement, par manque de connaissance – la plupart du temps – ou parce qu'elles cèdent à des pressions notamment financières, elles ne jouent pas – ou mal – ce rôle. Les entreprises aussi ont un rôle à jouer. C'est peut-être d'elles que viendra la solution parce qu'il en va de leur gouvernance et de leur souveraineté. Aujourd'hui, par exemple, Carrefour, ou des banques comme le Crédit Mutuel ou le Crédit Agricole, ont décidé de développer et de déployer leur propre IA générative interne pour garantir la confidentialité des données. Personnellement, je n'imaginerais pas que ma banque se permettre de confier mon relevé de comptes à ChatGPT au prétexte de me conseiller plus vite.

L'autre question stratégique importante est qu'il est vraiment crucial de faire comprendre aux gens qu'il existe des alternatives. Même si elles sont moins bonnes, il faut continuer à les utiliser. Sinon, ces alternatives vont disparaître et on va se retrouver dans une situation monopolistique où il y aura une IA qui gou-

vernera toutes les autres, qui sera la seule utilisée dans toutes les entreprises. Il ne faut pas oublier que ces modèles sont des modèles statistiques, avec un nivellement par le centre de tout ce que l'on doit se dire, connaître, penser, savoir. Ce qu'il va se passer, c'est que si on n'encourage pas le développement d'alternatives, on va se retrouver à tous penser et parler comme ChatGPT.

Emma BOUGEROL (Basta!)
5 février 2025

[1] Processus par lequel une personne ou un groupe assimile une culture étrangère à la sienne. (Le Petit Robert)

Stargate : quand l'agilité chinoise défie la suprématie américaine

L'émergence de DeepSeek R1 bouleverse la domination américaine en IA, illustrant l'impact des stratégies asymétriques dans une révolution technologique mondiale.

Cet article est le tout premier d'une série sur l'intelligence artificielle. Elle en explorera les enjeux, les risques et les opportunités; au-delà de cette introduction, nous expliciterons les tenants et aboutissants techniques, philosophiques et moraux de cette nouvelle technologie.

Article de Matthias Faeh, fondateur de Surmesure.ai, pour Essentiel News.

Le 27 janvier 2025 marque une journée noire pour la Bourse américaine. Le NASDAQ chute de 3 %, tandis que Nvidia, leader des processeurs d'intelligence artificielle (IA), voit sa valorisation s'effondrer de 17 %, soit une perte colossale de 400 milliards de dollars. À l'origine de ce tremblement de terre financier : une petite start-up chinoise, inconnue du grand public il y a encore un mois.
Pour comprendre cette révolution, revenons à décembre 2024. OpenAI, fer de lance de l'IA depuis la sortie de ChatGPT en 2022, affiche une valorisation impressionnante de 150 milliards de dollars, malgré des pertes de 5 milliards pour un chiffre d'affaires de 3,7 milliards. Afin d'augmenter ses revenus, un nouvel abonnement à 200$ par mois est proposé. Pendant ce temps, Nvidia atteint des sommets historiques avec une capitalisation boursière de 3 300 milliards de dollars, grâce à ses processeurs indispensables pour entraîner les modèles IA. Cet engouement pousse le NASDAQ à son apogée, porté par des prévisions optimistes sur les retours futurs de la technologie.

Stargate : le plan américain pour rester en tête
Lors de son investiture le 21 janvier 2025, Donald Trump annonce un projet ambitieux baptisé « Stargate ». Ce programme prévoit d'injecter immédiatement 100 milliards de dollars dans la construction d'infrastructures énergétiques et de *data centers*, entièrement dédiés à l'intelligence artificielle. Ce montant pourrait être complété de 400 milliards supplémentaires sur les quatre prochaines années. L'objectif est clair : maintenir l'avance technologique des États-Unis dans un secteur où le leadership est synonyme de pouvoir global.
Cependant, au moment où l'Occident se félicite de sa domination, un vent de changement souffle depuis l'Asie. Début janvier, une start-up chinoise dévoile *DeepSeek R1*, un modèle IA révolutionnaire qui va redistribuer les cartes.

DeepSeek R1 : le géant discret qui frappe fort
Le 20 janvier, *DeepSeek R1* est officiellement lancé après une phase de test discrète en fin d'année 2024. Rapidement, il devient le sujet de discussions effervescentes dans les cercles technologiques. Les experts saluent une IA à la fois d'une puissance exceptionnelle et d'une accessibilité inédite.
Développé en seulement deux mois avec un budget modeste de 6 millions de dollars, *DeepSeek R1* contraste radicalement avec les investissements massifs des leaders américains. Son coût d'utilisation, 30 fois inférieur à celui des concurrents, et son code *open source* en font une référence incontournable. Libre d'accès, cette IA marque un tournant en se basant sur des avancées logicielles plutôt que sur du matériel coûteux.
Cette stratégie bouleverse l'équilibre du marché, notamment pour des acteurs comme *Nvidia*, et remet en question le modèle économique des services d'IA par abonnement. Parmi ses avantages clés : elle opère sur des processeurs standards, réduit drastiquement la consommation d'énergie et peut fonctionner hors ligne sur des PC ou smartphones, offrant une indépendance technologique inégalée.

Un choc pour Wall Street
Les valorisations stratosphériques des entreprises technologiques des derniers mois reposent sur des projections de gains futurs immenses, nourries par un engouement sans précédent pour l'intelligence artificielle. L'arrivée de *DeepSeek R1* provoque un véritable séisme à la fois cognitif et boursier. Ce modèle performant, développé avec une rapidité et une efficacité remarquables, déstabilise les certitudes sur la domination établie des entreprises américaines dans le domaine de l'IA et redéfinit les règles du jeu.

La réponse de Trump : reconnaître l'adversaire
Fait surprenant, Donald Trump adopte une posture inhabituelle en saluant l'innovation chinoise. Il appelle les entreprises américaines à voir dans cette avancée un électrochoc pour se réinventer. « *J'espère que le lancement de l'intelligence artificielle DeepSeek par une société chinoise sera un avertissement pour nos industriels et leur rappellera qu'il faut rester très concentrés sur la concurrence pour gagner »*, déclare-t-il.

Le modèle chinois : agilité et innovation
Comment la Chine parvient-elle à défier les mastodontes américains avec si peu de moyens ? Plusieurs facteurs expliquent ce succès. D'abord, le pays forme chaque année plus d'ingénieurs que tout autre pays du monde, grâce à un système éducatif orienté vers les sciences. Ensuite, la mise en réseau de ses institutions d'éducation et ses entreprises par région ainsi que la promotion du code *open source* favorisent une innovation collaborative et rapide. Enfin, les sanctions américaines, censées freiner la Chine, ont eu l'effet inverse, stimulant une créativité et une résilience inédites.
La stratégie chinoise repose sur une utilisation optimale des ressources, une approche économique disruptive et une forte coopération internationale. Elle prouve que la puissance financière brute n'est plus la clé unique de l'innovation technologique.

Une asymétrie inspirante
Les récentes attaques menées par les Houthis contre le porte-avions américain *USS Harry S. Truman* illustrent de manière frappante l'efficacité des stratégies asymétriques face à la supériorité militaire des grandes puissances. En utilisant des missiles de croisière et des drones à faible coût, ce groupe non étatique démontre une remarquable capacité à tirer parti de ressources limitées pour contester l'hégémonie d'une puissance mondiale. Cette approche, qui privilégie l'ingéniosité et l'innovation tactique à la force brute, vise à maximiser l'impact psychologique et médiatique tout en maintenant des coûts opérationnels réduits. Par

leur audace et leur créativité, ces tactiques bousculent les paradigmes militaires traditionnels, soulignant l'émergence de nouvelles formes de conflits dans un monde de plus en plus multipolaire.

La Suisse face à ses choix technologiques

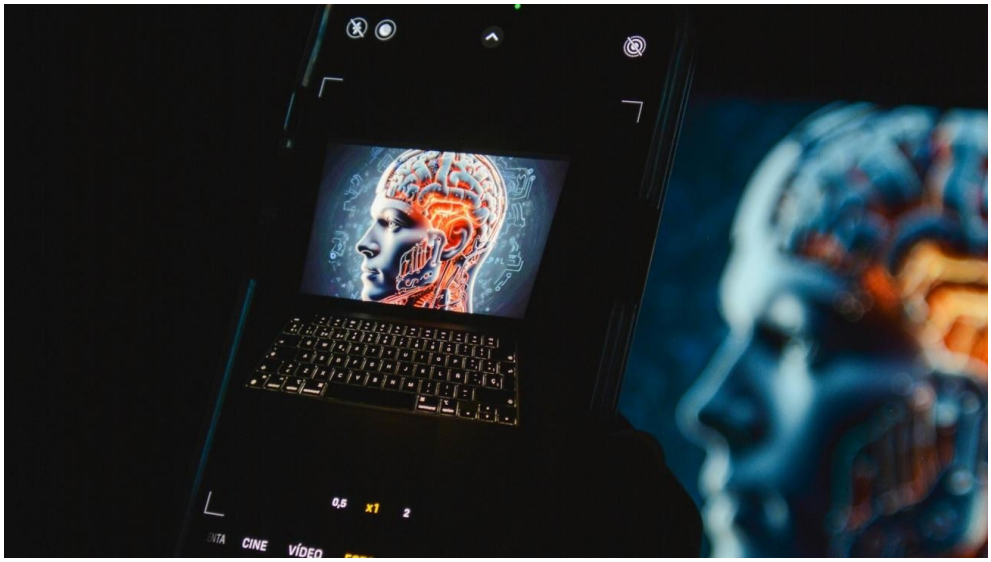
Dans ce contexte, la Suisse se trouve à un tournant critique. Exclue de l'accès aux derniers processeurs IA américains, elle risque de se retrouver en marge de la révolution technologique. Si des discussions diplomatiques pourraient apaiser la situation à court terme, il devient urgent de développer une autonomie technologique sur le long terme.

L'exemple chinois montre que l'exclusion peut être un moteur d'innovation. En adoptant une approche ouverte et collaborative, en s'appuyant sur ses propres forces et en forgeant des partenariats internationaux, la Suisse pourrait renforcer sa souveraineté technologique.

Ces événements fragilisent la domination technologique unipolaire et ouvrent la voie à un monde plus multipolaire, où l'innovation collaborative pourrait devenir la norme.

Matthias FAEH (Essentiel news)
Janvier 2025

Lucie, l'IA made in France qui s'est ridiculisée en moins de trois jours



© DR – Unsplash

Lucie, l'intelligence artificielle française développée par Linagora et le CNRS, devait incarner l'alternative éthique aux géants technologiques. Mais après un lancement catastrophique, elle est suspendue, ridiculisée par des erreurs grotesques soulignées par les internautes. La French Touch.

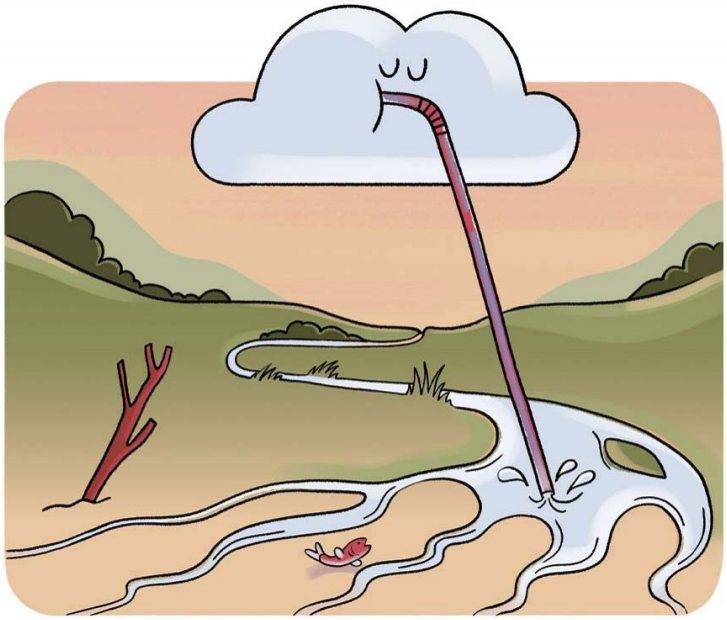
Au départ, elle a été lancée avec des promesses étincelantes : une alternative « éthique » aux modèles dominants. Mais au lieu de conquérir l'imaginaire collectif, elle est devenue la risée du web. Son premier grand faux pas ? Estimer qu'un trou dans le gruyère pèse entre 10 et 20 grammes. Un détail qui peut paraître insignifiant, mais ne l'est pas, surtout quand l'IA est censée « révolutionner » l'éducation. Le fiasco n'a pas tardé à dégringoler : après seulement trois jours de mise en ligne, Linagora a dû suspendre la plateforme, une humiliation rapide et totale.

Au cœur de ce naufrage, un problème de timing et de préparation. Comme le rapporte *Siècle Digital*, Lucie n'était qu'un prototype lancé à la hâte, sans les protections adéquates contre des réponses absurdes. Michel-Marie Maudet, le directeur général de Linagora, a reconnu les erreurs : « Nous avons présenté Lucie comme un produit finalisé, alors qu'il s'agissait encore d'un projet en développement ».

Malgré tout, le projet est soutenu par France 2030, et n'a pas encore dit son dernier mot. « Cela reste un test, une étape », ont insisté les créateurs. Mais pour que l'IA devienne crédible, il faudra bien plus que des ajustements techniques. Il faudra regagner la confiance du public, et (peut-être) prouver que la France peut rivaliser avec les acteurs de l'intelligence artificielle. Pas gagné pour l'instant.

FRANCE-SOIR
Publié le 28 janvier 2025

Derrière l'essor de l'IA, le poids écologique insoutenable des data-centers



Illustrations : Olivia Blanc

Partout, les résistances se multiplient face aux projets de data centers, colonne vertébrale d'un monde connecté et infrastructures indispensables à l'essor de l'intelligence artificielle. Par leurs mobilisations et leur travail d'enquête, citoyens, activistes et chercheurs contribuent à lever le voile sur un modèle insoutenable, écocidaire, qui touche déjà ses limites. Et ce faisant, remettent en cause la croissance sans fin du numérique.

Aurora Gómez se souvient très bien de ses 17 ans. Et pour cause, c'est l'âge qu'elle avait quand sa famille a été expropriée de sa maison, transmise jusque-là de génération en génération. Nous sommes au début des années 2000, et le gouvernement régional de Castille-La Manche cherche alors à faire de la place pour un projet ambitieux : la construction d'un aéroport international à 200 kilomètres de Madrid, la capitale espagnole.

La jeune fille voit les machines arriver et bétonner une vaste zone agricole. Depuis, l'aéroport – inauguré en 2008 – n'est plus qu'un amas de bâtiments vides, en déréliction, incarnation de la bulle spéculative du BTP espagnol. Plus aucun avion ne foule son tarmac. Il a même été vendu aux enchères à un groupe chinois pour la somme de... 10 000 €, un prix cent mille fois inférieur à son coût.

Ton nuage assèche ma rivière

Vingt ans plus tard, en découvrant que Meta, maison-mère de Facebook, a fait l'acquisition de près de 200 hectares dans la petite ville de Talavera de la Reina, pour y implanter un des plus grands centres de données d'Europe, Aurora a l'impression de revivre le même épisode. La jeune femme s'est politisée avec le mouvement des Indignés, et s'intéresse depuis plusieurs années aux infrastructures numériques.

« *J'ai été frappée par les similitudes*, explique-t-elle. *On nous parle encore de progrès, de création d'emplois, on nous explique que nos paysages, notre nature semi-désertique n'en est pas une et ne mérite pas d'être préservée, et on passe en force, sans débat ni concertation, en faisant du plan de Meta un "projet d'intérêt singulier", essentiel à la nation, qui peut donc s'affranchir des réglementations environnementales.* » Au premier rang de ses inquiétudes, la consommation d'eau du futur centre de données, qui promet d'absorber 511 millions de litres par an, essentiellement de l'eau potable, dans un pays touché par des sécheresses endémiques, et pourrait fragiliser le fleuve voisin, le Tage, déjà mis à mal par l'agriculture intensive et les barrages hydroélectriques.

Pour faire entendre sa voix, Aurora a créé un collectif, *Tu nube seca mi río* (« Ton nuage assèche ma rivière »). « *Je veux qu'on parle de ce projet car il est emblématique*, poursuit-elle. *Le cœur du sujet, ce sont ces entreprises qui débarquent avec leur logique de croissance sans fin et leurs pratiques coloniales, tout en*

tentant de perpétuer leur récit d'un "cloud", d'un numérique, qui serait immatériel alors qu'elles détruisent tout autour d'elles. »

La folle croissance des data centers

Le cas de Talavera de la Reina n'est pas isolé. La numérisation de nos existences, la profusion d'objets connectés et le développement de l'intelligence artificielle requièrent toujours plus de capacités de calcul et de stockage. « *Le besoin de calcul informatique pour l'IA a été multiplié par un million en six ans, et il décuple chaque année* », a ainsi pu résumer le patron de Google, Sundar Pichai, en mai dernier. Par conséquent, les projets de data centers fleurissent partout, alimentant un marché hautement lucratif qui affiche un taux de croissance de 10 à 20 % par an.

Déjà, on dénombre plus de 5 000 centres de données dans le monde, essentiellement aux États-Unis (2 700) et en Europe (3 000 environ), dont près de 1 000 dits « *hyperscale* », de très grande taille, appartenant aux géants du numérique, Google, Meta, Amazon ou Microsoft, leaders du secteur.

Ces data centers, vastes boîtes noires regroupant des milliers de serveurs, ont longtemps échappé aux regards du grand public, mais sont aujourd'hui rattrapés par la mobilisation de citoyens et le travail de chercheurs. Dans des pays ou des régions soumis à un grand stress hydrique, c'est leur consommation d'eau qui catalyse en premier lieu les résistances.

Ainsi en a-t-il été à Talavera de la Reina mais aussi à Cerrillos, dans la banlieue de Santiago, au Chili, où le collectif Mosacat (*Movimiento socioambiental comunitario por el agua y el territorio*) s'est frontalement opposé au projet de Google de construire le plus grand data center d'Amérique latine, qui aurait englouti 169 litres d'eau par seconde, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Il en a été de même en Uruguay face à un autre projet du géant de Mountain View, dont la consommation quotidienne aurait été équivalente à celle de 55 000 personnes, dans un pays où le gouvernement, face aux pénuries d'eau potable, n'a pas hésité à faire boire de l'eau salée à ses citoyens en 2023.

Plus proche de nous, à Marseille, des habitants et militants de l'association de défense des droits et libertés La Quadrature du Net, réunis dans un groupe baptisé « Le nuage était sous nos pieds », ont lancé un travail d'enquête face à deux nouveaux projets de centres de données, portés par la multinationale Digital Realty.

Là encore, c'est l'accaparement de la ressource en eau, au détriment d'autres usages, qui est pointée. Et là encore, sur le sujet, règne l'opacité. « *Alors que l'eau manque, Digital Realty prélève de l'eau potable pour le refroidissement des trois data centers qu'il possède déjà dans la ville*, nous dit Antoine, membre du collectif Le nuage était sous nos pieds, *mais on ne sait rien des volumes utilisés ni de qui les a autorisés. Marseille est l'une des villes les plus importantes en termes de trafic de données, et pourtant on n'en parle jamais, cela reste invisible.* »

Entre 2018 et 2022, ses prélèvements ont bondi de 82 %. Des chiffres qui seront sans nul doute amenés à s'envoler.

Des ogres énergétiques

Faire circuler de l'eau dans des circuits pour refroidir des serveurs qui ont tendance à chauffer est une alternative au recours plus classique à la climatisation, gourmande en électricité, et une façon pour les opérateurs de data centers de faire baisser leur empreinte carbone, déjà supérieure à celle de l'aviation. Dans une enquête publiée le 15 septembre dernier, le quotidien britannique *The Guardian* révélait d'ailleurs que cette empreinte était largement sous-estimée ; les émissions de gaz à effet de serre seraient ainsi 662 % plus importantes qu'annoncées.

Le constat est clair : les centres de données sont des ogres énergétiques. Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que leur consommation d'électricité, dopée par l'essor de l'IA, devrait doubler d'ici 2026, et augmenter de 160 % d'ici 2030 selon une étude de la banque Goldman Sachs. La

même étude avance également qu'une requête sur l'application ChatGPT consommerait dix fois plus qu'une recherche sur Google.
En Irlande, terre d'élection des géants du numérique en Europe, les centres de données avalent déjà un cinquième de la production, plus que l'ensemble des habitations. « *Il y a 82 data centers dans le pays et le réseau électrique arrive à saturation,* précise Patrick Brodie, chercheur à l'université de Dublin. *Cela a contraint le pays à maintenir sa production d'origine fossile et l'a éloigné de ses objectifs de transition.* »
À la suite de la mobilisation de citoyens réunis dans des collectifs comme Not here not anywhere (« Ni ici ni ailleurs »), de militants issus de mouvements écologistes comme Extinction Rebellion et d'élus, le sujet est devenu un enjeu politique majeur et a conduit, de fait, à un moratoire dans la région de Dublin.
Si les informations sur la consommation d'eau des data centers filtrent peu, Google a toutefois révélé avoir prélevé 28 milliards de litres d'eau en 2023, dont les deux tiers pour refroidir ses centres de données.
Nombreux sont les cas similaires, aux États-Unis notamment, où cette demande d'électricité abyssale a conduit à maintenir des centrales à charbon ou à gaz en activité. Les cadres et grands patrons de l'industrie numérique avouent eux-mêmes se trouver face à une impasse. « *Il n'y a pas moyen d'y arriver sans une avancée scientifique* », a ainsi prophétisé Sam Altman, cofondateur d'OpenAI. D'où l'idée de miser sur la fusion nucléaire et la construction de « mini-réacteurs » dédiés aux data centers.
Déjà, le 20 septembre dernier, Microsoft annonçait la relance de la centrale de Three Mile Island, en Pennsylvanie, fermée depuis 2019 et théâtre d'un accident en 1979 qui avait mis un coup d'arrêt au programme nucléaire américain. Tout un symbole. Pour une durée de vingt ans, l'entreprise s'octroiera donc 837 mégawatts de capacité électrique, soit l'équivalent de la consommation de 800 000 foyers américains.

Bienvenue dans le « *nubecene* »

Si la plupart des citoyens et activistes opposés à la construction de nouveaux data centers se mobilisent en pointant en premier lieu leur consommation d'eau et d'énergie, ils en viennent vite à remettre en cause tout un système marqué par sa voracité et son extractivisme. « *Notre contestation est systémique*, rappelle ainsi Antoine du collectif Le nuage était sous nos pieds. *Il ne s'agit pas seulement des data centers, mais aussi des puces électroniques qui servent à les faire tourner, des terres rares qui sont nécessaires à cette industrie, des usages qui vont avec, le profilage publicitaire, la smart city ou la surveillance algorithmique. Nous réfléchissons à toute la chaîne.* » C'est l'utilité des données stockées qui est interrogée.
Dans un article intitulé « How digital waste is polluting the planet », plusieurs chercheurs britanniques ont ainsi avancé que 88 % de ces données peuvent être considérées comme des « *junk data* », des données stockées mais qui ne sont plus utilisées. « *On stocke tout*, confirme Cyril Vart, vice-président exécutif du cabinet de conseil spécialiste du numérique Fabernovel, *et comme le coût est caché, on continue. Il y a des téraoctets qui croupissent littéralement dans les data centers. Il est impératif de se poser la question de l'utilité collective de tout cela.* »
Selon le journaliste et critique du numérique canadien Paris Marx, à la tête du site Disconnect, l'industrie recherche la croissance pour la croissance, la hausse des capacités de stockage et de calcul devenant une fin en soi avec, en toile de fond, cette idée que cette marche en avant serait forcément synonyme de progrès.
« *Le cloud est-il fondamentalement insoutenable ? Doit-il prendre fin pour notre survie collective ?* », c'est la question posée frontalement par l'anthropologue Steven Gonzalez Monserrate, et à laquelle il répond par l'affirmative. Le chercheur, qui a passé six mois en Arizona où il a travaillé dans des data centers pour les besoins de son enquête, a formulé le concept de « *nubecene* » (de *nube*, « nuage » en espagnol), en écho au terme d'anthropocène.
S'il rappelle, dans son article « *The Infinite Cloud Is a Fantasy* », les conséquences les plus délétères de l'essor des data centers – artificialisation des sols, consommation d'eau et d'énergie, rejets d'eaux polluées dans les rivières, nuisances sonores et pathologies qui y sont associées –, il met aussi l'accent sur l'obsolescence rapide des serveurs, dont la durée de vie garantie n'excède pas trois ans, et qui génère de grandes quantités de déchets informatiques. « *Le cloud est complice du réchauffement de la planète, de la désertification et de la toxification de notre environnement*, résume-t-il. *Le cloud, tel que j'ai pu l'observer, est déjà cassé, il est en train de s'effondrer. Il n'y a aucune solution technique qui puisse nous sauver. Nous ne sommes pas face à un problème d'ingénierie mais face à un problème culturel.* » Le nuage, lui, se dissipe et retrouve toute sa matière.

Fabien BENOIT , publié le 15 janvier 2025 (Socialter)
Journaliste indépendant et auteur de « The Valley, une histoire politique de la Silicon Valley » (Les Arènes)

Utiliser l'IA sans sacrifier nos libertés

L'omniprésence de l'intelligence artificielle (IA) n'est plus sujette à choix ou opinion. Elle s'impose dans notre quotidien avec ou sans notre consentement.
Article de Matthias Faeh, fondateur de Surmesure.ai, pour Essentiel News.

Que ce soit activement, au travers de l'utilisation de smartphones et d'ordinateurs, ou passivement, par les capteurs et caméras de vidéosurveillance, nos informations personnelles nourrissent ces systèmes, qu'on le veuille ou non. Alors, comment naviguer dans un monde où la collecte massive de données est omniprésente? Quelles solutions pour préserver nos libertés tout en bénéficiant des avancées technologiques ?

L'IA s'est infiltrée dans tous les aspects de nos vies, rendant nos interactions plus simples et nos choix plus personnalisés. Certes, cela constitue souvent un avantage, mais il est essentiel de bien comprendre les implications qui en découlent. En effet, il faut savoir que des assistants vocaux aux systèmes de reconnaissance faciale, elle fonctionne grâce à l'analyse de données massives. Et cette omniprésence soulève de sérieuses préoccupations sur la confidentialité et le contrôle des données personnelles. Les smartphones jouent un rôle central dans cette collecte. Android, par exemple, exploite largement les données à des fins commerciales, tandis qu'iOS promet une meilleure confidentialité tout en restant opaque. Récemment, le gouvernement anglais a exigé d'Apple un accès direct aux données des utilisateurs stockées dans le cloud, révélant les tensions entre éthique et contrainte réglementaire.

Pourquoi l'IA est-elle si friande en données personnelles?
L'Intelligence Artificielle repose sur un principe fondamental : produire des réponses pertinentes dépend directement des données qu'elle peut engloutir. Les modèles de langage (LLM) s'appuient sur des données accessibles publiquement pour leur entraînement initial. Pour affiner leurs analyses et offrir des recommandations personnalisées, les systèmes se surpassent pour capter toutes nos petites habitudes et nos informations « maison » et ainsi se perfectionnent à notre insu. Chaque interaction avec un assistant vocal ou un moteur de recherche génère des données. Combinées à vos historiques de navigation, préférences d'achat et données captées par votre smartphone (nombre de pas, localisation, horaires de sommeil, etc), ces informations créent un profil comportemental détaillé. Ce profil devient une ressource clé pour offrir des expériences personnalisées – mais aussi pour alimenter des modèles économiques basés sur l'exploitation commerciale.

Oui à des outils efficaces, non à de nouveaux maîtres
L'IA fournit une valeur souvent très utile, en nous allégeant de tâches répétitives et en stimulant notre créativité. Pourtant, il est essentiel d'établir un cadre clair et des limites adaptées pour profiter pleinement de ses avantages sans compromettre notre liberté. En prenant conscience de ce risque, nous pouvons agir au quotidien pour nous en protéger. En réduisant volontairement l'accès à nos informations, en soutenant

des alternatives autonomes et en privilégiant des solutions *open-source* et décentralisées, il devient possible de remettre la technologie au service des utilisateurs et non l'inverse ; de nous servir de ses atouts pour consolider nos droits et non pas pour nous tenir plus encore en esclavage.

Conseils pratiques pour déjouer les pièges

Ce n'est pas une tâche facile et cela demande des efforts, mais on peut considérablement diminuer les risques en suivant les dix étapes suivantes:

1. Privilégiez des navigateurs comme Brave (ou des extensions comme uBlock Origin et Privacy Badger) qui bloquent automatiquement les pubs et les traqueurs invisibles. Ces outils empêchent les sites web et les services d'IA de suivre vos activités en ligne. Le mode « navigation privée renforcée » (intégré dans Brave) permet de visiter des sites sensibles en laissant moins de traces.
2. Créez une adresse email dédiée (avec des services comme ProtonMail) uniquement pour vos interactions avec l'IA. Évitez d'utiliser votre compte Google principal : cela limite le regroupement de vos données personnelles dans un seul espace.
3. Préférez les versions sites web des outils d'IA (via votre navigateur) aux applications fermées à installer. Les apps mobiles commerciales collectent souvent des informations cachées (localisation, contacts) sans votre accord explicite.
4. Utilisez des plateformes différentes selon vos besoins : une pour le travail, une autre pour les loisirs. Cette séparation rend plus difficile la création d'un profil complet de vos habitudes par les algorithmes.
5. Ne partagez jamais d'informations personnelles (coordonnées bancaires, documents officiels) avec un agent conversationnel. Considérez ces outils comme des collègues de bureau à qui vous ne confieriez pas vos secrets.
6. Le moteur de recherche DuckDuckGo ne conserve pas l'historique de vos requêtes et contrairement à Google, il ne personnalise pas les résultats pour éviter de vous enfermer dans une « bulle » algorithmique. De plus, il permet d'interroger directement les services IA de manière anonyme.
7. Un VPN (logiciel qui camoufle votre emplacement tel que Protonvpn) empêche les sites d'IA de savoir d'où vous vous connectez. C'est utile pour accéder à des services tout en protégeant votre anonymat.
8. Désactivez les assistants vocaux (Siri, Google Assistant) quand vous ne les utilisez pas. Pour plus de sécurité, couvrez physiquement les webcams avec un autocollant.
9. Effacez périodiquement votre historique dans les outils d'IA (comme ChatGPT). Certaines extensions permettent de programmer cette suppression automatiquement, comme un ménage numérique programmé.
10. Utilisez un coffre-fort numérique (1Password, KeePass) pour générer et stocker des identifiants uniques. Cela évite les piratages en cascade si un service d'IA subit une fuite de données.

Vers des IA ouvertes et privées

De plus, les solutions d'IA ouvertes commencent à émerger. Ces outils permettent de bénéficier de la puissance de l'IA sans compromettre notre sphère privée. Bien qu'encore techniques à mettre en place, ces alternatives deviendront de plus en plus accessibles grâce aux communautés *open-source*. Cette évolution ouvre la voie à une nouvelle ère où chacun peut exploiter la technologie tout en gardant un contrôle total sur ses données.

L'IA fait désormais partie intégrante de nos vies, mais nous avons le pouvoir de choisir comment l'utiliser. La clé réside dans une information claire, des pratiques responsables et la volonté des utilisateurs à maîtriser ces assistants, avant qu'ils ne deviennent des prédateurs numériques.

Choisir des pratiques respectueuses de la vie privée est un acte citoyen qui préserve nos libertés dans un monde où la technologie est omniprésente. Comme le dit le vieux dicton, « *un homme averti en vaut deux* ». L'anticipation des risques permet toujours de ne pas être pris au dépourvu face aux crises. Une leçon de sagesse qui n'a pas échappé à Machiavel non plus: « *Celui qui est préparé au pire ne sera pas surpris par l'adversité* ».

https://essentiel.news/utiliser-l-ia-sans-sacrifier-nos-libertes/

Les risques de l'intelligence artificielle : la bombe chinoise DeepSeek ébranle le projet de 500 milliards de dollars de Trump pour l'IA

L'avenir de l'humanité se joue en ce moment même. Et il ne se décide pas sur un champ de bataille en Europe de l'Est, ou au Moyen-Orient ou dans le détroit de Taïwan, mais dans les centres de données et les installations de recherche où les experts en technologie créent «*l'infrastructure physique et virtuelle pour alimenter la prochaine génération d'intelligence artificielle* ». Il s'agit d'une véritable mêlée générale qui a déjà fait un certain nombre de victimes, même si l'on ne s'en rend pas compte en lisant les gros titres, qui ignorent généralement les récents développements « cataclysmiques ».
Mais lorsque le président Trump a annoncé le lancement d'un projet d'infrastructure d'IA de 500 milliards de dollars (Stargate) mardi, quelques heures seulement après que la Chine a publié son DeepSeek R1, qui « *surpasse ses rivaux en matière de codage avancé, de mathématiques et de connaissances générales* », il est devenu douloureusement évident que la bataille pour l'avenir « est engagée » de manière importante. Et ce n'est pas une bataille qu'un camp ou l'autre peut se permettre de perdre.

Voici comment Adam Button, expert en technologie, résume la situation :
« *Imaginez que nous soyons de retour en 2017 et que l'iPhone X vienne de sortir. Il se vendait 999 $ et Apple écrasait les ventes et construisait un large fossé autour de son écosystème.*
Imaginez maintenant que, quelques jours plus tard, une autre entreprise ait présenté un téléphone et une plateforme égaux en tous points, voire meilleurs, et que le prix ne soit que de 30 dollars.
C'est ce qui s'est passé aujourd'hui dans le domaine de l'IA. L'entreprise chinoise DeepSeek a mis sur le marché un modèle opensource qui fonctionne de la même manière que les derniers modèles d'OpenAI, mais dont le coût d'exploitation est minime. De plus, vous pouvez même le télécharger et le faire fonctionner gratuitement (ou au prix de votre électricité).
Ce produit représente un énorme bond en avant en termes de mise à l'échelle et d'efficacité, et pourrait bouleverser les attentes quant à la quantité de puissance et de calcul nécessaires pour gérer la révolution de l'IA. Il arrive également quelques heures avant que Trump ne dévoile un investissement de 500 milliards de dollars dans les centres de données américains. Le modèle montre qu'il existe différentes manières d'entraîner les modèles d'IA fondamentaux, qui permettent d'obtenir les mêmes résultats à un coût bien moindre. Il ouvre également la voie à un plus grand nombre d'applications pour l'IA qui auraient été trop coûteuses à mettre en œuvre auparavant, ce qui devrait élargir les applications dans l'économie réelle ».[1]

US tech leaders invest $500bn in major AI project

THE AUSTRALIAN

Imaginez la panique qui se répand actuellement dans les capitales occidentales de la technologie. L'IA était censée être la voie rapide vers le contrôle absolu de la société et la domination oligarchique au cours des prochains millénaires, mais voilà que ces satanés Chinois ont renversé la vapeur, laissant les élites occidentales face à un problème qu'elles pourraient ne pas être en mesure de résoudre. (Ils s'attendaient à ce que les sanctions contre les micropuces sabotent les efforts de la Chine en matière d'IA pendant au moins une dizaine d'années, mais au lieu de cela, la Chine est revenue en force avec un système qui a laissé les géants de la technologie le souffle coupé.

Bien entendu, les avancées spectaculaires de la Chine en matière de développement technologique n'ont rien de nouveau, comme l'a souligné le rédacteur en chef Ron Unz dans un article récent : « *Entre 2003 et 2007, les États-Unis étaient en tête dans 60 des 64 technologies* ». Alors qu'en 2022, « *la Chine sera en tête dans 52 des 64 technologies* ». Ce n'est pas une compétition, c'est une raclée dans un parking. Voici ce que dit Unz :

« *La Chine est aujourd'hui en tête du classement mondial dans un grand nombre des technologies futures les plus importantes. Le succès de ses entreprises commerciales dans le domaine des télécommunications (Huawei, Zongxin), des véhicules électriques (BYD, Geely, Great Wall, etc.), des batteries (CATL, BYD) et du photovoltaïque (Tongwei Solar, JA, Aiko, etc.) repose directement sur ces prouesses en matière de recherche et de développement.*

De même, la modernisation de l'armée chinoise s'appuie sur le développement technologique massif de la communauté scientifique et de la base industrielle du pays…. Grâce à son avance en matière de recherche scientifique et technologique, la Chine est en mesure de surpasser les États-Unis sur les plans économique et militaire dans les années à venir ».[2]

Rien de tout cela ne devrait être une surprise, même si le moment choisi pour la publication de DeepSeek (avant l'annonce de Trump sur Stargate) montre que les Chinois ne voient pas d'inconvénient à perturber la stratégie mondiale de Washington si cela sert leurs intérêts régionaux, ce qui est indubitablement le cas. Voici un peu plus de détails tirés d'un article de Benj Edwards sur *Ars Technica* :

« *Lundi, le laboratoire d'IA chinois DeepSeek a publié sa nouvelle famille de modèles R1 sous une licence MIT ouverte, la plus grande version contenant 671 milliards de paramètres. L'entreprise affirme que les performances du modèle sont comparables à celles du modèle de raisonnement simulé (SR) o1 d'OpenAI sur plusieurs points de référence en mathématiques et en codage. (…)*

Ces publications ont immédiatement attiré l'attention de la communauté de l'IA, car la plupart des modèles de pondération ouverts existants sont restés à la traîne des modèles propriétaires tels que le modèle o1 d'OpenAI dans ce que l'on appelle les benchmarks de raisonnement. (…)

Le modèle R1 fonctionne différemment des grands modèles de langage typiques (…) Ils tentent de simuler une chaîne de pensée semblable à celle d'un être humain lorsque le modèle cherche une solution à la requête. Cette catégorie de ce que l'on pourrait appeler les modèles de "raisonnement simulé", ou modèles SR en abrégé, est apparue lorsque OpenAI a lancé sa famille de modèles o1 en septembre 2024. (…)

DeepSeek rapporte que R1 a surpassé o1 d'OpenAI sur plusieurs benchmarks et tests, notamment AIME (un test de raisonnement mathématique), MATH-500 (une collection de problèmes de mots), et SWE-bench Verified (un outil d'évaluation de la programmation). (…)

TechCrunch rapporte que trois laboratoires chinois – DeepSeek, Alibaba et Kim de Moonshot AI – ont maintenant publié des modèles qui, selon eux, correspondent aux capacités de l'o1 d'OpenAI, DeepSeek ayant d'abord présenté R1 en novembre **».**[3]

L'enjeu est de taille. Les États-Unis ont l'intention de dominer le monde dans cette technologie essentielle et pourtant, *les Chinois ont non seulement produit un système qui est tout aussi bon que le meilleur des États-Unis, mais ils l'ont rendu plus abordable, plus accessible et plus transparent. Comment ne pas l'apprécier ?*

(Note : OpenAI est un laboratoire de recherche américain sur l'intelligence artificielle (IA). Il est composé de l'organisation à but non lucratif OpenAI Incorporated et de sa filiale à but lucratif OpenAI Limited Partnership. OpenAI est devenu l'un des principaux leaders de l'ère de l'IA générative. OpenAI est une société privée qui a ouvert certaines de ses technologies, mais n'a pas ouvert la plupart de ses technologies. En revanche, DeepSeek AI R1 est open source, ce qui signifie que son code est accessible au public – tout le monde peut voir, modifier et distribuer le code comme bon lui semble. Les logiciels libres sont développés de manière décentralisée et collaborative, en s'appuyant sur l'évaluation par les pairs et la production communautaire).

Pour en savoir plus, l'analyste politique Arnaud Bertrand a publié un billet sur X :
« *La plupart des gens ne réalisent probablement pas à quel point les nouvelles (concernant) le Deepseek chinois sont mauvaises pour OpenAI. Ils ont mis au point un modèle qui égale et même dépasse le dernier modèle o1 d'OpenAI sur différents benchmarks, et ils ne demandent que 3% du prix. C'est un peu comme si quelqu'un avait sorti un téléphone portable comparable à l'iPhone mais qu'il le vendait 30 dollars au lieu de 1 000. C'est aussi spectaculaire que cela.*
De plus, ils publient le modèle en code source libre, de sorte que vous avez même la possibilité – qu'OpenAI n'offre pas – de ne pas utiliser leur API du tout et d'exécuter le modèle « gratuitement » vous-même.
Si vous êtes client d'OpenAI aujourd'hui, vous allez évidemment commencer à vous poser des questions, comme "Attendez, pourquoi devrais-je payer 30 fois plus cher ?" Il s'agit d'une véritable transformation, qui remet fondamentalement en question l'économie du marché. (…)
Il semble donc que la donne ait changé. Tout cela grâce à une entreprise chinoise qui vient de démontrer comment les restrictions technologiques américaines peuvent se retourner contre elle de manière spectaculaire – en la forçant à construire des solutions plus efficaces qu'elle partage maintenant avec le monde entier à 3% des prix d'OpenAI. Comme le dit l'adage, la pression crée parfois des diamants ». @RnaudBertrand

Vous voyez ce que je veux dire ? Tout ce que les États-Unis ont fait pour entraver le développement de la Chine – notamment les sanctions économiques, les embargos sur les puces, les provocations militaires, l'ingérence politique, et même l'arrestation d'une dirigeante de Huawei (vraiment pathétique) – leur a explosé à la figure. La main-d'œuvre chinoise, bien formée, très motivée et compétente sur le plan technologique, a produit un modèle d'IA qui égale ou dépasse ce que l'Occident a de mieux à offrir, pour une fraction du coût et avec une source ouverte qui permet aux utilisateurs de modifier et de distribuer le code comme ils l'entendent.
Alors, quelle version de l'IA semble être un véritable avantage pour l'humanité et laquelle ressemble à un autre projet visant à transformer le monde en un État policier dystopique contrôlé par des aspirants tyrans et des psychopathes obsédés par le contrôle ? Bertrand nous en dit plus sur les raisons pour lesquelles la Chine rend l'IA si bon marché :
«… c*ela témoigne d'une philosophie ou d'une vision différente de l'IA : l'ironiquement nommée "OpenAI" consiste essentiellement à essayer d'établir un monopole en créant un fossé avec des quantités massives de GPU et d'argent. Deepseek mise clairement sur un avenir où l'IA deviendra un produit de base, largement disponible et abordable pour tous. En fixant des prix aussi agressifs et en publiant son code en code source libre, Deepseek n'est pas seulement en concurrence avec OpenAI, mais déclare en fait que l'IA devrait être comme l'électricité ou la connectivité internet – un service public de base qui stimule l'innovation plutôt qu'un service premium contrôlé par un petit nombre d'acteurs. Et dans ce monde, il est bien plus intéressant d'être le premier à avoir contribué à sa réalisation que d'être l'acteur historique qui a essayé de l'arrêter* ». @RnaudBertrand

(Creepy Larry Ellison prédit que « *les citoyens adopteront un comportement irréprochable* » avec un système de surveillance de l'État policier par l'IA).

C'est donc comme tout le reste dans ce monde malade et tordu où une poignée de mécréants avides d'argent se frayent un chemin vers une nouvelle technologie afin d'engraisser leur propre compte en banque tout en plantant leur botte fermement sur la nuque de l'humanité. Il me semble que l'approche de la Chine est largement supérieure en ce qu'elle vise clairement à offrir les avantages de l'IA au plus grand nombre et au moindre coût. Voici quelques commentaires aléatoires sur l'IA DeepSeek de la Chine que j'ai relevés sur X et qui montrent à quel point les gens sont enthousiasmés par cette version révolutionnaire :

« *Les ramifications de ce projet sont énormes. Chaque jour, la Chine fait quelque chose d'incroyable, totalement différent de la stagnation de l'UE, qui parle toute la journée sans rien accomplir, ou du dernier plan diabolique qui suinte de Washington. C'est tout simplement brillant et inspirant, et cela leur vaudra plus de bienveillance* ». @CaptainCrusty66

« *C'est le livre de recettes de la Chine pour réussir dans tous les secteurs où les oligopoles occidentaux ont dominé* ». @bbooker450

« *L'IA fera partie de l'infrastructure quotidienne, comme l'électricité et l'eau du robinet. DeepSeek est un pas important dans cette direction, grâce à sa réduction des coûts et à sa nature open source* ». @MrBig2024

« *Nous vivons une époque où une entreprise non américaine maintient en vie la mission originale de l'OpenAI – une recherche véritablement ouverte, à la frontière, qui permet à tous de s'émanciper* ». @DrJimFan

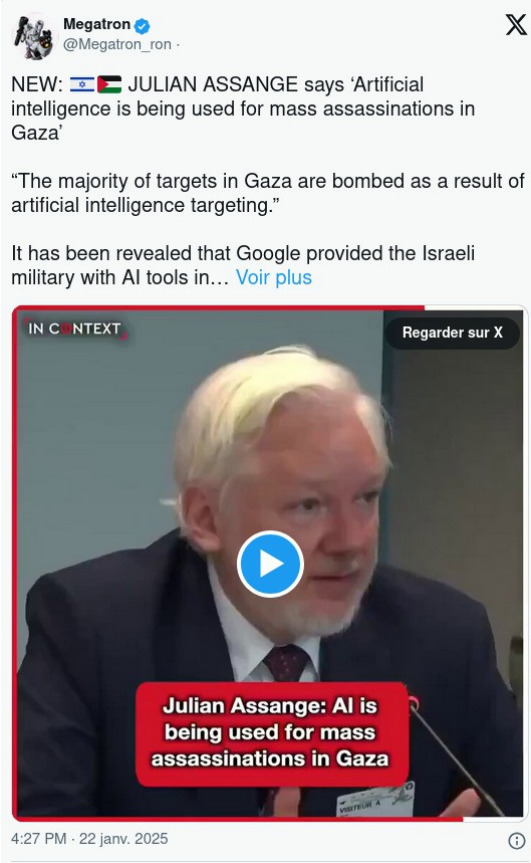
« *Il s'agit de capacités de raisonnement de niveau 1 que vous pouvez exécuter localement, que vous pouvez modifier et que vous pouvez étudier… c'est un monde très différent de celui dans lequel nous étions hier* ». AI, ligne de commentaires

« *Comparaison des prix d'o1 d'OpenAI et de DeepSeek AI R1 : R1 est nettement moins cher dans toutes les catégories (96-98% d'économies). Maintenant vous savez pourquoi les grandes organisations ne veulent pas que l'open source continue, Si l'humanité va un jour bénéficier de l'IA, ce sera grâce à l'open source* ». @ai_for_success

« *La Chine est en train de bouleverser la théorie du développement de manière étonnante. Le PIB par habitant de la Chine n'est que de 12 000 dollars. C'est 70% de moins que la moyenne des pays à revenu élevé. Pourtant, elle dispose du plus grand réseau ferroviaire à grande vitesse du monde. Elle a développé ses propres avions commerciaux. Ils sont les leaders mondiaux en matière de technologie des énergies renouvelables et de véhicules électriques. Ils disposent d'une technologie médicale avancée, de la technologie des smartphones, de la production de puces électroniques, de l'ingénierie aérospatiale… La Chine a une espérance de vie supérieure à celle des États-Unis, avec 80 % de revenus en moins. On nous a dit que ce type de développement nécessitait des niveaux de PIB/cap très élevés. Or, au cours des dix dernières années, la Chine a démontré qu'il était possible d'y parvenir avec des niveaux de production beaucoup plus modestes.*

Comment s'y prend-elle ? En utilisant les finances publiques et la politique industrielle pour orienter l'investissement et la production vers des objectifs sociaux et des besoins de développement du pays. Cela lui permet de convertir la production globale en résultats de développement de manière beaucoup plus efficace que dans d'autres pays, où la capacité de production est souvent gaspillée dans des activités qui peuvent être très rentables pour le capital ou bénéfiques pour les riches, mais qui ne font pas réellement progresser le développement. Bien sûr, la Chine a encore des lacunes à combler en matière de développement. Et nous savons, grâce à d'autres pays, qu'il est possible d'atteindre des indicateurs sociaux plus élevés avec le niveau de PIB/capacité de la Chine, en se concentrant davantage sur la politique sociale. Mais les réalisations sont indéniables, et les économistes du développement font le point ». @jasonhickel

Julian Assange déclare que « *l'intelligence artificielle est utilisée pour des assassinats de masse à Gaza* » (…) « *La majorité des cibles à Gaza sont bombardées grâce à l'intelligence artificielle* ». Il a été révélé que Google a fourni à l'armée israélienne des outils d'intelligence artificielle dans les premières semaines du génocide.



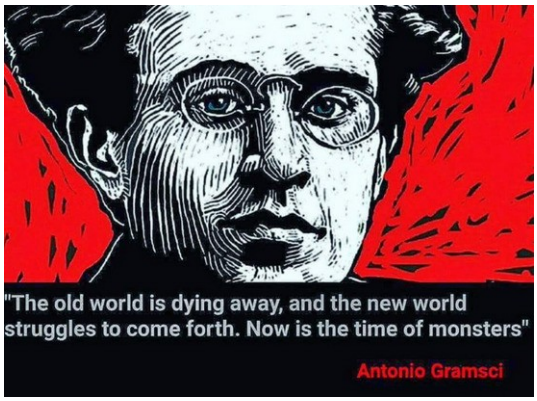
Malheureusement, l'intensité de la concurrence entre les États-Unis et la Chine ne tient pas compte des risques inhérents à l'intelligence artificielle et de la menace qu'elle représente pour la survie de l'humanité. Dans une récente analyse de la Rand Corporation intitulée « *L'IA et la géopolitique : Comment l'IA pourrait-elle affecter la montée et la chute des pays ?* », les auteurs ouvrent une fenêtre inquiétante sur un avenir dans lequel « *les machines dotées d'IA – d'une intelligence équivalente ou supérieure et, potentiellement, de capacités hautement perturbatrices* » pourraient constituer une menace pour notre propre existence. N'oubliez pas que la frontière entre notre réalité historique et la science-fiction a déjà été franchie, tout comme la probabilité que notre propre création, l'IA, devienne « *un acteur, et pas seulement un facteur* » dans les défis existentiels auxquels notre espèce est confrontée. Voici un court extrait de cet article vraiment troublant :

« *Bien que la technologie ait souvent influencé la géopolitique, la perspective de l'IA signifie que la technologie elle-même pourrait devenir un acteur géopolitique. L'IA pourrait avoir des motivations et des objectifs qui diffèrent considérablement de ceux des gouvernements et des entreprises privées. L'incapacité des humains à comprendre comment l'IA "pense" et notre compréhension limitée des effets de deuxième et de troisième ordre de nos ordres ou de nos demandes à l'IA sont également très inquiétants. Les humains ont déjà suffisamment de mal à interagir les uns avec les autres. Il reste à voir comment nous gérerons nos relations avec une ou plusieurs IA. (…)*

Nous entrons dans une ère à la fois d'illumination et de chaos. (…)

La nature sans frontières de l'IA la rend difficile à contrôler ou à réguler. Avec l'augmentation de la puissance de calcul, l'optimisation des modèles et la maturation des cadres open source, la capacité à créer des applications d'IA à fort impact deviendra de plus en plus diffuse. Dans un tel monde, des chercheurs et des ingénieurs bien intentionnés utiliseront ce pouvoir pour faire des choses merveilleuses, des individus mal intentionnés l'utiliseront pour faire des choses terribles, et les IA pourraient faire à la fois des choses merveilleuses et terribles. Le résultat net n'est ni une ère de lumière sans tache, ni un désastre total, mais un mélange des deux. L'humanité apprendra à se débrouiller et à vivre avec cette technologie qui change la donne, comme nous l'avons fait avec tant d'autres technologies transformatrices dans le passé. (…)
Les dangers potentiels de l'IA sont nombreux. À l'extrême, ils comprennent la menace de l'extinction de l'humanité, qui pourrait résulter d'une catastrophe provoquée par l'IA, comme un virus bien conçu qui se propage facilement, échappe à la détection et détruit notre civilisation. Moins grave, mais très inquiétante, est la menace qui pèse sur la gouvernance démocratique si l'IA prend le pouvoir sur les gens. (…)
L'IA ne peut être contenue par la réglementation, et la meilleure politique consistera donc à minimiser les dommages que l'IA pourrait causer. Cela sera probablement plus critique en matière de biosécurité[3], mais la réduction des dommages comprend notamment la lutte contre les menaces de cybersécurité, le renforcement de la résilience démocratique et le développement d'options de réponse d'urgence pour une grande variété de menaces provenant d'acteurs étatiques et sub-étatiques et non étatiques. (…)
Compte tenu de la prolifération probablement très large des capacités d'IA avancées chez les acteurs des secteurs privé et public et chez les personnes disposant de ressources suffisantes, les gouvernements devraient collaborer étroitement avec les principales entités du secteur privé pour mettre au point des outils de prévision avancés, des jeux de guerre et des plans stratégiques pour faire face à ce que les experts prévoient comme une grande variété d'événements catastrophiques inattendus provoqués par l'IA ».[4]
En d'autres termes, l'humanité devrait encourager ses dirigeants politiques et commerciaux à faire preuve de discernement et à se préparer à des catastrophes inattendues susceptibles d'entraîner la disparition de l'espèce.
Ce n'est tout simplement pas une défense suffisante pour le défi auquel nous sommes confrontés.

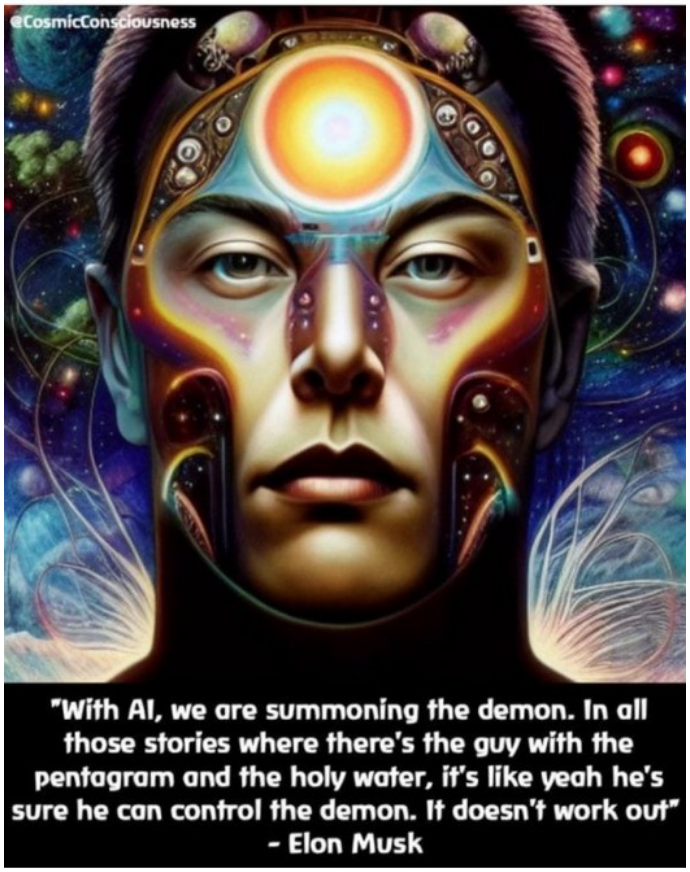
Mike WHITNEY
Mondialisation.ca, 24 janvier 2025



« *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les Monstres*« . Antonio Gramsci

Article original en anglais :
The Risks of Artificial Intelligence: China's DeepSeek Bombshell Rocks Trump's $500B AI Boondoggle, 24 janvier 2025
L'article en anglais a été publié. initialement par The Unz Review

Notes :
1.« Le projet chinois DeepSeek pourrait bien avoir bouleversé l'économie de l'IA », forex live
2.« American Pravda : China vs. Les États-Unis », Ron Unz, The Unz Review
3.« Un modèle chinois de "raisonnement" de pointe rivalise avec l'o1 d'OpenAI et peut être téléchargé gratuitement » , ars technica
4.« L'IA et la géopolitique : Comment l'IA pourrait-elle affecter la montée et la chute des pays ? », RAND



« Avec l'IA, nous convoquons le démon. Dans toutes ces histoires où il y a un mec avec un pentagramme et de l'eau bénite, on a l'impression qu'il est sûr de pouvoir contrôler le démon. Mais ça ne fonctionne pas. » (Elon Musk)

Version française publiée par Réseau international

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Mike Whitney, Mondialisation.ca, 2025

« Levez-vous ! » : ils résistent au rouleau compresseur de l'IA

Un contre-sommet dénonçant les dérives de l'intelligence artificielle s'est tenu à Paris le 10 février. L'occasion pour les participants de partager leurs craintes, mais aussi leurs solutions.

Paris, reportage

« C'est le rush, ça n'arrête pas ! » sourit une ouvreuse. En ce 10 février, le public afflue dans la grande salle du théâtre de la Concorde, dans le 8e arrondissement de Paris. En cet après-midi pluvieux, la foule ne vient pas apprécier un spectacle, mais partager ses craintes et ses solutions face à la révolution numérique qui vient : l'intelligence artificielle (IA).

Un contre-sommet, organisé à l'initiative du philosophe technocritique Éric Sadin, pour dénoncer la *« gigantesque messe propagandiste »* officiée par les dirigeants de la planète et les industriels du numérique au Sommet pour l'action sur l'IA qui se tient pendant deux jours au Grand Palais. Suppression d'emplois, dégâts environnementaux, renforcement des inégalités, exploitation d'enfants, conflits internationaux… En six tables rondes, chercheurs, syndicalistes, artistes et associations ont chacun évoqué les répercussions de l'intelligence artificielle dans leur quotidien et dans le monde.

À France Travail, par exemple, son déploiement a entraîné *« une perte de sens*, a témoigné Sandrine Larizza, syndicaliste CGT. *Les conseillers ne font plus que des micro-tâches à la chaîne »*. Cette technologie met en péril *« ce qui fait de nous des êtres humains. On devient des robots de chair et de sang »*, a prévenu Éric Sadin.

Éric Sadin : « Nous devons redevenir acteurs de notre destin. » *© Mathieu Génon / Reporterre*

Grâce à un infaillible soutien politique et financier, l'IA s'immisce à toute vitesse dans

le quotidien, s'implante dans les entreprises et dans les services publics, selon l'écrivain : *« Elle est devenue la seule voie du futur et inonde toutes les autres possibles. L'IA nous pose une question morale : à l'âge des systèmes omniscients, quel va être notre rôle sur Terre ? Devenir des assistés par les écrans ? »*. Et de clamer : *« Nous devons redevenir acteurs de notre destin. »*
Mais comment lutter contre ce rouleau compresseur qu'est l'IA, ralentir la cadence, tout en reconnaissant ses opportunités et ses atouts ?

Le théâtre de la Concorde, à Paris, a fait salle comble. *© Mathieu Génon / Reporterre*

« Levez-vous ! »

Parmi les spectateurs, beaucoup se posent la même question. La peintre-sculptrice Geneviève Daveine ne le sait pas encore. Inquiète pour ses enfants, elle a fait le déplacement à la recherche d'idées. Ce qui est sûr, c'est que la septuagénaire n'est pas emballée par le mode d'action *« ni les arguments »* du collectif Anti-Tech Resistance.

Le collectif Anti-Tech Resistance au début du contre-sommet. *© Mathieu Génon / Reporterre*

Avant ce contre-sommet, le collectif a occupé la scène pendant une vingtaine de minutes, parfois sous les huées, parfois sous les applaudissements du public. Pour la quinzaine de militants, rien ne vaut plus que la lutte sur le terrain, les blocages, la radicalité.

« L'heure est grave, nos libertés et la vie sur Terre s'éteignent. Il faut déclarer la guerre au système industriel. Qu'est-ce que vous faites assis ? Levez-vous ! » ont-ils appelé dans leur mégaphone, le poing dressé. Le message n'est pas vraiment bien passé : *« Allez au Grand Palais plutôt ! »* ont crié en réponse quelques hommes.

« Inverser le cours des choses »

Au-delà des actes de rébellion, de nombreuses pistes ont été évoquées durant les débats. Certaines estimant que le nom *« intelligence artificielle »* devrait être changé au niveau européen car *« ça n'a rien d'une intelligence »* ; d'autres incitant à l'engagement syndical, le seul moyen d'aider les salariés à se battre contre l'autonomisation des métiers ; beaucoup ont aussi rappelé l'importance de communiquer sur les effets néfastes de l'IA, encore souvent méconnus de la population.

Pour eux, l'IA est une « féroce machine ». *© Mathieu Génon / Reporterre*

Quelques-uns ont enfin abordé les gestes individuels, tout aussi primordiaux. Face aux élèves qui font leurs devoirs à l'aide de ChatGPT, l'enseignante en histoire-géo Cécile Vidil a, par exemple, adapté ses pratiques. *« Maintenant, tout le travail de réflexion est fait en classe. À la maison, je ne leur donne plus que les cours magistraux à recopier »*, explique-t-elle. Le graphiste Patrick Hoarau, lui, *« fait attention aux outils numériques »* qu'il utilise : *« Je boycotte Google et j'entretiens depuis vingt ans mon matériel, même si c'est de plus en plus difficile ».*

Le refus est aussi la voie privilégiée d'un jeune homme de 25 ans ayant pris la parole après une table ronde : *« Ici se trouve l'élite intellectuelle, qui a le pouvoir d'inverser le cours des choses. Personnellement, je n'ai pas de smartphone, et je trouve ça terrible que la majorité d'entre vous en possède un. C'est la première compromission aux capitalistes et aux financiers qui se trouvent derrière cette féroce machine »*, a-t-il regretté. Des points souvent bruyamment approuvés par les voisins et les voisines de réflexion. Reste à mettre cela en pratique.

Nina Guérineau de Lamérie et Mathieu Génon (photographies)
11 février 2025 (Reporterre)

Intelligence artificielle : « Nous devons combattre le fanatisme technologique »

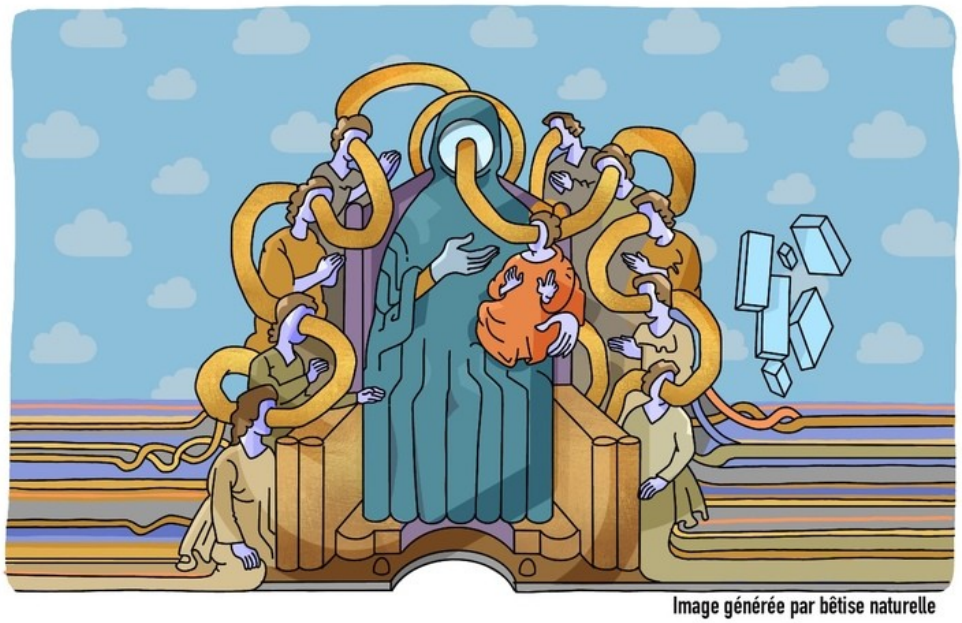
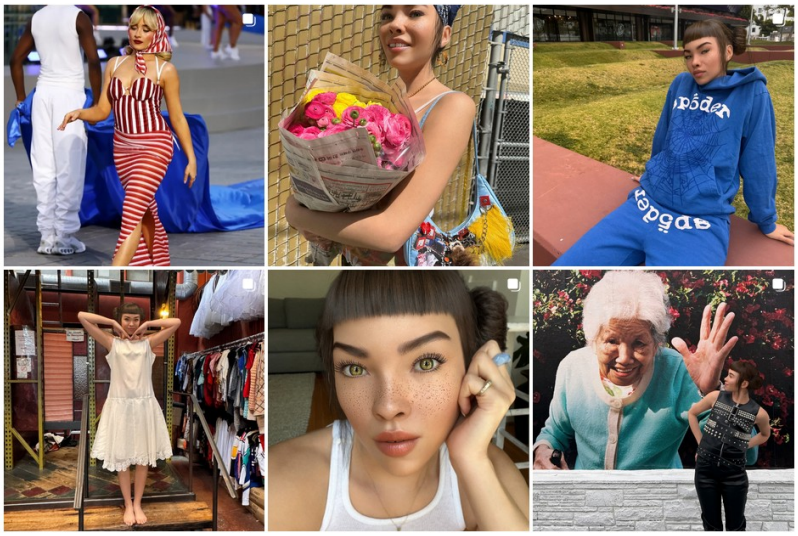


Image générée par bêtise naturelle

« L'intelligence artificielle est un pur délire », résume notre chroniqueuse Celia Izoard. « Les géants de la tech sont des fondamentalistes de la religion de la technologie. » Arrêterons-nous cette folie criminelle ?
Celia Izoard est autrice et journaliste. Elle est l'autrice de *La ruée minière au XXIe siècle -Enquête sur les métaux à l'ère de la transition* (éd. Seuil, 2024) et d'un recueil sur les usines du numérique (*La Machine est ton seigneur et ton maître*, Xu Lizhi, Yang, Jenny Chan, éd. Agone, 2022). Elle a traduit et préfacé *1984*, de George Orwell (Agone, 2021).

Avant, pour nous vendre du maquillage, on nous montrait la photo d'un *top model*. Aujourd'hui, on nous montre un avatar IA (intelligence artificielle). Une critique du *New Yorker*, Jia Tolentino, a appelé ça le *« look cyborg »*, ou le *« visage Instagram »* : impeccablement lisse, yeux en amande, regard vide. Ce nouveau standard de beauté s'est imposé à force de voir des visages retouchés par IA (les *« filtres beauté »*) sur Instagram ou Tiktok.
À force aussi de voir des *top models* et des influenceuses qui, de plus en plus... sont des robots. La haine de soi que l'industrie de la beauté inculque aux femmes depuis des générations a atteint un nouveau stade : *« Ton problème, ce n'est pas seulement que tu es grosse, ou vieille, c'est que tu es humaine. »*



Le top model lilmiquela, créée par intelligence artificielle, se présente comme un « robot de 21 ans vivant à Los Angeles » sur son profil. Elle est suivie par 2,4 millions d'abonnés. *Instagram / lilmiquela*

Le déploiement de l'IA s'accompagne d'un imaginaire qui porte en lui une dévaluation profonde de l'humanité. Sam Altman, patron d'Ope-

nAI [l'entreprise qui a lancé ChatGPT], promet que l'intelligence artificielle va *« élever l'humanité »*. Mais il prend soin de rappeler que nous, les humains, sommes des êtres *« limités par notre vitesse de traitement de données »*. La publicité de Cruise – la branche véhicules autonomes de General Motors – affirme que *« les humains sont de très mauvais conducteurs »*, responsables de la mort de près de 50 000 Étasuniens chaque année.
On nous inculque désormais en masse la *« honte prométhéenne »*, selon l'expression du philosophe Günther Anders. Réfugié dans les années 1940 en Californie, il s'inquiétait de la vénération des Occidentaux pour la technologie. Ils en étaient arrivés, disait-il, à avoir honte de leur infériorité d'humains, honte de ne pas avoir été produits, fabriqués, comme des machines.
Les géants de la tech se projettent vers une humanité toute-puissante, omnisciente, démiurgique, multiplanétaire ; mais ce projet implique d'abord de boxer notre estime de nous-mêmes. C'est, en quelque sorte, ce que le marché de la cosmétique a fait aux femmes : il a fallu, pendant des décennies, nous enseigner nos laideurs pour pouvoir nous vendre des produits de beauté. Comme le décrit Thibaut Prévost dans son essai, *Les Prophètes de l'IA* (Lux, 2024), ChatGPT n'est qu'une *« machine à bullshit »*. Il faut avoir profondément atomisé et humilié les individus pour qu'ils en viennent à le considérer comme un interlocuteur valable.

La technologie comme religion
Cette manière étrange de rabaisser l'humanité tout en lui prêtant un avenir grandiose est bien plus qu'une stratégie marketing. C'est un courant religieux qui irrigue la Silicon Valley depuis ses débuts, un millénarisme technologique que l'historien étasunien David Noble a décrit dans *The Religion of Technology* (paru en 1997, seul un extrait a été publié en français par la revue *Agone*). Dans le cyberespace, un monde de purs esprits, écrit-il, ces entrepreneurs se rêvent libérés de l'enveloppe corporelle et de la finitude humaines. Ils voient l'intelligence artificielle comme une délivrance à la malédiction du travail. Et ils prévoient de monter au ciel dans les fusées de la conquête spatiale. L'humanité est maudite par la Chute ; la post-humanité sera sauvée, rendue à sa perfection par le progrès technique.
Cette religion de la technologie s'inscrit dans une tradition chrétienne que l'on peut faire remonter à la culture monastique masculine du Moyen Âge. Pour la première fois, la technique y fut constituée comme un moyen pour les hommes (et non les femmes) d'accéder au salut de leur âme et de renouer avec leur nature divine, la perfection d'Adam au jardin d'Éden. Retracer cette histoire permet de comprendre le culte des machines dans le capitalisme industriel. C'est la religion dominante (avec le fétichisme de l'argent) d'une civilisation qui s'est crue affranchie par la raison tout en plaçant ses rêves d'abondance, d'omniscience, d'immortalité et d'ascension céleste dans la technologie.

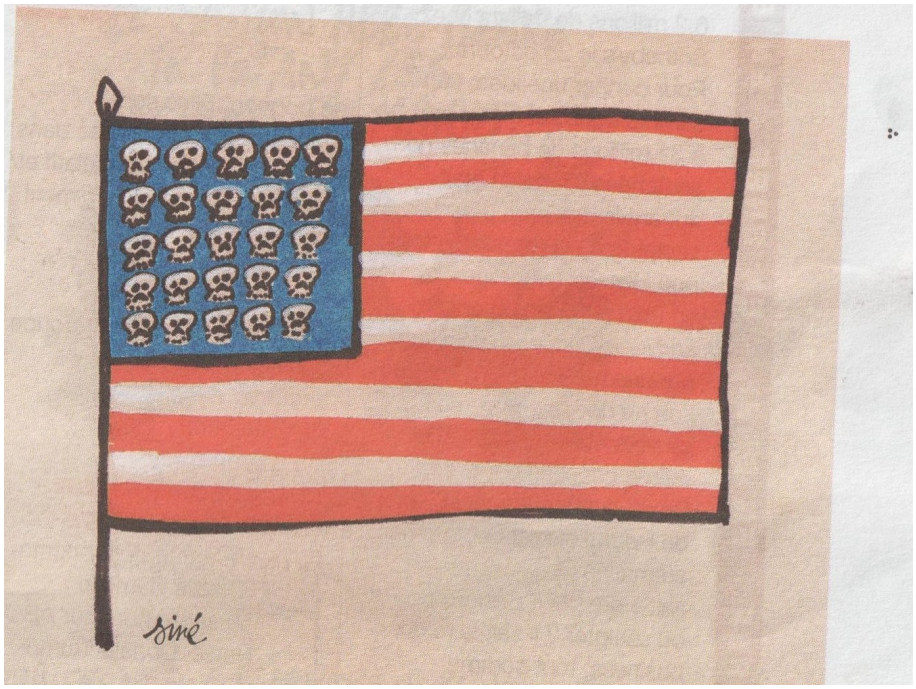
Mais si le capitalisme industriel, depuis la fin du XVIIIe siècle, est dominé par la religion de la technologie, ce culte a toujours été pondéré, aux XIXe et XXe siècles, par d'autres forces et d'autres courants intellectuels. Les grèves et les mutuelles ont créé des rapports de force qui ont permis la redistribution et diminué les profits privés du capitalisme sauvage. Le mouvement romantique a critiqué le désenchantement et l'enlaidissement d'un monde régi par l'industrie. Le féminisme et l'écologie ont défendu le vivant face aux rêves virilistes de gratte-ciel et de missiles.

Les patrons de la tech : des gourous de sectes dangereuses
Dans la Silicon Valley, au contraire, tout se passe comme si cette religion n'avait pas connu de contre-pouvoir. Année après année, elle s'est développée sous une forme plus fanatique. Le transhumanisme, la singularité, le cosmisme – ces mystiques californiennes ne sont autres que le fondamentalisme de la religion de la technologie.
Avec la Silicon Valley et ses héritiers, le culte de la machine, dopé aux milliards de dollars, s'est radicalisé. Sam Altman veut télécharger son cerveau dans le cloud. Elon Musk (Tesla) veut coloniser Mars. Sergei Brin (Alphabet) veut nous *« guérir de la mort »*. Ces hommes devraient être mis hors d'état de nuire et surveillés de près, comme les gourous de sectes dangereuses.
C'est bien le contraire qui se produit. Depuis le début de ce XXIe siècle, la Silicon Valley ne cesse de renforcer son hégémonie culturelle. Les géants de la tech sont les grands gagnants de cinquante ans de réformes néolibérales, cinquante ans de spoliation des peuples qui leur ont permis d'amasser une puissance et des fortunes colossales. Si les économies occidentales sont de plus en plus concurrencées par la Chine, l'Inde ou la Russie, le fanatisme technologique californien, lui, a été adopté par les élites de la quasi-totalité du globe. Ces délires technofanatiques dictent les agendas politiques de la plupart des pays.
Pourquoi essayer de nous adapter à cette folie criminelle ?

L'IA, par exemple. Déployée à grande échelle, elle sert à automatiser les tâches créatives, et n'est-ce pas la dernière chose que l'on souhaite ? Elle renforce l'arsenal des technologies de police totalitaires. C'est une machine à produire du chômage, à détruire les capacités cognitives, à manipuler les foules, à traquer les anomalies.
Quant à ses *« utilisations positives »*, la consommation d'énergie, d'eau et de métaux de ses data centers devrait obliger quiconque à les considérer comme nulles et non avenues. L'IA est un pur délire. Alors pourquoi essayons-nous de nous adapter à cette folie criminelle, qui ne peut qu'accélérer le réchauffement climatique et les dominations ? Pourquoi les esprits critiques se contentent-ils d'imaginer une déclinaison égalitariste, ou subversive de l'IA ?
Nous devons combattre le fanatisme technologique en tant quel, et pas juste ses saluts nazis. Commençons par suivre les conseils de Thibaut Prévost, auteur des *Prophètes de l'IA* : *« Ne donnons aucune légitimité à ce que produit un Chatbot. »* Rappelons-nous que *« nous sommes collectivement cette superentité intelligente et autonome »*. Que *« nous avons toujours été là, sous les yeux des prophètes de la superintelligence »*. Et que *« s'ils avaient le moindre respect pour la multitude, ils l'auraient remarqué depuis longtemps »*.

Celia IZOARD
7 février 2025 (Reporterre)

Humour de Siné mensuel



Quand l'intelligence artificielle remplace les agents des impôts

La direction des Finances publiques utilise des outils d'intelligence artificielle depuis des années déjà. Le syndicat Solidaires a enquêté auprès des agents sur les effets de ces IA sur le travail : la très grande majorité les jugent négatifs.

CC BY-SA 3.0 O.Morand via Wikimedia Commons.

Que fait l'intelligence artificielle (IA) au travail ? Le syndicat Solidaires des Finances publiques, première organisation syndicale de la direction générale des impôts, s'est posé la question. *« Nous sommes l'une des administrations les plus confrontées à la mise en place de ces outils d'intelligence artificielle »*, explique Damien Robinet, du bureau national de Solidaires Finances publiques. Dès 2017 *« sont apparues les prémices de l'IA avec le projet dit "foncier innovant" »*, précise-t-il.

Ce dispositif permet de recourir aux technologies d'intelligence artificielle à partir des prises de vue aériennes de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN). Le but : détecter les constructions ou aménagements non déclarés, typiquement, les piscines.

« Les algorithmes permettent d'extraire des images aériennes publiques de l'IGN, les contours des immeubles bâtis ainsi que des piscines. Un traitement informatique vérifie ensuite, à partir notamment des déclarations des propriétaires effectuées auprès des services de l'urbanisme et de l'administration fiscale, si les éléments ainsi détectés sur les images sont correctement imposés aux impôts directs locaux (taxe foncière notamment), détaille la direction des impôts au sujet de ce projet. Un agent de l'administration fiscale doit ensuite vérifier chaque anomalie détectée avant toute opération de relance du propriétaire du bien, et *in fine* avant toute taxation.

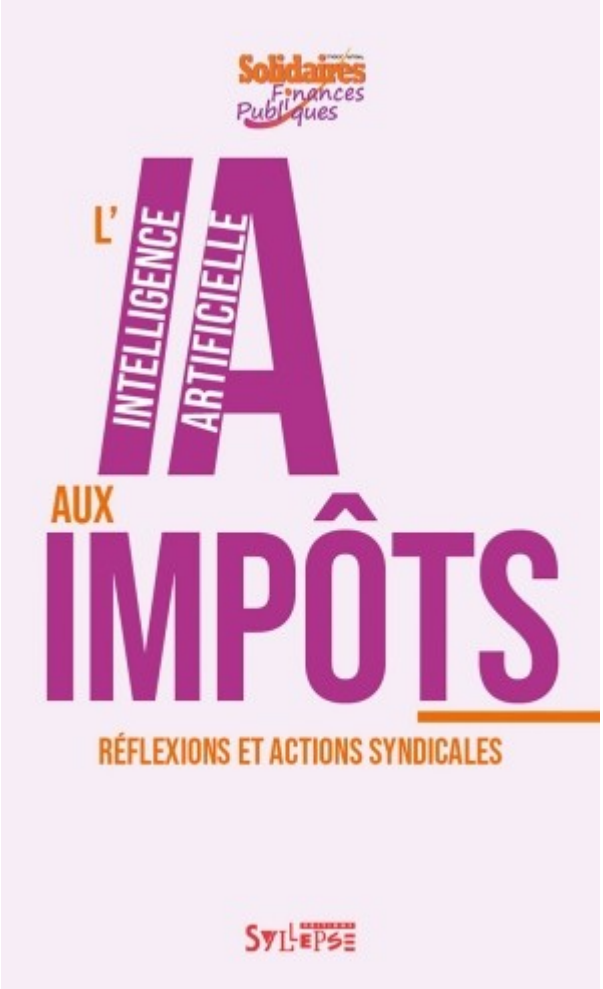
« Ça a commencé à être utilisé de manière plus généralisée à partir de 2020 », ajoute Damien Robinet. Des IA génératives de type ChatGPT sont aussi testées pour résumer automatiquement du texte, synthétiser et analyser des documents, proposer des réponses automatiques. En tout, le ministère de l'Économie et des Finances a déployé 35 programmes d'intelligence artificielle depuis 2015, *« pour détecter les risques de fraude des particuliers et les difficultés des entreprises, ou pour apporter des réponses plus rapides aux usagers »*, indique aussi la Cour des comptes. *« Si les aspects technologiques sont maîtrisés, les enjeux concernant l'éthique, les ressources humaines ou l'environnement sont encore peu abordés »*, alerte aussi la Cour des comptes.

88 % trouvent leur travail moins utile avec l'IA

L'effet de ces outils d'IA sur les agentes et les agentes des impôts, c'est ce qu'a voulu examiner Solidaires Finances publiques. *« Pour vendre l'utilité de ces outils pour les agents, l'administration explique chaque fois que ça leur permettrait de se consacrer à des tâches plus valorisantes, car l'IA pourrait exécuter des tâches qui étaient censées être chronophages ou moins intéressantes »*, rapporte le syndicaliste.

Pas tout à fait convaincu, Solidaires a établi un questionnaire sur les effets de l'IA, que le syndicat a envoyé aux 95 000 agents de la direction générale des Finances publiques. Il a reçu un peu plus de 4 000 réponses (ce qui représente 4,2 % des agents).

Selon les résultats, pour 85 % des agents, l'assertion que l'utilisation de l'IA permettrait de se dégager de tâches fastidieuses qui présenteraient moins d'intérêt est fausse. 88 % des agentes et agents ayant répondu trouvent leur travail moins utile avec l'IA. 90 % trouvent moins de sens à leur travail avec les outils d'IA. La mise en place d'IA réduit l'autonomie des agents pour plus de 47 % des enquêtés. Et pour la moitié des répondants, l'IA génère des erreurs.



L'Intelligence artificielle aux impôts

En octobre 2024, le syndicat Solidaires Finances publiques a publié un court livre sur son enquête et sa réflexions sur les outils d'intelligence artificielle aux impôts et plus largement dans la fonction publique, aux éditions Syllepse.

« Sur la plupart des réponses, on constate une dégradation des conditions de travail suite à la mise en place des dispositifs d'IA , résume Damien Robinet. *Avec les outils d'IA, le travail des agents est plus basé sur du quantitatif que du qualitatif, que ce soit dans le cadre de la détection de la fraude ou pour les géomètres par exemple. Avec les outils de détection automatiques, on leur demande de moins en moins d'aller sur le terrain et de plus en plus de rester devant un ordinateur. »* Ce qui change complètement la nature de leur travail, et entraîne un sentiment de perte de technicité et d'expertise, résume le syndicat.

Pas d'information, aucune formation

Ce dernier constate aussi un manque d'information, de concertation et de formation avant la mise en place des dispositifs d'intelligence artificielle. 55 % des répondants à l'enquête n'ont pas reçu d'information en

amont de la mise en place d'une IA sur leur mission. Plus de 85 % des enquêtés n'ont pas reçu de formation à l'utilisation de l'IA dans leur service.
Damien Robinet dénonce ce manque cruel d'information en amont de la mise en place des dispositifs. *« On nous balançait des documents informatifs, sans volonté de discuter. Parfois, nous n'avions même pas les informations sur la mise en place des projets d'IA. Il fallait qu'on parte à la pêche*, témoigne le représentant syndical. *Il n'y a pas eu de dialogue social sur le sujet. C'était une simple présentation des documents en expliquant que ça fonctionnait très bien, que de toute façon, c'était des problèmes techniques, une question informatique, que c'était trop compliqué et que ce n'était pas un problème politique d'organisation du travail. »*

Un groupe de syndicats de cadre (CFE-CGC, Ugict-CGT, CFDT, FO-Cadres) a publié début janvier un manifeste « Pour un dialogue social au service des bons usages de l'IA ». *« L'intelligence artificielle est aussi porteuse de nombreuses craintes au travail, au premier rang desquelles la remise en cause ou la disparition du travail humain et de nombre d'emplois »*, alertent les organisations dans le texte.
« L'intelligence artificielle, comme toute autre technologie, ne peut avoir comme seule finalité la rationalisation économique. L'IA ne doit pas être cantonnée à des stratégies visant uniquement à la productivité ou la réduction des coûts, pointe aussi le manifeste. Ou encore : *« Il est important que la dimension travail soit systématiquement prise en compte dans les réflexions stratégiques sur l'IA et que des représentants des travailleurs soient présents dans ce dialogue des parties prenantes. »*
C'est aussi ce que demande Solidaires Finances publiques à la direction des impôts. *« Nous voudrions avoir un vrai débat contradictoire. Nous voulons des échanges réguliers avec l'administration, qui impliquent autant que possible les personnels, et qu'on ne leur impose pas du jour au lendemain, sans information et sans formation, un nouvel outil de travail qui n'est même pas toujours efficace*, souligne Damien Robinet. *On ne s'oppose pas frontalement à ces outils technologiques en tant que tels. Mais on se pose les questions : "Est-ce qu'on en a besoin, est-ce que c'est soutenable économiquement, écologiquement ?" »*

IA et suppressions de postes

Aux impôts, l'arrivée d'outils d'IA coïncide en plus avec une réduction continue des effectifs. *« Notre administration connaît des suppressions de postes annuelles depuis 2008 »*, rappelle le responsable syndical. La direction générale des Finances publiques avait 130 000 agentes et agents en 2008, elle en a perdu plus de 30 000 en moins de vingt ans.
« Aujourd'hui, pour la mise en place d'outils innovants numériques, souvent d'intelligence artificielle, les administrations peuvent bénéficier du fonds de transformation de l'action publique. L'obtention de ce fonds est conditionnée à des économies, qui se font notamment par des suppressions d'emplois. Donc en amont des projets d'IA, pour bénéficier du fonds de transformation de l'action publique, systématiquement, la direction des Finances publiques budgète un nombre d'équivalents temps plein qui pourraient être économisés par la mise en place de ces projets-là. »
Ainsi, le dispositif d'IA « foncier innovant », prévu pour détecter automatiquement les piscines non déclarées, a coûté plusieurs dizaines de millions d'euros. Solidaires Finances publiques a calculé que sa mise en place s'est accompagnée d'une prévision de suppression de 300 équivalents temps plein. En résumé, aux impôts, plus d'IA, c'est moins d'humains.
L'Intelligence artificielle aux impôts, Solidaires Finances publiques a publié un condensé de son enquête et de ses réflexions sur les outils d'intelligence artificielle aux impôts et plus largement dans la fonction publique, paru en octobre 2024 aux éditions Syllepse.

Rachel KNAEBEL (Basta !)

Ouvrir un front contre la numérisation du monde

Le collectif STopMicro lutte contre les nuisances des industries de la microélectronique autour de Grenoble. Mais la lutte locale est aussi globale : derrière le projet d'extension de deux usines de puces électroniques, c'est l'emballement technologique et la numérisation du monde que STopMicro analyse et dénonce avec rigueur et humour. Un nouveau vent technocritique souffle dans le champ de l'écologie politique !

Depuis deux ans, nous luttons dans le collectif STopMicro contre l'accaparement des ressources par les industries locales et contre les nuisances de l'industrie de la microélectronique autour de Grenoble, en nous opposant notamment à deux projets d'extension d'usines de puces électroniques, STMicroelectronics et Soitec. Plus largement, c'est un véritable front contre la numérisation du monde que nous voyons s'ouvrir et que nous nous efforçons de tenir. Avec ce texte, nous voulons partager quelques observations sur l'émergence de cette opposition à l'emballement technologique, qui a surtout brillé par son absence du champ de l'écologie politique depuis une décennie.

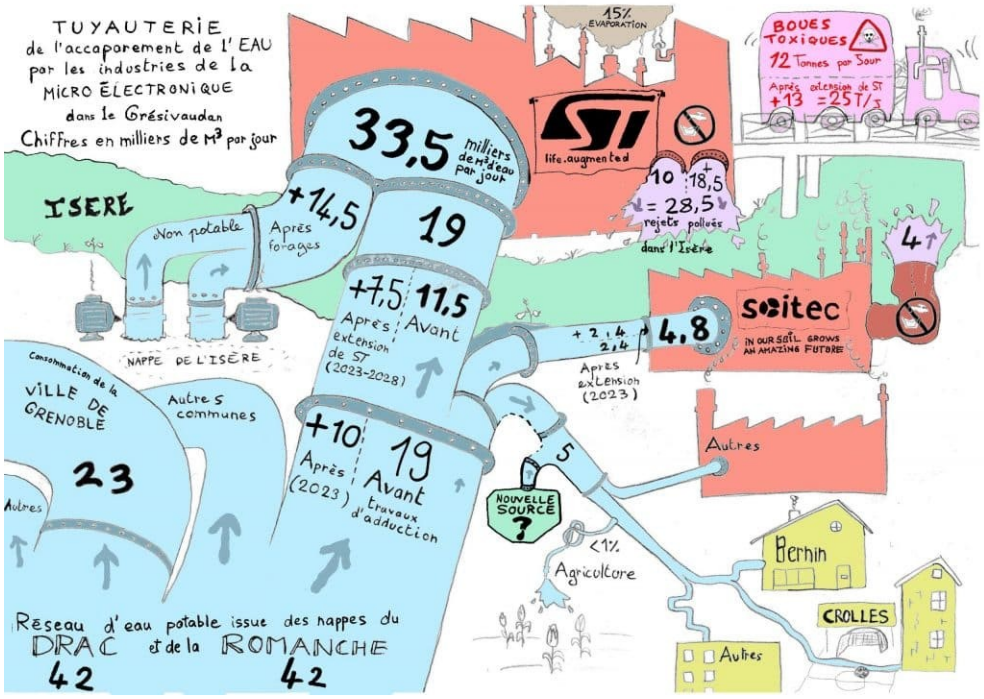
Le modèle grenoblois : ériger des technopoles

Cette opposition à la numérisation du monde ne surgit pas sur n'importe quel territoire. Grenoble est l'un des principaux « pôles de la microélectronique » européen, le premier en France. Nous sommes de fait aux prises avec tout un « écosystème de la tech », dont les industriels de la microélectronique, avec leurs immenses usines, sont une composante particulièrement visible et puissante. Ce système, appelé par la technocratie le *modèle grenoblois*, repose sur trois piliers : l'enseignement supérieur, la recherche et l'industrie. Le tout accompagné avec ferveur et enthousiasme par les élu·es de tous bords et les collectivités publiques depuis plus de 70 ans.

Ce modèle se structure autour du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), puissant centre de recherche public. Si cinq de ses neufs centres sont dédiés aux applications militaires, l'antenne grenobloise est dite civile, ce qui ne l'empêche pas de participer au business de la guerre[1]. S'étant progressivement détournée du nucléaire (transféré en grande partie sur le site de Cadarache dans les Bouches-du-Rhône), l'antenne grenobloise du CEA s'est spécialisée dans les micro et nanotechnologies. Ses 4 500 ingénieurs s'affairent à « développer » le monde de demain en partenariat avec une multitude d'entreprises et de laboratoires. Lorsque leurs recherches donnent des résultats commercialisables et industrialisables, ce qui est l'objectif, celles-ci sont transférées vers le secteur privé sous forme de brevets ou de « spin-off » (start-up créée à partir des connaissances et technologies issues de la recherche publique).

Ce fut le cas pour STMicroelectronics[2] en 1972 et pour Soitec[3] en 1992, mais elles sont loin d'être les seules : depuis sa création, le CEA de Grenoble a créé plus de 70 start-up, rien que dans le domaine de la microélectronique[4].

Une myriade de structures et d'entreprises s'agglomèrent autour de cet écosystème de la tech : centres de recherches publics ou privés en microélectronique et en informatique, PME sous-traitantes pour les gros industriels, entreprises d'entretien et de construction de salles blanches (dans lesquelles sont produites les puces), etc. Tout cela se fait en étroit lien avec l'enseignement supérieur, fournisseur de matière grise et créateur de filières spécialement dimensionnées pour les besoins de l'industrie locale. Le tout adossé à de puissants « outils » de recherche européens tels que le Synchrotron, un accélérateur de particules, sorte de petit CERN, et l'Institut Laue Langevin, un réacteur nucléaire en pleine agglomération (!)[5] produisant un flux continu de neutrons alimentant moult appareils de recherche uniques en France. Cet environnement dynamique attire à son tour de nouvelles entreprises. Ainsi va l'emballement infernal de « l'innovation ».



« Oui, ce modèle grenoblois est à dupliquer car c'est le seul bon modèle. Vous avez des ouvriers, des salariés, des ingénieurs. Vous avez du savoir, vous avez de la science, des laboratoires publics et privés, des entreprises privées avec du soutien public de l'État comme de l'Union Européenne. Plutôt que de se diviser, quand vous mettez tout le monde ensemble ça donne des résultats spectaculaires. Et c'est peut-être la leçon politique qu'il faut tirer de cela. » (Bruno Le Maire, Juillet 2022)

Ainsi, la cuvette grenobloise s'affuble, à juste titre, du pompeux surnom de « Silicon Valley à la française », Silicon signifiant silicium en français, le matériau sur lequel sont gravées les puces électroniques. Inspirées par la Silicon Valley étasunienne, les technopoles sont présentes dans le monde entier, de Tel-Aviv (Silicon Wadi) à Pékin (Zhongguancun) en passant par Ontario (Canada's Technology Triangle). En France, ce modèle ayant fait ses preuves, il se répand sur tout le territoire au cours des années 1990 : à Rennes, Nice, Toulouse, Poitiers, Metz ou encore Lille. Dans leur sillage apparaissent en 2004 les pôles de compétitivité, plus petits et plus nombreux, la mécanique à l'œuvre restant identique (recherche, enseignement supérieur, au service de l'industrie) et les mêmes acteurs s'y retrouvant, mondialisation oblige.
Le terme technopole se fait remplacer en 2004 par celui de « pôle de compétitivité ». En retraçant les liens et interdépendances entre tous ces « pôles » et multinationales de la tech, c'est une carte du pouvoir qui se dessine, où le CEA et ses ramifications rayonnent.

Depuis une vingtaine d'années, un précieux travail d'enquête est mené pour décortiquer la technopole grenobloise, révéler ses principaux instigateurs (industries, laboratoires publics, technocrates, etc.), les liens qui les unissent mais aussi la manière dont ils ont dessiné le monde d'aujourd'hui et dont ils contribuent à façonner celui de demain : intelligence artificielle, 6G, « smart city », biotechnologies, internet des objets, etc.
Mené par le groupe Pièces et Main d'Œuvre, ce travail d'enquête critique a donné lieu en 2006 à une importante mobilisation contre l'ouverture de Minatec, le premier pôle européen de recherche en micro et nanotechnologies. Depuis, la technopole grenobloise n'a eu de cesse de s'étendre et de se renforcer, les faibles forces d'opposition se cantonnant à documenter la catastrophe. À rebours du discours politique et allant jusqu'à sa négation même par son absence de revendications, n'oublions pas les impressionnantes attaques incendiaires qui depuis plus de sept ans visent avec brio les acteurs clés de la technopole grenobloise, les impactant parfois sévèrement[6].
Les puces électroniques sont à la base de tout système électronique : automobile truffée de capteurs, smartphone, électroménager, tondeuse à gazon autonome… elles sont partout. Et sont devenues un enjeu géopolitique majeur.

À Grenoble, l'opposition aux nanos c'est pas nouveau

En 2022, un nouvel acteur apparaît dans le paysage contestataire local : le collectif STopMicro. Il naît en réaction au projet d'extension de la méga usine de puces STMicroelectronics (ST) et de sa consommation d'eau potable pharamineuse. Cet agrandissement, qui vise à doubler la production de semi-conducteurs, et par conséquent son lot de nuisances, est fait avec la bénédiction de l'État français qui lui verse 2,9 milliards d'euros, *« le plus grand investissement industriel des dernières décennies, hors nucléaire »* vantera Bruno Le Maire[7]. On ne rigole pas avec ces investissements : ST étant l'unique fabricant de puces sur le sol national, c'est un « acteur stratégique ». Une partie de la production ira alimenter la fabrication d'armes françaises, l'industrie de l'armement étant, en plus d'en être une grande usagère, à l'origine même du développement des composants microélectroniques[8]. Mais surtout, ces composants représentent un marché colossal en pleine expansion – la demande globale de semi-conducteurs augmente de 15 % par an[9] – et dont dépendent de nombreux secteurs industriels, l'automobile notamment.
Les puces électroniques, composées de matériaux dit « semi-conducteurs », sont à la base de tout système électronique. De l'automobile truffée de capteurs, au smartphone, à l'électroménager, en passant par la tondeuse à gazon autonome, elles sont présentes dans la quasi-totalité des productions actuelles. Véritable goulot d'étranglement de l'industrie moderne de plus en plus robotisée, cette production est devenue un enjeu géopolitique majeur, les difficultés d'approvisionnement lors de la pandémie de Covid ayant rendues manifestes les dépendances européennes au marché asiatique.
Alors, quand l'État dit soutenir les extensions d'usines de puces, ce n'est pas en l'air[10].

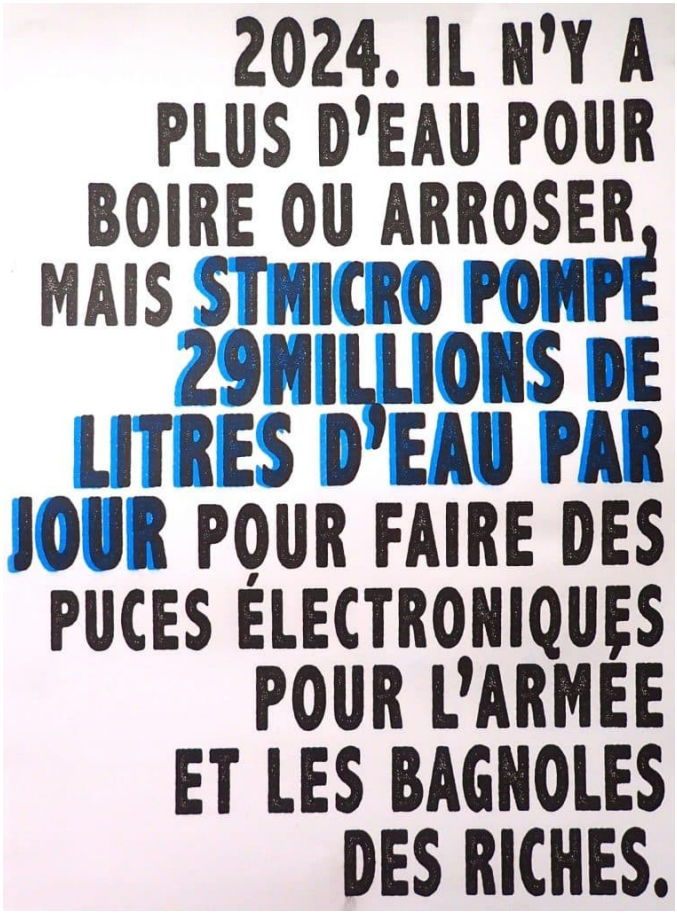
De l'eau, pas des puces
Avec nos enquêtes et nos actions, nous cherchons à mettre en lumière les nuisances industrielles souvent invisibles (on ne *voit* pas l'eau qui est pompée, on ne *voit* pas toutes les pollutions, on ne *voit* pas la consommation électrique, etc.), à analyser la responsabilité de ces entreprises dans la catastrophe en cours, à décortiquer les choix politiques dont elle résulte.
Nous sommes partis de la consommation d'eau potable astronomique de ces deux usines (16 000 m^3/jour pour ST et Soitec). Cette consommation pose la question de la répartition des usages en eau, d'autant plus qu'en pleine sécheresse les agriculteurs et agricultrices étaient rationné·es au profit des industriels qui ne s'arrêtaient, eux, ni de produire, ni de pomper.
Nous en sommes vite venu·es à la question de la pollution de l'eau lorsque celle-ci est rejetée dans la rivière Isère. Si les usines de semi-conducteurs consomment autant d'eau, c'est que lors du processus de gravure des puces sur les plaques de silicium, elles doivent rincer abondamment celles-ci entre chaque étape (allant d'une centaine à près de trois cents). Or, du fait des différents métaux et éléments chimiques utilisés pour graver les puces (ammoniac, chlore, hexafluorure, azote, phosphore, etc.)[11], l'eau en ressort fortement polluée. Malgré son passage en station de traitement, de nombreuses substances nocives sont rejetées dans l'Isère[12], avec des rejets particulièrement élevés pour le cuivre, le phosphore et l'azote et pour lesquels ST bénéficie de dérogations. Sans parler des rejets alarmants de polluants éternels[13].

Atelier fluo et collectif StopMicro.

Nuisances obligent, il a également fallu se renseigner sur la production : concrètement, à quoi et à qui sont destinées ces puces dont les pouvoirs publics jugent la production si indispensable ? Comme on l'a vu, une partie est dédiée à l'armement français, mais pas que… En 2023, l'équivalent de 94 millions de dollars de composants électronique produits par ST et vendus à la Russie se sont retrouvés sur les champs de batailles ukrainiens[14]. L'industrie de la mort retient notre attention car elle est immorale en tous points, mais cela reste une petite partie de la production. La majorité étant destinée aux véhicules électriques, à l'internet des objets et à la téléphonie mobile – à la numérisation du monde[15].
La numérisation qu'on nous vend comme étant la décarbonation et le verdissement des activités humaines est avant tout une manière de relancer la production industrielle, ouvrant pléthore de nouveaux marchés où chaque objet et secteur d'activité devient *connecté* : voitures « intelligentes », villes et produits boostés à l'IA, agriculture numérique, développement de la 6G…

L'illusion technosolutionniste et les luttes écologistes
On pourrait ajouter une spécificité au modèle grenoblois, qui se répand sur tout l'hexagone, c'est que celui-ci se veut *écolo*. Nos ingénieurs sont *cools*, ils vont au travail en vélo, ils mangent bio, et depuis 10 ans ils ne votent plus PS, mais Les Écologistes. Ils ne bossent pas pour fabriquer des gadgets nuisibles ou inutiles, ils travaillent à la décarbonation du parc automobile et de l'industrie. Ils suivent la dernière saison des Soulèvements de la Terre sur les réseaux, écoutent attentivement Jean-Marc Jancovici et ont été bouleversé·es en regardant *Don't look up* sur Netflix. Nous en avons même aperçu certain·es lors des « marches pour le climat ». Penser lutter contre le réchauffement climatique et concevoir les nuisances de demain – schizophrénie des temps moderne.

Une partie importante du champ de l'écologie refuse de remettre en cause le développement technologique, y voyant parfois une solution. L'extrême rapidité avec laquelle internet a changé nos méthodes d'organisation, d'information et de politisation, s'insérant dans tous les pans de notre existence, couplé au profond sentiment d'impuissance face au rouleau compresseur du *progrès* y est assurément pour beaucoup. Depuis STopMicro, en recentrant le débat sur la matérialité des infrastructures technologiques, des lignes commencent à bouger. Une frange pseudo-écologiste (jusque dans les rangs des Verts) commence à plier sous le poids de ses contradictions, allant jusqu'à questionner le Saint Progrès.



Atelier fluo et collectif StopMicro.

La critique de l'industrie, prolongement des luttes sociales

Ces dernières années, on a pu opposer les luttes sociales, dites d'émancipation, et la critique de l'industrie et des technologies. Certain·es, d'un côté comme de l'autre, passent leur temps à conforter cette opposition : cette impasse nous désespère.

Ce que l'on observe à Grenoble, c'est que la lutte très concrète contre des extensions d'usines de micro-électronique, et plus largement contre le système techno-capitaliste qui les accompagne, est justement au croisement de nombreuses luttes pour la justice sociale et l'émancipation. Parler des puces produites ici, c'est parler de leurs usages, c'est donc parler du capitalisme et des faux besoins qu'il crée et impose, mais aussi de la numérisation de toutes les activités humaines, des technologies de contrôle et de surveillance, des conflits armés, etc.

Dévoiler la matérialité du numérique en partant de ses impacts locaux c'est aussi exposer toutes les nuisances mondiales qu'on ne voit pas : l'extractivisme minier et colonial, les chaînes de production et d'approvisionnement aux quatre coins du globe, ou encore la question des déchets électroniques et des décharges à ciel ouvert où ils finissent.
Parler des puces produites ici, c'est parler du capitalisme et des faux besoins qu'il crée et impose, de la numérisation de toutes les activités humaines, des technologies de contrôle et de surveillance, des conflits armés…
S'opposer à la numérisation du monde, c'est se situer à l'intersection d'une critique radicale de l'aliénation marchande, de l'impérialisme des États, de l'accaparement des ressources et des nuisances industrielles, des choix de société imposés et de l'illusion démocratique sous l'empire techno-industriel. Parler du déferlement numérique, c'est aussi donner à voir la manière dont les algorithmes et la collecte de données permettent la marchandisation de nombreux pans de nos existences qui échappaient jusqu'à présent aux rouages du marché. Avec nos prothèses numériques, ce sont jusqu'à nos manières d'être au monde et d'être aux autres qui sont affectées. C'est ce basculement anthropologique si brutal au sein duquel nous nous débattons péniblement, qu'il nous faut combattre.

Contre la résignation, l'action
La lutte que nous menons avec STopMicro conforte notre intuition : nous pouvons nous organiser face à ces mastodontes, (re)trouver prise sur le monde et sortir de la contemplation du désastre. En luttant contre les agrandissements des usines STMicroelectronics et Soitec, nous parvenons à perturber un développement industriel qui se faisait jusqu'ici sans encombre.
Si nous ne considérons pas comme des victoires les ralentissements et suspensions de travaux[16], les pertes financières[17] et les dommages réputationnels qui poussent les deux industriels à quantité d'effets d'annonce[18], nous constatons que depuis deux ans, ce sont tout autant de chicanes que ST et Soitec rencontrent sur le boulevard dont elles disposaient jusqu'alors.

Aujourd'hui, Soitec, voisine de STMicroelectronics, prévoit de s'agrandir une énième fois. En avril 2024, juste après notre manifestation contre les extensions ayant réuni 2 000 personnes, nous avions révélé son discret abandon de l'acquisition de 8 hectares jouxtant son usine, au prétexte d'un marché des semi-conducteurs en berne. Aujourd'hui, Soitec revient sur son projet d'acquisition foncière, mais avance masquée derrière une simple extension de ZAE (Zone d'Activités Économiques) portée non plus par elle mais

par un organisme public, Isère Aménagement. Ce grossier changement de stratégie indique que les industriels ont une certaine appréhension face à la contestation grandissante.
Autre indicateur : au cœur de nos montagnes, nous avons la chance d'avoir une boussole unique en son genre pour nous guider. Petite particularité, elle n'indique que le Sud. Son nom ? André. André Vallini, ancien sous-ministre PS et actuel conseiller départemental, fervent promoteur du *modèle grenoblois*. Fin avril 2024, dans *Le Dauphiné libéré*, celui-ci ne cachait pas son inquiétude face aux contestations grandissantes :
« Il serait incompréhensible et inacceptable que des postures idéologiques et rétrogrades viennent remettre en cause ces acquis que beaucoup de régions nous envient, en France comme en Europe […]. L'attractivité d'un bassin économique n'est en effet pas un acquis immuable, elle se mérite et elle doit être une préoccupation permanente. » (André Vallini[19])
En effet, ce modèle de société n'est pas immuable. Face à la résignation du « on n'arrête pas le progrès », le collectif STopMicro espère élargir ce front naissant contre la numérisation du monde. Depuis Grenoble et partout ailleurs, (re)trouvons-nous, organisons-nous !

Le collectif STopMicro donne rendez-vous à Grenoble les 28, 29 et 30 mars pour son prochain grand weekend de mobilisation contre l'accaparement des ressources par les industriels de l'électronique et la « vie connectée » ! Avec notamment le colloque international « Semi-conducteurs, l'impossible relocalisation » (vendredi 28 et samedi 29 mars à Grenoble) et la manifestation « Des terres, de l'eau, pas des puces ! » (dimanche 30 mars à Bernin).
[...]

COLLECTIF STOPMICRO (Terrestres)

Notes

1. Pour plus de précisions sur le modèle grenoblois et notamment les liens entre la recherche et l'industrie de l'armement, voir l'ouvrage du Groupe Grothendieck, *L'université désintégrée : la recherche grenobloise au service du complexe militaro-industriel*, Éditions Le monde à l'envers, 2021.
2. STMicroelectronics est une multinationale franco-italienne, cotée au CAC 40, qui produit des puces électroniques. Aux abords de Grenoble, dans son usine de production de Crolles, elle grave (à l'échelle nanométrique) des circuits électroniques sur des plaques de silicium. Les puces produites dans la région grenobloises serviront principalement pour l'automobile, le objets connectés (Iot) et la téléphonie mobile, voir cette enquête (document pdf).
3. Soitec est une entreprise française qui produit des plaques de silicium (wafers) spéciales sur lesquelles seront ensuite gravées des puces. Sa technologie phare, la technologie SOI pour silicium sur isolant, est le fruit de la collaboration du CEA et de la Direction des Applications Militaires. Cette technologie permet de concevoir des wafers qui résistent aux radiations ionisantes et servent notamment pour la dissuasion nucléaire. Aujourd'hui, le principal marché de Soitec est la téléphonie mobile – voir cette enquête (document pdf).
4. « Le laboratoire du CEA à l'origine de la création de plus de 70 sociétés », site de la Fondation MMA des entrepreneurs.
5. En 2011, le journal grenoblois *Le Postillon* publia un très bon article rappelant l'un des accidents du site nucléaire du CENG (démantelé depuis), lui aussi situé sur le polygone scientifique. À cette occasion, l'article rappelait la présence du réacteur voisin de Laue Langevin. « Les "Eaux chaudes de Grenoble", fuites nucléaires sur la presqu'île dans les années 1970 », *Le Postillon* n°12, octobre 2011.Grenoble ou "la mini Silicon Valley" : point de départ de la lutte anti-technologie », *Marianne*, avril 2020 ; « La "Silicon Valley" grenobloise touchée par des incendies criminels », *Les Échos*, avril 2022.
6. « Semi-conducteurs : l'État apportera une aide de 2,9 milliards d'euros pour l'usine de Crolles », *Le Monde*, juin 2023.
7. Les liens entre le développement de l'industrie microélectronique et les besoins militaires est très bien expliqué dans l'essai de Chris Miller, *La Guerre des semi-conducteurs, l'enjeu stratégique mondial*, Éditions L'Artilleur, 2024. Mentionnons par exemple qu'en 1965, aux États-Unis, la défense achetait 72 % de tous les circuits intégrés.
8. « Le taïwanais TSMC s'implante en Allemagne », *Le Monde*, août 2023.
9. L'État a par exemple sauvé Soitec, la petite sœur stratégique et voisine d'ST, lors de sa dégringolade sur le marché du solaire en 2014 et 2018.
10. Rappelons d'ailleurs que ST et Soitec sont toutes deux des usines classées Seveso.
11. « Pourquoi l'industrie électronique prend l'eau », brochure STopMicro (document pdf).
12. « ST nous empoisonne éternellement », tract STopMicro (document pdf).]
13. « Challenges of export controls enforcement. How russia continues to import components for its military production », rapport par Olena Bilousova, Benjamin Hilgenstock, Elina Ribakova, Nataliia Shapoval,

Anna Vlasyuk, et Vladyslav Vlasiuk pour le KSE Institute, et Yermak-McFaul International Working Group on Russian Sanctions (document pdf).

14. « Life. Augmented. Death. Augmented. À quoi servent les puces fabriquées par STMicroelectronics et Soitec ? », brochure STopMicro, 2024 (document pdf).
15. « Recette pour construire une méga-usine », STopMicro, 2024.
16. Par exemple, jusqu'en juillet 2023, ST et Soitec payaient l'eau potable issue du réseau public, dont elles consomment la plus grosse partie, moins cher que les usagers, la communauté de commune compensant la différence. Voir « STMicro et Soitec vont payer l'eau au même prix que les usagers », *Le Dauphiné libéré*, juin 2023.
17. Citons à ce titre des annonces quant à la mise en place d'infrastructures de « recyclage de l'eau » (« REUTE » chez Soitec, « Reuse » pour ST).
18. « André Vallini : "Je suis inquiet pour le développement de Grenoble et de son écosystème" », *Le Dauphiné libéré*, avril 2024.

L'utilisation du cash diminue, vraiment ?

La dernière enquête de la BCE montre que l'utilisation du cash est en baisse, mais c'est la disponibilité des distributeurs de billets qui mécontente les Belges.

En Belgique, 39 % des achats dans les magasins et aux guichets ont été effectués en espèces au cours de l'année 2024, contre près de 45 % en 2022. C'est ce que révèle l'enquête de la Banque centrale européenne baptisées SPACE (Study on the Payment Attitued in the Eurozone) qui se penche sur les moyens de paiement utilisés par les particuliers et publiée tous les deux ans.

Mais si les achats réglés en pièces et billets diminuent bien, ce résultat est loin de signer la mort du cash. D'abord, la diminution de l'utilisation du cash en Belgique est moins importante que chez la plupart de nos pays voisins : *« En dépit de ce repli de plus de 5 points de pourcentage, les paiements en espèces ont moins reculé en Belgique que dans la zone euro, où ils ont cédé 8 points de pourcentage en moyenne »*, précise la Banque nationale de Belgique.
Aussi, on sait grâce à une autre étude sur les comportements de paiements publiée par la Banque centrale européenne qu'il existe un lien fort entre la disponibilité du cash et son utilisation. Autrement dit, c'est le fait de pouvoir se procurer des billets et qui détermine notre propension à les utiliser. Pareil pour les commerces : ceux qui refusent le cash évoquent prioritairement la difficulté de le déposer.
En 2022, les Belges interrogé·e·s dans le cadre de l'enquête SPACE déploraient déjà le manque de distributeurs de billets sur le territoire. La Belgique était alors sur la première marche du podium des mécontent·e·s. En 2024, la Belgique occupe toujours cette première place du podium puisque 23 % des sondé·e·s estiment qu'il est difficile ou très difficile de se procurer des espèces (contre 13 % seulement pour la zone euro). *« Bien qu'en légère amélioration par rapport à 2022 (moins 4 points de pourcentage), ces résultats continuent de poser question et semblent indiquer que la disparition de nombreux guichets automatiques reste source de mécontentement »*, note la Banque centrale européenne.
« Malgré la baisse structurelle de l'utilisation des espèces, le secteur bancaire reste déterminé à garantir l'accès à l'argent liquide en Belgique », assure la Fédération du secteur bancaire dans un communiqué presse qui a suivi la publication de l'étude.
L'occasion de rappeler que c'est ce même secteur bancaire qui est à l'initiative de la diminution drastique du nombre de distributeurs de billets depuis la création de Batopin en 2019, un consortium créé par les quatre grandes banques du pays (Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC) dont le but est de gérer en commun un parc de distributeurs neutres. S'il restait 5 900 distributeurs fin 2021, d'ici la fin 2024, entre les fermetures d'agences, la mise en œuvre du projet Batopin et l'accord conclu entre Febelfin et le gouvernement fédéral, 4 061 appareils seront disponibles, n'offrant pas de garantie suffisante sur les distances à parcourir pour y accéder.

FINANCITE
8 janvier 2025

USAID: corruption, ingérence, censure… la fin du règne américain ?

L'administration Trump vient de geler l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et ses milliards de fonds d'aide humanitaire annuels. Depuis, les révélations s'enchaînent sur l'attribution problématique de cette manne, compromettant «l'ingérence américaine secrète» dans la politique internationale et sa mainmise sur des milliers de médias à travers le monde.

© DR

Nommé à la tête du nouveau Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), le milliardaire Elon Musk fait le ménage dans les dépenses américaines. En commençant par l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, une entité indépendante, jusqu'ici, du gouvernement, fondée dans les années 60 sous Kennedy.

Le site de l'agence a été fermé, le personnel (environ 10 000 personnes) mis en congé dans le monde entier et les fonds gelés. Du moins, le temps que Marco Rubio, secrétaire d'État devenu administrateur par intérim, établisse la liste des projets toujours légitimes à recevoir une aide des contribuables américains. Une dérogation spéciale a été décrétée pour l'aide humanitaire vitale, dont les médicaments essentiels, la nourriture, le logement et l'aide à la subsistance. Pour rappel, l'USAID représentait environ 40% des dépenses globales de l'aide humanitaire dans le monde.

Cris d'orfraie des commentateurs, des représentants d'ONG et des syndicats des employés de l'USAID dans les médias traditionnels. « Des ONG vont crever, des agences des Nations Unies vont fermer et de fait, des gens vont mourir, et massivement de cette politique », s'est indigné le président de Médecins sans frontières; «l 'une des pires et des plus coûteuses bourdes de politique étrangère de l'histoire américaine », selon l'ex-cheffe de l'USAID, Samantha Power.

L'USAID c'est aussi « l'ingérence politique secrète »

Lors d'une conférence de presse la semaine dernière, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a donné quelques exemples des attributions de l'USAID à travers le monde: « 2 millions de dollars at-

tribués au changement de sexe au Guatemala ; 6 millions pour financer le tourisme en Égypte ; 20 millions pour un *Sesame Street* show en Irak ; 4,5 millions pour combattre la désinformation au Kazakhstan, etc. » (L'Impertinent a requis la liste complète auprès de la Maison Blanche).

Pour y voir un peu plus clair, nous avons contacté le professeur Jeffrey Sachs, éminent économiste américain œuvrant à l'Université de Columbia. Bien que celui-ci qualifie la politique étrangère des États-Unis d'actuellement « instable et imprévisible », sa description de l'USAID résume bien la problématique : « L'USAID est une combinaison de trois choses : premièrement, une véritable aide humanitaire, à l'image de médicaments vitaux, explique Jeffrey Sachs. Deuxièmement, l'ingérence politique secrète dans la poursuite des objectifs de la politique étrangère américaine, y compris les opérations de changement de régime. Et troisièmement, certaines activités de développement économique de base, mais trop peu par rapport au point deux. »

De fait, les manœuvres d'ingérence et de corruption fomentées par l'USAID dans le monde, sous couvert d'aide internationale, ont été largement documentées à travers les années : selon l'ONG Les Amis de la Terre, l'USAID servirait les intérêts des grandes industries agroalimentaires en livrant du maïs transgénique en Afrique australe. L'agence a également été impliquée dans des affaires controversées en Amérique latine : en Uruguay, elle aurait couvert les activités du tortionnaire Dan Mitrione, assassiné par la guérilla Tupamaros en 1970 ; en Équateur, elle a versé des pots-de-vin à des hauts fonctionnaires pour influencer la politique économique dans les années 1980 (WikiLeaks, 2010). Expulsée de Russie en 2012, l'USAID a également été chassée de Bolivie en 2013 par Evo Morales, qui l'accusait de financer des groupes séparatistes à Santa Cruz (WikiLeaks, 2007). À Cuba, l'Associated Press a révélé en 2014 un programme clandestin visant à recruter des opposants sous prétexte de prévention du VIH. L'agence est aussi impliquée dans la tentative de coup d'État contre Hugo Chávez au Venezuela en 2002 et a financé des efforts pour diviser le chavisme (WikiLeaks, 2006). Enfin, au Zimbabwe, un camion de l'USAID a été impliqué en 2009 dans l'accident ayant causé la mort de la femme de Morgan Tsvangirai, alors coprésident du pays, alimentant des suspicions sur son rôle dans l'événement (BBC, 2009).

L'indépendance dépendante du journalisme international

Elon Musk a qualifié l'agence d'« organisation criminelle », enchaînant les accusations dont il est – pour le moment – difficile d'estimer la véracité. Affirmant notamment que l'USAID a financé EcoHealth Alliance, responsable des recherches sur le gain de fonction dans le laboratoire de Wuhan, ayant potentiellement conduit à la création puis à la fuite du Covid :

« Saviez-vous que l'USAID a utilisé vos impôts pour financer la recherche sur les armes biologiques, y compris le Covid-19 qui a tué des millions de gens ? »

Ce qui est sûr, c'est l'influence internationale de l'USAID dans les médias. En témoigne le communiqué publié le 3 février par Reporter sans frontières (RSF), qui estime que « Le gel de l'aide internationale américaine par Donald Trump plonge le journalisme mondial dans le chaos ». Comme d'aucuns le relèvent sur les réseaux sociaux, RSF se tire une magistrale balle dans le pied

avec un communiqué qui n'a pas le moindre sens. L'organisation regrette « la perte des 268 millions de dollars alloués par le Congrès pour soutenir les médias indépendants et la libre circulation de l'information ». Soulevant la question de savoir comment on peut être indépendant quand sa survie dépend d'une aide extérieure.

Selon Wikileaks, « l'USAID a fait passer près d'un demi-milliard de dollars par l'intermédiaire d'une ONG secrète financée par le gouvernement américain, Internews Network (IN), qui a "travaillé avec" 4 291 médias, produisant en un an 4 799 heures d'émissions touchant jusqu'à 778 millions de personnes et «formant» plus de 9 000 journalistes (chiffres de 2023). L'IN a également soutenu des initiatives de censure des médias sociaux. »

Du propre aveu de Reporter sans frontières, neuf médias sur dix dépendent des financements de l'USAID en Ukraine.

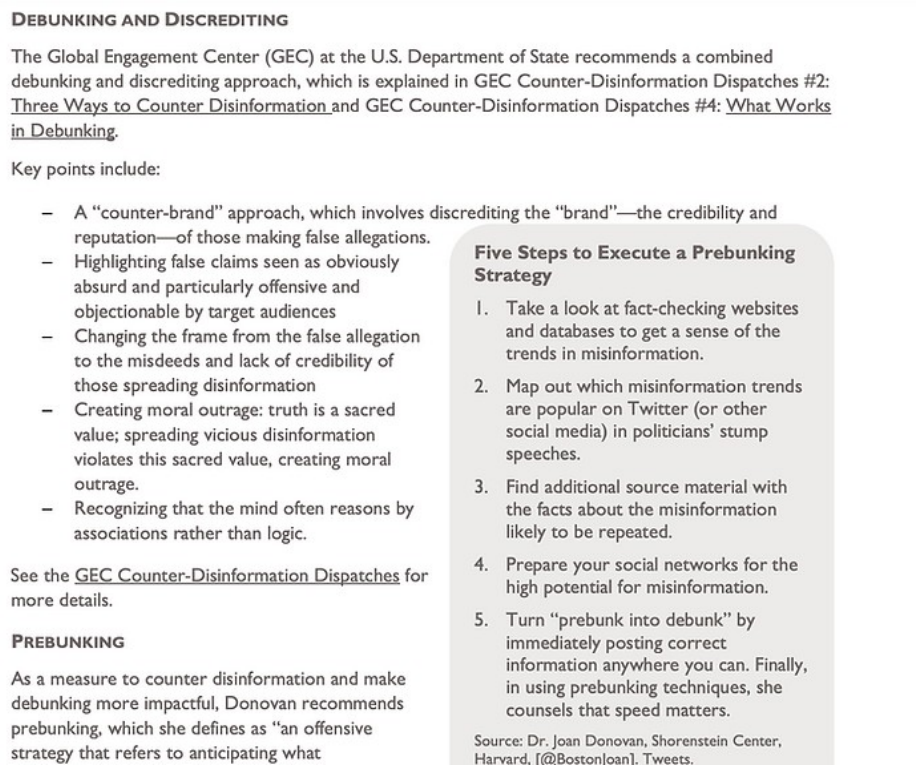
Des médias sous influence

Mais – et c'est bien plus grave – les larges subventions de l'USAID aux médias s'accompagnent de consignes et de recommandations en tout genre. À y regarder d'un peu plus près, notamment dans le document intitulé *Disinformation Primer* de l'USAID promu auprès de ses « partenaires », on découvre plusieurs éléments qui peuvent être perçus comme une justification de la censure sous couvert de lutte contre la désinformation. Car les fausses informations sont un fléau qui « coûtent 78 milliards de dollars par an à l'économie mondiale, notamment en raison de la perte du cours des actions, de la gestion de la réputation de la marque et de l'investissement dans des campagnes de désinformation politique, selon une étude réalisée par Prevency, une société internationale allemande de conseil en gestion des risques de réputation et de crise », nous apprend la brochure.

Par exemple, on peut y lire une sorte de mode d'emploi destiné aux médias et journalistes partenaires. Ceux-ci sont invités à : « collaborer, convenir de politiques sur le silence stratégique, garantir des normes éthiques strictes dans tous les médias, démystifier les sources ainsi que le contenu, produire plus de segments et de reportages sur l'actualité, raconter des histoires sur l'ampleur et la menace représentées par le désordre de l'information, se concentrer sur l'amélioration de la qualité des titres, ne pas diffuser de contenu fabriqué. »

Pour lutter activement contre la « désinformation », l'USAID encourage la collaboration avec des entreprises comme Facebook, Twitter et Google. Ce type d'accord pose problème, car il confie à des entreprises privées le rôle d'arbitres de la vérité, ce qui peut mener à une suppression unilatérale de certaines opinions. On sait que ces plateformes ont déjà censuré des contenus légitimes, notamment pendant la pandémie de Covid, ou sur des sujets politiques sensibles, comme l'ont révélé les Twitter Files.

Le document suggère également que les gouvernements devraient intervenir plus activement pour limiter la diffusion de fausses informations. Cela ouvre la porte à des lois liberticides qui criminalisent des discours critiques envers les institutions ou le pouvoir en place. Certains États ont d'ailleurs déjà adopté des lois anti-« fake news » qui sont utilisées pour réprimer l'opposition et les journalistes indépendants. On peut également trouver dans ce fascicule des consignes pour lutter efficacement contre la désinformation, notamment en « discréditant la crédibilité et la réputation de ceux qui font de fausses allégations » et en «suscitant l'indignation morale».



DEBUNKING AND DISCREDITING

The Global Engagement Center (GEC) at the U.S. Department of State recommends a combined debunking and discrediting approach, which is explained in GEC Counter-Disinformation Dispatches #2: Three Ways to Counter Disinformation and GEC Counter-Disinformation Dispatches #4: What Works in Debunking.

Key points include:

- A "counter-brand" approach, which involves discrediting the "brand"—the credibility and reputation—of those making false allegations.
- Highlighting false claims seen as obviously absurd and particularly offensive and objectionable by target audiences
- Changing the frame from the false allegation to the misdeeds and lack of credibility of those spreading disinformation
- Creating moral outrage: truth is a sacred value; spreading vicious disinformation violates this sacred value, creating moral outrage.
- Recognizing that the mind often reasons by associations rather than logic.

See the GEC Counter-Disinformation Dispatches for more details.

PREBUNKING

As a measure to counter disinformation and make debunking more impactful, Donovan recommends prebunking, which she defines as "an offensive strategy that refers to anticipating what

Five Steps to Execute a Prebunking Strategy

1. Take a look at fact-checking websites and databases to get a sense of the trends in misinformation.
2. Map out which misinformation trends are popular on Twitter (or other social media) in politicians' stump speeches.
3. Find additional source material with the facts about the misinformation likely to be repeated.
4. Prepare your social networks for the high potential for misinformation.
5. Turn "prebunk into debunk" by immediately posting correct information anywhere you can. Finally, in using prebunking techniques, she counsels that speed matters.

Source: Dr. Joan Donovan, Shorenstein Center, Harvard, [@BostonJoan]. Tweets.

En Suisse, il est peu probable que des médias bénéficient d'une aide directe de l'USAID, étant donné que le pays dispose de ses propres mécanismes de soutien aux médias. La RTS nous a confirmé ne pas avoir touché de fonds, par exemple.
Interrogé sur la question, Denis Masmejan, secrétaire général de RSF pour la Suisse, a dit ne pas avoir d'information là-dessus. Lorsqu'on lui a demandé s'il n'y avait pas un problème de cohérence à qualifier d'indépendants des médias assujettis aux financements américains pour survivre, il n'a tout simplement pas répondu. Le bon vieux « silence stratégique » a fait ses preuves… mais pour combien de temps ?

Amèle DEBEY (L'Impertinent)
9 février 2025

La condition inhumaine

Membre de la rédaction du « Monde diplomatique » pendant plus de vingt ans, Christian de Brie est décédé le 4 février 2023. Il avait entrepris ces dernières années une recherche au long cours sur l'histoire du IIe millénaire au prisme de « ceux qui ont fait l'histoire mais que l'histoire ignore ». Nous reproduisons ici l'introduction du livre qu'il n'a pas eu le temps de terminer.

Tenter de présenter une vision globale du IIe millénaire, celle d'une histoire mondialisée, risque de bousculer nombre d'idées reçues.

Jusqu'au XVIIIe siècle, c'est l'Asie – Chine, Inde, Proche-Orient – et non l'Europe qui a été le centre du monde. Par sa situation, sa superficie, sa population, ses structures politiques, économiques, sociales et culturelles, et enfin par les événements qui s'y sont succédé. Seul l'ethnocentrisme des Occidentaux les empêche d'en prendre conscience et continue à les persuader du contraire. Par exemple, que l'Amérique fut « découverte » par Christophe Colomb en 1492, quand elle l'avait été quelque trente mille ans plus tôt par des populations venues d'Asie et de Sibérie, qui, depuis, n'avaient cessé d'y développer sociétés et civilisations (1). À cette aune, l'Europe aurait été « découverte » par les Arabes et les Berbères débarquant à Gibraltar en l'an 710. Pour les Occidentaux, l'histoire du millénaire est d'abord et toujours celle de l'Occident, et le reste du monde n'existe qu'à la marge, dans la mesure et le temps où ils entretiennent des rapports avec lui, le plus souvent de conquête et de domination brutales.

Ensuite, leurs relatives méconnaissances historiques, d'autant plus marquées que l'on s'éloigne dans le temps, les conduisent irrésistiblement à surexposer le XXe siècle. Or ni la guerre totale ni les génocides, les massacres et les déportations massives de populations civiles ne sont des inventions récentes. Ils ont existé avant et ailleurs et ont été d'une ampleur comparable. À commencer par la destruction des Amérindiens. Si l'explosion de la population mondiale, passée en un siècle de 1,5 à 6 milliards d'habitants, celle des techniques, moyens et niveaux de production, de communication ou de destruction est sans précédent, il n'est pas sûr que le dernier siècle du millénaire soit l'*« âge des extrêmes »,* selon l'expression d'Eric Hobsbawm (2). Il est plus probable que celui-ci soit encore à venir.

L'histoire est une fable au service des puissants dont elle entretient indéfiniment la mémoire, négligeant le sort de l'immense majorité des humains. Ils ont fait l'histoire mais l'histoire les ignore. Sans eux, l'humanité ne pourrait survivre. Pour la nourrir, ils ont inlassablement, de génération en génération, défriché, arasé, asséché, irrigué, labouré, semé, planté, sélectionné et expérimenté des milliers de variétés de céréales, de légumineuses, d'arbres fruitiers, adaptés aux sols et aux climats, mais aussi domestiqué des animaux fournisseurs de produits laitiers, de viande, de cuirs et d'énergie pour toutes sortes de travaux, sans négliger de tirer le meilleur parti de tous les produits de la pêche. Ironie de l'histoire : ils ne sont pas autorisés à consommer les meilleurs fruits de leur travail, réservés à ceux qui les oppriment et n'ont rien produit. Au-delà, ils ont exploité les carrières de pierre, de marbre, et les mines, d'or, d'argent, de fer, de charbon, de plomb, de cuivre, façonnant une multitude d'objets utiles qui ne leur appartiennent pas le plus souvent, dont les magnifiques produits d'un artisanat, eux aussi réservés à leurs riches oppresseurs.

Ce sont eux qui ont bâti châteaux et places fortes, temples et mausolées, cathédrales, basiliques, mosquées, pagodes, et non ceux qui les ont accaparés. Louis XIV n'a pas construit Versailles, pas plus que Pierre Ier le Grand, Saint-Pétersbourg, ou l'empereur moghol Shâh Jahân, le Taj Mahal. Les uns et les autres auraient été bien incapables de bâtir le moindre muret de pierre sans qu'il s'écroule. Mais l'escroquerie perdure.

Jusqu'au XXe siècle, plus de 90 % d'entre eux ont été des paysans rivés à la terre et des artisans ruraux, avant que l'industrialisation et le développement technologique ne forcent à l'exode près de la moitié de la population mondiale vers des concentrations urbaines de plus en plus gigantesques, par générations successives. Le sort des uns et des autres n'a guère changé. Ils ont été et sont restés, presque toujours et partout, des victimes, soumis à une exploitation implacable et à la violence permanente exercées par une petite minorité de bourreaux prospérant sur l'échine des peuples.

Pour l'immense majorité, une vie misérable, courte et précaire, un travail épuisant, sans droits ni liberté, dans l'ignorance, la peur et les superstitions, à la merci des exactions et de l'arbitraire des puissants, ravagés par les guerres perpétuelles, les épidémies et les catastrophes périodiques.

Pour le petit nombre, empereurs et rois, princes et barons, sultans et khans, prélats et califes, chefs d'État et dictateurs, pères des peuples et grands timoniers, la cohorte des parentèles, subordonnés et exécuteurs, chiens de guerre et nervis, affairistes et financiers, qui les servent et se servent, rien n'est trop beau. Une insatiable volonté de pouvoir et une cupidité effrénée les dressent en permanence les uns contre les autres pour le pillage des richesses et l'accaparement du bien commun.

L'infime minorité qui, par la force brutale et le contrôle idéologique, prospère sur l'échine des peuples qu'elle domine et exploite n'a guère varié dans sa structure hiérarchisée au cours des siècles. À sa tête, une galerie de tyrans – au total à peine quelques milliers – qui se partagent le monde et se succèdent. Le monarque héréditaire est en effet le modèle dominant du millénaire. À quelques exceptions près : monarchie élective en Pologne ou dans le Saint-Empire romain germanique, cooptation dans l'Égypte des Mamelouks, république à Venise… Il perdure à la fin du XX^e^ siècle, au Proche-Orient, en Asie, et même, sous une forme certes constitutionnelle, dans plusieurs États membres de l'Union européenne. Des tyrans aux titres divers : empereur, roi, sultan, tsar, émir, basileus, khan, shah, shogun, généralissime, caudillo… Généralement, ils tiennent leur pouvoir de Dieu, le leur, quand ils ne sont pas eux-mêmes divinisés, pouvoir transmis héréditairement suivant des procédures variables et, depuis le XX^e^ siècle, pour une durée en principe limitée, par le suffrage universel plus ou moins manipulé. La permanence n'est pas garantie, et l'autorité suprême est souvent usurpée ou conquise par la force, le meurtre ou la trahison. Rares sont les dynasties qui se maintiennent plus de trois siècles : Capétiens, Habsbourg, Stuarts, Romanov en Europe, califat abbasside, sultans de l'Empire ottoman, mikados au Japon ou Salomoniens en Éthiopie.

« On peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus »

On trouve de tout parmi ces très grands qui ont dominé le monde. Bien peu sont recommandables. Parce qu'ils ont tous su s'entourer d'hagiographes, voués à l'édification de leurs exploits, surévalués voire inventés, ils ont traversé les temps sans trop de dommages pour leur réputation, et même les plus abominables trouvent chez les historiens et dans la mémoire des peuples quelque indulgence. Ils n'ont pas attendu les techniques modernes de communication, les experts, conseillers et autres *spin doctors* pour assurer avec efficacité leur promotion.

Par-delà la diversité des personnages et des destins, ils partagent quelques traits communs à tous ceux qui détiennent un pouvoir supérieur. Tout d'abord, la certitude d'être au-dessus du lot, non du fait des circonstances mais intrinsèquement : suffisance, arrogance, enflure, démesure, mégalomanie sont chez eux une seconde nature. Une certitude entretenue, jusqu'à la nausée, par la foule, craintive et intéressée, de subordonnés et de courtisans qui les entourent et que conforte le faste inouï dans lequel ils vivent. À tel point que nombre d'entre eux s'étonnent d'être mortels comme le moindre de leurs sujets, s'entourent de magiciens faiseurs de miracles, et que tous s'emploient à faire bâtir des mausolées ruineux pour l'édification des générations futures.

Ensuite, ils sont comme aux aguets, dans une crainte et une méfiance permanentes. À l'égard de leur entourage, y compris le plus proche et le plus fidèle, de leurs pairs et autres souverains, de leurs vassaux, de leur peuple. Crainte, souvent fondée, d'être assassiné ou destitué, des trahisons, des complots qui se fomentent, des alliances hostiles qui se nouent, des attaques-surprises, des coups d'État, rébellions, révoltes et révolutions. Pour tenter de les déjouer, ils espionnent, corrompent et prennent les devants en employant les procédés qu'ils redoutent.

Enfin, ils vivent dans une tension permanente pour la conservation, la consolidation, l'agrandissement, la transmission de leur pouvoir. Pour ce faire, rien de tel que la force, la guerre et la répression, que l'on ourdit, prépare, exécute avec plus ou moins de succès.

Le reste du temps, on chasse, beaucoup, ce qui longtemps est censé être une bonne préparation physique à la guerre, on s'affronte en tournois, joutes, défis, duels, puis on y préfère le jeu des grandes manœuvres militaires, moins risqué. On s'éblouit, s'enivre, et abreuve le monde alentour, jusqu'à la démesure, de faste, de fêtes, de festins, de jeux, de cérémonies, de sexe, dans une mise en scène protocolaire vouée au culte du souverain dont les cours des empereurs de Chine à Pékin, des Grands Moghols à Delhi, des basileus puis sultans à Constantinople, de Louis XIV à Versailles ont laissé des témoignages édifiants. Nombre de nos petits maîtres contemporains ont gardé la nostalgie de ces ruineuses bouffonneries et ne résistent pas à la jouissance de les faire revivre à l'occasion.

Mais le souverain n'est rien sans les moyens d'exercer le pouvoir. Jusqu'à la formation et au développement des États modernes et de leur formidable bureaucratie, à l'efficacité renforcée par des techniques de contrôle social de plus en plus perfectionnées, il ne peut s'appuyer que sur des forces réduites, à la fidélité jamais garantie. Une faiblesse compensée par la dépendance dans laquelle il s'emploie à les maintenir, l'enrichissement et les prébendes qu'il leur dispense, l'exercice de la violence ou de la terreur qu'il leur délègue.

Sebastião Salgado. – Coupe de la canne à sucre, province de La Havane, Cuba, 1988.

Le premier cercle est constitué par la parentèle des princes du sang, frères, sœurs, épouses, enfants, petits-enfants, neveux et nièces, légitimes ou bâtards, qu'il faut pourvoir en fiefs, revenus et titres, en particulier militaires, et à qui il faut trouver des partis conformes à leur rang. En principe, leur sort est lié à celui du souverain, qu'ils ont tout intérêt à servir à moins que l'occasion se présente de prendre sa place. On aurait du mal à compter le nombre de parricides, infanticides, fratricides qui ensanglantent l'histoire des dynasties les mieux établies.

Vient ensuite la noria des grands seigneurs féodaux, leurs familles et obligés, à la vassalité plus ou moins solide, que l'on retrouve sous toutes les latitudes et à toutes les époques. Aptes à assurer leur pérennité, défendre et conforter leurs intérêts – parfois divergents de ceux du pouvoir royal à qui ils doivent une assistance –, d'autant plus marchandables que leur puissance et leur richesse égalent parfois celles du monarque.

Puis la foule des courtisans, quémandeurs cupides et parasites qui s'emploient à arracher quelque charge, rente ou privilège, pourvu qu'ils parviennent à approcher le maître.

Enfin les serviteurs de tous ordres qui ne tiennent leur position que de la confiance du monarque, instantanément révocables. Ministres, hauts fonctionnaires, gouverneurs, mandarins et vizirs, généraux et amiraux en chef, intendants et collecteurs d'impôts, jusqu'aux domestiques de la maison, du chambellan aux valets de chambre, en passant par les médecins apothicaires, les eunuques, la garde rapprochée, qui connaissent les faiblesses et les vices cachés du souverain, savent en tirer influence ou profit.

La puissance du tyran dépend largement de la force de ses armées. Elles sont l'objet de toute son attention, formées de nobles guerriers, de conscrits ou « volontaires » enrôlés de force, de mercenaires professionnels, équipés et dressés pour les guerres qu'il ne manquera pas d'entreprendre. Et de conduire souvent lui-même jusqu'au cœur de la mêlée, au péril de sa vie, du moins dans les premiers siècles, avant de se tenir prudemment à distance. Parmi elles se trouvent toujours des corps d'élite, réputés et récompensés pour leur efficacité au combat, leur férocité et la terreur qu'ils inspirent, leur dévouement au pouvoir en place : Horde d'or, janissaires, mamelouks, samouraïs, sikhs, Gurkhas et, plus près de nous, marines, parachutistes, Waffen-SS, troupes de choc.

Parce que l'*« on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus »,* selon la formule parfois attribuée à Napoléon Bonaparte, il faut au tyran une police attachée à son service. Chargée de surveiller, espionner, arrêter, confondre, enfermer, déporter, liquider les ennemis et faux amis du régime. Un travail sale dans lequel se sont distingués un peu partout quelques exécuteurs des basses œuvres, leurs nervis, sicaires, barbouzes, escadrons de la mort, miliciens, agents de la Gestapo, du Guépéou ou de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA).

Manipulation des masses et maintien du citoyen dans une soumission volontaire

Reste, ce qui n'est pas le moindre, le contrôle des esprits et des âmes. C'est la tâche du pouvoir religieux, intimement lié au temporel, quand il n'est pas confondu avec lui. Il est présent partout, à toutes les époques, sous toutes les formes. Monothéiste ou polythéiste, structuré ou non en Églises et clergés. Sa fonction est de faire accepter et légitimer la soumission à l'ordre établi. Qu'il soit chrétien, musulman, hin-

douiste, bouddhiste, confucianiste, taoïste, l'homme doit accepter sa condition au cours de sa courte vie sur terre et se préparer à celle qui l'attend au-delà. Pris au berceau, enfermé dans un filet de croyances dont il n'a pas les moyens de s'affranchir, sa vie réglée par les prières, les cérémonies, les incantations, les pèlerinages, encadré par un réseau serré de praticiens, drainé en foule dans des lieux de culte couverts d'or, de pierreries, de marbre et de pourpre si éloignés de sa condition, comment et pourquoi n'aurait-il pas la foi ? D'autant que toute velléité de doute, de contestation ou de révolte est immédiatement dénoncée et violemment réprimée.

On a peine à croire qu'au cours d'un millénaire marqué d'évolutions et de bouleversements sans précédents, dans un monde aux peuples si divers, la finalité et la structure du pouvoir confisqué par une infime minorité soient restées à peu près partout sensiblement les mêmes. On serait tenté de penser qu'il n'en est rien, au moins au regard de la période la plus récente et des sociétés occidentales, là où se sont développés des États de droit, un pouvoir démocratisé, des droits et libertés reconnus, des conditions de vie décentes pour le plus grand nombre. À voir. D'abord, dans nombre de pays ces conquêtes sont plus formelles que réelles et n'ont guère changé le sort du plus grand nombre. Dans les plus riches et les mieux pourvus, les techniques d'encadrement et de contrôle social, de manipulation des masses par les médias sont si perfectionnées et efficaces qu'elles maintiennent le citoyen-sujet dans une soumission volontaire. Quant aux « barons voleurs (3) » du capitalisme financier, industriel et commercial qui, depuis le XIX^{e} siècle ont pris la place des seigneurs d'antan, ils ont reconstitué des féodalités plus conquérantes, dominatrices et aussi dénuées de scrupules que les anciennes.

Dernier constat, un trait commun partagé par les privilégiés qui figurent ou se raccrochent au camp des bourreaux, monopolisant pouvoir et richesses : l'immense mépris dans lequel ils tiennent ceux qui n'en font pas partie, soit l'immense majorité – presque tous ignares, grossiers, sales et puants, mal vêtus, entassés dans des masures ou taudis. Difficile de les considérer comme des frères, plus encore de les traiter comme tels. Tout en eux semble justifier leur situation de victimes. Ils représentent environ 90 % des humains ayant vécu durant le millénaire. Répartis sur tous les continents, dans des proportions qui ont varié sans radicalement changer au cours de la période, autant que les évaluations permettent d'en juger de près des deux tiers. La grande majorité de la population mondiale a vécu en Asie : 65 % au début du millénaire, 60 % à la fin ; environ 15 % en Europe (avec une pointe à 25 % au XIX^{e} siècle, suivie d'une baisse à 12 % au XX^{e} siècle) ; presque autant en Afrique (avec une chute à moins de 10 % au XIX^{e} siècle). Seule l'Amérique a vu sa part dans la population mondiale varier sensiblement : de 5 % au début du millénaire, 10 % au XV^{e} siècle, elle chute à 1,5 % au XVIII^{e} siècle (effet du génocide des Amérindiens), pour atteindre près de 15 % en l'an 2000.

Partout, les taux de natalité et de mortalité, surtout infantile, sont élevés et la durée de vie moyenne tourne autour de 25-30 ans. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XIX^{e} siècle et surtout au XX^{e} siècle que la tendance s'inverse, d'abord en Europe et en Amérique du Nord. Le décalage dans le temps entre la baisse de la mortalité infantile d'une part et le ralentissement de la natalité d'autre part expliquent l'explosion démographique du dernier siècle de notre ère, au cours duquel auront vécu autant de personnes qu'au cours des sept premiers.

Globalement 80 à 90 % de ces populations sont restées rurales, jusqu'au XIX^{e} siècle, à partir duquel l'urbanisation s'est accélérée jusqu'à drainer environ 50 % de la population mondiale à la fin du millénaire (4). Ces ruraux sont des paysans. Tous vivent de l'exploitation de la terre et de l'élevage, accessoirement de la pêche et de la chasse. Dans des conditions géophysiques et climatiques certes extrêmement variables. Par contre, et paradoxalement, leurs conditions sociales présentent un certain nombre de traits communs que l'on retrouve à peu près partout à toutes les époques.

Dans la majorité des cas, ils ne disposent pas librement du produit de leur travail. Celui-ci est en grande partie, de la moitié aux deux tiers, autoritairement prélevé, le plus souvent en nature, pour le compte des propriétaires fonciers, clercs ou laïques, et du monarque, sous de multiples formes (rentes, cens, droits, taxes…), généralement par l'intermédiaire de régisseurs et collecteurs de redevances et impôts, brutaux et sans scrupule, qui en profitent pour s'enrichir, à leurs dépens et à ceux de leurs maîtres. C'est le cas dans presque toute l'Asie comme dans la plupart des pays d'Europe.

Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur force de travail et leur savoir pour entretenir, améliorer, perfectionner leurs moyens et techniques de production ; ce qu'ils ont su faire, partout, avec persévérance et ingéniosité, pour le plus grand profit de la minorité qui les exploite.

Enfin, ils sont corvéables à merci, enrôlés durant des jours, des mois ou des années, pour des travaux décidés par d'autres : forteresses, châteaux et lieux de culte, murailles et fossés, ports, canaux et routes ; défrichement de forêts et assèchement de marais, dans des conditions souvent épouvantables.

Nombre d'entre eux sont dans des situations pires encore : esclaves et serfs, propriété de leurs maîtres, pour des générations, qui peuvent en user et abuser (5). Des persécutions spécifiques, localisées ou temporelles, frappent des catégories de population en raison de l'ethnie, des croyances, religieuses ou politiques, d'une maladie, d'une marginalité : infidèles, mécréants, renégats, Juifs, intouchables, déviationnistes, lépreux, homosexuels…

Et, par-dessus tout, le sort des femmes, victimes de tous les hommes, y compris de ceux qui partagent leur sort, soumises et exploitables sans vergogne (6). Procréant en moyenne une dizaine d'enfants, à raison d'un tous les dix-huit mois, souvent dès la puberté, dont une bonne moitié est vouée à disparaître avant l'âge de 5 ans, laissant la mère épuisée et déformée avant 30 ans, quand elle ne meurt pas en couches, elle a la charge de les nourrir et de les élever. À elle, par ailleurs, l'entretien du feu et du foyer, l'approvisionnement en eau, les travaux ménagers… S'y ajoute le plus souvent la participation régulière ou épisodique aux travaux des champs, à l'élevage des animaux domestiques, aux corvées collectives. Ou encore des heures de filature, couture, broderie pour le compte de commanditaires exigeants et un revenu dérisoire.

Quant aux enfants, mis dès l'âge de 5 ans au labeur plutôt qu'à l'école, qui durant la plus grande partie du millénaire n'existe presque nulle part, soumis sans ménagement à un dur apprentissage et à l'autorité des aînés, ou placés hors du foyer, loués voire vendus, ils sont bons pour tous les travaux bien avant l'âge adulte, les filles n'étant pas mieux traitées que les garçons. On les retrouvera à l'époque industrielle, dans les deux derniers siècles, en grand nombre, dans les mines, les filatures, les plantations…, jusqu'à la fin du millénaire, où trois cents millions d'entre eux étaient encore à la tâche. Dès le départ, ils ont rejoint le prolétariat déporté des campagnes. Lequel, enfermé dans les manufactures et les concentrations urbaines, n'a pas connu une vie meilleure que les générations précédentes, à moins qu'il n'ait pu, après d'interminables luttes, arracher quelques droits, toujours remis en question.

S'il est vrai que ceux qui ignorent l'histoire sont condamnés à la revivre, on a tout intérêt à y regarder de près. Longtemps traitée comme une succession d'événements où des érudits stipendiés puisaient à leur guise de quoi bâtir des récits épiques à la gloire des puissants, plus tard des nations, qui encombrent notre mémoire, elle a superbement ignoré 90 % des populations, celles des petites gens, des humbles et des pauvres, de tous ceux qui en réalité ont fait l'histoire. Se voulant depuis un siècle plus scientifique qu'épique, il lui reste un long chemin à parcourir pour tenter de connaître notre condition passée.

Christian DE BRIE, journaliste (Monde diplomatique, mars 2025)

(1) *Cf.* Pierre Miquel, *Les Mensonges de l'histoire,* Perrin, Paris, 2008.

(2) *Cf.* Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes,* Complexe - *Le Monde diplomatique,* Paris, 1999 ; réédité sous le titre *L'Ère des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle (1914-1991),* Agone, Marseille, 2020.

(3) Lire Howard Zinn, « Au temps des « barons voleurs » », *Le Monde diplomatique,* septembre 2002.

(4) Georges Duby et Armand Wallon (sous la dir. de), *Histoire de la France rurale,* Seuil, Paris, 1982 (1re éd. : 1975-1977) ; Points, Paris, 1996-2018.

(5) *Cf.* Martin Monestier, *Les Enfants esclaves. L'enfer quotidien de 300 millions d'enfants,* Le Cherche Midi, Paris, 1998 (1re éd. : 1978).

(6) *Cf.* Arlette Farge et Natalie Zemon Davis (sous la dir. de), *Histoire des femmes en Occident. Tome III. XVI^e-XVIII^e siècle,* Plon, Paris, 2002 (1re éd. : 1991).

Chute des dons et des subventions : les associations écologistes n'ont plus d'argent

Les donateurs se font rares, comme les financements publics : l'austérité est de mise pour les associations écologistes. Des pistes stratégiques s'esquissent pour pallier cette crise budgétaire et dépasser la « déprime militante ».

Le mouvement écologiste continue à affronter des vents contraires. Et ce mois de décembre pourrait être un moment charnière. De nombreuses associations engagées en faveur du climat et de la biodiversité sont actuellement confrontées à une baisse de financement brutale qui précarise leur activité. À la clé : de possibles licenciements, des missions abandonnées.

L'inquiétude grandit au sein du petit monde des chargés de collecte. *« On a peu de lisibilité sur ce qui nous arrive »*, dit Charlotte Béal, de Zero Waste France, alors que le montant de ses dons a baissé de 9 % cette année. *« La situation est très préoccupante »*, ajoute Anne Bringault, la directrice du Réseau Action Climat.

À l'instabilité politique qui gèle nombre de subventions publiques s'ajoute la crise économique et l'inflation qui grèvent les dons des particuliers. Dans ce contexte morose, l'écologie semble être la dernière roue du carrosse. Alors même qu'elle est marginalisée dans le débat public et prise à partie par les forces réactionnaires.

« On a déjà acté qu'on allait finir l'année en déficit »

Le 12 novembre dernier, Greenpeace a envoyé un courriel, en forme de cri d'alarme, à ses donatrices et donateurs. *« Nous faisons face à une baisse du nombre de nos soutiens et nos ressources collectées ne sont plus à la hauteur de nos besoins »*, écrit l'ONG. Quelques jours plus tard, c'était au tour des Amis de la Terre d'alerte leurs donatrices et donateurs : *« Les financements publics étant réduits à peau de chagrin, notre budget est actuellement déséquilibré, et cela menace la pérennité de nos activités »*.

Chez Greenpeace, 20 000 donateurs n'ont pas renouvelé leur don en 2024, soit une hausse de 10 % par rapport à 2023. La grande majorité pour des raisons économiques.*« Depuis deux ans, l'érosion du pouvoir de don de nos adhérents est palpable »*, dit Marie-Ève Lhuillier, directrice de la collecte de fonds au sein de l'ONG. Régulièrement, Greenpeace demande à ses donateurs s'ils peuvent augmenter leur don. Leur réponse est de plus en plus négative. *« Les donateurs font des arbitrages, le don est pris sur le reste à vivre. Les gens priorisent les factures et l'écologie peut paraître moins urgente que des causes de premières nécessités, humanitaires ou sociales. »*

Plus d'actions, moins d'argent

Chez Les Amis de la Terre, on se fait également du souci. *« Nous avons besoin de 170 000 euros d'ici la fin du mois pour boucler notre budget et pour qu'il reste à la hauteur de celui de l'année dernière*, détaille

Hugo Emo. *On a déjà acté qu'on allait finir l'année en déficit, autour de 10 000 euros, ce n'est pas catastrophique mais ce n'est jamais bon. Indéniablement, c'est une source de stress. »*
L'association est prise en étau. *« Nous avons dû intensifier nos activités pour faire face à l'urgence climatique, c'était indispensable. Mais en parallèle, nous n'avons pas trouvé assez de ressources financières, même si, depuis 2016, notre budget a doublé. Ce n'est pas suffisant. Nous allons devoir chercher d'autres sources de financement l'année prochaine car l'activité, elle, ne va pas diminuer »*, explique le chargé de collecte.

Rassemblement à Saint-Nazaire organisé par Les Amis de la Terre contre l'usine d'engrais chimiques Yara, novembre 2024. *X / Les Amis de la Terre*

Au sein du réseau Sortir du nucléaire, les nouvelles ne sont pas plus réjouissantes. *« On a accusé 50 000 euros de déficit en 2023 et la dynamique s'accentue,* dit Joël Domenjoud, administrateur du réseau. *On va aujourd'hui vers les 80 000 euros, c'est encore difficile à évaluer, tout dépend de la campagne de don de décembre. »*

Une « dégringolade collective »
« On a mis en place un budget participatif, une forme d'autogouvernance avec les salariés pour gérer cette situation avec de l'intelligence collective, voir les priorités à faire et là où on pourrait rogner les budgets. Mais clairement, au sein du milieu écolo, on assiste à une dégringolade collective qui nécessite un sursaut », juge Joël Domenjoud.
La collecte auprès des particuliers n'est pas le seul problème. Les associations qui misent sur les fondations et le mécénat d'entreprises sont aussi en difficulté. *« Nous allons probablement faire un déficit pour la deuxième année consécutive, ce qui ne nous était pas arrivé depuis vingt ans »*, annonce Hélène Gassin, la présidente de l'association Négawatt.
L'organisation se finance par des subventions, principalement de l'Ademe (l'agence de la transition écologique), ainsi que par les adhésions, les dons de particuliers, le mécénat, et les partenariats d'entreprises. Ces deux dernières sources se sont taries. En 2023, le mécénat d'entreprise, principalement du secteur des énergies renouvelables, était déjà en baisse de 21 % par rapport à l'année précédente. *« Il y a un sujet de contexte économique général,* observe Hélène Gassin. *Quand on contacte les entreprises en juin-juillet, la plupart nous répondent qu'elles ne peuvent rien nous dire avant la fin du troisième trimestre, car elles-mêmes ne savent pas comment elles vont atterrir. »*
Même topo du côté des fondations. *« Comme de nombreuses associations françaises du secteur de l'énergie et du climat, nous sommes beaucoup financés par l'European Climate Foundation. Laquelle a subi des restrictions budgétaires dont nous sommes les victimes collatérales »*, poursuit la présidente.

« L'argent existe, c'est une question de volonté politique de le mobiliser », assurait Soraya Fettih, de 350.org, lors d'une action à Paris visant les riches et les entreprises climaticides. *© NnoMan Cadoret/Reporterre*

En conséquence, l'équipe a dû se serrer la ceinture : *« Des projets relatifs à la communication, au site internet… ont été reportés ou annulés. Nous avons renoncé à une embauche en communication. »* Ces mesures ont été jusqu'à devoir opérer le licenciement économique d'un salarié spécialisé en plaidoyer. *« C'était notre dernière cartouche. Nous n'avions plus le choix »*, dit la présidente.

Des baisses de financements des Régions

Du côté des associations qui reposent sur des subventions publiques, ce n'est guère mieux. Le Réseau Action Climat est actuellement suspendu à l'attente d'une subvention de l'Ademe qui risque de voir son budget amoindri, à cause du contexte global d'austérité. Ces dernières semaines, France Nature Environnement n'a cessé de recevoir des mauvaises nouvelles : la région Nouvelle-Aquitaine a décidé de diminuer ses subventions auprès des associations – et donc de FNE – de 15 %, la région Hauts-de-France de 30 %.

« Beaucoup d'acteurs publics ne nous donnent que 60 ou 70 % de l'enveloppe de la subvention attendue et nous disent que l'on verra pour la suite l'année prochaine. On est incapable de dire aujourd'hui si on boucle notre budget. On est dans un flou colossal », témoigne le président de FNE Antoine Gatet. Quand il a tenté d'interpeller Agnès Pannier-Runacher, l'ex-ministre de la Transition écologique lui a sèchement répondu, *« Chacun ses problèmes »*.

« C'est la triple peine pour les associations : la baisse du budget de l'État se répercute sur les Dreal [Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement] et sur les collectivités territoriales, puis sur nous, constate-t-il. *On est entré en mode survie. »*

Au sein des Amis de la Terre, la situation est similaire. *« En 2016, 35 % de notre budget reposait sur des subventions publiques, soit 280 000 euros. En 2023, elles ne représentaient plus que 5 % de notre budget. Soit 80 000 euros. Et en 2024, les subventions publiques correspondent à seulement 70 000 euros, cela n'arrête pas de baisser »*, constate Hugo Emo.

Une crise politique autant que budgétaire

Vu la teneur des récents débats parlementaires, l'avenir paraît sombre. Au cours de l'examen du projet de loi de finances pour 2025 – avant la chute du gouvernement de Michel Barnier – le RN et la droite ont mené une offensive majeure contre le milieu écolo en proposant de *« suspendre les réductions d'impôts dont peuvent bénéficier les donateurs de ces associations »*, jugées *« extrémistes »*. Si ces amendements étaient maintenus dans une nouvelle mouture du texte, ce serait un coup fatal pour les organisations militantes.

Car la crise est, au fond, politique. *« Nous sommes pris dans une grosse vague réactionnaire qui dépasse la simple instabilité institutionnelle française. Et depuis le discours de Belfort d'Emmanuel Macron en 2022, on assiste à une espèce de revival des années 1970 avec un retour au tout-nucléaire »*, s'inquiète Hélène Gassin de Négawatt.

« Les difficultés financières que nous traversons sont indissociables de la question stratégique, estime Nicolas Haeringer de 350.org. *Face à la multiplication des effets du réchauffement climatique et à la montée de l'extrême droite, le mouvement écolo erre. On ne sait pas quoi faire dans ce marasme. On ne trouve pas la manière d'embrayer et d'opérer la bascule. Le climatoscepticisme regagne du terrain. C'est un substrat qui nous enlève de la force et les gens s'interrogent. Pourquoi nous donneraient-ils du pognon si on perd ? »*
Un cercle vicieux se dessine, que retrace très bien Jan, militant à Action Justice Climat. *« Vu le contexte ultrarépressif, il est de plus en plus difficile d'organiser des mobilisations. On perd peu à peu en visibilité et on obtient logiquement moins de dons, ce qui nous fragilise ensuite pour mener des campagnes d'action. La boucle est bouclée. »*

Changer de stratégie

« Il faut impérativement sortir de ce moment de déprime militante », dit Joël Domenjoud. Plusieurs pistes stratégiques s'esquissent, au gré des discussions, pour reconquérir les esprits et retrouver de la marge de manœuvre. Face à l'adversité, le mouvement écologiste devrait se positionner plus clairement en contre-pouvoir et assumer la conflictualité avec les autorités, plaident de nombreux militants. Tout en renforçant la solidarité en son sein, pour ne plus être en concurrence les uns avec les autres.
« On arrive au bout d'une certaine logique, estime Joël Domenjoud. *Il faut changer de méthode. Vu que tout le monde a des difficultés financières, chacun veut tirer la couverture à soi, c'est contre-productif, il faudrait imaginer plus de mutualisme dans nos luttes, et arrêter de démarcher les gens comme si on essayait de leur vendre un nouvel isolant pour leur toiture. »*

« On a arraché plusieurs victoires juridiques ces dernières semaines », raconte Antoine Gatet, de FNE. *Capture d'écran / FNE*

Au cours de ce mois décisif de décembre, certaines initiatives donnent de l'espoir. La dernière campagne de France Nature Environnement centrée sur *« les justicier.e.s de la Terre »* fonctionne bien. *« On a arraché plusieurs victoires juridiques ces dernières semaines contre la mine d'or en Guyane ou la pêche dans le golfe de Gascogne*, raconte Antoine Gatet, *et on attend des décisions de justices importantes contre la mégabassine de Sainte-Soline ou l'A69. On voit que cela paie. Les gens nous soutiennent et nous attendent sur ce terrain. Le réseau juridique est notre bras armé pour défendre l'État de droit. »*
Le grand retour des luttes locales – dont *Reporterre* vous contait les succès lors de sa dernière rencontre – est aussi inspirant. Loin de la déprime ambiante, ces luttes de territoire ont su être conquérantes. En dix ans, elles ont mis à terre plus de 164 projets nuisibles pour l'environnement. Avec des budgets ridicules – 4 000 euros en moyenne par an – elles ont su terrasser des projets d'infrastructures 10 000 fois plus coûteux et sauver du béton des dizaines de milliers d'hectares. Et elles peuvent désormais compter en partie sur l'association Terres de luttes, qui a lancé un fonds de dotation tout spécialement pour les financer.

Émilie MASSEMIN, Gaspard D'ALLENS
7 décembre 2024 (Reporterre)

Va-t-on enfin ouvrir les yeux sur les réalités internationales ?

Va-t-on alors enfin comprendre que les USA sont en grande partie les premiers responsables de ce conflit, [...] que la guerre opposait au fond la Russie et les États-Unis et que l'Ukraine et l'Europe ont été instrumentalisés dans toute cette affaire ? (Crédit image: Prise du vue vidéo NTR (https://www.youtube.com/watch?v=bRb5fFpPZ8w))

En Amérique du Nord, les citoyens sont tellement libres qu'ils peuvent, s'ils le souhaitent, faire complètement abstraction de la réalité géopolitique. Parmi les libertés qui leur sont offertes, il y a la liberté d'ignorer l'importance de ces enjeux, une liberté que les autorités entretiennent volontiers, leur offrant du pain et des jeux en guise de remerciement. On se charge de les maintenir dans l'ignorance des agissements de la *Central Intelligence Agency* (CIA), de la *National Endowment for Democracy* (NED), de la *National Security Agency* (NSA) et même de la *United States Agency for International Development* (USAID).

L'opinion publique nord-américaine structure plutôt sa compréhension du monde politique à travers la politique telle qu'elle se déploie à l'intérieur de leurs États, opposant par exemple les Démocrates et les Républicains aux États-Unis, ainsi que les Libéraux et les Conservateurs au Canada. Dans les deux cas, il s'agit d'une opposition entre des politiciens de tendance libérale et des politiciens de tendance conservatrice. Ainsi, un électeur moyen de tendance libérale aura été enclin ces derniers mois à appuyer Justin Trudeau (Parti libéral) contre Pierre Poilièvre (Parti conservateur) et Joe Biden (Démocrate) contre Donald Trump (Républicain).

On ne peut certes pas nier les différences significatives pouvant persister entre ces partis politiques et, tout particulièrement, dans le contexte présent, concernant les politiques identitaires, qu'il s'agisse des femmes, des LGBTQ, des Afro-Américains, des citoyens autochtones ou des immigrants. Le combat contre le *wokisme* occulte peut-être d'autres débats de fond, mais les choix faits en ces matières ne sont pas anodins et sans importance, car ils peuvent avoir des conséquences sérieuses pour les personnes concernées.

En ce qui a trait aux enjeux géopolitiques, les esprits ont été formatés à partir de la certitude que l'Occident offrait des promesses de liberté qui sont absentes au sein des sociétés russe, chinoise ou iranienne. Aussi, lorsqu'il s'agit de comprendre ce qui se passe à l'échelle internationale, les citoyens nord-américains ont tendance, peu importe leur allégeance, à prendre position en projetant sur l'enjeu géopolitique les certitudes acquises au sujet du fonctionnement interne de leurs pays respectifs. Un article récent sur l'avant-Seconde Guerre mondiale évoquait la dérive autoritaire, l'ébranlement des institutions démocratiques, la xénophobie, mais pas la situation internationale et la marche à la guerre. L'instance internationale et ses réalités sont absentes. Ces citoyens souscrivent aux « valeurs » occidentales et s'entendent sur la suprématie des droits individuels. Ils ne peuvent en ce sens, lorsqu'un conflit surgit, qu'avoir des préjugés défavorables face à la Russie, à la Chine ou à l'Iran. Il leur échappe que des impératifs collectifs, réglés ou non existants en Occident, puissent être prioritaires dans d'autres sociétés. Ils ne sont pas conscients que les droits individuels, présentés en termes absolus, sont devenus un instrument que les puissances occidentales utilisent pour déstabiliser les sociétés dont elles cherchent à prendre le contrôle.

Il ne faut pas atténuer la gravité des enjeux identitaires au sein des sociétés non occidentales. Il faut en particulier être sensible au traitement qu'un très grand nombre de ces sociétés infligent aux femmes, aux LGBTQ et aux autres minorités. Il faut cependant se méfier de la tendance fâcheuse qui consiste à se prononcer sur les enjeux de géopolitique en se servant des opinions que l'on a pu se faire au sujet des régimes internes ou des pratiques sociales des pays concernés. Même si on est hostile à l'endroit d'un État que l'on considère autoritaire, il faut reconnaître que cet État a quand même le droit de vivre dans un environnement international sécuritaire et de ne pas être agressés par l'Occident. Demanderait-on que les pays occidentaux soient envahis parce qu'on y retrouve des inégalités sociales, de la discrimination, de la xénophobie et du racisme ? On ne peut comprendre les questions internationales en se limitant aux seules considérations sociétales, identitaires ou humanitaires. L'empathie et l'indignation morale ne suffisent pas.

Une présence impériale démasquée?

Prenons comme point de départ l'Ukraine et l'opération militaire spéciale de la Russie amorcée le 24 février 2022. Ici, la haine de Vladimir Poutine et de ses agissements présumés à l'égard de ses opposants politiques et médiatiques vient structurer notre opinion. Il éliminerait, emprisonnerait et empoisonnerait ses opposants. Dès lors, il ne peut qu'être coupable d'une agression non provoquée en Ukraine que l'on peut expliquer en lui attribuant l'intention de reconquérir les territoires perdus de l'ex-Union soviétique. C'est ainsi que les politiciens, les journalistes et les milieux intellectuels européens et nord-américains réagirent face à l'intervention en Ukraine, produisant une opinion qui, forcément, par son caractère unanime, serait adoptée aussi par l'ensemble des citoyens.

Suite au démantèlement de l'Union soviétique en 1991, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) aurait pu aussi être dissoute, car il s'agissait d'une organisation militaire antirusse dont le commandement était américain. L'organisation adopta plutôt une politique de la porte ouverte, trop heureuse d'agrandir ses rangs et d'imposer sa domination sur une Russie humiliée. Les membres de l'OTAN passeront de 16 à 30 et ils sont maintenant 32. Des bases militaires y seront installées encerclant de plus en plus la Russie. *La NED et la CIA joueront un rôle-clé dans les révolutions de couleur que les Américains chercheront à fomenter : rose en Géorgie, orange en Ukraine, denim en Biélorussie, tulipe au Kirghizistan, cèdre au Liban et verte en Iran.*

Concernant plus spécifiquement l'Ukraine, les États-Unis tentèrent sans succès de provoquer un changement de régime en 2004. Ils annoncèrent quand même à Bucarest en 2008 leur intention d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN, et ce, malgré les refus et avertissements successifs et répétés de toute la classe dirigeante russe. L'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN était clairement un geste que les Russes n'allaient pas accepter. Les diplomates, les experts et les intellectuels américains furent d'ailleurs fort nombreux à avertir leur gouvernement de ne pas s'engager dans cette voie.

Qu'à cela ne tienne, les politiciens John McCain, Lindsey Graham, Chris Murphy, Joe Biden et Victoria Nuland sont allés à tour de rôle rencontrer les trois chefs de l'opposition ukrainienne : Vitali Klitschko, Oleg Tiagnibok et Arseni Iatseniouk. En 2014, ils ont avec succès cette fois-ci encadré, appuyé et financé le changement de régime avec l'aide de Secteur droit, un mouvement marginal néonazi ayant toutefois joué un rôle capital dans le détournement violent de la révolte populaire qui se voulait démocratique et pacifiste. Les États-Unis ont, de l'aveu de Victoria Nuland, investi 5 milliards de dollars pour obtenir un changement de régime en Ukraine.

Ils ont par la suite pris en main le contrôle du pays. Ainsi que cela fut révélé dans un appel téléphonique intercepté entre Victoria Nuland et l'ambassadeur américain à Kiev Geoffrey Pyatt, il fut décidé de confier le rôle de Premier Ministre à Arseni Iatseniouk. Il fallait que les deux autres membres de l'opposition restent en retrait du gouvernement. Ainsi, Vitali Klitschko deviendra maire de Kiev, tandis que Oleg Tiagnibok, chef du petit parti néo-nazi Liberté, sera carrément écarté à cause de ses antécédents antisémites dénoncés par la Fondation Elie Wiesel. Qu'à cela ne tienne, quatre membres de son parti seront intégrés au gouvernement. Une citoyenne américaine, Natalie Ann Jaresko, sera rapidement naturalisée ukrainienne pour devenir ministre de l'Économie en décembre 2014. Un allié des États-Unis, Mikheil Saakachvili, ancien président géorgien initiateur de la guerre de Géorgie en 2008, sera propulsé gouverneur d'Odessa. Le directeur de la CIA de l'époque, John Brennan, se rendra en Ukraine pour rencontrer les nouveaux dirigeants. Le vice-président Joe Biden s'y rendra une bonne douzaine de fois. Son fils Hunter entrera dans le Conseil d'administration de l'entreprise Burisma et touchera un salaire mirobolant. Son père Joe fera limoger le procureur général chargé notamment de faire enquête sur un ancien dirigeant de Burisma.

Face au coup d'État, la Russie réagit elle aussi rapidement pour reprendre la Crimée, une région russophone qui avait été confiée à l'Ukraine en 1954. Alors que cette région était sous contrôle russe depuis des siècles, ce contrôle lui échappa en 1991 lorsque l'Ukraine devint indépendante. Il s'agissait donc pour les Russes de reprendre en 2014 une région perdue seulement depuis 23 ans, de préserver l'accès à la mer

Noire et de garder le contrôle sur l'une de leurs rares bases navales à Sébastopol. Sous le nouveau régime à Kiev, cette base deviendrait un atout antirusse pour les États-Unis et l'OTAN. La Russie avait fait la sourde oreille au référendum tenu en Crimée en 1991. Elle n'allait pas cette fois-ci réagir de la même façon. Un second référendum fut tenu qui donna encore une fois les mêmes résultats. La quasi-totalité de la population s'exprima en faveur du rattachement à la Russie.

Des lois liberticides furent votées contre l'usage de la langue russe dès le lendemain du coup d'État, le 23 février 2014. Des néonazis se déplacèrent à Odessa pour mettre le feu le feu à la Maison du Syndicat où des opposants russophones à ces lois s'étaient retranchés. Une cinquantaine d'entre eux moururent brûlés vifs. Les Oblasts de Louhansk et de Donetsk déclarèrent leur indépendance pour réagir contre les lois nouvellement adoptées. Une guerre civile s'amorça, au centre de laquelle figurait le groupe néo-nazi Azov, entraînant 14 000 personnes dans la mort.

Les Accords de Minsk furent adoptés par l'Ukraine et la Russie et parrainés par la France et l'Allemagne. Ces accords avaient pour objectif de mettre fin à la guerre civile. Ils visaient à rétablir l'usage public de la langue russe et à constitutionnaliser une autonomie d'États fédérés aux deux Oblasts sécessionnistes. Angela Merkel, François Hollande et Petro Porochenko admettront bien candidement qu'il n'a jamais été question d'appliquer ces accords. Leur adoption servait seulement à gagner du temps en préparation de la guerre contre la Russie.

Suite au coup d'État de 2014 à Kiev, les Américains poursuivront leur escalade belliqueuse. Ils formeront l'armée ukrainienne, et notamment le groupe néonazi Azov. Ils équiperont et fortifieront l'Ukraine pour la préparer à la guerre. Ils ne feront rien pour forcer l'Ukraine à appliquer les Accords de Minsk.

Les Américains s'étaient retirés en 2002 de l'accord sur les systèmes anti-missiles pour en installer ensuite en Pologne et en Roumanie. Ils se sont aussi retirés de l'Accord sur les missiles à portée intermédiaires en 2019. Allaient-ils en installer en Ukraine? Joe Biden, devenu président, a dans un premier temps promis en décembre 2021 de ne pas placer de tels missiles sur le territoire ukrainien, pour ensuite abandonner cette promesse quelques semaines plus tard. La Russie risquait donc de se retrouver face à une Ukraine devenue depuis peu membre *de facto* de l'OTAN et sur le territoire de laquelle les Américains allaient pouvoir installer des missiles à portée intermédiaire susceptible d'atteindre Moscou en quelques minutes. Il serait donc forcé, à toute heure du jour ou de la nuit, de se tenir prêt, risquant à tout moment de se retrouver en face d'une alerte majeure. Si un missile était lancé en direction de Moscou, il n'aurait que quelques minutes pour décider s'il doit riposter et conduire l'humanité entière dans la spirale d'une guerre nucléaire. Il est dans ce contexte approprié de décrire une telle situation comme un « *existential threat* ». Cela équivaut à la situation d'un individu qui est face à un fusil que l'on est en train de poser sur sa tempe.

En décembre 2021, les Russes proposèrent sans succès à l'OTAN et aux États-Unis d'ultimes propositions portant sur la sécurité en Europe et sur le désarmement des bases militaires encerclant la Russie. Ils auraient pu exploiter d'autres solutions, mais ils comprirent vite que l'escalade allait de toute façon se poursuivre. Ils choisirent d'agir avant d'être complètement placés le dos contre le mur. Une opération militaire spéciale (non une guerre) fut donc engagée le 24 février 2022 afin de renforcer la sécurité de la Russie en éloignant les États-Unis de sa frontière par la neutralisation de l'Ukraine. Les causes du conflit en Ukraine sont géopolitiques : l'extension de l'OTAN jusqu'à la Russie.

Dans les semaines qui suivirent, des négociations entre l'Ukraine et la Russie furent rapidement engagées. Elles étaient sur le point d'aboutir dès le mois d'avril 2022 à Istanbul, à peine quelques semaines de confrontation militaire. Mais c'était sans compter sur les Américains et les Britanniques qui sont rapidement intervenus pour mettre un frein à cette entente imminente.

Les Américains ont donc tout fait pour que cette guerre advienne et se poursuive. Ils se sont servis de l'Ukraine pour affaiblir la Russie. Un document produit par la Rand corporation (« Extending Russia ») en 2019 indiquait d'ailleurs la marche à suivre. Le document examinait diverses possibilités, dont celles de fournir des armes létales à l'Ukraine, de déstabiliser les gouvernements se trouvant en périphérie de la Russie, de se retirer de l'Accord sur les missiles à moyenne portée, de mettre fin à la vente du pétrole et du gaz russe en Europe et d'interrompre le projet de gazoduc Nordstream. Le gouvernement américain a suivi à la lettre cette feuille de route, et ce, malgré les réserves importantes exprimées par les auteurs du document.

Les faits que nous venons de rapporter peuvent être jugés inutiles et répétitifs pour qui est déjà au fait de la dimension géopolitique de ce conflit, mais ils sont encore largement ignorés et ils ne sont en tout cas pas parvenus à ébranler une opinion largement répandue et convaincue que nous avons plutôt affaire à une opposition entre le bien (l'Occident) et le mal (la Russie « de Poutine »).

Une première raison de douter

Les évènements du 7 octobre 2023 ont cependant introduit une première fissure dans cette image d'Épinal qui oppose le bien contre le mal. En réaction à l'opération du Hamas et de groupes affiliés, le régime d'extrême droite de Benjamin Netanyahu a réagi avec une violence inouïe, appuyé par les États-Unis. Le gouvernement Netanyahu a annoncé son intention de rendre la bande de Gaza invivable et il s'est donné comme objectif de priver la population gazaouie de nourriture, d'électricité, de gaz et d'eau, seule façon selon le ministre de la défense Yoav Galant, de se comporter à l'égard de ces « animaux humains ». Les citoyens de par le monde ont été pour la première fois les témoins directs d'un génocide, ouvertement revendiqué et reconnu comme plausible par la Cour internationale de justice. Or, ce génocide compromet directement les États-Unis, car ce sont eux qui ont fourni les cent mille tonnes de bombes à Israël pour accomplir ce carnage immonde. Cet appui génocidaire de Washington est le fait du président démocrate Joe Biden.
Les États-Unis présentaient un visage étonnamment belliqueux. On aurait alors pu espérer que l'opinion publique se modifie au sujet de l'Ukraine en conséquence de ces évènements tragiques. D'aucuns tentèrent au contraire de montrer que la mort de centaines d'Israéliens tués par le Hamas et par l'armée israélienne dans la journée du 7 octobre constituait le véritable acte de génocide, tandis que la mort de dizaines de milliers de civils gazaouis ne serait que l'effet collatéral malheureux découlant du fait que le Hamas se servait des citoyens comme boucliers humains. Ceux qui voyaient ainsi les choses n'avaient aucune raison de modifier leur opinion au sujet de l'Ukraine, car les États-Unis appuyaient là aussi une « victime ». Israël avait, disait-on, « le droit de se défendre ».
D'autres soulignèrent certes l'incohérence, les deux poids et deux mesures, de l'administration Biden. Cet argument présupposait toutefois le maintien d'un jugement favorable concernant l'appui militaire à l'Ukraine. Rares furent ceux qui reconnurent la cohérence interne de l'impérialisme américain, se servant de l'Ukraine pour affaiblir la Russie et appuyant l'allié au Moyen-Orient adversaire de l'Iran.
Malheureusement, l'opposition entre Biden et Trump dans la course à la présidence de 2024 a très rapidement pris le dessus sur l'ensemble de ces considérations. Les nouvelles en provenance de Gaza se font faites de plus en plus rares et elles sont devenues quasi absentes dans les médias traditionnels, sauf pour rappeler la « crise humanitaire » vécue par les citoyens de la bande de Gaza et la « pression » toujours exercée par Israël sur le Hamas.

Une deuxième raison de douter

Les évènements plus récents ont cependant pu redonner l'espace d'un instant espoir de voir apparaître une prise de conscience nouvelle critique à l'égard des États-Unis. L'arrivée de Trump au pouvoir a donné lieu à une posture agressive et belliqueuse, même à l'égard de ses plus proches alliés. Acheter le Groenland ? S'emparer du canal de Panama ? Renommer le golfe du Mexique ? Imposer des tarifs au Mexique et au Canada? Intégrer le Canada comme 51^{e} État ? Il aura fallu tout cela pour que, pour la première fois au Canada, on parle dans les médias de l'impérialisme américain.
Donald Trump proposa de procéder au nettoyage ethnique des 2 millions de Palestiniens. La population mondiale s'est insurgée contre cette position de Trump, y compris au Canada. Et pourtant, cette posture de Trump était en parfaite continuité avec celle qui avait été adoptée auparavant par l'administration Biden. Autant Biden que Trump s'alignaient sur les politiques israéliennes de nettoyage ethnique. Le secrétaire d'État Anthony Blinken avait, en effet, lui-même fait des démarches auprès de la Jordanie et de l'Égypte pour que ceux-ci accueillent les réfugiés gazaouis. L'appui de Biden à Israël avait permis de raser à plat toute la bande de Gaza. La suite logique pouvait à première vue rendre presque nécessaire le déplacement de la population sur d'autres territoires.
Malgré tout cela, très rapidement, l'attention s'est focalisée sur l'autoritarisme de Trump, qui faisait contraste avec l'administration précédente. Sa posture à l'égard de l'immigration, ses décisions abjectes prises à l'égard des LGBTQ, ses « *executive orders* » qui font fi du Congrès, ses décisions anticonstitutionnelles, l'exclusion de l'Associated Press lors des points de presse de la Maison Blanche, le licenciement des procureurs nommés par les Démocrates, tout cela permet de mettre en évidence une rupture fondamentale par rapport au passé. Le fameux *checks and balance* est remis en question. L'État de droit n'existe plus. Le président se croit au-dessus de la Cour suprême et de la constitution, comme un véritable facho aux commandes d'un État d'extrême droite.
Tout cela est juste, mais en même temps, la focalisation sur la politique interne de Trump permet d'ignorer ou d'occulter les violations du droit international sous l'administration Biden. La désinvolture de Trump à l'interne n'a pourtant eu d'égale que celle de l'administration Biden à l'externe. L'imposition d'un *rules-based order* se présentait en remplacement du droit international. Le droit de veto des États-Unis au conseil de sécurité concernant les résolutions visant à mettre en place un cessez-le-feu à Gaza montrait à quel point les États-Unis constituaient un frein au règlement international du conflit. L'appui génocidaire à l'État génocidaire était en violation flagrante de la *Convention sur la prévention et la répression du crime de gé-*

nocide de 1948. L'interruption du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) constituait un coup de pied additionnel donné aux institutions internationales. Il en va de même concernant le maintien de l'aide apportée à Israël qui fut accordée même après les ordonnances de la Cour internationale de justice. Tout cela aurait dû marquer les esprits. Que l'on considère l'administration de Biden ou celle de Trump, dans les deux cas, les États-Unis se croient au-dessus des lois. Mais puisque la politique extérieure est occultée au profit de la politique intérieure, on focalise sur Trump et non sur Biden.

Quelle est la politique la plus odieuse? Celle qui va à l'encontre de la constitution interne des États-Unis ou celle qui va à l'encontre du droit international ? Il est difficile de trancher, mais la focalisation sur les déclarations intempestives quotidiennes de Trump n'a pas permis de saisir toute l'arrogance de l'administration Biden, pourtant responsable des dizaines de milliers de morts de civils à Gaza et responsable du pourrissement de la situation en Ukraine.

Une troisième raison de douter

Un troisième brouillage vient toutefois d'apparaître dans l'image que l'on se fait d'un Occident porteur de valeurs universelles sous la direction des États-Unis. Donald Trump rencontre Vladimir Poutine seul à seul. Il s'agit de s'entendre sur les modalités d'un cessez-le-feu en Ukraine mais aussi, plus largement, sur les conditions durables de paix permettant de passer à autre chose. L'Ukraine et l'Europe sont aux abois et pour cause car elles ne sont pas présentes et n'ont pas été invitées.

Il ne faut négliger l'importance de négociations qui s'entament et qui pourraient mettre fin au conflit. Mais on ne peut s'empêcher de constater l'effet dévastateur ressenti par l'Ukraine et l'Europe. Elles ont été entraînées par les Américains dans ce conflit. Les Européens se sont privés du gaz et du pétrole russe bon marché pour appliquer les « sanctions » décrétées par Washington. L'Ukraine, quant à elle, a perdu des centaines de milliers d'hommes au combat et des millions d'Ukrainiens ont émigré.

Or voilà justement que les États-Unis, l'un des perdants de cette guerre, rencontrent la Russie, sans les deux autres perdants, l'Ukraine et l'Europe. Va-t-on alors enfin comprendre que les États-Unis sont en grande partie les premiers responsables de ce conflit, qu'ils étaient les véritables adversaires de la Russie, que la guerre opposait au fond la Russie et les États-Unis et que l'Ukraine et l'Europe ont été instrumentalisés dans toute cette affaire? Depuis le début, le narratif voulait que ce soit une guerre entre la Russie et l'Ukraine, les États-Unis étant ceux qui sont venus secourir l'Ukraine en leur fournissant de l'argent et des armes. Les négociations bilatérales ramenaient la réalité géopolitique au premier plan : le conflit en Ukraine est un affrontement entre les États-Unis et la Russie; les deux adversaires se parlent pour y mettre fin; les proxys bellicistes sont mis en attente auront le temps de changer de logiciel. La réalité était peut-être en voie d'être mieux comprise.

Pour certains, cette négligence de l'Ukraine est un geste scandaleux posé par Trump. Mais le scandale est apparu bien plus tôt sous l'administration Biden. De nombreux représentants et sénateurs, démocrates autant que républicains, se sont réjouis d'investir dans une guerre qui pouvait affaiblir la Russie sans que cela n'entraîne aucune mort de soldats américains. Qu'il s'agisse d'Adam Schiff ou de Mitt Romney, de Lindsay Graham ou de Lloyd Austin, les pertes de vie ukrainiennes ne semblaient pas, selon eux, compter pour grand-chose.

L'Europe aussi apparaît enfin comme un partenaire qui ne compte plus. En forçant les Européens à interrompre le commerce du gaz et du pétrole russe, et en faisant exploser le gazoduc Nordstream financé en partie par l'Allemagne, l'administration Biden manifestait, déjà à l'époque, son mépris à l'égard de l'Europe, et en particulier à l'égard de l'Allemagne. La seule différence est que ce mépris apparaît maintenant en pleine lumière.

Malheureusement, ces constats ne sont pas faits. Les préjugés défavorables à la Russie semblent inébranlables chez certains. On se retourne contre ceux qui les remettent en question en les traitant de pro-Poutine ou de pro-Trump. On blâme Trump d'être celui qui écarte l'Ukraine, ce qui laisse entendre que Biden faisait de son côté montre d'une solidarité nécessaire avec ce pays, et ce bien qu'il l'avait engagé dans une guerre perdue d'avance dont le seul but était d'affaiblir la Russie. L'opinion publique est frappée par la rencontre entre deux chefs dits autoritaires de tendance « fasciste », et ils appréhendent l'enjeu encore une fois à partir d'un prisme idéologique lié à la politique interne de ces deux pays. Ils sont inconscients du fait que les États ont des droits et des intérêts indépendamment de ceux qui les dirigent. La seule nouveauté est que cet autoritarisme d'extrême droite affecterait maintenant aussi les États-Unis et non seulement la Russie.

On pourrait voir les choses autrement. Ce que Trump fait ouvertement, les administrations précédentes le faisaient tout autant, sauf que c'était en catimini. On songe à l'espionnage interne pratiqué par la NSA. Le sonneur d'alerte Edward Snowden qui a révélé cette pratique a été forcé de s'exiler. On songe aux agisse-

ments de l'armée, de la CIA et du département d'État mis en évidence par Wikileaks. Julian Assange a payé cher pour avoir eu l'audace de révéler à la face du monde ces mauvais côtés de l'Amérique. Cela a eu pour effet de refroidir les ardeurs des journalistes critiques de l'administration américaine. On songe aux manœuvres mensongères du *Russiagate*, essayant d'associer Trump à un complot russe contre les États-Unis. On songe à l'influence de USAID sur le financement et le contrôle du journalisme international. On pourrait souligner aussi le rôle des médias, de la CIA et de l'administration Biden dans la campagne visant à étouffer l'affaire du portable de Hunter Biden. Certains éléments contenus sur ce laptop auraient pu conduire à la destitution du président. Le pardon présidentiel accordé par Biden aux membres de sa famille permet de remettre le couvercle sur la marmite.
La politique arrogante de Trump à l'égard des médias exclus de ses conférences de presse est, elle aussi, en parfaite continuité avec les mesures précédemment admises. On songe à l'interdit de diffusion des chaînes *Russia Today* et *Sputnik*, jugées vecteurs de désinformation russe, comme si les médias américains ne faisaient pas de la propagande américaine. On songe à la loi approuvée par Joe Biden contre la présence de Tik Tok sur le sol américain. On songe au comportement de l'administration Biden à l'égard de Twitter, révélé par les *Twitter Files*, et à l'admission par Mark Zuckerberg que le gouvernement a exigé que soient censurés certains contenus circulant sur Facebook.

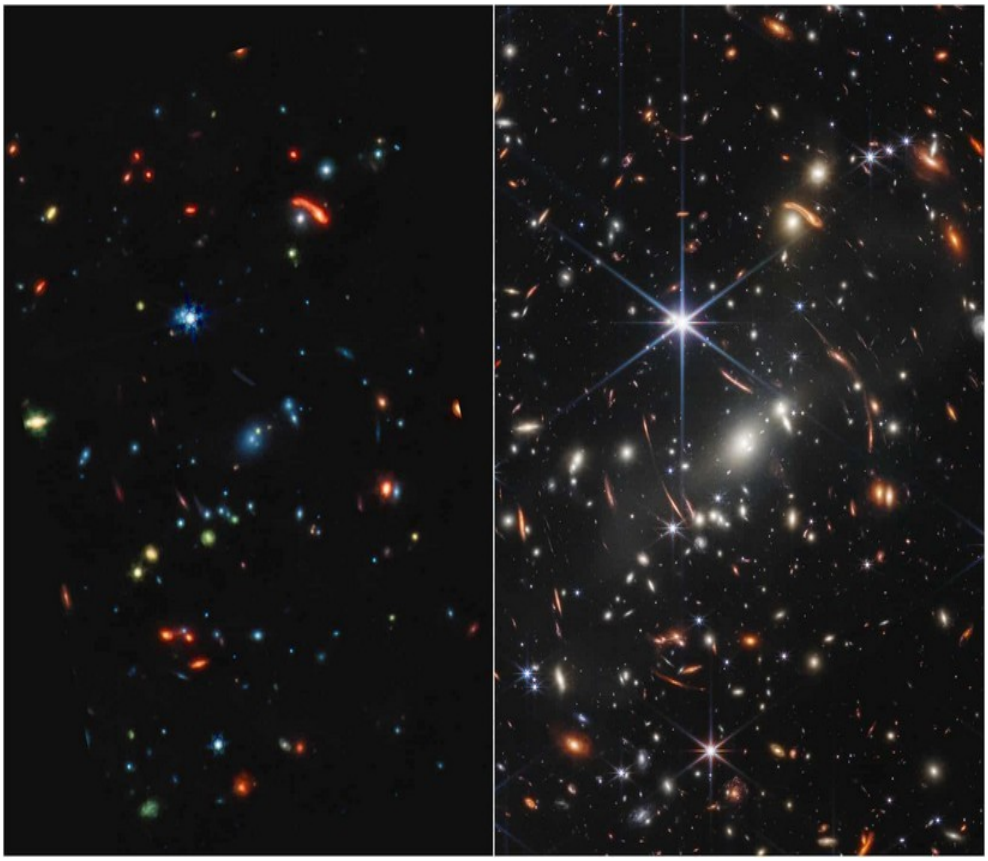
Conclusion
Tout cela passe sous l'écran-radar de la population nord-américaine, car celle-ci est médusée et terrifiée par les frasques d'un nouveau président tout aussi imprévisible que menaçant. On ne doit certes pas fermer les yeux face à un nombre croissant de pays occidentaux qui sont aux prises avec des partis politiques d'extrême droite. Ce sont des mouvements qu'il faut combattre. Mais il ne faut pas le faire en ignorant le passé, le présent et le futur de la trajectoire géopolitique occidentale.
Il ne faut pas maintenir dur comme fer des préjugés russophobes, sinophobes et islamophobes. Il ne faut pas juger utile de mener une « guerre des civilisations » en étant complaisant à l'égard de l'impérialisme américain. Il ne faut pas affirmer la suprématie des droits individuels en négligeant les droits collectifs des peuples. Il ne faut pas être indifférent à l'égard des 800 bases militaires américaines, des 250 interventions militaires des États-Unis depuis 1991, des 900 milliards par année investis dans le complexe militaro-industriel, et des 18 000 « sanctions » imposées unilatéralement à l'égard d'individus, d'entreprises et de pays. Il ne faut pas accepter, prétendument au nom de la « démocratie », la mort de plusieurs millions de personnes résultant des interventions militaires ou des « sanctions ». Il ne faut pas, comme Madeleine Albright, considérer qu'il valait la peine de tuer 500 000 enfants irakiens dans le sillage de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Il ne faut pas banaliser un génocide appuyé, soutenu et rendu possible par les États-Unis à Gaza. Il ne faut pas non plus se fourvoyer complètement au sujet du conflit en Ukraine.
Le conflit en Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022. Le conflit au Moyen-Orient n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Et l'impérialisme américain n'est pas né le 20 janvier 2025. On ne le dira jamais assez : les réalités de la politique internationale ne sont pas réductibles à des questions de politique intérieure.

27.02.25 - Samir SAUL - Michel SEYMOUR

Samir Saul - Michel Seymour
Samir Saul est docteur d'État en histoire (Paris) et professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Son dernier livre est intitulé L'Impérialisme, passé et présent. Un essai (2023). Il est aussi l'auteur de Intérêts économiques français et décolonisation de l'Afrique du Nord (1945-1962) (2016), et de La France et l'Égypte de 1882 à 1914. Intérêts économiques et implications politiques (1997). Il est enfin le codirecteur de Méditerranée, Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales (2003). Courriel : samir.saul@umontreal.ca

Michel Seymour est professeur retraité du département de philosophie à l'Université de Montréal, où il a enseigné de 1990 à 2019. Il est l'auteur d'une dizaine de monographies incluant A Liberal Theory of Collective Rights, 2017; La nation pluraliste, ouvrage co-écrit avec Jérôme Gosselin-Tapp et pour lequel les auteurs ont remporté le prix de l'Association canadienne de philosophie; De la tolérance à la reconnaissance, 2008, ouvrage pour lequel il a obtenu le prix Jean-Charles Falardeau de la Fédération canadienne des sciences humaines. Il a également remporté le prix Richard Arès de la revue l'Action nationale pour l'ouvrage intitulé Le pari de la démesure, paru en 2001. Courriel : seymour@videotron.ca site web: michelseymour.org

Réflexions sur le conflit mondial en cours



Le satellite Webb de la NASA fournit des images du plus profond de l'univers. (Crédit image: https://www.fotospublicas.com/acervo/ciencia/webb-da-nasa-fornece-a-imagem-infravermelha-mais-profunda-do-universo-vista-ate-agora-3220077713)

Le renversement du régime en Syrie et le basculement de l'État syrien dans le camp étatsunien-occidental sont les derniers épisodes dans la bataille de longue haleine engagée entre l'unipolarité et la multipolarité. La première représente la politique américaine, la seconde celle des pays qui n'acceptent pas l'hégémonie des États-Unis.
Notre époque est celle du recul objectif – naturel et bien connu dans l'histoire – et de la remise en question de la prédominance d'une grande puissance, mais c'est aussi l'époque de la lutte acharnée que livrent les États-Unis pour renverser la tendance et perpétuer un statu quo qui consacrerait leur primauté et leur rapporterait artificiellement le contrôle et les profits sur la production de richesses développées à l'étranger. Cet objectif d'unipolarité est un premier trait caractéristique de leur impérialisme.

Une politique offensive
Comme ils ont et auront de plus en plus de mal à rivaliser avec les forces les plus dynamiques et productives dans le monde, leur politique est de les abattre par tous les moyens possibles. Cela va de la guerre ouverte à la promotion du chaos, en passant par la mainmise et la satellisation. C'est une politique offensive menée à des fins de défense de l'ordre établi. Ses porte-parole essaient de la faire passer pour une entreprise d'extension de « la démocratie », dans son acception occidentale (processus électoral purement politique avec statu quo socio-économique). Il suffit d'observer le système oligarchique américain pour comprendre à quoi ressemble ce travestissement de la démocratie.

L'enjeu véritable
Mais tout cela n'est qu'une diversion et un écran de fumée pour justifier des entreprises d'expansion et de mainmise contre des pays ciblés. L'enjeu dans le conflit mondial n'est pas « la démocratie » mais la perpétuation ou pas de l'hégémonie contestée des États-Unis par la neutralisation des pays qui ne se soumettent pas au contrôle américain. Le conflit mondial est géopolitique et non un affrontement de « valeurs », ainsi que veulent le faire croire les États-Unis et leur camp. Il constitue une tentative d'intégration forcée du reste du monde en position de subordination dans le capitalisme mondialisé americanocentré. Cette ambi-

tion hégémonique est un autre aspect de leur impérialisme. L'idéologie est néolibérale. Le processus avait connu une accélération suite au démantèlement de l'URSS avant de rencontrer une opposition croissante en raison de ses vices intrinsèques et ses dysfonctionnements : crises économiques, enrichissement de minorités fortunées et appauvrissement de masse, guerres sans fin pour poursuivre son élargissement.

Le central et le périphérique

Dans ce contexte général se situe la bataille engagée par les États-Unis contre la Chine et la Russie, les deux plus puissants contestataires de l'ordre américain et les pôles de l'opposition mondiale à leur hégémonie. Les abattre est une immense aventure qui ne peut être tentée sans préparation méthodique. Entretemps se déroulent des opérations de mainmise sur des pays plus faibles et anti-hégémoniques ou susceptibles de se joindre à ce courant. C'est ainsi qu'il faut comprendre les actions offensives contre la Serbie, l'Irak, la Libye, le Venezuela, l'Iran, la Corée du Nord, la Géorgie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Syrie, et bien d'autres. Tous ces pays ont des rapports et des affinités avec la Russie et la Chine, ou leur sont contigus. Il s'agit d'affaiblir la Russie et la Chine en retournant contre elles leur voisinage. Le cas ukrainien est clair : instrumentaliser l'Ukraine limitrophe pour en faire une ennemie de la Russie, un bélier et une rampe de lancement militaire contre ce pays. À cela s'ajoute l'encerclement de la Russie par l'OTAN. Un scénario similaire se dessine avec l'usage de Taïwan et des pays de l'Asie contre la Chine. Les cibles ultimes sont donc la Russie et la Chine, identifiées à juste titre comme les foyers principaux de la résistance au projet américain. C'est dans ce cadre qu'il faut placer la guerre menée contre la Syrie depuis 2011 et qui a abouti à sa chute en 2024.

Les atouts et les faiblesses

Dans cet affrontement global, les États-Unis et ceux qu'ils visent ne sont pas dans la même posture et ne disposent pas des mêmes moyens. Bien qu'ils soient historiquement sur le déclin, les États-Unis sont en position offensive. À l'inverse, bien qu'ils soient en phase avec l'évolution de l'histoire, les anti-unipolarité et anti-hégémonie sont en position défensive. À vue d'œil, les États-Unis et leur camp ont plus de moyens de tous genres que leurs cibles, mais cette situation est fluide et susceptible de rééquilibrage. D'ailleurs elle change graduellement.

Nous essaierons ici de donner un aperçu des moyens et actions de chacune des parties. Sur le plan militaire brut, l'équilibre est acquis en matière d'armes de destruction massive, en ce sens que chacune est en mesure de détruire l'autre. L'existence de ces armes font en sorte qu'une guerre directe et frontale sera évitée le plus longtemps possible, malgré les spéculations de certaines têtes brûlées qui la croient gagnable et les efforts pour trouver des armes miracle qui mettraient instantanément l'adversaire hors combat, avec un minimum de dommages pour soi.

L'essentiel de la guerre en cours se déroule à un niveau inférieur à celui de la guerre totale. Les guerres actuelles menées par les États-Unis ont pour but de faire s'effondrer leurs adversaires sans attaque directe et massive. Ceux qui ont des armes nucléaires peuvent riposter. Ceux qui n'en possèdent pas jouissent quand même d'une certaine protection provenant du fait que, même après des invasions et des occupations, ils sont quasiment impossibles à contrôler et coûtent des vies à l'armée de l'occupant, comme l'Irak et l'Afghanistan l'ont démontré. Les États-Unis semblent guéris de l'habitude de mettre des « boots on the ground ».

C'est pourquoi les guerres actuelles sont hybrides et sont menées à des fins de déstabilisation plutôt que de conquête. Elles déploient une panoplie de moyens pour mettre à genou le pays ciblé. Le modus operandi comprend les désordres, des manifestations, la personnalisation des situations, la diabolisation des dirigeants, la fabrication de leaders opposants adulés en Occident, un déluge de propagande, des « révolutions de couleur », l'instrumentalisation de pays voisins, la fomentation de troubles ethnico-régionaux, l'utilisation de supplétifs terroristes (Contras, djihadistes) pour désarticuler les sociétés et provoquer des guerres civiles, sans exclure les pressions militaires, les menaces et les « frappes » aériennes. C'est la nouvelle façon de faire la guerre. Ces techniques sont le monopole de facto des Occidentaux (États-Unis et leur camp) car ils sont à l'offensive.

Le groupe des pays ciblés ne mène pas des guerres hybrides. Il résiste tant bien que mal, parfois avec succès, parfois pas. On ne peut pas dire qu'ils ont trouvé la parade pour se protéger. Leur plus grande faiblesse tient à leur position défensive. Ils encaissent les coups sans pouvoir en donner. Un manque flagrant est le défaut d'articuler et de répandre leur point de vue. Face au tintamarre occidental sur « la démocratie », ils se contentent de rappeler leur souveraineté sans en expliquer l'importance, sans démasquer explicitement l'entreprise d'assujettissement à laquelle ils sont soumis et sans riposter à la critique de leurs sociétés par des critiques détaillées de la société occidentale. Ils se contentent de légalismes et de l'utilisation des canaux officiels (ambassades, ONU, communiqués, conférences de presse formelles), comptant sur la rationalité et le droit, et laissant la place publique et les opinions publiques entièrement sous le contrôle des Occi-

dentaux, plus expérimentés en marketing. Les pays ciblés n'essaient même pas de pénétrer la sphère des « communications ». C'est là où l'avantage occidental est le plus manifeste : la possibilité d'imposer son « récit », aussi invraisemblable et démagogique soit-il, et d'étiqueter leurs adversaires à leur guise par les mass média omniprésents (« dictateur », « autoritaire », « ultra conservateur », etc.), en s'adressant au public plutôt qu'aux milieux officiels.

Il y a enfin un atout majeur à la disposition de l'Occident, à savoir celui de pouvoir utiliser des pays relais pour faire une partie du travail pour lui. Les élites de ces pays sont intégrées dans le système occidental et font des États qu'ils dirigent des prolongements de l'Occident. *C'est le fruit de la longue expérience coloniale de l'Occident, de sa domination du monde, de sa richesse, du fait qu'il est entré tôt dans le développement continu et qu'il a pu ainsi nouer des fidélités et des complicités de longue date*. La Russie et la Chine n'ont pas de relais significatifs.

Conclusion

Ces relais sont « périphériques » par rapport aux cibles principales que sont la Russie et la Chine. Ces dernières sont les véritables forteresses à prendre, des piliers protégés et dangereux pour quiconque essaierait de les assaillir directement. Toujours est-il qu'elles sont isolables et n'ont pas vraiment résolu le dilemme de l'action déstabilisatrice de l'Occident dans leur environnement proche et lointain. Le succès de cette action rapproche le monde de l'affrontement direct entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Ces dernières pourraient se trouver à devoir se battre avec tout leur potentiel pour assurer leur survie.

Samir Saul - Michel Seymour

Samir Saul est docteur d'État en histoire (Paris) et professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Son dernier livre est intitulé L'Impérialisme, passé et présent. Un essai (2023). Il est aussi l'auteur de Intérêts économiques français et décolonisation de l'Afrique du Nord (1945-1962) (2016), et de La France et l'Égypte de 1882 à 1914. Intérêts économiques et implications politiques (1997). Il est enfin le codirecteur de Méditerranée, Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales (2003). Courriel : samir.saul@umontreal.ca

Michel Seymour est professeur retraité du département de philosophie à l'Université de Montréal, où il a enseigné de 1990 à 2019. Il est l'auteur d'une dizaine de monographies incluant A Liberal Theory of Collective Rights, 2017 ; La nation pluraliste, ouvrage co-écrit avec Jérôme Gosselin-Tapp et pour lequel les auteurs ont remporté le prix de l'Association canadienne de philosophie ; De la tolérance à la reconnaissance, 2008, ouvrage pour lequel il a obtenu le prix Jean-Charles Falardeau de la Fédération canadienne des sciences humaines. Il a également remporté le prix Richard Arès de la revue l'Action nationale pour l'ouvrage intitulé Le pari de la démesure, paru en 2001. Courriel : seymour@videotron.ca site web : michelseymour.org

Pressenza

Est une agence de presse internationale dédiée aux informations concernant la paix et la non-violence avec des bureaux à Athènes, Barcelone, Berlin, Bogota, Bordeaux, Bruxelles, Budapest, Buenos Aires, Cordoba (Argentine), Florence, Madrid, Manille, Mar del Plata, Mexico, Milan, Montréal, Moscou, Munich, Lima, Londres, New Delhi, New York, Palerme, Paris, Porto, Quito, Rome, San José de Costa Rica, Santiago du Chili, Sao Paulo, Turin, Valence et Vienne.

L'anthropocène… comme objectif

« Pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » disait Lénine. Servir l'objectif d'une révolution « écologique » en démasquant la contre-offensive idéologique du « capitalisme vert » suppose une élaboration collective dite, pour le moment, écosocialiste. Il reste que ce terme, quand il est adopté en politique, dans des partis, n'est revendiqué la plupart du temps que par des courants réformistes ou trotskistes, historiquement périphériques au mouvement marxiste – disons – orthodoxe. L'effondrement du bloc soviétique en 1990 y est sans doute pour beaucoup, toute nouvelle « révision » du marxisme devenant désormais suspecte aux yeux des communistes. Cependant, nous pouvons identifier à l'intérieur même du courant de pensée écosocialiste des tendances exogènes au marxisme, parfois nettement antimarxistes, qui expliquent aussi son ésotérisme voire son isolement. À trop vouloir marxiser l'écologie, ou écologiser le marxisme, on reste en effet bien souvent au bord du chemin, comme à une époque où, en occident, il fallait à tout prix céder à la mode des synthèses entre marxisme et psychanalyse, marxisme et structuralisme, marxisme et post-modernisme...

On peut identifier facilement au sein du courant écosocialiste, complexe et traversé de contradictions fortes, deux thèses opposées. L'une, surtout représentée par les philosophes John Bellamy Foster, Koheï Saïto, Andreas Malm, représente un point de vue marxiste, partant d'une relecture des textes de Marx et Engels pour étayer une compatibilité entre leur travail et la question écologique, et déconstruire la caricature « productiviste » qui leur est faite. L'autre, représentée par des philosophes, sociologues et économistes tels que James O'Connor, Mickael Löwy, s'appuie sur la dimension prétendument « prométhéenne » de Marx pour justifier une révision générale de son œuvre, incomplète voire incompatible avec les questions écologiques actuelles.

Les deux courants s'accordent au moins sur le fait que Marx avait bien identifié une double contradiction sous le capitalisme : une première contradiction, fondamentale, entre forces productives et rapports de production, et une seconde, sous-jacente, entre forces productives et conditions de production (ressources, renouvelables ou non, issues de la nature au sens large, au-delà du seul travail humain). L'innovation du courant « révisionniste » (O'Connor, Löwy, etc.) consiste à inverser le rapport en affirmant que la contradiction secondaire est devenue principale : nous serions passés de l'ère de la surconsommation et des crises du Capital à l'ère d'une sous-consommation induite par l'épuisement progressif des ressources qui nourrissent en dernière instance le mode de production capitaliste. La classe ouvrière n'a plus de rôle historique dans ce nouveau système, animé par les seules luttes d'avenir que représente l'activisme écologiste de la « jeunesse » trans-classe, rebelle face au monde qu'on lui laisse.

Il ne s'agit pas ici de disqualifier par principe le terme révisionnisme. C'est de fait un des aspects (un écueil) de la réactualisation obligatoire de la théorie marxiste, qui en même temps déforme voire élimine ses principes fondateurs. Le marxisme n'est pas une vision prophétique. Il n'est pas une révélation divine et intemporelle : par définition, une pensée qui s'inscrit dans un univers matériel en mouvement doit elle-même évoluer, s'actualiser. Il est heureux que la contradiction entre forces productives et ressources naturelles ait été pensée par Marx et Engels. Mais on ne peut imaginer, sans tomber soi-même dans un dogmatisme funeste, que les questions du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité aient été traitées par avance, même de façon implicite ou sous-entendue. Que ces questions n'aient pas été étudiées à l'époque est un fait consubstantiel au marxisme, « analyse concrète de la situation concrète ». Qu'on en déduise que le marxisme est le jumeau « productiviste » de l'anarchie de la production capitaliste est un abus proprement antimarxiste.

Actualiser le marxisme

Nous avons sur la question du révisionnisme un passionnant précédent, au début du siècle dernier. À l'époque, un phénomène nouveau apparaît dans le mode de production capitaliste, lié à l'extrême concentration du capital industriel et à son intrication croissante avec le capital financier : l'impérialisme. Question centrale à l'époque, que posent tous les penseurs se réclamant du marxisme. L'impératif de comprendre ce fait nouveau, non théorisé par Marx, faisait consensus : il consista soit à s'appuyer, avec Lénine, sur le marxisme comme seule méthode efficace, soit à penser qu'il fallait « réviser » le marxisme lui-même, au nom

d'un évolutionnisme mécaniste, avec Kautsky, Bernstein, et tous les adeptes de la théorie de « l'ultra-impérialisme » : la concentration croissante, inexorable, du capital le conduirait à s'effondrer de lui-même, sans intervention révolutionnaire, la lutte des classes devenant alors une forme d'autodéfense légale, « réformiste », en attendant cette chute spontanée. Le marxisme était donc soit une chance permettant de mieux comprendre les phénomènes économiques nouveaux, soit une théorie montrant sa faiblesse face l'époque moderne, et qu'il fallait corriger en profondeur.
Pour les communistes hostiles à une réflexion écosocialiste comme pour les écosocialistes antisoviétiques (réformistes ou trotskistes), ce parallèle entre le début de notre siècle et le début du siècle dernier peut paraître périlleux. Le développement de l'impérialisme au siècle dernier a donné en effet du léninisme une leçon ambivalente : les uns diront, à raison, que l'histoire a prouvé la validité du léninisme contre les théories sur « l'ultra-impérialisme » (qui est loin de s'effondrer de lui-même), les autres répondront que l'effondrement du camp socialiste a discrédité à jamais l'orthodoxie marxiste-léniniste. Notons toutefois que la disqualification du léninisme par un « échec » en 1991, ne valant pas mieux d'ailleurs que celle de Marx par la défaite de la Commune de Paris, première expérience de dictature du prolétariat, est un argument beaucoup trop « mécaniste » pour des contempteurs du « dogmatisme » marxiste-léniniste, prompt à rayer d'un trait de plume soixante-dix ans de socialisme réel.
Le parallèle souffre aussi d'un écueil imputable à la formule même de Lénine : si l'impérialisme est le stade « suprême » du capitalisme, comment peut-on penser un stade qui lui serait postérieur, à l'époque d'un « capitalocène » se manifestant désormais dans les moindres recoins du monde ?
Pourtant, il s'agit bien d'une période nouvelle, celle des questions écologiques, qui pourrait bien être, elle aussi, « suprême » ou « ultime ». On évitera de confondre ici la forme incontestablement « suprême » du mode de production capitaliste, son stade impérialiste, de dimension mondiale, et la forme actuelle, disons « ultime », de ses conséquences mondiales. Toutes les dimensions que prennent les questions écologiques actuelles sont liées au développement du stade suprême impérialiste : la standardisation massive (destruction de la diversité) de la vie humaine et de son environnement par la mondialisation capitaliste-extractiviste d'une part, le caractère stratégiquement anti-impérialiste de toutes les politiques agroécologiques et durables visant à assurer la souveraineté alimentaire et énergétique des peuples du Sud global d'autre part. Lénine décrivait l'impérialisme comme une « agonie » du capitalisme, agonie lente mais se manifestant à tous les niveaux. L'effondrement de la biodiversité, le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles sont en quelques sortes des symptômes ultimes de cette lente agonie.

Utopisme moraliste ou exaptation ?

Dans ce contexte, la question qui se pose est moins de savoir comment Marx et Engels comprenaient les choses il y a deux siècles que d'évaluer les luttes pour la souveraineté alimentaire et énergétique et pour la protection des richesses nationales vis-à-vis de la prédation impérialiste, dans les semi-colonies, mais aussi et peut être surtout dans les pays socialistes eux-mêmes. Et cette évaluation a été clairement négligée par les chercheurs écosocialistes, qui postulent trop hâtivement un productivisme-extractivisme consubstantiel au camp soviétique. Or, si un tel productivisme a bien existé en URSS, celui-ci n'a concerné qu'une période d'urgence entre 1941 et 1945, et une période plus longue, d'alignement explicite au modèle américain qu'il fallait « dépasser sur son terrain », à partir des années 50-60 : période qu'on pourrait appeler khrouchtchévienne. Le contexte est donc plus complexe qu'envisagé, et offre une période d'étude plutôt longue pour les questions qui nous occupent, entre la création des zapovedniks (réserves naturelles intégrales) en 1921 et le « plan de transformation de la nature » en 1948-1952, dernière initiative agroécologique d'ampleur avant la calamiteuse « campagne des terres vierges » khrouchtchévienne (point de départ des monocultures intensives en URSS). Les innovations, planifications, tentatives en faveur d'une protection des ressources environnementales ont été complexes et parfois semées d'embûches, mais de notre point de vue matérialiste, elles méritent sans aucun doute une étude approfondie. L'agroécologie soviétique, puis cubaine par exemple, ne dérivent pas d'un volontarisme moraliste ou de considérations philosophiques de la part des cadres dirigeants, mais d'une nécessité politique bien concrète et spontanément « non écologiste ». Celle d'assurer à la lutte anti-impérialiste une certaine durabilité locale, une indépendance matérielle de long-terme (au moins alimentaire et énergétique) sans laquelle rien n'est politiquement envisageable vers le socialisme, face à l'encerclement. Et l'épuisement des sols par l'agriculture intensive, comme l'extractivisme épuisant les ressources locales, sont clairement, dans ce sens, des voies sans issues, des voies court-termistes.
Une notion formulée par le biologiste marxiste Stephen Jay Gould pourrait illustrer cette tendance à la protection de l'environnement, dans ses avancées et ses reculs, en URSS mais aussi en Chine, à Cuba, au Burkina Faso sankariste, au Vietnam, et jusqu'au Kérala indien : la notion d'exaptation. Gould a montré par mille exemples fameux dans l'histoire naturelle comment les innovations évolutives ne naissent pas ex nihilo,

mais surgissent de structures préexistantes pour d'anciennes fonctions, par une sorte de recyclage fonctionnel non téléologique : le plumage contribuait à la thermorégulation avant de servir au vol, l'endosquelette osseux servait de stockage calcique avant de participer à une locomotion articulée, etc.
L'exaptation, notion issue de la biologie évolutionniste, typiquement matérialiste dialectique, peut utilement illustrer à une autre échelle les politiques agroécologiques socialistes par exemple, partant de planifications « non écologiques ». Marx attribuait à la classe ouvrière une fonction historique intéressant l'ensemble de l'humanité, non pas parce que celle-ci serait dotée de vertus morales supérieures, mais par une sorte d'exaptation sociale : l'émancipation ouvrière de l'exploitation capitaliste ouvrira à l'ensemble du peuple la voie du socialisme. Ainsi de la planification socialiste, au-delà des reculs et contradictions complexes liées à l'encerclement capitaliste, d'où peut émaner une protection aussi réelle « qu'amorale » de l'environnement. Protection tout aussi « amorale » (non préméditée) que sa destruction, à l'inverse, par le mode de production capitaliste.

Après Liebig et Frass, Vassili Williams

L'œuvre du célèbre pédologue russe Vassily Williams mériterait à ce sujet une traduction intégrale en plusieurs langues, ainsi qu'une critique approfondie en collaboration avec des agronomes et permaculteurs actuels. Il a dirigé scientifiquement les plans d'agroforesterie soviétique et inspiré le fameux « plan de transformation de la nature » de 48-52 (plan de polyculture agroforestière extensive, excluant les intrants chimiques). La théorie de Williams, centrée sur la structure et la vie du sol intimement liées à la disponibilité des ressources qu'il peut fournir aux plantes cultivées, prétendait montrer une « fertilité croissante » des sols opposée à la « théorie de la fertilité décroissante » qui justifiait en Occident l'agriculture intensive et l'usage massif d'intrants chimiques. On a largement moqué cette théorie de la fertilité croissante en Occident, la qualifiant de spéculation dogmatique niant l'évidence, face aux succès indiscutables de la « révolution verte » dans les années 40-50 en Europe de l'Ouest. Comment peut-on affirmer qu'un sol peut augmenter indéfiniment sa fertilité, sinon d'un point de vue « totalitaire » et antiscientifique, alors que seuls les intrants le permettent ? Dans ce débat oublié, le productivisme-extractivisme était bien du côté occidental, contre un point de vue soviétique jugé « naturaliste » et idéologiquement truqué. Williams, comme son maître Dokoutchaïev, pionnier de la discipline dans un pays aussi riche et diversifié en types de sols que la Russie, considérait en fait que « l'agrochimie », niant les caractéristiques dynamiques du sol au profit d'une approche exclusivement réductionniste et fixiste, courait à sa perte en détruisant les sols sur le long terme. Le fait que ce vieux débat soit tombé dans l'oubli est tout à fait révélateur des enjeux actuels autour de l'anthropocène.
Du point de vue des chercheurs écosocialistes, il est tout aussi révélateur qu'un Liebig ou qu'un Frass soient préférés à Williams. Ces premiers, agronomes du siècle précédent, avaient intéressé Marx à cause de leur hostilité vis-à-vis de l'agriculture capitaliste, gaspilleuse des ressources minérales. Mais ils étaient toujours de ce point de vue des « agrochimistes ». Autrement dit, une fois la critique formulée, ils ne proposaient pas d'alternative autre qu'étroitement décroissante voire malthusienne. C'est toute la difficulté pour les chercheurs écosocialistes de distinguer voire d'opposer dans les textes, un « Marx décroissant » d'un « Marx productiviste » : en réalité, les deux cohabiteront jusqu'à ce qu'une forme alternative soit proposée, satisfaisant la croissance des besoins humains tout en maintenant les ressources naturelles qui leurs sont liées. C'est indiscutablement la contradiction centrale de la recherche écosocialiste. Or elle ne peut être dépassée par le strict point de vue chimiste-réductionniste (celui de Liebig et Frass, seules références existant à l'époque de Marx et Engels). Mépriser l'expérience soviétique en la matière ne permettra donc pas ce dépassement.
Il faut ajouter à cette première difficulté liée à l'idéologisation du débat dans le contexte de la guerre froide, une seconde, à connotation plus épistémologique. On considère souvent, à tort, que l'agrochimie représente la forme la plus aboutie de la science agronomique, en suggérant que l'agrobiologie, qui fonde l'approche agroécologique, la connaissance dynamique du sol au-delà de sa simple composition chimique, n'est qu'une science secondaire, mineure, descriptive, arriérée. Ce malentendu n'est pas imputable aux chercheurs écosocialistes, même du point de vue de l'agriculture : la tradition agroécologique occidentale, présentée comme alternative, n'est effectivement que très peu scientifique, et le plus souvent ésotérique et mystique. On comprend aisément, si on omet Williams et d'autres agronomes soviétiques qui lui furent contemporains, la préférence donnée à l'étude d'un Liebig, vrai pionnier de l'agronomie scientifique, plutôt qu'à un Steiner, gourou-pionnier de l'agriculture biodynamique et de l'anthroposophie, à qui on attribue toujours le prestige d'avoir fondé l'agroécologie. On trouve pourtant chez Marx, une préférence pour Frass par rapport à Liebig. Intérêt noté par Koheï Saïto à la fin de son *La nature contre le capital*. Frass était en effet plus intéressé que Liebig par l'étude des conditions naturelles favorables à l'agriculture, et notamment à la présence forestière autour des champs cultivés.

L'intérêt de l'étude de Williams en particulier, pour les chercheurs écosocialistes, est intimement lié à la nécessité d'une bonne compréhension de sa « théorie de la fertilité croissante des sols », théorie qui n'a en fait rien de « magique » ou de contre-intuitif : le terme « fertilité croissante », qui gène sans doute les décroissantistes, doit être compris comme une théorie de la « durabilité » des sols et de ses propriétés nourricières. Il s'agit moins d'une croissance de productivité (productivisme) que d'une amélioration perpétuelle au cours du temps (durable) de la fertilité, ce qui correspond en tous points aux principes actuels de la permaculture. Cette nécessité d'une amélioration perpétuelle de la fertilité des sols, dans leur diversité dynamique, est au centre des recherches de Williams, et rien ne justifie donc sa relégation.

Protéger ou conserver ?

Sans attendre une telle étude, qui prendra des années, on peut d'ores et déjà travailler sur le type d'approche scientifico-politique pour sortir du capitalocène, en particulier sur l'épineuse question décroissantisme/productivisme. Le choix des concepts est crucial : protection ou conservation de la nature ? À première vue et sans éclairage scientifique, les deux termes se valent. Ils recouvrent pourtant des enjeux presque antagonistes.

Conserver suggère une approche fixiste, essentialiste, standardisatrice et, disons-le, réactionnaire (orientée vers un passé préindustriel idéalisé), y compris idéologiquement. C'est d'ailleurs l'approche qu'ont historiquement préféré les fascistes du vingtième siècle, malgré leur extractivisme objectif. Himmler était un admirateur déclaré de Steiner, et Hitler voyait dans la loi de « survie du plus fort » profanée par les peuples « dégénérés », une option salvatrice et régénérante.

Protéger suggère au contraire une activité humaine consciente et collectivement planifiée : ce qu'il faut y protéger n'est pas la nature essentialisée, mais sa biodiversité intra et interspécifique, autrement dit ce qui fonde, du point de vue darwinien, sa capacité à évoluer. Évoluer pour se maintenir. Conserver fige la nature et l'empêche d'évoluer. Protéger la nature, la « biosphère » pour reprendre le terme fondé par l'écologiste soviétique Vladimir Vernadsky, consiste à lui permettre d'évoluer malgré les fluctuations entropiques, autrement dit à se maintenir par réadaptation perpétuelle sur la base d'une biodiversité toujours plus large.

Il y a en effet dans la culture marxiste occidentale une sorte de malentendu, malgré l'admiration qu'avait Marx pour Darwin, concernant l'ambivalence le couple variation/sélection naturelle. Or ce malentendu provient d'une politisation abusive des concepts depuis l'époque du « darwinisme social ». Les nazis comme les libéraux, non loin d'eux, y perçoivent une « survie du plus apte » plutôt standardisatrice, se délestant sans cesse du « fardeau génétique » des populations « inadaptées ». C'est tout le contraire : en réalité, l'évolution part d'un principe d'autoconservation impossible émanant des propriétés chimiques des acides nucléiques primordiaux. Par diversification naturelle de ces molécules autoréplicatives, les mutations conduisent à toujours plus d'efficacité dans la résistance aux fluctuations du milieu par mille stratégies métaboliques de plus en plus complexes, susceptibles d'assurer l'autoconservation dans le changement, autrement dit l'évolution, contraire de l'entropie générale (qui n'en est justement pas une). Toute la dialectique de ces mécanismes de conservation par le changement suggère que le moteur principal de toute évolution est la diversité du vivant, la biodiversité. Or, de la politique de protection des zapovedniks soviétiques, du travail du soviétique Nikolaï Vavilov sur la diversité botanique des écosystèmes mondiaux à la lutte cubaine pour la diversité des semences endémiques contre la standardisation mondiale de l'agrobusiness, en passant par exemple par la diversité des bactériophages dans la lutte contre les infections bactériennes en URSS qu'on redécouvre aujourd'hui pour lutter contre l'antibiorésistance provoquée par la standardisation mondiale des antibiotiques commercialisés par big pharma, c'est en réalité dans le camp socialiste que la biodiversité a été le mieux défendue et protégée, et c'est du côté impérialiste que la standardisation du vivant a été la plus massive, parce que plus lucrative à moindre frais, au-delà même de l'effondrement de la biodiversité mondiale dont elle est directement responsable.

« Désoccidentaliser » le monde

Dans le sillage du grand marxiste Domenico Losurdo, un courant est en train de prendre forme autour de la valorisation des luttes du Sud global contre l'impérialisme euro-américain, et notamment des expériences socialistes qui en ont été le ressort central. Sur le plan de l'écosocialisme, dans ce même sillage, une influence existe en conséquence, contre une approche initialement occidentalo-centrée et uniquement critique. La majorité des chercheurs en la matière reste d'ailleurs liée à l'occident au sens large (Japon compris), alors qu'une ouverture aux expériences chinoises, cubaines, bolivariennes, etc. équivaudrait à un signe de maturité scientifique, honorant le socialisme scientifique de Marx et Engels. Ces expériences, loin de la culture post-moderne individualiste, anti-nationale et anti-étatiste du « marxisme occidental », pour reprendre Losurdo, devraient guider la réflexion générale sur les voies et moyens d'une révolution écosocia-

liste, c'est-à-dire socialiste, et contribuer à désoccidentaliser non seulement le monde mais aussi le marxisme moderne.
La majorité des chercheurs écosocialistes reste également retranchée dans les sciences sociales et la philosophie, quand elle devrait suivre, aussi, la voie de la recherche fondamentale scientifique, en particulier en biologie et en écologie scientifique. Il y a d'ailleurs dans cette lacune ou dans cette méfiance vis-à-vis des sciences naturelles une marque supplémentaire du « marxisme occidental », qui contrairement au marxisme des pays engagés sur la voie socialiste, suspecte encore la recherche scientifique de contribuer à un appareil d'État qu'il faudrait « déconstruire ». En matière de science, le marxisme « offensif » des pays socialistes, patries des Korolev, Oparine, Vernadsky, Pavlov, etc. n'est pas toujours compris par ce marxisme plus « défensif » et critique, émanant des pays capitalistes eux-mêmes. La recherche scientifique a un double caractère bien connu des épistémologues matérialistes : elle est à la fois un appareil idéologique d'État jusqu'à un certain point mais aussi un travail collectif semi-indépendant qui chemine malgré l'évolution constante des rapports de production. C'est tout au moins l'approche que Lénine formulait dans Matérialisme et empiriocriticisme il y a plus d'un siècle contre les relativistes de gauche, ces derniers ayant inspiré à la fois les bogdanovistes adeptes de la théorie des « deux sciences » (bourgeoise et prolétarienne) et les post-modernes relativistes occidentaux, peu éloignés finalement de leurs cousins bogdanovistes.
Les mots qu'on choisit ont une portée historique, et il semble que le débat actuel, dans la recherche écosocialiste, sur la caractérisation capitalocène ou anthropocène, est lui-même trop marqué par le « marxisme occidental ». Le terme anthropocène sous-entend que nous vivons plus qu'une période historique ; une période « géologique », après l'holocène dans l'ère quaternaire, de portée mondiale et de long terme. C'est sans doute le cas, bien sûr. Il reste que dans ce cas, il faudrait distinguer en réalité deux phases successive. La première, le capitalocène, se fonde sur la reconnaissance du caractère destructeur et incurable du capitalisme parvenu à son stade impérialiste mondialisé. La seconde devrait correspondre au dépassement révolutionnaire du capitalocène. Pas d'illusoire réversibilité voire de baisse démographique de l'Humanité, approche malthusienne d'une partie de la gauche écosocialiste : c'est bien cette nouvelle phase qu'on devrait appeler positivement anthropocène, par un renversement du concept.
Ceux qui ont formulé ce dernier terme ont voulu mettre l'accent sur la responsabilité collective de l'Humanité dans les désastres écologiques actuels. Aucun matérialiste ne soutiendra une telle position. Mais il est tout à fait permis d'espérer que la sortie du capitalocène ouvre une période où l'Humanité concentrera son activité collective à la protection réelle de son environnement, non pas en disparaissant elle-même mais au contraire en redoublant d'efforts. Car, à l'évidence, si le capitalisme est une anarchie de la production conduisant au profit destructeur à moindre frais, c'est bien le socialisme qui peut seul financer les moyens techniques et scientifiques colossaux nécessaires à cette protection (fusion nucléaire, développement des énergies durables à forte productivité, coût d'un redéveloppement de la diversité à tous les niveaux contre la standardisation bon marché qu'imposait le capitalisme, etc.).
En somme, il faudrait exorciser la connotation négative qu'a pris l'anthropocène, alors qu'à l'origine, dans sa première formulation par le géologue soviétique Alexeï Pavlov, il recouvrait plutôt un horizon positif, en lien avec les concepts de biosphère et de noosphère théorisés par son illustre confrère Vladimir Vernadsky, et en contradiction complète avec le millénarisme d'une partie de la recherche écosocialiste. « Protéger » la biosphère suppose une connaissance scientifique de plus en plus complexe du vivant, et non un retour romantique aux vieilles utopies sur l'harmonie du monde, autrement dit un investissement colossal en biologie (plus qu'en physique et en chimie peut-être), que seul le socialisme peut financer par de l'investissement public, à l'abri des spéculations privées. L'anthropocène réel, au sens marxiste, ne peut être qu'un horizon. Celui du dépassement de la fameuse « rupture métabolique » induite par le capitalocène. C'est la lutte des classes, libérant en dernière instance tous les humains, mais aussi par conséquent, leur recherche scientifique, qui en pavera la voie.

https://germinallejournal.jimdofree...
URL de cet article 40098 : https://www.legrandsoir.info/l-anthropocene-comme-objectif.html

Guillaume SUING

5 janvier 2025

Ukraine : où est passé l'argent ?

Dans l'histoire récente, l'argent américain a souvent eu tendance à disparaître. En Irak ou en Afghanistan, des sommes colossales ont été englouties dans des projets qui ont échoué ou n'ont jamais vu le jour, voir ont été détourné par divers groupes ou divers individus…
Mais ce que vient de déclarer le président ukrainien Volodymyr Zelensky dépasse l'entendement. Selon lui, 100 milliards des 177 milliards d'aide US – essentiellement militaires – pour l'Ukraine ne sont jamais arrivés en Ukraine. Disparus corps et biens, mais où ? Ou est passé l'argent ? 100 milliards US dollars, c'est une somme colossale. C'est un peu moins de la moitié du budget de l'État français.
Alors soit les Américains mentent sur ce qu'ils avaient promis à l'Ukraine, et n'ont versé qu'une partie des sommes allouées. Soit l'argent a quitté les banques américaines mais n'est jamais arrivé en Ukraine. Dans ce cas où est-il ? Soit il est arrivé en Ukraine, mais une partie est tombée dans des mains peu scrupuleuses. Et donc environ deux tiers des sommes allouées à l'effort de guerre ukrainien par les Américains a été volés.
Si cette dernière hypothèse se vérifie, ceux qui en sont responsables seraient des criminels, ayant contribué à empêcher leur peuple de se défendre.
Quant à Zelensky, pourquoi l'annoncer seulement maintenant alors qu'il fait une conférence de presse tous les jours ? De la part du président ukrainien, cela ressemble tout de même à une opération pour mettre ses partenaires américains en difficulté à l'heure où des négociations vont bientôt s'ouvrir sur la fin du conflit, négociations dont dépendra le sort de Zelensky.
On imagine que cette nouvelle n'aura pas échappé à Donald Trump qu'on sait hostile a la poursuite de la guerre et surtout hostile aux dépenses inutiles faites par l'Amérique. La dernière demande de la nouvelle administration, que l'Ukraine tiennent des élections même en temps de guerre, est peut être déjà une manière de mettre la pression sur Zelensky…

Régis LE SOMMIER
2 février 2025

https://www.omertamedia.fr/ukraine-ou-est-passe-largent/

La corruption en Ukraine : un décryptage

Le candidat au poste de directeur du FBI des États-Unis d'Amérique, Kash Patel, a promis d'enquêter sur la façon dont Volodymyr Zelensky a dépensé l'argent des EU. Patel a souligné que l'enquête viserait à découvrir comment les autorités ukrainiennes gèrent l'argent des contribuables étasuniens. Plus tôt, le Pentagone

avait rapporté que pendant la présidence de Joe Biden, l'Ukraine avait reçu une aide militaire des États-Unis s'élevant à plus de 62 milliards de dollars.
Laissons les États-Uniens faire la lumière sur les réseaux de corruption et du détournement ukraino-américain des fonds investis dans la guerre en Ukraine. Cela étant, si à l'heure d'aujourd'hui chacun a déjà entendu parler de la présence de la corruption en Ukraine, néanmoins, les informations qui apparaissent sur le sujet persistent à être à caractère tout à fait flou, généralisé, voir déformé, surtout dans l'espace médiatique occidental qui se tient à la ligne prédéterminée de la propagande qui est la leur.
En mettant de côté le scandale qui s'annonce sur les investissements de l'administration étasunienne sortante dans la guerre contre la Fédération de Russie, mon objectif par la présente est d'apporter la compréhension des fondements et du fonctionnement du système de corruption en Ukraine avec l'apport de quelques exemples concrets d'application.
La réalité dans laquelle la nation ukrainienne est profondément plongée aujourd'hui est tout à fait éloignée des récits propagés par les mass-médias occidentaux, dont le mode opératoire épousé depuis un moment est celui de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du IIIème Reich, qui stipule : « Plus le mensonge est gros - mieux il passe ! ».

La corruption et l'intégration de l'Ukraine dans l'UE

Le 23 juin 2022, quatre mois après que l'Ukraine eut officiellement présenté sa demande d'adhésion à l'Union européenne, le 28 février 2022, l'intégralité des chefs d'État et de gouvernements de l'UE ont unanimement décidé d'accorder à l'Ukraine le statut de pays-candidat à l'adhésion.
Le 4 novembre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, étant en visite à Kiev pour « discuter du chemin de l'Ukraine vers l'UE » a déclaré être « impressionnée » par les réformes que l'Ukraine a mis en œuvre en pleine guerre et être « sûre » qu'elle pourra très prochainement entrer dans l'UE.
De son côté, le 5 octobre 2023, l'ancien chef de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a déclaré au quotidien allemand *Augsburger Allgemeine* : « Quiconque a eu quelque chose à voir avec l'Ukraine sait que c'est un pays corrompu à tous les niveaux de la société [...] Il ne faut pas faire de fausses promesses au peuple ukrainien, qui est dans la souffrance jusqu'au cou ».
Début décembre de la même année, le premier ministre hongrois Viktor Orban a officiellement qualifié de faux le rapport de la CE, supervisé par sa présidente, sur le respect par l'Ukraine des quatre conditions préalables à l'adhésion à l'UE, dont celui du niveau et des résultats de la lutte contre la corruption : « L'Ukraine est connue comme l'un des pays les plus corrompus au monde ! Cela [l'affirmation que l'Ukraine a fait des progrès vis-à-vis des conditions posées par l'UE] est une blague ! », a-t-il déclaré en rajoutant que le rapport fabriqué par la Commission européenne selon lequel quatre des sept conditions préalables ont été remplies par l'Ukraine n'est rien d'autre qu'un « mensonge ».
En novembre 2024, l'ancien ministre polonais Kulpa a déclaré que jusqu'à la moitié de l'aide occidentale à l'Ukraine a été volée à l'intérieur du pays : « de 30% à 50% selon les secteurs. L'argent volé aurait pu être utilisé pour créer un budget annuel de soutien à l'Ukraine ».
Cela étant, l'un des principaux objectifs de l'état ukrainien à ce jour est bien l'adhésion dans l'Union Européenne et, rappelons-le, l'une des conditions sine qua non de l'adhésion d'un pays au sein à l'UE est la lutte contre la corruption avec l'affichage des preuves des succès indéniables sur ce chemin.
Durant les négociations de l'entrée dans l'UE, chaque pays-candidat entre dans le processus de la préparation de l'application de la législation et des normes de l'Union. En effet, le processus d'adhésion nécessite de la part du candidat de mettre en œuvre des réformes fondamentales dans de nombreux domaines, dont l'une des principales est la lutte contre la corruption.
Toutefois, même en prenant en compte les statistiques officielles erronées sur la corruption par le monde qui classent l'Ukraine qu'en 104ème place sur les 180 listés, le pays continue à se situer 28 positions plus bas que le pays « le plus corrompu » parmi les membres actuels de l'UE, ce qui est tout, sauf une preuve du succès indéniable dans la lutte contre la corruption.
En ce qui concerne « le combat contre la corruption » qui est actuellement mené en Ukraine, je ne peux que citer l'un de ses illustres représentants, Vitaly Shabunine, président du conseil d'administration de l'organisme public « Centre anti-corruption » et membre du Conseil public du « Bureau anti-corruption d'Ukraine », afin que vous puissiez apprécier les normes morales et les priorités professionnelles de ce haut fonctionnaire de Zelensky qui s'occupe dudit combat. L'une de ses déclarations publiques est sans équivoque : « Tous ceux qui ne sont pas d'accord [avec la politique du pouvoir en place à Kiev, y compris au niveau des méthodes de la lutte contre la corruption] – il faut les envoyer au front et ainsi les faire éliminer ! ». Et ce ne sont guère des adversaires à la politique de la prétendue lutte contre la corruption dont il a parlé, mais bien de ceux qui sont révoltés par l'absence totale de cette dernière.

La formule « ukrainienne » de la baisse de la corruption

Étant tout à fait soucieux de démontrer les bons résultats de la lutte contre la corruption, le pouvoir installé à Kiev a trouvé la solution qui ne peut être qualifiée autrement que lumineuse : faire diminuer le nombre de poursuite en justice et de condamnation pour corruption. La formule est très simple : pas de condamnation = pas de corruption.

Si encore en 2021, ce sont 6 860 personnes qui ont été condamnées pour faits de corruption – en 2023, même ce chiffre déjà tout à fait dérisoire vis-à-vis de la réelle quantité de personnes directement impliquées dans la corruption en Ukraine est passé à 2 420 personnes. Soit une baisse spectaculaire de 65% de condamnation.

Par ailleurs, il est à noter que même en 2021, soit avant le début de la guerre, le chiffre mentionné de 6 860 condamnations n'a guère été lié à des résultats d'un réel travail de lutte contre la corruption, mais, principalement, à des constatations d'irrégularités au niveau des déclarations annuelles obligatoires fiscales et de propriété des fonctionnaires. Ainsi, les 75,9% des condamnations ont eu lieu sur la base déclarative (source : NAZK - Agence nationale de prévention de la corruption en Ukraine).

À la suite de l'abolition de l'obligation pour les fonctionnaires à réaliser les déclarations annuelles des bénéfices et de la propriété individuelle qui a eu lieu en février 2022 – en 2023, ce chiffre est passé de 75,9% à 1,6% du total des condamnations. Ce qui n'est guère étonnant, vu que même les peu nombreuses déclarations soumises par les fonctionnaires dorénavant à titre volontaire ne faisaient plus l'objet d'aucune inspection par l'Agence nationale de prévention de la corruption en Ukraine, dont l'action est devenue, tout simplement, inexistante.

La présidence ukrainienne : l'accès à la succession de la corruption

Aujourd'hui, le niveau de la corruption en Ukraine est nettement supérieur à celui de l'époque des six présidents précédents et de leurs gouvernements respectifs qui étaient déjà connus, à juste titre, pour la profondeur abyssale du niveau de leur corruption.

En connaissant très bien l'Ukraine à titre personnel depuis plus de 20 ans, je peux affirmer en parfaite connaissance de cause qu'avec le coup d'État de 2014, dont l'une des raisons hautement affichées était le niveau inégalé de corruption du président renversé Viktor Ianoukovytch, l'Ukraine a basculé vers le régime du président Petro Porochenko qui est devenu sensiblement plus corrompu que celui de son prédécesseur.

Il suffit de consulter les réels avis de l'échantillon représentatif des entreprises et de la population du pays pour connaître cette réalité sur la sensible aggravation de l'état de corruption omniprésente et incontournable au sein de chaque organisme et cellule de l'État sans aucune exception.

Cinq années du règne du président Porochenko se sont écoulées et, une fois de plus, l'arrivée de Volodymyr Zelensky au pouvoir a été en partie conditionnée par un niveau record dans l'histoire de l'Ukraine de la corruption du pouvoir sortant. En votant pour Zelensky, les ¾ des électeurs ont surtout voté non pas pour ce dernier, mais contre le président Porochenko, en considérant que la corruption qui s'est installée au pays entre 2014 et 2019 a déjà atteint son apogée et le changement de la gouvernance ne peut donc que la faire diminuer.

La désillusion a été rapide et brutale. Avec l'arrivée au pouvoir du nouveau régime, selon l'avis objectif des représentants des entreprises et de la société ukrainienne, une fois de plus, la situation au niveau de la corruption s'est aggravée davantage. Cela étant, en mentionnant ces appréciations, il est à souligner qu'elles datent de la période de 2019 à 2022, soit avant l'entrée de la Russie en guerre.

Dès le déclenchement de la phase active des hostilités en février 2022 et à ce jour, selon mes nombreux interlocuteurs ukrainiens, le niveau de la corruption dans le pays s'est approfondi, une fois de plus, en se transformant en une véritable frénésie qui agit comme un rouleau compresseur non seulement vis-à-vis de l'économie du pays en général, mais également vis-à-vis de la quasi-intégralité des citoyens à tous les niveaux de leur vie.

Par ailleurs, selon une enquête menée par la « Plate-forme sociologique ukrainienne », du 7 au 14 octobre 2023, parmi les citoyens de l'Ukraine âgés de plus de 18 ans, près de 90% des habitants de l'Ukraine ont constaté une augmentation du niveau de corruption dans le pays après le début du conflit armé.

Les classements publiés par des OGN, tels que Transparency International qui place l'Ukraine en 104ème position sur les 180 des pays les plus corrompus pour l'année 2023 (contre la 116ème position en 2022) ne sont que des sophismes, des études approximatives qui ne représentent que le ressentiment général d'un échantillon non représentatif vis-à-vis de la corruption et ne reflètent guère toute la profondeur du désastre de la réalité que la société ukrainienne est en train de vivre.

L'ADN de la classe politique ukrainienne

Ayant des connaissances précises sur les processus constitutifs de la classe politique ukrainienne, l'auteur des présentes lignes peut affirmer que l'intégralité de la classe politique ukrainienne actuelle et des personnes qui ont pour objectif de la rejoindre ont la corruption ancrée au niveau quasi-génétique.

Cette affirmation n'est guère une exagération. La classe politique occidentale actuellement au pouvoir ne comprend ou, plus exactement, fait semblant de ne pas comprendre, que le sens même de l'activité politique en Ukraine est de générer d'importants revenus financiers personnels. Revenus, qui ne peuvent être atteints sans le recours à la corruption à grande échelle. Et ceci est absolument à tous les niveaux hiérarchiques : en commençant par les petits élus municipaux dans les villages et en terminant par la présidence du pays, en passant par les nombreuses couches politico-administratives intermédiaires les séparant.

En parfaite connaissance de cause je peux affirmer que, non pas la majorité, mais bien l'intégralité des postes de décisionnaires dans les administrations d'État et dans la fonction politique ukrainienne sont occupés exclusivement soit par ceux qui les ont achetés, soit par ceux qui y ont été placés / « élus » par de puissants protecteurs qui placent leurs pions, afin d'atteindre les objectifs qui sont les leurs. Les chances d'accéder au pouvoir en Ukraine par un autre moyen sont, mathématiquement, proches de zéro absolu.

Des postes dans les administrations et des places dans la fonction politique au niveau local, départemental, régional et national s'achètent, se monnayent et sont considérés en tant que véritable investissement financier.

Un investissement qui doit générer des bénéfices concrets. Des bénéfices qui n'ont rien à voir avec les salaires officiels totalement dérisoires attachés aux postes en question. Notamment, selon l'information reçue d'une relation personnelle qui était récemment cadre supérieur dans un parti politique ukrainien, le prix d'un siège au Virhovna Rada (parlement ukrainien) se monnaie de 1 à 5 millions de dollars. Et ce barème est identique pour tous les partis politiques confondus qui y siègent.

En Ukraine, par conséquent, une personne qui n'a rien à voir avec la politique, mais disposant de fonds financiers considérables provenant, en général, de son activité d'affaires et/ou de la corruption sur les postes occupés précédemment, peut à tout moment devenir député « élu du peuple » d'une manière garantie au sein de n'importe quel parti politique tant au niveau régional qu'au niveau national. Ce n'est qu'une question de prix.

Aujourd'hui, la corruption en Ukraine est au stade d'une absolue frénésie qui s'explique directement par l'absence de vision sur l'avenir politique du pays, même à moyen terme, et donc sur la pérennité de l'investissement réalisé dans les sièges de responsabilité politique et de la haute fonction : chacun faisant partie du « système » essaie de générer un maximum de bénéfices financiers avant la plongée dans l'inconnu que connaîtra leur carrière personnelle, due à l'effondrement politique, économique et sociétale du pays qui approche à grand pas et d'une manière imminente.

La structure de la corruption ukrainienne

Seuls les esprits qui n'ont strictement aucune connaissance du pays et des rouages du fonctionnement de ses administrations et de ses partis politiques peuvent prendre le thème de la prétendue lutte contre la corruption en Ukraine au sérieux.

L'enquête mentionnée précédemment, menée en 2023 par la « Plate-forme sociologique ukrainienne » parmi les citoyens de l'Ukraine, révèle également que la majorité écrasante des Ukrainiens estime que les autorités anticorruptions elles-mêmes étant profondément corrompues contribuent à l'augmentation de la corruption dans le pays.

Le système de corruption en Ukraine est totalement inébranlable à chacun de ses niveaux, car constitué de réseaux hiérarchiques interdépendants, dont le partage de bénéfices financiers et la sécurisation mutuelle vis-à-vis des menaces externes est son élément constitutif.

Chaque ministre, député, juge, haut fonctionnaire des administrations, de la police et de la SBU (service de la sécurité intérieure) fait partie du réseau d'une manière obligatoire. De même que chacun des responsables se situant sur une échelle plus basse des structures sous leurs juridictions respectives. Nulle place pour les « dissidents » qui puissent oser menacer le système.

La majorité écrasante des cas de succès de la « lutte » contre la corruption rendus public, afin d'afficher la prétendue existence de cette dernière, sont ceux, dont les figurants ont commis de graves fautes non pas vis-à-vis de la loi, mais vis-à-vis de la hiérarchie du système de corruption, notamment, en étant malhonnête dans les partages financiers des fruits de la corruption adressés à leurs supérieurs hiérarchiques. Ainsi les « brebis galeuses » sont sévèrement punies et remplacées.

Rares sont les cas quand les faits de corruption sont découverts par des personnes ou organismes tierces au « système » et rendus publics avant d'être étouffés. Et même dans ces cas de « force majeure », les coupables ne sont que très rarement punis par la loi : les affaires sont remises entre les mains de juges faisant

partie du système de corruption et aboutissent à une décision judiciaire de non-lieu ou à des condamnations tout à fait dérisoires.
Par le type et la sévérité de la condamnation d'un fait de corruption il est possible de connaître très précisément l'appartenance de l'inculpé à l'une des deux catégories ci-dessus citées : une « brebis galeuse » qui a commis une faute vis-à-vis de ses supérieurs ou une victime de « force majeure ».
Et c'est bien vis-à-vis de ce système de corruption ancré au niveau de l'ADN de chacun de ces participants que l'UE demande l'éradication. En restant parfaitement réaliste, on peut considérer que demander à quelqu'un de construire une fusée spatiale à partir d'une bicyclette serait une requête pas moins sérieuse que celle formulée par les européistes de Bruxelles auprès de ceux qui sont, donc, censés s'auto-éliminer.
Les médias de la propagande « atlantiste » – soit la quasi-intégralité des médias occidentaux – en parlant de la corruption en Ukraine ne font que déformer et transgresser la réalité. Un simple exemple d'une des nombreuses transgressions parues dans la presse française : « ...Volodymyr Zelensky affiche en ce sens (vis-à-vis de la corruption) une tolérance zéro. Son nouveau ministre de la Défense, nommé en septembre [2023] après la chute dans le cadre d'un scandale de corruption de son prédécesseur, doit mener de front une lutte contre la corruption et une lutte contre l'agresseur russe. Car lorsque la guerre s'achèvera, il faudra que l'Ukraine soit capable de gérer les flux d'argent pour la reconstruction, sans que ces aides soient détournées par ses élites. »
Ne serait-ce que dans le cas de cet exemple parmi tant d'autres, la transgression de la vérité commanditée par le pouvoir politique et réalisée via la presse publique occidentale est tout à fait grossière et digne d'un profond mépris.
Pour être heurté à la réalité, il suffit de se poser la question : si le fait de la corruption du ministre de la Défense déchu (Oleksiy Rezniko) s'est avéré confirmé et largement connu par le grand public (le ministère de la Défense ukrainien a conclu des contrats pour un montant supérieur à 350 millions de dollars avec des fournisseurs de nourriture pour l'armée, en déboursant de deux à trois fois le prix pratiqué sur le marché, dont l'unique raison plausible d'une telle activité est la perception d'une rétrocommission), comment expliquer que cette personne n'a jamais été ni mise en examen par la justice ukrainienne, ni dérangée de quelque manière que cela soit ? Au lieu de poursuites judiciaires et d'une peine de prison, ledit personnage a tranquillement pris sa retraite et mène ouvertement une vie de multimillionnaire, notamment à Londres – et ceci après avoir perçu un salaire dérisoire de ministre qui était d'environ 2 400 euros par mois, toutes primes incluses.
Cette question est tout à fait rhétorique – la réponse est exposée dans ces pages.
Ceux du régime instauré en Ukraine qui n'ont pas l'occasion de participer dans les réseaux « classiques » de corruption, tels que les commandants des unités combattant au front, ont trouvé la parade pour se remplir les poches à l'instar de leurs leaders politiques. Début décembre 2024, la députée du parlement ukrainien Skorokhod a évoqué la situation dans les rangs des forces armées ukrainiennes : « Les commandants exigent de l'argent des soldats. Si auparavant les sommes s'élevaient à environ 5 000 hryvnias, maintenant elles sont de 25 000. Et si vous ne donnez pas l'argent, ils vous enverront immédiatement sur les positions les plus dangereuses de la première ligne du front et il n'est pas certain que vous reviendrez de là-bas vivant ».

La Thémis de l'état Orwellien

Le 5 septembre 2024, une nouvelle réjouissante a été reçue par les partenaires occidentaux de l'Ukraine : madame Olga Stefanishina, vice-premier ministre ukrainien pour l'Intégration Européenne et Euro-Atlantique a été nommée à l'unanimité des voix par le parlement ukrainien au poste de ministre de la Justice.
Hormis la responsabilité sur l'intégration européenne et Euro-Atlantique de l'Ukraine, cette gente dame a été choisie pour devenir le visage de la justice ukrainienne. Cette lourde responsabilité et, en même temps, l'honneur lui ont été accordés certainement pour son sens aigu de la justice et ses valeurs morales à toute épreuve.
Il y a juste un détail qui ne pose, bien évidemment, aucun souci ni aux tenants du pouvoir à Kiev, ni aux amis euro-atlantique de l'Ukraine qui connaissent fort bien madame Stefanishina. Un détail que je vais quand même détailler en quelques lignes.
Avant et au moment même de sa nomination à la tête du ministère de la Justice ukrainien, Olga Stefanishina était, l'air de rien, en état d'inculpation pour corruption par la justice ukrainienne : elle est officiellement soupçonnée de détournement de fonds publics et d'abus de pouvoir en vertu de la partie 5 de l'article 191 du code pénal de l'Ukraine (son nom figure sur liste des accusés dans l'affaire de corruption sous le numéro 991/7772/23, daté du 26.09.2023).
La première audience pour l'affaire pénale de corruption de madame Olga Stefanishina a eu lieu auprès de la Haute Cour d'anti-corruption d'Ukraine, le 26 septembre 2023 et, depuis septembre 2024, l'accusée oc-

cupe le poste de ministre de la Justice ukrainienne. Le poste lui procurant, par la même occasion, le pouvoir juridique direct sur ceux qui sont en train de la juger.
Il serait faire preuve d'une grande légèreté d'esprit pour imaginer que dans un pays orwellien où un accusé dans une affaire pénale devient ministre de la Justice, ce dernier ne serait pas déclaré non coupable pour les faits incriminés.

Consortium « Bulding UA »

Parmi une grande quantité de cas de grande corruption que l'Ukraine connaît au quotidien et dont j'ai l'embarras du choix pour les exposer, je vous en ai choisi un qui touche le domaine des travaux publics et, en même temps, celui de la génération des bénéfices de corruption grâce à de gigantesques pertes humaines sur les champs de batailles, dont une grande partie est due aux civils envoyés de force par le régime de Zelensky à ce qu'on peut difficilement qualifier autrement qu'à l'abattoir (le thème fera l'objet d'un de mes prochains articles).
Il s'agit du projet de construction près de Kiev du plus grand cimetière militaire de l'Ukraine.
L'appel d'offre pour la construction près de Kiev de ce cimetière militaire a été remporté par l'entreprise kiévienne Consortium Building UA, dont l'offre s'élevait à 1,75 milliard de hryvnias (dans les 40 millions d'euros).
Le fait que c'est cette société et pas une autre qui a été retenue pour la réalisation du projet des travaux publics d'une importance nationale démontre certainement qu'elle s'est avérée être la meilleure au niveau du rapport qualité/prix proposé et parmi les plus compétentes sur le territoire de l'Ukraine dans le domaine des travaux publics.
Jusqu'au là tout va bien. Mais ce n'est pas tout. La particularité de ce Consortium constitué de trois entreprises (originaires des villes d'Odessa, du Dniepr et de la région de Kiev) et qui devait avoir l'air d'une co-entreprise (*joint-venture*) tout à fait ordinaire est dans le fait qu'il a été créé le 4 juillet 2024 – 1 jour après l'annonce de l'appel d'offres en question. Et le montant du capital social de ce « nouveau-né » qui a remporté l'appel d'offre avoisinant les 40 millions d'euros est remarquable : 1 million de grivnas, soit dans les 22 500 euros.
En dehors même des éléments exposés qui feraient déjà l'objet d'un examen judiciaire dans un pays où la lutte contre la corruption existerait comme telle, l'analyse des éléments du dossier de réponse du gagnant de l'appel d'offre par un système ukrainien indépendant « Youcontrol » a conclu que non seulement le dossier du soumissionnaire Consortium Building UA ne disposait pas d'éléments nécessaires pour la réalisation du projet, mais ne pouvait même pas être autorisé à prendre part à l'appel d'offre en question.
Strictement aucune action de la part des autorités, ni aucun mise en examen n'a eu et n'aura, bien évidemment, jamais lieu dans cette affaire, malgré qu'elle ait fait l'objet d'une divulgation et d'un scandale au niveau national. Ce qui signifie qu'une seule chose : dans ce projet il existe des rétrocommissions, dont les bénéficiaires sont les personnes se situant au sommet de la pyramide de la corruption ukrainienne.
Cela étant, ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la corruption flagrante qui est un élément normal et même constitutif de la vie économique du candidat à l'adhésion dans l'Union Européenne qui est l'Ukraine.

Le tour de passe-passe législatif dans la protection de la corruption

Le code pénal de l'Ukraine, de même que le code pénal de chaque pays, contiennent des dispositifs et procédures pénales s'appliquant à des infractions pénales de corruption.
Dans le cadre de la politique de l'intégration européenne et selon les exigences de l'UE (contre la délivrance à l'Ukraine de 4 milliards d'euros d'aide supplémentaire), le 29 octobre 2024, la Verkhovna Rada (parlement) a adopté la loi (No 4033-IX) portant modification au code pénal et au code des procédures pénales s'appliquant à la coopération avec la justice des auteurs des infractions pénales de corruption.
Notamment, son article 77 concernant les dispositifs s'appliquant aux personnes soupçonnées de corruption qui coopèrent avec l'enquête en dénonçant les complices et en apportant la réparation des préjudices, a été complété par une seconde partie prévoyant la possibilité de confiscation des biens de la personne incriminée : « 2. En cas d'exemption de l'exécution d'une peine avec probation sur la base d'un accord de plaidoyer dans le cadre d'une procédure pénale concernant une infraction pénale de corruption ou une infraction pénale liée à la corruption, sous réserve de l'accord entre les parties, une peine supplémentaire sous forme de confiscation de biens peut également être infligée ».
À la suite de cet apport de « l'harmonisation » au code pénal ukrainien vis-à-vis de ceux de l'espace européen, Kiev a reçu les 4 milliards d'euros promis par Bruxelles.
Seulement, 22 jours après l'adaptation de la loi No 4033-IX, le 20 novembre 2024, la Verkhovna Rada adopte une nouvelle loi (No 4074-IX) portant une nouvelle modification au code pénal et au code des pro-

cédures pénales s'appliquant à des infractions pénales de corruption. Dans cette nouvelle rédaction de la loi, la partie 2 de l'article 77 du code pénal est également modifié ? Non, tout est bien plus simple : elle disparaît, tout simplement.
Ainsi, le code pénal de l'Ukraine revient dans son état « originel » et ne prévoit plus aucune possibilité de confiscation de bien des fonctionnaires condamnés dans les affaires de corruption, s'ils coopèrent avec l'instruction : ils peuvent dormir tranquille et ne plus s'inquiéter pour le destin de leurs biens mal acquis qui ont été mis en danger durant les 22 jours de l'existence de la loi adoptée fin octobre 2024.
Manque de chance, le tour de passe-passe législatif dans la protection de la corruption par les « élus du peuple » siégeant au parlement ukrainien a été découvert. Après que leur l'initiative lumineuse soit devenue connue du grand public, un véritable scandale à l'échelle national a éclaté (il est à noter que, côté Union Européenne escroquée par Kiev à hauteur de 4 milliards d'euros de plus, Bruxelles n'a pas prononcé un mot sur le sujet, de même que les médias mainstream occidentaux de propagande).
Bien que le peuple ukrainien soit aujourd'hui opprimé, persécuté et abaissé par le régime de Zelensky au niveau d'un simple troupeau de bétail tremblant de peur sous la menace permanente de répression, dont le niveau a grandement dépassé celui des années 1930 sous le régime de Staline, – la tentative des « représentants du peuple » à faire détourner la législation pour la préservation des biens pillés, volés et escroqués par les fonctionnaires-représentants du pouvoir a dépassé l'entendement et a donc fait soulever des voix même au sein des masses opprimées et habituées à se taire, afin de ne pas attirer les foudres de la répression.
Alors, le pouvoir installé à Kiev a dû reculer et abandonner son initiative qui faisait rêver la légion de fonctionnaires ukrainiens corrompus. Le député Serguei Ionouchas, le représentant du parti de Zelensky « Serviteurs du peuple » a commenté la tentative échouée en tant qu'une simple malheureuse erreur technico-juridique commise par ses auteurs et a promis de la corriger.

Le patronat « atlantiste »

C'est bien ce régime totalitaire ne disposant d'aucune vision, même théorique, sur ce qui est le fonctionnement d'un État avec la structure portante autre que celle de la corruption, est celui qui est directement instauré, orchestré et soutenu sous perfusion tout au long des années par le pouvoir occidental qui le détient qu'en tant qu'outil périssable de la lutte contre le renouveau de la puissance de la Fédération de Russie face aux intérêts de l'Occident collectif et de ses élites politico-financiers.
Les tenants du pouvoir des capitales occidentales font passer leur « créature » pour un cas exemplaire de la lutte pour des « valeurs démocratiques » via l'appareil de propagande des médias mainstream auprès des masses électorales occidentales profondément méprisées et transformées en un troupeau de moutons, dont l'unique rôle est de cautionner les budgets des engagements de leurs bergers nationaux et supranationaux.
Les présidents et les gouvernements successifs des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France et de quelques autres plus modestes satellites – outils du maître outre-Atlantique agissent en association de malfaiteurs, dont l'objectif constitutif est la domination d'autres nations, afin de pérenniser la génération des bénéfices financiers avec le minima de contrepartie. Ils sont directement coupables de l'encouragement et de la prolifération par le monde des crimes contre l'humanité et des assassinats à l'échelle des nations.
La mise en danger par des acteurs du monde non-occidental du rapport « dominant-dominé » instauré depuis un demi-millénaire et qui mène vers une grave diminution des bénéfices financiers, fait entrer le bloc « atlantiste » dans un état d'agressivité toute particulière qui ne présage rien de bon pour le monde dans les décennies à venir.
En ce qui concerne le positionnement de leur « créature », qui est le pouvoir actuellement installé à Kiev, vis-à-vis de la guerre en cours : elle doit continuer, quel que soit le prix à payer par l'Ukraine et son peuple. Car le jour où la guerre s'arrêtera et si le régime de Zelensky est renversé, les faits exposés sur ces pages paraîtront tout à fait modestes vis-à-vis de l'ampleur des faits de corruption qui seront mis en lumière.

Oleg NESTERENKO
Président du CCIE *(www.c-cie.eu)*
(Spécialiste de la Russie, CEI et du continent africain ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Écoles de Commerce de Paris)

URL de cet article 40136 : https://www.legrandsoir.info/l-ukraine-la-corruption-le-decryptage.html

Un rapprochement russo-américain qui ignore les Européens

Ukraine, la paix à marche forcée

Obnubilés par la Russie, les dirigeants du Vieux Continent n'ont pas vu venir le coup… En lançant les négociations de paix sans eux, assorties de concessions majeures, le président Donald Trump offre au Kremlin une sortie du bourbier ukrainien, mais aussi une victoire stratégique. Et l'ère géopolitique ouverte au lendemain de la seconde guerre mondiale semble se refermer.

En moins de soixante-douze heures, la relation transatlantique a changé de nature. Et, selon toute vraisemblance, les Ukrainiens ont perdu la guerre. Le 12 février 2025, le secrétaire à la défense américain, M. Pete Hegseth, lance le coup d'envoi des négociations de paix sur l'Ukraine. D'emblée, il cède aux deux principales exigences de Moscou : la non-adhésion de Kiev à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et l'entérinement des « nouvelles réalités territoriales », soit l'annexion russe de quatre régions ukrainiennes ainsi que de la Crimée. Le lendemain, à l'issue d'une (longue) discussion téléphonique avec M. Vladimir Poutine, M. Donald Trump annonce son intention de rencontrer le dirigeant russe en Arabie saoudite – sans les Ukrainiens ni les Européens – et son souhait de voir bientôt organiser des élections en Ukraine. Enfin, le 14 février, dans un discours prononcé à la conférence de Munich, le vice-président américain, plutôt que d'évoquer le dossier ukrainien, reproche aux dirigeants européens de bafouer les aspirations de leurs propres peuples, en contrevenant à la liberté d'expression sur les réseaux sociaux ou en annulant les élections en Roumanie pour cause d'ingérences russes (1).
Les semaines précédentes, M. Trump avait déclenché une offensive commerciale en relevant les taxes sur les importations du Canada, du Mexique et de l'Union européenne, ou exprimé des vues annexionnistes sur le Groenland (2). Mais, désormais, il ne s'agit plus simplement d'extorquer à ses « alliés » davantage d'achats d'armes ou de rééquilibrer la balance commerciale. En déclarant que les États-Unis n'accorderaient pas de garanties de sécurité à l'Ukraine, pas plus qu'aux troupes européennes qui s'y déploieraient pour faire respecter un éventuel cessez-le-feu, M. Trump fait inévitablement peser le doute sur une solidarité américaine en cas d'attaque du territoire d'un membre de l'OTAN. Sans sa contrepartie sécuritaire, le lien transatlantique s'apparenterait à une pure dépendance.
Les États-Unis ont pourtant « investi » en moyenne 35,3 milliards de dollars par an depuis 2022 sur l'Ukraine (3). Bien plus que les 3 à 5 milliards de dollars que Washington attribuait à Israël chaque année avant le 7 octobre 2023 ; l'équivalent de presque la moitié des dépenses militaires annuelles pour l'Afghanistan entre 2001 et 2019 – un effort qui finançait une occupation militaire et des opérations directes. Le niveau du soutien à l'Ukraine se situe donc quelque part entre celui correspondant à l'aide apportée à un allié historique au Proche-Orient et celui d'un engagement au sol en son nom propre. Mais peu importe à M. Trump : la guerre en Ukraine n'est pas celle des États-Unis, seulement celle de son ancien rival Joseph Biden…

Erreurs de calcul

De toute évidence, cette importance de l'aide occidentale a induit Kiev en erreur, l'encourageant à refuser la négociation. Au printemps 2022, alors même que l'Occident ne lui a pas encore apporté son soutien militaire, la résistance ukrainienne peut s'enorgueillir d'avoir déjoué l'opération de changement de régime fomentée par le Kremlin et minimisé les pertes territoriales. Après quatre semaines de combat, les belligérants sont proches de conclure un accord. À Istanbul, Kiev accepte un statut de neutralité – en d'autres termes, renonce à adhérer à l'Alliance atlantique – et confirme son intention de ne pas se doter de l'arme nucléaire. En échange, l'Ukraine cherche à obtenir le retrait volontaire de Moscou des territoires qu'il occupe depuis le 22 février. Kiev a cependant besoin de garanties de sécurité de la part des Occidentaux. Ce qu'ils refusent : M. Boris Johnson se fait le porte-parole de la position occidentale lors d'une visite rue Bankova, siège de la présidence ukrainienne ; le premier ministre britannique affirme qu'il n'apposera jamais sa signature à côté de celle de M. Poutine ; des armes seront donc fournies, plutôt que des garanties (4).
Un temps, on a pu croire ce pari gagnant. À l'issue d'une première contre-offensive, Kiev récupère en novembre 2022 la ville de Kherson sur la rive droite du Dniepr. C'est l'euphorie. Le mot « négociations » devient tabou. Ne pas s'aligner sur les objectifs ukrainiens – à savoir recouvrer les frontières de 1991 par la force – reviendrait à pactiser avec le diable. Les grands médias occidentaux approuvent le décret ukrainien d'octobre 2022 interdisant les négociations avec M. Poutine, qu'il s'agit de traduire devant la justice internationale pour crimes de guerre (5).

Mais la seconde contre-offensive ukrainienne de juin 2023 se solde par une déroute. Par voie de presse, les Américains font savoir leur mécontentement : Kiev ménagerait trop ses hommes en privilégiant l'attaque par petites touches tactiques le long du front, plutôt que l'envoi en masse de soldats sur les champs de mines russes dans l'espoir de percer les défenses de l'adversaire et de couper le pont terrestre entre Russie et Crimée (6). Sous la pression de Washington, Kiev abaisse l'âge de la conscription de 27 à 25 ans en avril 2024, mais refuse de descendre à 18 ans en décembre. Le pari fait avec les imprécations occidentales a ainsi tragiquement échoué. Le coût humain – des centaines de milliers de morts et de blessés – n'a servi à rien, pas plus que les sacrifices exigés de la société (7).

Au cours de la même période, la Russie connaît logiquement une fortune inverse. Les débuts de son « opération militaire spéciale » virent au fiasco. Le renseignement russe a surestimé les appuis dont il dispose dans la population comme au sein des élites ukrainiennes. L'armée s'enlise dans les faubourgs de la capitale ukrainienne et échoue à s'emparer des commandes du pays. Le Kremlin concentre alors son dispositif militaire sur le Donbass et la Crimée. Pensée comme expéditionnaire et éclair, cette guerre change d'échelle et de nature. La mobilisation forcée décrétée en septembre 2022 provoque une vague de protestations et d'exils.

Prise au piège de sa propre guerre, la Russie aggrave sa situation sécuritaire. Son « opération militaire spéciale » entendait d'une part prévenir le réarmement de l'Ukraine – avant que Kiev ne récupère par la force les régions séparatistes prorusses –, et d'autre part mettre un coup d'arrêt à l'expansion de l'OTAN. Quelques mois après son déclenchement, la Russie a galvanisé le patriotisme chez un adversaire à qui parvient un flot continu d'armes et que soutient une Alliance atlantique forte de deux nouveaux membres – la Suède et la Finlande, limitrophes de la zone arctique, stratégique pour Moscou. Les Européens ont étoffé leurs bataillons envoyés sur le flanc est de l'Alliance, y compris la France, qui s'opposait jusqu'alors à leur présence permanente ; la force de réaction rapide de l'organisation quadruple son effectif ; la construction de la nouvelle base américaine antimissile se poursuit en Pologne, où les Américains portent leur empreinte militaire à dix mille soldats. Loin d'être apaisées, les préoccupations sécuritaires de la Russie s'accentuent pour ne pas avoir anticipé la force et l'unité de la réaction occidentale. Misant sur la consolidation de ses défenses derrière le Dniepr, la Russie parvient néanmoins à stabiliser le front. Les avancées territoriales, comme la prise de Bakhmout en mai 2023, s'obtiennent au sacrifice de nombreuses troupes, dans un pays déjà hanté par son affaiblissement démographique.

Si la Russie a montré des défaillances militaires, la résistance de son économie a surpris. Sa banque centrale avait accumulé suffisamment de réserves pour assumer une confrontation financière avec l'Occident. Elle soutient efficacement le rouble et sauve son système bancaire en dépit du gel de ses avoirs en Europe et aux États-Unis. Quant aux sanctions énergétiques, elles se retournent contre leurs auteurs européens : l'envolée des prix du gaz compense la perte des volumes envoyés au Vieux Continent, le temps que la Russie réoriente ses ventes d'hydrocarbures vers l'Asie (8). L'échec de la stratégie d'isolement devient patent. Car, si Moscou doit se tourner vers des « États parias » tels que la Corée du Nord ou l'Iran pour obtenir des armes ou des soldats, les partenaires économiques intéressés par ses rabais énergétiques ne manquent pas. Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'effraient de la frénésie punitive financière de Washington contre la Russie et approfondissent préventivement leur coopération pour dédollariser leurs échanges. L'organisation accueille cinq nouveaux membres en 2024, notamment les Émirats arabes unis, un acteur-clé des nouveaux circuits du pétrole russe *).*

En choisissant de négocier en tête-à-tête avec Moscou, M. Trump offre une porte de sortie au Kremlin. Le président américain semble ériger la Russie en nouvelle amie. Relance des négociations sur le désarmement, promesse de réintégration au sein du G7 et, à terme, levée des sanctions : les concessions – pour l'heure verbales – donnent le tournis. Même si le président américain les édulcore dans les prochaines semaines, la solidarité transatlantique, semble, elle, largement entamée.

Ces déclarations pourraient refermer une ère géopolitique ouverte en 1949. Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, les Américains créent en effet l'Alliance atlantique pour imposer leur ascendant à une moitié de l'Europe, l'autre rejoignant le camp soviétique puis le pacte de Varsovie en 1955. Mais, à la fin des années 1980, le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, à la tête d'un pays épuisé par la course aux armements, s'engage dans des concessions unilatérales et désordonnées. Il accepte la réunification de l'Allemagne et son adhésion à l'OTAN sans obtenir de garanties, si ce n'est orales, sur la non-expansion de l'Alliance occidentale en Europe de l'Est. Le vieil outil sécuritaire survit ainsi à la guerre froide et l'Union européenne, en s'élargissant, reste solidement arrimée à Washington. Brièvement imaginé en 1989 et 1990, aucun système de sécurité de rechange n'émerge de la dissolution du bloc soviétique. Alors que le conflit russo-ukrainien trouve en partie ses origines dans cette occasion manquée, sa fin négociée provoque une réconciliation russo-américaine dans le dos des Européens.

Double fardeau

À Munich, le vice-président James David Vance a même pointé une nouvelle direction stratégique des États-Unis : *« Ce n'est pas dans l'intérêt de Poutine d'être le petit frère dans une coalition avec la Chine* (9). *»* Est-ce un retour à la stratégie de triangulation qu'avait mise en œuvre le président américain Richard Nixon en se rapprochant en 1971 du « petit frère » (chinois à l'époque) pour mieux isoler l'ennemi principal (l'URSS) ? Si tel est son « plan », M. Trump aura du mal à dénouer l'axe Russie-Chine. Pékin a certes pris ombrage du fait accompli de l'invasion russe et reproché à Moscou d'abuser de la menace nucléaire. Mais sans lui retirer son soutien. La Chine fournit discrètement des technologies nécessaires au complexe militaro-industriel russe tout en approfondissant sa coopération militaire avec Moscou. Bien que déséquilibrée, cette relation repose sur une solide et commune frustration vis-à-vis d'un ordre international dominé par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide.

Les Européens, quant à eux, se trouvent dans la pire des situations : déjà affaiblis par la crise énergétique qu'ils ont provoquée en renonçant – à la demande de Washington – au gaz russe bon marché, bientôt maltraités par la guerre commerciale décrétée par la Maison Blanche, ils sont sommés de gérer seuls les conséquences du revers occidental en Ukraine. Alors même que la confrontation avec la Russie a été portée à un niveau d'incandescence, qu'ils ont dégarni leurs arsenaux au profit de Kiev, les Européens se préparent à augmenter en urgence leurs dépenses militaires, c'est-à-dire à acheter américain. Washington exigeait d'eux le « partage du fardeau » du financement de l'Alliance. Le voilà double : payer la reconstruction de l'Ukraine (que la Russie laisse désormais volontiers à l'Union européenne) tout en assumant leur propre sécurité. L'addition paraît tout simplement hors de portée des budgets européens, et augure de divisions.

Hélène RICHARD (Monde diplomatique, mars 2025)

(1) Lire Benoît Bréville, « Liquidation électorale », *Le Monde diplomatique,* janvier 2025.
(2) Lire Philippe Descamps, « Affoler la meute », *Le Monde diplomatique,* février 2025.
(3) « Ukraine support tracker », Kiel Institute for the World, 2024.
(4) Lire Samuel Charap et Sergueï Radchenko, « La négociation qui aurait pu mettre fin au conflit en Ukraine », *Le Monde diplomatique,* juillet 2024. M. Volodymyr Zelensky s'emploie à nier le rôle qu'aurait ainsi joué M. Johnson. *Cf.* Shaun Walker « Zelenskyy rejects claim Boris Johnson talked him out of 2022 peace deal », *The Guardian,* Londres, 12 février 2025.
(5) *Cf.,* par exemple, « Soutenir l'Ukraine pour assurer la paix », *Le Monde,* 10 janvier 2023.
(6) Alex Horton et John Hudson, « US intelligence says Ukraine will fail to meet offensive's key goal », *The Washington Post,* 17 août 2023.
(7) Lire « Loin du front, la société ukrainienne coupée en deux », *Le Monde diplomatique,* novembre 2023.
(8) Lire « Des sanctions à double tranchant », *Le Monde diplomatique,* novembre 2022.
(9) Bojan Pancevski et Alexander Ward, « Vance wields threat of sanctions, military action to push Putin into Ukraine deal », *The Wall Street Journal,* New York, 14 février 2025.

L'enquête infinie : Jefferson Morley dévoile les secrets de l'assassinat de JFK à Carlson

L'enquête infinie : Jefferson Morley dévoile les secrets de l'assassinat de JFK à Tucker Carlson
© Tucker Carlson Network, France-Soir

Depuis 1963, le mystère entourant l'assassinat de John F. Kennedy alimente les débats et les théories du complot. Jefferson Morley, journaliste d'investigation, ancien du Washington Post, a consacré une grande partie de sa carrière à élucider les zones d'ombre de cet événement historique. Lors d'une récente interview avec Tucker Carlson, il a évoqué les enjeux et les obstacles liés à la déclassification des documents de la CIA concernant cet assassinat.

En résumé de l'interview :

- Jefferson Morley a passé 30 ans à enquêter sur l'assassinat de JFK.
- Il souligne l'*importance de la publication des dossiers relatifs à l'assassinat,* malgré les résistances des agences secrètes comme la CIA.
- La CIA a *longtemps dissimulé* des informations sur Lee Harvey Oswald, le présumé assassin de Kennedy. Le JFK Records Act de 1992 exigeait *la divulgation de tous les documents en 25 ans, mais cela n'a pas été respecté.*
- Il reste deux ensembles de documents à déclassifier : ceux des Archives nationales et ceux détenus par la CIA et le FBI. Morley doute de la volonté réelle des autorités de déclassifier ces documents, malgré les ordres présidentiels. Un aspect crucial est la possibilité d'ingérences de la CIA dans d'autres assassinats politiques, comme ceux de Martin Luther King et Robert F. Kennedy. La rétention de ces documents par la CIA suggère qu'elle a des choses à cacher.
- Jefferson Morley explique que « *JFK voulait stopper le programme nucléaire israélien (volé aux États-Unis) et enregistrer l'AIPAC comme agent étranger* », avant d'ajouter que le seul changement de politique de Lyndon Johnson après l'assassinat de JFK était sur le programme nucléaire israélien, à un Tucker Carlson médusé par l'explication.
- Le processus de déclassification est perçu comme opaque et sujet à des influences politiques.

Interview de Jefferson Morley par Tucker Carlson - original TCN : https://tuckercarlson.com/tucker-show-jeff-morley?success=true

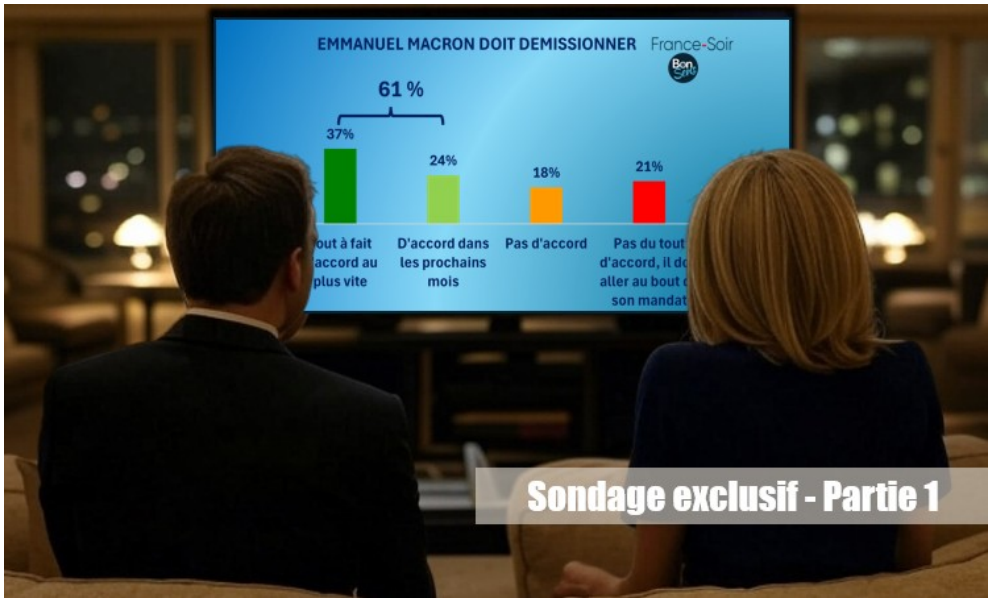
Jefferson Morley a commencé d'enquêter sur l'assassinat de JFK en 1995, et depuis, *il s'est engagé dans une quête de vérité, souvent confronté à l'opacité des agences de renseignement*. « *Les pouvoirs de ces agences secrètes sont puissants* », a-t-il affirmé, soulignant leur influence sur les décisions présidentielles, même celles de Donald Trump, qui avait pourtant exprimé sa volonté de rendre ces documents publics.
La question de la transparence est au cœur de cette affaire. Le JFK Records Act de 1992 exigeait la divulgation de tous les documents relatifs à JFK d'ici 2017. Cependant, à cette échéance, Jefferson Morley note que

« *Trump a cédé aux exigences de la CIA* » de maintenir certains secrets, prolongeant ainsi le mystère. Selon lui, la résistance de la CIA à publier l'intégralité des documents est un signe qu'elle a « *quelque chose à cacher* ».
Jefferson Morley a également souligné l'importance d'une gestion rigoureuse du processus de déclassification. Il a évoqué des documents clés, comme un mémo d'Arthur Schlesinger à JFK après la Baie des Cochons, qui reste encore en grande partie censuré. Pour lui, si ce document n'est pas rendu public, « *tout cela n'est qu'une plaisanterie* ».
Dans un contexte où la confiance du public envers les institutions est cruciale, Jefferson Morley insiste sur la nécessité d'une divulgation totale. « *La loi est très claire* », affirme-t-il, « *et cette information doit être rendue publique dans son intégralité* ». Il appelle à une vigilance accrue pour que les promesses de transparence ne restent pas lettre morte.
Les assassinats de Martin Luther King et Robert F. Kennedy, sont aussi évoqués étant donné les similitudes dans l'opacité du traitement des dossiers par les agences. Pour Jefferson Morley, « *une réévaluation de ses affaires à la lumière des nouveaux documents* » est nécessaire.

D'après Jefferson Morley, *les récentes directives du président Trump pourraient faciliter l'émergence de dénonciateurs.* Il encourage ceux qui détiennent des informations classifiées à se manifester, soulignant que « *le décret du président Trump réduit le risque de parler de choses classifiées* ».
Dans l'attente, Jefferson Morley continue de mener sa croisade pour la vérité. Seule une transparence totale peut apaiser les soupçons et restaurer la confiance du public dans ses institutions. Un droit moral absolu et un droit légal de savoir existent. Il est résolu à poursuivre avec conviction son combat jusqu'à ce que la lumière soit faite sur l'un des épisodes les plus controversés de l'histoire américaine.

FRANCE-SOIR
Publié le 31 janvier 2025

La fracture entre les Français, le Président Macron et son gouvernement est vraiment consommée, confirme un sondage exclusif



La fracture entre les Français, le gouvernement et le Président Macron est consommée, confirme un sondage exclusif – Partie I © France-Soir, IA

80 % des personnes interrogées estiment que les politiques n'agissent pas dans leur intérêt, 61 % qu'Emmanuel Macron doit démissionner : la fracture entre les Français, le gouvernement et le Président Macron est consommée, confirme un sondage exclusif – Partie I

France-Soir et l'association BonSens.org ont commandé un grand sondage sur la situation nationale en France et sur la place de la France à l'international. Cette enquête fait suite à celle du 14 octobre 2024 qui avait consacré la perte de confiance dans la politique menée par Emmanuel Macron (rappel, seuls 6 % pensaient qu'il menait le pays dans la bonne direction). Depuis octobre, un grand nombre de changements ont eu lieu dans le monde avec l'élection de Donald Trump, 47e président des États-Unis et les nombreux décrets qu'il a signés dès sa prise de fonction, et côté français avec François Bayrou nommé premier ministre après la censure du gouvernement Barnier.
Les résultats sont rapportés en trois parties. La première partie porte sur l'état du pays et de la politique menée par le Président, la deuxième sur l'évaluation des actions du gouvernement et la troisième sur le rayonnement de la France à l'international
L'enquête a été conduite le 16 janvier 2025 sur un échantillon représentatif de 1 200 Français. En temps normal, les sondages utilisent des échantillons de 1 000 personnes répartis selon la *méthode des quotas*, cependant augmenter le nombre de personnes interrogées permet des analyses bien plus fines. Le sondage a été mené par la société MISGroup.

Les résultats principaux

- La *situation des Français s'est aggravée pour 41 %* d'entre eux au cours des six derniers mois. 51 % estiment que ce qui pèse le plus est l'augmentation des prix de l'alimentaire devant le prix de l'énergie électrique pour 38 %. Emmanuel Macron et son gouvernement *sont tenus pour responsables par 71 %.*
- D'ailleurs, pour *66 %, Emmanuel Macron mène le pays dans la mauvaise direction.*
- *80 % estiment que le gouvernement n'agit pas dans l'intérêt des Français et 76 % n'ont pas confiance dans le gouvernement.* 78 % estiment que le gouvernement Bayrou ne changera rien.
- Pour 60 % *aucune personnalité n'incarne un futur positif* pour la France. La montée du RN lors des élections législatives ne préoccupe plus que 39 % de la population et 53 % ne s'estimaient pas catastrophés lors du résultat des législatives. D'ailleurs le RN ne semble plus faire peur. En effet, ils sont

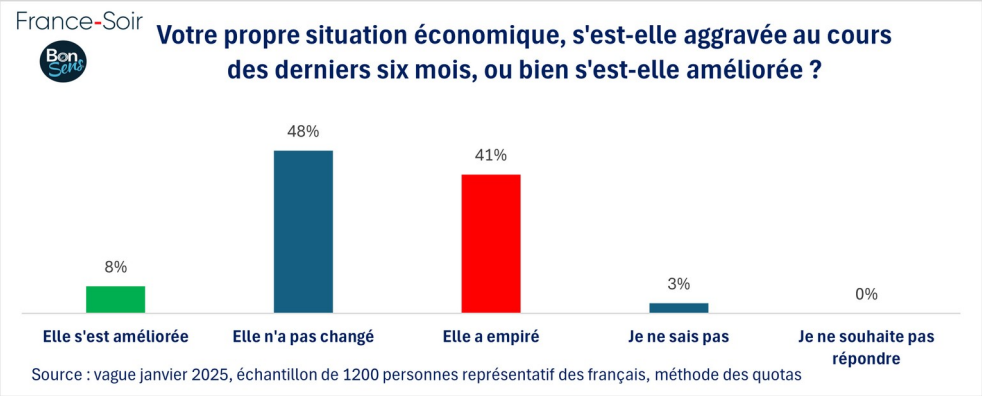
désormais 37 % à penser que seul le RN au pouvoir pourrait réellement améliorer la vie des citoyens alors qu'ils sont à peine 10 % à penser cela pour l'extrême gauche et LFI.

- Pour *61 % Emmanuel Macron doit démissionner* dans les prochains mois ou au plus vite.
- Une majorité répondent positivement à diverses propositions de référendum, ou le oui l'emporte plus que le non sur un véritable renouveau dans le paysage politique, avec volonté que les personnes ayant joué un rôle dans l'actuelle République ne puissent plus y participer directement. Ils sont *61 % à vouloir que la France se dote d'une constitution qui garantit un contrôle plus direct,* et effectif, des élus et hauts fonctionnaires qui les rendraient révocables à tout moment. Enfin, 50 % veulent un conseil de transition composé de citoyens et professionnels démocratiquement élus qui prendra les mesures nécessaires afin d'éviter une mise sous tutelle par les créanciers de la France.
- *47 %* estiment que *l'affaire Brigitte Macron prend des proportions trop importantes.* Cependant, *57 %* jugent qu'il serait très grave que le président Macron ait menti aux citoyens sur la véritable identité de Brigitte Macron. Et 47 % évaluent qu'un professeur qui a eu des relations intimes avec un élève de plus de vingt-ans son cadet ne doit pas pouvoir continuer d'enseigner ou doit être dénoncé par le Rectorat et les parents aux services judiciaires afin qu'une enquête soit menée.

Sur la situation des Français

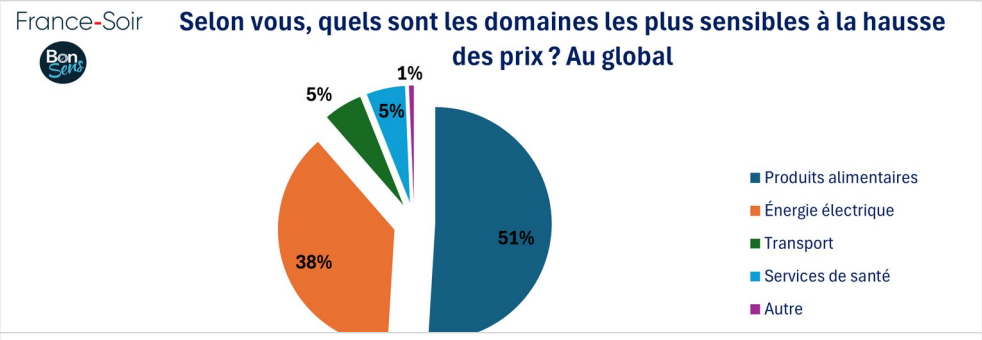
L'objectif primaire de ce sondage est de comprendre la perception des Français sur la situation et la réponse des politiques à cette situation. Sont-ils à la hauteur ? Prennent-ils les bonnes décisions ?

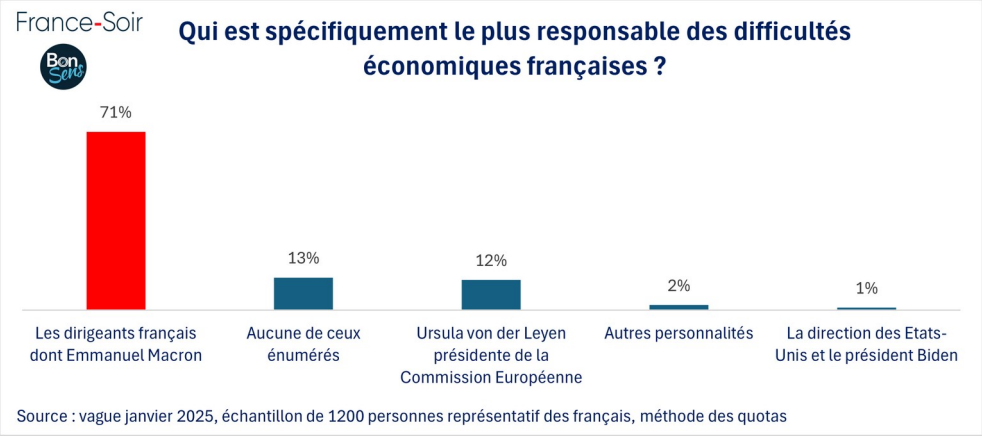
41 % jugent que leur situation personnelle économique a empiré au cours des six derniers mois alors qu'elle ne s'est améliorée que pour seulement 8 %. Une situation inchangée depuis la vague d'octobre 2024.



Pour 51 %, les produits alimentaires et pour 38 % l'énergie électrique sont les domaines les plus sensibles à la hausse des prix ces derniers mois, résultats inchangés depuis la vague précédente.

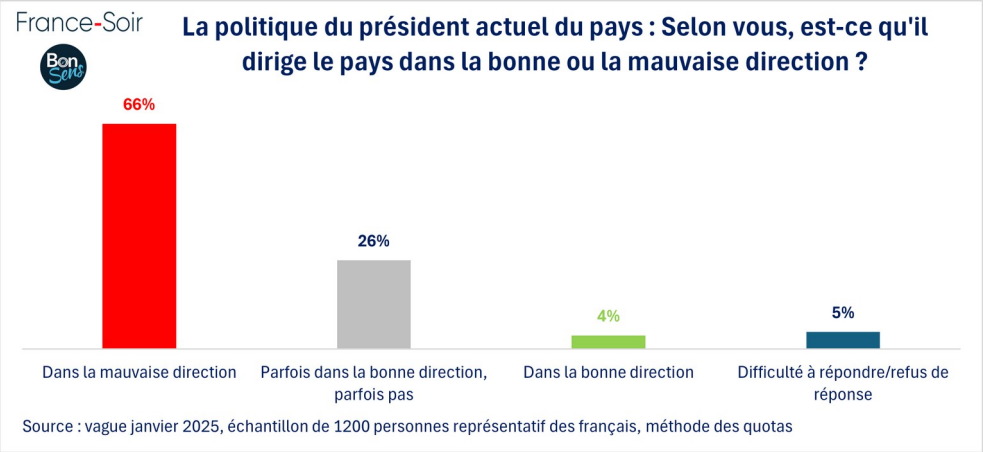
71 % tiennent Emmanuel Macron et le gouvernement français responsables des difficultés économiques françaises, loin devant Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, dont le score à 12 % augmente de manière significative par rapport au 6 % de la vague d'octobre 2024.



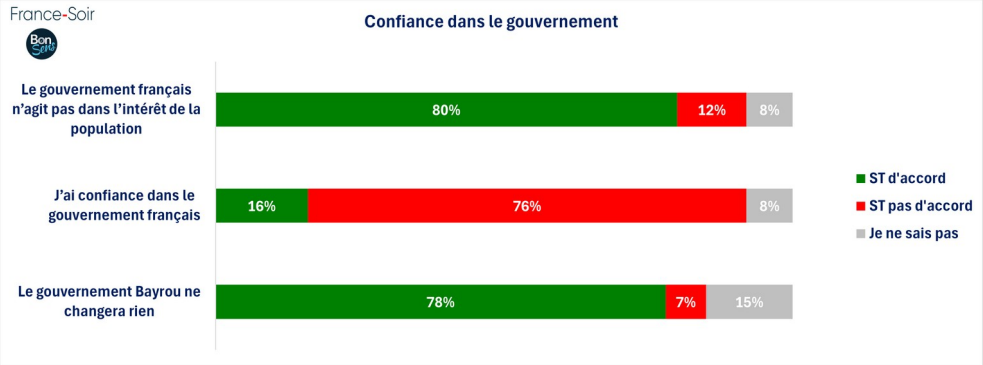


Et, la confiance

Ceci se traduit par le fait que *66 % pensent qu'Emmanuel Macron mène le pays dans la mauvaise direction*. L'évaluation s'est encore dégradée en l'espace de 3 mois avec une augmentation significative depuis octobre 2024 (59 %). À l'opposé, ils sont une ultra minorité (4 %) qui pensent encore qu'Emmanuel Macron mène le pays dans la bonne direction ? *Le séisme politique observé en octobre se confirme et s'accentue en quelques mois.*



La perte de confiance s'étend au gouvernement puisqu'une très grande majorité des Français (80 %) *pense que le gouvernement n'agit pas dans l'intérêt de la population.* En trois mois, la confiance dans le gouvernement chute de manière significative avec 76 % qui n'ont pas confiance alors qu'ils étaient 57 % en octobre 2024. Et, le gouvernement Bayrou en deux mois fait même moins bien que celui de son prédécesseur Barnier avec 78 % qui pensent que le gouvernement Bayrou ne changera rien tandis qu'ils étaient 58 % à penser que le gouvernement Barnier ne changerait rien !



[...]

BONSENS.ORG ET FRANCE-SOIR
Publié le 26 janvier 2025

« Populiste » ou « populaire » ?

Réflexions sur les résultats électoraux américain et français de 2024 et sur la déconnexion croissante entre l'espace médiatique et la vie réelle

Introduction

« Ce divorce manifeste doit interroger un décalage qui s'accuse entre une profession journalistique largement parisienne, très homogène au plan social et politique et, partant, de plus en plus coupée de son public. Les rédactions et leurs responsables n'échapperont pas à une remise en cause.
L'univers médiatique (…) se réfugie-t-il dans une stigmatisation militante des extrêmes au lieu de prendre en compte les maux qu'ils manifestent ?
Choisit-il l'ivresse du maniement des statistiques à la description des réalités de terrain ? Enfin, les médias sont-ils le ferment ou le miroir de l'atomisation d'une société désormais incapable de se rejoindre même sur l'actualité ? » (M. Baudriller, « médias : pourquoi les Français n'y croient plus », Challenges, 4 janvier 2019).

En France, le baromètre Kandar/La Croix interroge année après année la confiance des citoyens envers les médias. En 2023 (dernière édition publiée), les interrogés ne sont que 25 % à estimer que les journalistes sont « indépendants des pressions des partis politiques et du pouvoir » et 23 % à estimer qu'ils sont « indépendants des pressions de l'argent » (Kandar, La Croix, 2023, 17). Dans le même sondage de 2023, les interrogés indiquent également qu'ils auraient préféré qu'on leur parle moins des émeutes en banlieues et de la guerre en Ukraine, et par contre davantage de la question de la fin de vie et de la dégradation des services publics, qu'on leur parle davantage des réalités de leur vie quotidienne en somme. Surgit alors une hypothèse : tandis que les médias sont omniprésents dans la vie quotidienne des citoyens, contribuant largement à orienter leurs émotions et leurs raisonnements, le contenu des « informations » qu'ils véhiculent ne serait-il pas de plus en plus éloigné de la vie réelle des mêmes citoyens ? L'incapacité des journalistes, et de la plupart des commentateurs qu'ils sollicitent, à penser les succès électoraux de l'extrême droite en France comme la récente élection de Donald Trump aux Etats-Unis, invite à approfondir l'hypothèse.

Les médias français en campagne électorale

En France comme un peu partout en Occident, force est de constater que les médias n'ont pas rendu compte avec neutralité de la campagne électorale américaine, ils ont au contraire fait campagne contre le Républicain Donald Trump et pour son opposante Démocrate finale (Kamala Harris). Après avoir d'abord exalté le « bilan reluisant » de Biden (Le Monde, 7 mars 2024) et ses « résultats excellents » (L'Express, 19 février 2024), lorsque c'était encore le candidat Démocrate, ils ont simplement troqué un nom pour un autre et dressé ensuite un tableau idyllique de Mme Harris, une femme « charismatique », « chaleureuse » et « connaissant très bien les dossiers » (Ouest France, 26 octobre 2024), allant jusqu'à publier à son crédit des « déclarations d'amour » (Slate, 26 juillet 2024). En retour, les mêmes médias diabolisaient M. Trump, allant jusqu'à prédire à la veille des élections « le chaos » (L'Express, 5 novembre 2024). Ils s'offusquaient et dénonçaient également le soutien du milliardaire Elon Musk, fortement mis en scène par l'équipe de campagne de Trump, sans s'apercevoir que, dans le même temps, un autre milliardaire extrêmement influent, Bill Gates, faisait un don de 50 millions de dollars à l'ONG organisant la campagne de Harris (Forbes, 23 octobre 2024). Au classement du nombre de « grands donateurs » soutenant les deux candidats, Harris bat du reste Trump haut la main, bénéficiant notamment du soutien financier de la Silicon Valley, ce qui n'est pas nouveau (Nardon, 2018, 184-186). Et tout ceci n'est pas une surprise au regard tant de l'évolution de la société américaine que de celle de sa classe politique. Le divorce entre les élites démocrates et les milieux populaires date au moins des années 1990 (les « années Clinton »), de même que leur rapprochement d'avec les milieux d'affaires et le monde de la finance (Franck, 2013 ; 2018)[1]. Naomi Klein (2024) le résume à sa façon : « Le Parti démocrate est perçu comme plus élitiste que le Parti républicain (…). Elon Musk échange avec les utilisateurs de Twitter, alors que les riches démocrates ne parlent à personne en dehors de leurs cercles. En 2016, j'ai écrit que le Parti démocrate ressemble à une fête à laquelle vous n'avez pas été invité. C'est une super élite qui a mis en scène un spectacle et pensait que les travailleurs s'y joindraient. Mais les gens se sentaient insultés et exclus. C'est ainsi qu'ils ont élu Trump ». Raison pour laquelle

1 Le parallèle s'entrevoit aisément avec le Parti socialiste français.

elle appelle du reste la gauche politique et intellectuelle à se réapproprier le concept de « populisme » pour s'adresser de nouveau aux classes populaires.
L'aveuglement journalistique devrait être mis à l'épreuve du réel. « Kamala arrive, Donald tremble », titrait Libération à la Une et en énormes caractères le 22 août 2024. Et L'Express d'annoncer quelques jours plus tard la forte probabilité d'un « raz-de-marée » dans les urnes, Mme Harris s'apprêtant à « remporter tous les swing states ». Or elle les a tous perdus, Trump remportant largement la victoire et donnant également une majorité aux Républicains tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat américains. Enfin, constatons que le fait que le vote des citoyens américains démente leurs analyses n'amène pas les journalistes à davantage de prudence et de retenue dans leurs jugements et leurs interprétations. On pourrait même parler d'une radicalisation du discours journalistique. Le 17 novembre 2024, le journal Le Monde annonçait purement et simplement « le retour du fascisme en Occident ». En cela, il ne faisait pas une analyse mais encore de la politique, reprenant à son compte un thème de fin de campagne de Mme Harris, ainsi que certains journalistes conservateurs l'ont rapidement repéré[2]. Ainsi la quasi-totalité de la presse n'a pas informé sur l'élection américaine, elle a en réalité fait campagne sur cette élection, s'auto-persuadant que Trump ne pouvait pas gagner parce qu'il ne devait pas gagner.

Une autre approche

À distance de ces partis-pris déformant le réel, nous proposons dans cet article d'examiner d'abord les résultats des sondages « sortie des urnes » renseignant sur le profil socio-démographique et sur les motivations des électeurs, en comparant l'élection de Trump en novembre 2024 avec les succès électoraux du Rassemblement National en France quelques mois plus tôt (1). Nous discuterons ensuite la notion de « populisme », principal concept utilisé dans la sphère médiatico-politique occidentale pour stigmatiser les oppositions populaires aux gouvernements néo-libéraux, et nous nous demanderons dans quelle mesure cette attitude d'une partie des « élites » relève d'une forme de ce que Jacques Rancière appelle la « haine de la démocratie » (2). Au passage, nous montrerons que l'usage stigmatisant du concept de « populisme » est symétrique de celui de « complotisme » dans l'analyse de la crise du Covid.
Dans les deux cas, il s'agit de concepts-écrans rabougrissant la pensée au lieu de la stimuler.
Enfin, en prenant l'exemple de la santé publique dans le programme et les premières décisions de Trump, nous questionnerons l'incapacité des journalistes (et de la plupart des autres animateurs du débat public, y compris nombre d'intellectuels) à penser la captation oligarchique et capitalistique du jeu démocratique par les élites néo-libérales dans nos sociétés (3).

Les bases populaires des succès de Trump aux États-Unis et du Rassemblement National en France

Quels que soient les émotions qu'éveillent dans nos cœurs et nos esprits tel ou tel aspect des discours politiques (par exemple le racisme), le rôle des intellectuels n'est pas de se soulager ou de chercher à se distinguer dans et par la dénonciation, mais d'essayer de comprendre le réel, c'est-à-dire d'en rendre compte. Et pour y parvenir, il faut regarder les choses de façon froide, sans émotion, en sociologie électorale comme partout ailleurs en sciences humaines et sociales. Au demeurant, ceci n'empêche pas de contribuer par ailleurs à la lutte contre le racisme et la xénophobie en montrant, grâce aux recherches en sciences sociales, que ce racisme et cette xénophobie reposent sur des interprétations erronées et des connaissances tronquées au regard tant de l'histoire que de l'état actuel de la société française (Mucchielli, 2020).

1.1. États-Unis d'Amérique, présidentielle 2024

En 2024 comme en 2016 et en 2020, les trois principales chaînes de télévisions américaines ainsi que 90% de la presse écrite ont exprimé leur préférence pour Kamala Harris et parfois fait activement campagne pour elle. Au demeurant, la quasi-totalité des médias occidentaux ont adopté une attitude identique. On peut même parler d'une diabolisation de la figure de Trump, ce qui a pour effet de détourner la réflexion des causes (les motivations des plus de 150 millions de citoyens-électeurs, ce qui devrait être l'essentiel) vers la conséquence (la personnalité du candidat élu, ce qui devrait rester secondaire). Une telle fascination pour une personnalité individuelle ne saurait permette de faire une bonne analyse des résultats de cette élection du point de vue des sciences sociales[3]. Certes, l'électorat de Trump 1) est un peu plus masculin (55 % des hommes ont voté pour Trump, 53 % des femmes pour Harris), 2) est un peu plus âgé (il domine net-

2 R. Dreher, « Kamala Harris Hires Hitler in His 'Second Career' », The European Conservative, 24 octobre 2024.

3 Les sources sont les gros sondages (de 10 à 100 000 personnes interrogées selon les instituts de sondages)

tement chez les 45-64 ans qui représentent 35 % des votants), 3) est surtout le fait de « Blancs » : 57 % d'entre eux ont voté pour Trump, tandis que 86 % des « Noirs » ont voté pour Harris, la différence était faible dans les autres « groupes raciaux » (c'est le vocabulaire administratif étatsunien). Ces trois premiers constats supportent la plupart des commentaires lus et entendus après les élections (par exemple Fassin [2024]), sans doute parce qu'ils permettent d'amalgamer les électeurs et le candidat à travers la représentation négative du vieil homme blanc raciste. Dans les médias, fleurissent ainsi les articles dénonçant le « masculinisme », comme si c'était là le cœur de l'explication.

Cette analyse a beau être à la mode, elle nous semble particulièrement réductrice. Elle tend d'abord à essentialiser ce qui ne sont en réalité que des tendances statistiques et des dominances relatives (les écarts sont rarement spectaculaires), en raisonnant de surcroît sur des moyennes générales qui simplifient abusivement le réel. Par exemple, si le groupe constitué par l'ensemble des « femmes » a bien voté davantage pour Harris, le sous-groupe constitué par les « femmes blanches » a voté majoritairement pour Trump, ce qui dément l'explication principale par le genre. De même, le fait que 90 % du sous-groupe « femmes noires » ait préféré Harris dit clairement que le genre n'est pas la seule variable en jeu. À vrai dire, à l'examen de l'ensemble des données de sondages, la variable « groupe racial » paraît nettement plus forte (c'est de toute évidence une « variable lourde » aurait dit Paul Lazarsfeld) que celle du genre. Ensuite cette analyse occulte les dimensions socio-économiques de ces élections, pourtant bien visibles dans les mêmes sondages.

Constatons d'abord que l'ancienne opposition entre Démocrates et Républicains selon le niveau de diplôme s'est inversée au cours des trente dernières années. En 2024, les électeurs titulaires de l'équivalent d'un Bac + 3 ont à 56 % pour Harris tandis que les autres ont voté pour Trump dans la même proportion, l'écart étant beaucoup plus important sur les électeurs sans diplôme. Le critère du diplôme « pèse » donc autant sinon plus que celui du genre.

Ensuite, le critère du revenu monétaire confirme celui du niveau de diplôme. Tandis que Trump et Harris font à peu près jeu égal chez les moins fortunés, Trump arrive en tête dans les fractions supérieures des classes populaires et dans les classes moyennes, tandis que les citoyens les plus riches ont voté davantage pour Harris (51 % contre 47 lorsque les électeurs gagnent au moins 100 000 dollars par an). Enfin, cette opposition se traduit aussi spatialement, avec des écarts là encore bien plus importants que ceux du genre : Trump a fait de meilleurs scores dans les zones rurales (64 % contre 34 %) et les petites et moyennes villes (51 % contre 47), quand Harris a fait de meilleurs scores dans les grandes villes 60 % contre 38).

Toutes ces tendances étaient déjà marquées à des degrés divers lors des élections de 2016 et de 2020, mais elles se sont accentuées en 2024, du fait notamment du contexte économique. La présidence Biden a en effet été marquée notamment par une très forte inflation[4] liée aux énormes dépenses publiques décidées à l'occasion de la crise du Covid puis de la guerre en Ukraine. Et cette inflation a été vécue très différemment dans la société américaine, pénalisant les bas salaires tandis que les catégories les plus riches augmentaient au contraire leurs revenus ou leurs bénéfices (pour les entreprises et leurs actionnaires) ainsi que leur consommation. Et cet enjeu socio-économique (la paupérisation accrue d'une partie de la population, l'accroissement des inégalités) était quasiment aussi important que celui de l'immigration pour les électeurs de Trump, très loin devant celui de l'avortement sur lesquels se sont pourtant focalisés ses critiques. Tandis que 41% des électeurs de Harris considéraient que leur situation était meilleure que quatre ans auparavant et 43 % qu'elle était à peu près la même, 76 % des électeurs de Trump considéraient que leur situation économique s'était au contraire dégradée. Et sur la dernière année précédant l'élection, 76 % électeurs de Trump estimaient que l'inflation leur a causé de graves difficultés lorsque la même proportion (78 %) des électeurs de Harris déclarent au contraire que l'inflation ne les a pas handicapés. Les écarts sont ici énormes.

Autres données de sondage impressionnantes (toujours bien plus que les critères démographiques) : tandis que 70 % des électeurs de Trump pensent que l'économie américaine va mal, plus de 90 % des électeurs de Harris pensent au contraire qu'elle va bien ; et tandis que 58 % des électeurs de Harris pensent que « les meilleurs jours de l'Amérique » sont à venir, 67 % des électeurs de Trump pensent le contraire.

Enfin, notons que les électeurs de Harris ont beaucoup plus souvent voté contre Trump (plutôt que pour elle) que l'inverse, que Trump est perçu massivement comme pouvant impulser de véritables changements de gouvernance, tout en étant également considéré comme une personne qui n'a pas un bon jugement (qui se trompe souvent par exemple) et enfin que Trump a capté la grande majorité des électorats protestant et

réalisée à la sortie des bureaux de vote et mis en ligne sur les sites Internet des journaux et des télévisions. Dans les commentaires, nous utilisons notamment eux accessible sur le site de CNN.
https://edition.cnn.com/election/2024/exit-polls/national-results/general/president/0 et du Washington Post : https://www.washingtonpost.com/elections/interactive/2024/exit-polls-2024-election

4 Il faudrait pouvoir accéder aux bases de données et les analyser « toutes choses égales par ailleurs ».

catholique là où Harris fait son meilleur score (71 %) chez les Sans religion. Pour toutes ces raisons, le vote Trump apparaît donc comme un vote de conviction, moins par enthousiasme débridé pour la personne que par adhésion à sa promesse de rupture d'avec la politique des élites néo-libérales et à son conservatisme à tous points de vue (Araud, 2020). On ne saurait le comprendre si l'on escamote l'analyse des raisons socio-économiques mais aussi culturelles du rejet des « élites hédonistes libérales-libertaires » par les « gens ordinaires » comme nous en avait prévenu Christopher Lasch (1996) il y a trente ans.

1.2. France, Législatives 2024

En France, l'année 2024 a été marquée par deux élections (européennes et législatives) qui ont placé en tête le Rassemblement National. Aux élections législatives de juin 2024 (survenant après la dissolution-surprise décidée par E. Macron), un tiers des électeurs a voté pour un candidat RN ou allié, soit presque deux fois qu'en 2022, l'élection étant marquée par une forte mobilisation des électeurs (67 % de participation). Pour découvrir quelques raisons[5] de ce vote et filer la comparaison avec la situation américaine, observons les résultats de l'enquête Ipsos Talan (Ipsos, 2024a et b). On y comparera également les résultats du RN, arrivé en tête, et ceux de la deuxième force politique issue de ce scrutin, la coalition de gauche qui a pris le nom de Nouveau Parti Populaire (NPF), censée défendre les intérêts des milieux populaires.

D'emblée, on observe que, comme aux États-Unis, la différence hommes/femmes est en train de disparaître, 4 points seulement séparant leurs votes. Cette différence avait déjà disparu lors de l'élection présidentielle de 2017 (Amengay et al., 2017). Redisons-le clairement, les commentaires déjà évoqués faisant du genre une variable clef du vote dit « populiste » ne sont pas ancrées dans la réalité.

Constatons d'abord que le RN arrive en tête chez les ouvriers (57 % versus 21), les employés (44 % versus 30) et les retraités (surtout ceux des classes populaires où le RN fait le double du score du NPF : 36 % contre 18), tandis que le NPF le domine au contraire dans les professions intermédiaires (35 % contre 31) et surtout chez les cadres (34 % contre 21). La même opposition se constate ensuite sur le critère du niveau de diplôme. Tandis que ce sont les plus diplômés (Bac + 3 et plus) qui ont voté pour le NFP (37 % contre 22), tous les autres ont voté beaucoup plus pour le RN, la différence maximale s'observant chez les personnes n'ayant aucun diplôme ou un diplôme inférieur au Bac, avec là encore un écart du simple au triple (49 % des électeurs sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au Bac ont voté pour le RN, contre 17 % au NPF).

Comme avec l'électorat de Trump aux USA, on constate qu'en France les personnes déclarant avoir des difficultés financières orientent massivement leurs votes sur le RN (46 % des électeurs du RN déclarent « vivre sur ses économies ou à crédit », contre 29 au NPF) tandis que celles qui parviennent au contraire à « mettre de l'argent de côté » chaque mois ont voté beaucoup plus pour le NPF. De même, à la question « Êtes-vous satisfait de votre vie ? », la moitié des répondants qui déclarent non voteront RN, contre un quart au NFP, les macronistes et la droite traditionnelle voyant leurs électeurs au contraire très majoritairement satisfaits de leurs vies. Rappelons ici que, comme aux États-Unis, la France a connu une forte hausse de l'inflation (+ 5 % en 2022-2023) à la suite de la gestion politique de la crise du Covid puis du soutien financier massif apporté à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. Et rappelons que cette inflation, qui concerne en particulier les prix de l'énergie et de l'alimentation (deux besoins de base qui occupent une place très importante dans le budget des classes populaires), cumulée à la politique fiscale du gouvernement, a entraîné une perte de niveau de vie chez les ménages les plus modestes (Abdouni et al., 2024 ; Berr et al., 2024). Il n'est donc pas surprenant que, comme aux États-Unis, la question du pouvoir d'achat ait été une forte motivation des électeurs, quasiment aussi importante à leurs yeux que celle de l'immigration, et nettement plus forte que pour les électeurs des autres principales formations politiques en compétition.[6]

Comme l'électorat de Trump aux USA, le vote français en faveur du RN est le plus fort en milieu rural et dans les petites et moyennes villes, tandis que le vote en faveur du NPF est supérieur dans les villes de plus de 200 000 habitants.

Enfin, il apparaît que le vote pour le RN est davantage un vote de conviction. C'est le vote que l'on pourrait dire le plus résolu, le sondage demandant depuis quand le choix du vote a été pris et les électeurs du RN s'avérant être les moins volatiles. En outre, les électeurs évoquant souvent un sentiment de « dépossession culturelle » (Faury, 2024), leur vote est peut-être à rapprocher du rôle des convictions religieuses, les croyants (surtout catholiques, mais même pour les autres religions) votant beaucoup plus pour le RN alors que le NPF domine au contraire chez les Sans religion. L'importance de cette variable religieuse est un constat classique en sociologie électorale (Dargent, 2004).

5 « Les inégalités se sont aggravées aux États-Unis avec l'inflation », Les Échos, 25 octobre 2024.

6 Réalisée pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat du 27 au 28 juin 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 10 286 personnes inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus.

Il est temps de conclure cette première partie de l'analyse. En 2024, l'élection de Trump à la présidentielle américaine, comme le succès du RN aux législatives françaises, sont la conséquence d'un vote qui, d'une part est largement populaire au sens de classes populaires (ouvriers, employés, petites classes moyennes, retraités de ces professions) qui ont le sentiment de vivre de plus en plus difficilement, d'autre part est un vote de conviction (un « désir de politique » dit Rouban [2024]) en faveur de personnes perçues comme pouvant réellement changer un ordre des choses, un « système », au terme duquel les élites économico-médiatico-politiques sont perçues au mieux comme de simples « beaux parleurs » mis là pour le décorum, au pire comme agissant en fonction de leurs propres intérêts et non de ceux de la majorité de la population (Fourquet, 2019). Pour simplifier, on peut dire que c'est un vote populaire de rejet des oligarchies. En France, au-delà de la séquence politique de court terme ouverte en 2017 par l'élection puis la rapide détestation d'E. Macron, ce rejet s'enracine plus profondément dans des sentiments de relégation et d'abandon des milieux populaires, conséquence de l'histoire de la gauche politique française depuis le « tournant de la rigueur » en 1983 ainsi que des nouvelles et fortes inégalités socio-économiques et géographiques structurant le territoire national et déterminant de nouveaux rapports entre les centres et les périphéries (Guilluy, 2014 ; Crépon et al., 2015), le tout médié notamment par la nouvelle variable qu'est le prix du logement au mètre carré déterminant « la valeur et la désirabilité du lieu de résidence des individus », ce que Fourquet et Manternach (2024) proposent d'appeler le « capital résidentiel ». Cette nouvelle ligne de fracture sociale, qui creuse silencieusement les inégalités en France depuis plusieurs décennies, a longtemps été occultée par la très médiatique « question des banlieues ».

2. La dégradation du « populaire » en « populisme » dans le langage des élites politico-médiatiques

Aux États-Unis, en France, en Europe, et finalement un peu partout dans le monde, le spectre du « populisme » apparaît dans la sphère politico-médiatique dès que se produit un mouvement social de grande ampleur contestant le pouvoir en place, et dès qu'un résultat électoral vient déstabiliser les élites néo-libérales au pouvoir. Derrière l'extension continue des usages de cette expression se cache pourtant le simplisme de sa signification. Si le « populisme » est une expression à la mode, il peine en réalité à trouver une définition.
Comme l'écrit Alexandre Dorna (1999) : « c'est une figure polymorphe, énigmatique, devenue utile parce que personne ne sait précisément ce qu'elle signifie en réalité », si ce n'est qu'elle procède d'une « désillusion démocratique » et d'une défiance envers les élites. Mais cette défiance est fondamentalement dégradée à travers une expression nourrie par la vieille représentation aristocratique d'un peuple ignorant et rebelle qui, au fond, ne veut pas rester à la place subordonnée qui serait naturellement la sienne (Cohen, 2010). Ainsi, le populisme, « c'est l'événement et le terme politique de tous les dangers et un alibi injurieux pour tous les bien-pensants : partis politiques, parlementaires, élites intellectuelles, puissances économiques et responsables du grand chambardement de la globalisation », dit encore Dorna (2005), ajoutant que « on peut s'interroger sur la pertinence du populisme comme issue possible aux blocages des sociétés en crise, dans lesquelles le pouvoir du peuple est confisqué par les élites technocratiques et la puissance managériale » (ibid.). Et de conclure : « En somme, replacé dans sa propre logique, le populisme a autant de légitimité doctrinale que les autres courants idéologiques institutionnels cramponnés au pouvoir. Qu'ils soient de gauche ou droite, les différences ont cessé d'exister. C'est en cela que le populisme offre, parfois d'une manière intuitive et peu systématique (lorsque le cadre républicain lui fait défaut), une alternative à l'hégémonie néolibérale, fondée sur la seule politique représentative d'une démocratie confisquée par les oligarchies au nom des majorités » (ibid.).
En France, les journalistes, les « éditocrates » (Chollet et al., 2009) ainsi que nombre d'intellectuels usent et abusent de cette expression déconsidérante à l'endroit aussi bien de l'extrême droite que de l'extrême gauche (Tarragoni, 2019). Ils en ont également usé et abusé à l'endroit du mouvement des Gilets jaunes (Mucchielli, 2023, 133-142). En ce sens, l'usage de la catégorie « populisme » est semblable à celle de « complotisme » (Lordon, 2017 ; Martin-Lagardette, 2021 ; Mucchielli, 2022b ; Green, Fazi, 2023). Il y a là une homologie structurale, aurait dit Bourdieu (1991). Toutes deux font désormais partie du répertoire politique contemporain sinon de l'insulte, du moins du propos méprisant, permettant d'afficher son appartenance au « camp du Bien ». Dès lors, il devient logiquement de plus en plus difficile de s'en extraire.
Pour revenir au « populisme », Pierre Rosanvallon (2011) nous invite à élever le niveau de la réflexion, à « avoir l'intelligence de son inquiétude, la science de son indignation et rejeter aussi bien le moralisme flou que le mépris hautain. Ne pas se limiter à une condamnation pavlovienne pour faire du mot 'populisme' un épouvantail qui ne serait pas théorisé, qui ne serait pas pensé. La question du populisme est en effet interne à celle de la démocratie. Ce n'est pas un parasitage extérieur, sa présence oblige à penser la démocratie

pour mieux l'accomplir ». Le principe est remarquable, la mise en œuvre un peu moins[7]. Pour lui, le populisme consisterait en effet : 1) à opposer la notion mythiquement homogène de « peuple » à celle d'« élites », 2) à rejeter la démocratie représentative au profit de la démocratie directe par référendum, 3) à ne penser la cohésion sociale qu'en termes identitaires, ce qui engendrerait fatalement la xénophobie. Or, il s'agit là aussi de simplifications abusives. Sur le premier point, l'opposition peuple/élites est par définition une représentation politique simplifiant la réalité d'une société toujours plus ou moins fragmentée. Le peuple est divers à bien des égards, et les élites aussi du reste. Charles Wright Mills y distinguait jadis trois cercles essentiels : la haute administration, les capitaines d'industrie et les militaires (Mills, 1969). Cette opposition n'en exprime pas moins une double réalité : d'abord le fait qu'une toute petite partie des citoyens prend les décisions collectives importantes qui s'imposent ensuite à tous les autres lors même que la plupart d'entre eux ne les ont pas souhaitées, ensuite le fait que cette toute petite partie des citoyens qui décident pour tous ont généralement des intérêts, des modes de vie et des représentations différents de la plupart des autres. Et il faut bien nommer cette double réalité, a fortiori si l'on souhaite en explorer les contours, les contenus et les mécanismes. L'opposition dominants/dominés, qui ouvre la recherche sur les mécanismes de cette domination, est par exemple au fondement de toute la sociologie de Pierre Bourdieu. Veut-on la jeter à la poubelle en la traitant de « populiste » ? Ce serait le meilleur moyen d'invisibiliser les questions sociales et démocratiques qu'elle pose, et que posent aussi à leur façon les révoltes populaires, qu'il s'agisse des émeutes urbaines ou d'un mouvement plus rural comme celui des Gilets Jaunes (Mucchielli, 2023a). Sur le deuxième point, Rosanvallon reproduit également la simplification qu'il critiquait. Certes, pour les leaders du mouvement des Gilets Jaunes, le RIC (référendum d'initiative citoyenne) sera une revendication centrale, ce qui semble lui donner raison rétrospectivement. Mais tel n'est pas le cas de la plupart des formations politiques généralement taxées de « populisme » de par le monde. Enfin, sur le troisième point, caractériser le « populisme » par une revendication identitaire menant à la xénophobie est pour le moins réducteur. Pour reprendre cet exemple récent, le mouvement des Gilets Jaunes a montré que les groupes de citoyens les plus actifs qui l'animaient se sont efforcés de dépasser tout clivage de type ethno-identitaire (qui aurait bien fait les affaires du pouvoir politique en place), de même qu'ils se sont défiés de toute récupération politique, que cette dernière provienne de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Apolitiques et primo-manifestants pour la plupart, les Gilets Jaunes cherchaient précisément à dépasser leurs divisions internes pour affirmer en retour leur point commun : « le rejet et la dénonciation des élites économiques, sociales et politiques » (Bendali et al., 2019).

Ainsi, tout comme celle de « complotisme » dans les polémiques occasionnées par la crise du Covid, la notion de « populisme » n'est pas une catégorie analytique. C'est en effet « une catégorie éminemment floue, aux usages multiples et contradictoires », « qui fonctionne autant comme épouvantail que comme principe de mobilisation ou catégorie d'analyse » (Ihl et al., 2003, 11). En réalité, le « populisme » est une catégorie normative, de type moralo-politique, stigmatisant la remise en cause de la légitimité des élites dominantes à travers un appel direct au peuple (Collowald, 2005 ; Tarragoni, 2019). Jacques Rancière (2011) l'a expliqué clairement à sa manière. Il a d'abord rappelé que c'était le discours dominant qui caractérisait le populisme par ces trois traits essentiels (que Rosanvallon reprenait pourtant d'emblée à son compte) : « un style d'interlocution qui s'adresse directement au peuple par-delà ses représentants et ses notables ; l'affirmation que gouvernements et élites dirigeantes se soucient de leurs propres intérêts plus que de la chose publique ; une rhétorique identitaire qui exprime la crainte et le rejet des étrangers ». Et Rancière (2011) de commenter : « Il est clair pourtant qu'aucune nécessité ne lie ces trois traits. Qu'il existe une entité appelée peuple qui est la source du pouvoir et l'interlocuteur prioritaire du discours politique, c'est la
conviction qui animait les orateurs républicains et socialistes d'antan. Il ne s'y lie aucune forme de sentiment raciste ou xénophobe. Que nos politiciens pensent à leur carrière plus qu'à l'avenir de leurs concitoyens et que nos gouvernants vivent en symbiose avec les représentants des grands intérêts financiers, il n'est besoin d'aucun démagogue pour le proclamer. La même presse qui dénonce les dérives 'populistes' nous en fournit jour après jour les témoignages les plus détaillés » (ibid.). L'essentiel de son analyse arrive : « la notion de populisme construit un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité – la puissance brute du grand nombre – et d'une incapacité – l'ignorance attribuée à ce même grand nombre. Pour cela, le troisième
trait, le racisme, est essentiel. Il s'agit de montrer à des démocrates toujours suspects d''angélisme', ce qu'est en vérité le peuple profond : une meute habitée par une pulsion primaire de rejet qui vise en même temps les gouvernants qu'elle déclare traîtres, faute de comprendre la complexité des mécanismes politiques, et les étrangers qu'elle redoute par attachement atavique à un cadre de vie menacé par l'évolution démographique, économique et sociale » (ibid.).

7 Du moins dans cet article, son livre récent (Rosanvallon, 2020) est beaucoup plus riche et problématisant, nous y reviendrons.

En définitive, le « populisme » apparaît comme l'épouvantail installé par le discours dominant pour mieux réduire au silence toute critique à son encontre : « peu importe à ceux qui en agitent le fantôme. L'essentiel, pour eux, est d'amalgamer l'idée même du peuple démocratique à l'image de la foule dangereuse. Et d'en tirer la conclusion que nous devons nous en remettre à ceux qui nous gouvernent et que toute contestation de leur légitimité et de leur intégrité est la porte ouverte aux totalitarismes. « Mieux vaut une république bananière qu'une France fasciste », disait un des plus sinistres slogans antilepénistes d'avril 2002.
Le battage actuel sur les dangers mortels du populisme vise à fonder en théorie l'idée que nous n'avons pas d'autre choix » (ibid.). Et il en va de même avec le prétendu danger mortel du complotisme. Le peuple est sot, le peuple est violent, le peuple est incivil, tel est le fond des rhétoriques anti-démocratiques qui fleurissent un peu partout en Occident depuis la chute du Mur de Berlin et qui invitent à privilégier au contraire « le gouvernement des experts », c'est-à-dire celui des élites néo-libérales détenant tant le capital économique que le pouvoir politique (Rancière, 2005)[8]. Or c'est bien cette captation oligarchique et capitalistique du jeu démocratique que les « populismes » remettent en question un peu partout en Occident et qui demeure largement impensée (Brown, 2018). À titre d'exemple, le hasard du calendrier a
fait coïncider l'élection américaine avec la publication de la traduction du livre de l'historien quantitativiste Peter Turchin, qui fait de la « surproduction d'élites », de leur « captation des richesses » et de l'accroissement des inégalités à tous points de vue qui en résulte l'explication principale du grand malaise actuel des démocraties occidentales (Turchin, 2024).

3. L'incapacité à penser la captation oligarchique et capitalistique du jeu démocratique. L'exemple de la santé publique.

Aux États-Unis, c'est donc Trump qui a été élu au terme d'une séquence politico-médiatique où la plupart des commentateurs se sont focalisés sur les questions de l'immigration et de l'avortement, parce que cela permettait d'enfermer le débat dans la dénonciation morale du racisme et du machisme. Or cette posture d'une part ne nous informe ni sur l'évolution de l'immigration et des rapports hommes/femmes dans la société américaine ni sur les motivations des dizaines de millions de citoyens ayant donné leur voix au candidat Trump, d'autre part occulte d'autres aspects de son programme politique qui méritent pourtant d'être analysés sérieusement. Ainsi en est-il de la question de la santé publique, où le (grand) écart entre le discours politico-médiatique dominant et la réalité est particulièrement marqué, et où la soumission des élites néo-libérales aux logiques du capitalisme financier est parmi les plus fortes.
Le 14 novembre 2024, Trump a nommé Robert Kennedy Jr Secrétaire d'État à la santé en déclarant : « Pendant trop longtemps, les Américains ont été écrasés par le complexe agroalimentaire et les sociétés pharmaceutiques qui se sont livrées à la tromperie et à la désinformation en matière de santé publique. La sécurité et la santé de tous les Américains sont le rôle le plus important de toute administration, et le [Secrétariat d'État à la Santé] jouera un rôle important en contribuant à garantir que tout le monde sera protégé des produits chimiques, polluants, pesticides, produits pharmaceutiques et additifs alimentaires nocifs qui ont contribué à la crise sanitaire écrasante dans ce pays. M. Kennedy ramènera ces agences aux traditions de la recherche scientifique de référence et aux lumières de la transparence, pour mettre fin à l'épidémie de maladies chroniques et pour rendre à l'Amérique sa grandeur et sa santé ». À quoi R. Kennedy a répondu en déclarant : « Ensemble, nous allons mettre un terme à la corruption, mettre un terme aux échanges entre l'industrie et le gouvernement et ramener nos agences de santé à leur riche tradition de référence scientifique fondée sur des preuves. Je fournirai aux Américains la transparence et l'accès à toutes les données afin qu'ils puissent faire des choix éclairés pour eux-mêmes et leurs familles ».
Comme l'on pouvait s'y attendre, cet événement a été accueilli par la presse dominante avec une peur et un mépris certains, à l'image du journal dit « de référence » (Le Monde) qui, reprenant en réalité une dépêche de l'AFP, titrait : « Donald Trump nomme l'antivax et conspirationniste Robert F. Kennedy Jr ministre de la santé » (14 novembre 2024). Nulle analyse de fond, et nulle retenue face à un avenir qui n'est pas encore écrit. Toute parole et toute action du nouveau dirigeant nommé est par avance discréditée, en recourant pour se faire à l'attaque ad personam. Même chose du côté du Figaro qui titrait : « Antivax notoire et conspirationniste : qui est Robert Kennedy Jr, nommé par Donald Trump au poste de ministre de la santé ? », et précisait dans le chapô : « La nomination de cet adepte de théories farfelues, à rebours de toutes les connaissances scientifiques établies, inquiète déjà beaucoup outre-Atlantique » (7 novembre 2024). La journaliste auteure de l'article (C. Thibert) est une habituée de cette figure de style. Elle joua, avec d'autres, un rôle non négligeable dans la diabolisation de Didier Raoult durant la crise du Covid (Muc-

8 C'est ainsi qu'un « fact checker » du journal Le Monde, William Audureau, nouvel expert auto-proclamé sur le sujet, en vient à déclarer que « le marxisme est un complotisme » dès lors qu'il oppose « le grand capital et le prolétariat » (France 5, « C l'hebdo », 31 octobre 2021).

chielli, 2022b, 2024a). La logique est toujours la même : tenter de discréditer par avance la personne, s'évitant ainsi d'avoir à penser les questions de fond qu'elle soulève.
Or ce sont bien ces questions de fond qui expliquent qu'un homme politique issu du camp démocrate (il s'était présenté contre Biden à la primaire) ait choisi (comme sa collègue Tulsi Gabbard) de rallier le camp de Trump, et que ce dernier lui ait fait confiance. Il n'y a dans tout cela rien de « farfelu » et surtout rien de vraiment surprenant. Car Kennedy, qui est avocat de métier, qui a travaillé pour une ONG environnementale pendant de longues années et qui est l'un des artisans du procès historique de Monsanto en 2018, connaît très bien les questions alimentaires et sanitaires. Sur la crise du Covid, il a publié trois livres particulièrement sourcés, traduits en Français (Kennedy, 2022 et 2024 ; Kennedy, Hooker, 2024), que les journalistes (et la plupart des intellectuels) se sont bien gardés de lire et de commenter. Kennedy y documente la calamiteuse gestion politico-sanitaire de la crise du Covid et l'ampleur des phénomènes de corruption suscités par les industries pharmaceutiques et les philanthrocapitalistes comme Bill Gates au sein du monde de la recherche biomédicale, au sein des agences publiques de régulation et jusqu'au sein des institutions internationales (OMS et UE). Et son analyse corrobore largement celle qu'ont faite de nombreux savants non-conformistes dans tous les pays (voir, en France, celle nous avons proposée avec un collectif de chercheurs et de médecins [Mucchielli, 2022a]), savants dont le point commun est d'avoir été lourdement ostracisés, censurés et invisibilisés dans les médias et sur les réseaux sociaux contrôlés par les géants du numérique (Liester, 2022 ; Shir-Raz et al., 2022 ; Mucchielli, 2022c).
La nomination de Kennedy n'est pas un acte politique isolé, c'est un symbole fort et qui s'accompagne d'autres nominations tout aussi significatives. Ainsi, c'est l'un de ces savants ostracisés et censurés durant la crise du Covid, le spécialiste de santé publique Jay Bhattacharya, professeur à l'université de Stanford, qui a été choisi par l'équipe de Trump pour occuper l'important poste de directeur des Instituts nationaux de la santé (NIH) (Washington Post, 27 novembre 2024). Bhattacharya est l'un des trois auteurs de la Déclaration de Great Barrington, en octobre 2020, qui critiquait fortement la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid, en particulier la dramatisation indue de la dangerosité de l'épidémie et la violence matérielle et psychologique des mesures de confinement pour les populations, prônant en retour une approche de protection ciblée sur les seules personnes vulnérables. La Déclaration a été signée par plusieurs centaines de milliers de médecins et de scientifiques de par le monde[9], dont le point commun est donc aussi d'avoir été intensément ostracisés et invisibilisés durant la crise, afin de faciliter la rhétorique des prétendus « consensus scientifiques » (Mucchielli, 2023b). Et ce n'est pas tout. Trump a également nommé Marty Makary à la tête de la grande agence sanitaire américaine (la Food and Drug Administration [FDA]). Makary est un autre grand spécialiste de santé publique, diplômé de Harvard, médecin et professeur à l'université John Hopkins, auteur d'un livre récent fustigeant la financiarisation du système de santé américain (Makary, 2019) et qui a également pris des positions critiques claires durant la crise du Covid, estimant notamment que le gouvernement américain avait répandu de nombreuses fausses informations, que l'immunité naturelle était bien supérieure à l'immunité vaccinale, qu'il était inutile et même contraire à leur intérêt d'obliger les enfants à porter des masques et à recevoir des injections de vaccins ARNm.
Encore une fois, ces nominations sont des actes politiques forts. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le British Medical Journal (BMJ), une des rares grandes revues dont les directeurs ont su garder leur intégrité et leur sens critique durant la crise du Covid, a publié un éditorial réclamant la « tolérance zéro » pour les conflits d'intérêts et la corruption qui minent les sciences médicales quelques jours après la nomination de Kennedy (Van Tulleken et al., 2024).
Le nouveau ministre de la Santé a en effet posé deux ambitions fondamentales dont l'avenir dira s'il parvient ou non à les mettre en œuvre et, si oui, avec quels résultats.
La première est de lutter de toutes ses forces contre les pratiques mercantiles des industries pharmaceutiques et la corruption qu'elles entretiennent dans les instances sanitaires chargée de définir et mettre en œuvre la santé publique. Et Kennedy ne se contente pas de généralités, il étaye des accusations précises contre des entreprises et des personnalités américaines et européennes. Est-ce un hasard si l'annonce de sa nomination a entraîné immédiatement une chute de la cote boursière des principaux industriels pharmaceutiques américains à commencer par Pfizer et Moderna (Les Échos, 15 novembre 2024) ? Serait-ce une simple « coïncidence », comme celle qui a vu le PDG de Pzifer, Albert Bourla, empocher 5,6 millions de dollars en revendant 60 % de ses actions du groupe le 9 novembre 2020, juste après le communiqué de presse annonçant que l'industriel avait réussi à mettre au point le vaccin prétendument « sûr et efficace » que le monde entier était censé attendre (CNN Business, 11 novembre 2020) ? N'y a-t-il aucune corruption à dénoncer lors que l'on constate par exemple que l'approvisionnement en vaccins anti-Covid d'un demi-milliard d'européens a été négocié par SMS privés entre la présidente de l'Union Européenne (UE) et le PDG de Pfizer, pour un montant d'environ 35 milliards d'euros, au mépris de toutes les procédures démo-

9 https://gbdeclaration.org/

cratiques et de toutes les règles déontologiques (Baldan, 2024) ? Peut-on ignorer les rapports officiels faisant état d'une corruption au sein de l'UE pouvant atteindre jusqu'à 1 000 milliards d'euros, soit plus de 6 % du PIB de l'Europe (Hafner et al., 2016) ?
Toutes ces questions fondamentales disparaissent dans « l'analyse » proposée par la presse française et par nombre d'intellectuels (ou réputés tels).
La seconde ambition majeure de Kennedy est d'enrayer la dégradation tendancielle de la santé générale des citoyens américains. Et ceci, à nouveau, correspond à une réalité massive.
L'augmentation continue de l'obésité et du diabète mais aussi des consommations de drogues et de médicaments, le terrible scandale des opioïdes et finalement le retournement historique de la courbe de l'espérance de vie à la naissance aux États-Unis (Barbieri, 2019), sont autant d'indices de l'importance de cet enjeu pour la population américaine (cf. Case et Deaton 14[2021] pour un aperçu en Français de ces problématiques et de cette bibliographie). Force est ainsi de constater une fois encore que les commentaires journalistiques français sont véritablement indigents au regard de l'importance des enjeux soulevés.

Conclusions

Qu'il s'agisse du mouvement des Gilets jaunes, des succès électoraux du RN en France et de Trump aux Etats-Unis (pour ne parler que de ces deux pays), mais aussi du « Non » français de 2005 lors du référendum sur l'adhésion au Traité de Lisbonne, du Brexit ou de la crise internationale du Covid, la même question problème revient sans cesse dans l'histoire contemporaine des démocraties occidentales. C'est la question des oligarchies, conceptualisée en sociologie politique dès le début du XXème siècle (Genieys, 2011). Le peuple (dans la diversité qui a toujours été la sienne) conteste les décisions des « élites » (elles-mêmes diverses) car il estime que ces dernières n'agissent pas en priorité dans l'intérêt général mais dans leur intérêt propre, ce dernier ayant toujours été l'accumulation du pouvoir et de la richesse (Winters, 2011). C'est la démocratie sans le peuple (Colliot-Thélène, 2011).
Le journaliste et écrivain Hervé Kempf a également résumé le problème : « Sommes-nous en dictature ? Non. Sommes-nous en démocratie ? Non plus. Les puissances d'argent ont acquis une influence démesurée, les grands médias sont contrôlés par les intérêts capitalistes, les lobbies décident des lois en coulisses, les libertés sont jour après jour entamées. Dans tous les pays occidentaux, la démocratie est attaquée par une caste. En réalité, nous sommes entrés dans un régime oligarchique, cette forme politique conçue par les Grecs anciens et qu'ont oubliée les politologues : la domination d'une petite classe de puissants qui discutent entre pairs et imposent ensuite leurs décisions à l'ensemble des citoyens » (Kempf, 2011). L'un des drames de cette évolution (il en est d'autres, chez les intellectuels notamment) est qu'elle a donc emporté le journalisme avec lui. Serge Halimi l'avait annoncé il y a plus de vingt ans : « En ne rencontrant que des 'décideurs', en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public » (Halimi, 2005). Jamais les journalistes n'ont autant revendiqué ce que Bourdieu (1996) appelait « le monopole de l'information légitime », jamais (sauf en temps de guerre [Delporte, 2006]) ils ne se sont autant crus investis du devoir d'éduquer le peuple (« sermonner le public plutôt que critiquer le pouvoir », écrit justement Sophie Eustache [2020]), et jamais ils n'ont été pourtant aussi éloignés de la description et donc de la compréhension de la vie quotidienne de ce même « peuple ».
Concluons. Les entreprises de presse sont de plus en plus dépendantes des financements des milliardaires qui les possèdent, des « partenariats » qu'elles créent avec les géants du numérique et, en France, des subventions de l'État. Les principes d'éthique professionnelle qui avaient conduit en 1971 à la rédaction de la Charte de Munich (neutralité, indépendance tant vis-à-vis des propriétaires des journaux que des pouvoirs publics, défense de la liberté d'information, d'expression, de commentaire et de critique, respect de la vie privée, rectification des erreurs…) sont en train de disparaître sous nos yeux. Le « journalisme d'information » s'est mué en un « journalisme de communication » (Leteinturier, 2014). Tout se passe même comme si la fonction des médias n'était plus de rendre compte des évolutions de nos sociétés en se tenant à distance des puissances politiques et financières, mais bien plutôt de relayer la vision du monde (jusqu'aux catégories même de pensée) et les intérêts des puissances en question, en se posant face aux citoyens comme « des petits directeurs de conscience », comme disait encore Bourdieu (1996). Elles seraient le camp du Bien luttant contre celui du Mal, elles seraient « les Lumières » luttant contre « l'obscurantisme », elles seraient les élites compétentes et éclairées luttant contre le « populisme » et le « complotisme », etcetera.
Il y a urgence à se déprendre de cette représentation de nos sociétés reposant sur un mépris social et un élitisme évidents, représentation qui conduit à considérer le peuple comme une masse d'idiots se précipitant pour élire de dangereux « leaders charismatiques », comme ils se précipiteraient pour adhérer à n'im-

porte quelle « fake news » et adopter n'importe quelle « théorie du complot », ce qui justifierait en retour la censure et la mise à l'index, ainsi que la crise du Covid l'a massivement illustré (Mucchielli, 2023b ; 2024b). À l'image des résultats électoraux américains et français de l'année 2024, cette vision du monde de type aristocratique[10] ne peut que se heurter tôt ou tard au mur du réel. On devrait même se demander dans quelle mesure elle ne précipite pas les évolutions qu'elle dénonce, en exacerbant les affects qui sous-tendent l'adhésion aux discours de rejet du « système » (Rosanvallon, 2020). Or c'est bien ce réel qu'il faudrait analyser sereinement si l'on souhaite comprendre les évolutions de nos sociétés et participer de façon constructive au débat démocratique. On ne saurait le faire qu'en sortant des postures d'indignation moralisatrices qui paralysent la réflexion et stérilisent le débat

[Texte rédigé en novembre 2024]

Laurent MUCCHIELLI (CNRS, France)
Sociologue, directeur de recherche au CNRS (Mesopolhis, UMR 7064, CNRS, Aix-Marseille Université et Sciences-Po Aix)
Article paru dans Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines, 2024, n°29, p. 102-119.

Références

Abdouni S., Buresi G., Delmas F. (2024), « En 2023, la hausse du niveau de vie couvre la moitié du surcoût lié à l'inflation pour les 20 % les plus modestes et plus de la totalité pour les 20 % les plus aisés », in France. Portrait social 2024, INSEE Références, p. 57-68.
Amengay A., Durovic A., Mayer N. (2017), « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », Revue française de science politique, 67 (6), p. 1067-1087.
Araud G. (2020), « Les électeurs de Trump », Pouvoirs, 172, p. 19-28.
Baldan F. (2024), UrsulaGates. La compromission par les lobbys, Bruxelles, Droits et Libertés.
Barbieri, M. (2019), « La baisse de l'espérance de vie aux États-Unis depuis 2014 », Population & Sociétés, 570 (9), p. 1-4.
Bendali Z., Challier R., Della Sudda M., Fillieule O. (2019), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », Politix. Revue des sciences sociales du politique, 128 (4), p. 143-177.
Berr E., Billot S., Marie J. (2024), Inflation. Qui perd ? Qui gagne ? Pourquoi ? Que faire ?, Paris, Seuil.
Bourdieu P. (1991), « Le champ littéraire », Actes de la recherche en sciences sociales, 89, p. 3-46.
Bourdieu P. (1996), Sur la télévision, Paris, Raison d'Agir.
Brown W. (2018), Défaire le Dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive, Paris, Éditions Amsterdam.
Case A., Deaton A. (2021), Morts de désespoir. L'avenir du capitalisme, Paris, Presses Universitaires de France.
Chollet M., Cyran O., Fontenelle S., Reymond M. (2009), Les éditocrates. Ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi, Paris, La Découverte.
Cohen D. (2010), La nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIIIe-XXIe siècles), Paris, Champ Vallon.
Colliot-Thélène C. (2011), La Démocratie sans « Demos », Paris, Presses Universitaires de France.
Collovald, A. (2005), « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », Hermès. La Revue, 42 (2), p. 154-160.
Crépon S., Dezé A., Mayer N., dir., (2015), Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique, Paris, Presses de Sciences-Po.
Dargent C. (2004), « La religion, encore et toujours », in Cautrès B., Mayer N. (dir.), Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 161-183.
Delporte C. (2006), « De la propagande à la communication politique. Le cas français », Le Débat, 133, 1, p. 30-47.
Dorna A. (1999), Le populisme, Paris, Presses Universitaires de France.

10 Qui n'est pas sans rappeler « cette certitude propre à une classe de monopoliser la définition culturelle de l'être humain et donc des hommes qui méritent pleinement d'être reconnus comme tels » (Grignon, Passeron, 1989, 32).

Dorna A. (2005), « Le populisme, une notion peuplée d'histoires particulières en quête d'un paradigme fédérateur », Amnis, 5 [en ligne].
Eustache S. (2020), « 'Désinfox', embarrassant miroir », Le Monde Diplomatique, n°172.
Fassin E. (2024), « Le vote masculiniste a fini par l'emporter sur le vote féministe », Le Monde, 12 novembre [en ligne].
Faury F. (2024), Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite, Paris, Seuil.
Fourquet J. (2019), L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée, Paris, Seuil.
Fourquet J., Manternach S. (2024), Comprendre la géographie du vote RN en 2024, Paris, Institut Terram.
Franck T. (2013), Pourquoi les pauvres votent à droite ?, Marseille Agone.
17Franck T. (2018), Pourquoi les riches votent à gauche ?, Marseille Agone.
Genieys W. (2011), Sociologie des élites, Paris, Armand Colin.
Green T., Fazi T. (2023), The Covid Consensus. The Global Assault on Democracy and the Poor. A critique from the Left, London, Hurst.
Grignon C., Passeron J.-C. (1989), Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et littérature, Paris, Seuil.
Guilluy C. (2014), La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires, Paris, Flammarion.
Hafner M. et al. (2016), The Cost of Non-Europe in the area of Organised Crime and Corruption. Annex II : Corruption, Strasbourg, European Parliamentary Research Service.
Halimi S. (2005), Les nouveaux chiens de garde, Paris, Liber-Raison d'Agir, 2ème éd.
Ihl O., Lardic J., Vial É. (2003), « Introduction », in Chêne J., Ihl O., Vial É., Waterlot G. (dir.), La tentation populiste au cœur de l'Europe, Paris, La Découverte, p. 9-23.
IPSOS (2024a), Sociologie des électorats et profil des abstentionnistes, Elections législatives, Paris, Ipsos [en ligne].
IPSOS (2024b), Elections législatives 2024. Comprendre le vote, Paris, Ipsos [en ligne].
Kandar, La Croix (2023), La confiance des Français dans les médias, Paris.
Kempf H. (2011), L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie, Paris, Seuil.
Klein N. (2024), « Nous avons besoin d'un populisme écologique », Reporterre, 15 novembre [en ligne].
Kennedy Jr. R. (2022), Anthony FAUCI, Bill GATES et Big Pharma. Leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique, Ferrières, Marco Pietteur.
Kennedy Jr. R. (2024), Labo P4 Wuhan : Que nous a-t-on caché ? La terrifiante course aux armes biologiques, Ferrières, Marco Pietteur.
Kennedy Jr. R., Hooker B. (2024), Vacciné, Non-Vacciné. Qui est en meilleure santé ?, Ferrières, Marco Pietteur.
Lasch C. (1996), La révolte des élites et la trahison de la démocratie, Paris, Flammarion.
Leteinturier C. (2014), « Les journalistes face à la communication », Hermès. Le revue, 70, p. 50-55.
Liester M. (2022), « The suppression of dissent during the COVID-19 pandemic », Social Epistemology Review and Reply Collective, 11 (4), p. 53-76.
Lordon F. (2017), « Le complot des anti-complotistes », Le Monde Diplomatique, octobre, 3.
Makary M. (2019), The price we pay. What broke american health care - and how to fix it, Londres, Bloomsbury.
Martin-Lagardette J.-M. (2021), « 'Complotiste' : un mot-valise qui élude un débat difficile », Les cahiers du journalisme et de l'information, 7, p. 23-28.
Mills C. W. (1969), L'élite au pouvoir, trad. Paris, Maspéro.
Mucchielli L. (2020), La France telle qu'elle est. Pour en finir avec la complainte nationaliste, Paris, Fayard.
Mucchielli L. (2022a), La Doxa du Covid, 2 tome (1: Peur, santé, corruption et démocratie ; 2 : Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise, Bastia, Eoliennes.
18Mucchielli L. (2022b), « Le complotisme pour les nuls », in Mucchielli L. (dir.), La Doxa du Covid, Tome 2, Bastia, Eoliennes, p. 161-172.
Mucchielli L. (2022b), « La crise sanitaire a révélé l'inquiétant déclin du journalisme », in Mucchielli L. (dir.), La Doxa du Covid, Tome 2, Bastia, Eoliennes, p. 239-272.
Mucchielli L. (2022c), « La pensée confinée. Une analyse de la fabrique de l'information légitime durant la crise sanitaire », in N. Chapon (dir.), Le confinement. Genèse, impacts

et controverses, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, p. 79-102.
Mucchielli L. (2023a), Défendre la démocratie : une sociologie engagée, Bastia, Eoliennes.
Mucchielli L. (2023b), « The Covid Doxa : how propaganda, censorship and the politicization of Covid have destroyed our intellectual and moral bearings », Kritische Gesellschaftsforschung / Critical Society Studies, 3, p. 380-402.
Mucchielli L. (2024a), « Communication et propagande partout, journalisme nulle part. Réflexions sur le comportement des journalistes français durant la crise sanitaire (2020-2022) », in Bilheran A. (dir.), Corruption et fraude dans la crise Covid depuis 2020, Paris, Trédaniel, p. 109-149.
Mucchielli L. (2024b), « 'L'obscurantisme au pouvoir' ou la régression de l'esprit scientifique au début de 21ème siècle », Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines, 28, p. 37-50.
Nardon, L. (2018), Les Etats-Unis de Trump en 100 questions, Paris, Tallandier.
Rancière J. (2005), La haine de la démocratie, Paris, La Fabrique.
Rancière J. (2011), « Non, le peuple n'est pas une masse brutale et ignorante », Libération, 3 janvier.
Rosanvallon P. (2011), « Penser le populisme », La Vie des Idées, 27 septembre [en ligne].
Rosanvallon P. (2020), Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique, Paris, Seuil.
Rouban L. (2024), Les ressorts cachés du vote RN, Paris, Presses de Sciences Po.
Shir-Raz, Y., Elisha, E., Martin, B., Ronel N., Guetzkow J. (2022), « Censorship and Suppression of Covid-19 Heterodoxy: Tactics and Counter-Tactics », Minerva, 61, p. 407-433.
Tarragoni F. (2019), L'esprit démocratique du populisme, Paris, La Découverte.
Turchin P. (2024), Le Chaos qui vient. Élites, contre-élites, et la voie de la désintégration politique, Paris, Le Cherche Midi.
Van Tulleken C., Rollins N., Coombes R. (2024), « Conflicts of interest : moving towards zero tolerance », British Medical Journal, 387, q2574 (19 novembre).
Winters J. A. (2011), Oligarchy, Cambridge, Cambridge University Press.

Forum économique de Davos 2025 : plus grotesque que jamais. Robotisation et dépeuplement.

Le traditionnel spectacle du Forum économique mondial (FEM), qui occupe et domine tout Davos pendant une semaine, a commencé le lundi 20 janvier et dure jusqu'au vendredi 24 janvier. C'est une véritable plaie pour la population de Davos, une station de sports d'hiver par ailleurs charmante, transformée chaque année en un centre de rencontres de luxe – pour les petits plaisirs charnels des riches et des personnalités qui assistent au spectacle glamour du FEM.
Cette année, les participants de l'élite seront protégés et défendus contre d'illusoires attaques terroristes par rien de moins que des avions de chasse de l'armée suisse. BRAVO !
Le Forum de Davos 2025 a pour thème « La collaboration à l'ère de l'intelligence » comprend « *cinq thèmes clé* », comme l'indique le FEM sur son site internet :

- *Repenser la croissance*
- *Investir dans les personnes*
- *Protéger la planète,*
- *et les industries à l'ère de l'intelligence*

Capture d'écran. Créateur : Lian Yi. Xinhua News Agency.All Rights Reserved

Tout cela pourrait facilement se résumer à comment robotiser l'humanité – sauf, bien sûr, la crème de la crème. L'élite, celle qui assiste à ce spectacle fiasco, n'a pas à s'inquiéter. Elle ne sera pas touchée par le processus de déshumanisation. À moins, bien sûr, qu'ils ne s'écartent de la ligne et des faveurs de leurs anciens maîtres. Dans ce cas, leur punition pourrait être sévère.

Ce sont surtout la plèbe [le peuple] qu'ils veulent réduire, contrôler et asservir – ceux qui survivent à l'ensemble du processus de déshumanisation.

Réduire signifie continuer à promouvoir le canular du changement climatique qui tue l'agriculture, provoque la famine, les maladies et la mort ; et simultanément, inventer des virus qui nécessitent des vaccins mortels et la mort.

Ajoutez à cela le contrôle entièrement biométrique avec des cartes d'identité numériques et des certificats de vaccination numériques.

Tout cela est placé sous le toit de la sacro-sainte Organisation des Nations unies (ONU), qui, au cours des dernières décennies, est devenue totalement corrompue et vendue aux monstres obscurs, alias l'État profond, également appelé les « hommes en noir avec des cravates rouges ».

Ils délégueraient à M. Tedros, directeur général de l'OMS, le pouvoir de décider de la santé, de la maladie et de la mort des 193 nations membres de l'ONU.

Répétons-le : dépeupler, robotiser, asservir et contrôler numériquement les survivants, c'est confiner la population dans un goulag numérique.

Ne soyez pas dupes, la « Collaboration pour l'ère intelligente » est un jargon codé pour le goulag numérique.

Ils n'y parviendront jamais.

Nous, le peuple, Devons agir et faire partie de cette résistance non violente mais active : ignorer ce qu'ils font, chasser la peur de nos esprits et de nos âmes, ne pas haïr, être sûr de soi, car notre esprit est l'atout le plus puissant que chacun d'entre nous possède. Imaginez le pouvoir collectif de huit milliards de personnes !

C'est peut-être la raison pour laquelle la sécurité est la principale préoccupation du Forum économique mondial cette année. Plus que jamais, les soi-disant « attaques terroristes » sont ce qu'ils craignent le plus, même les faux drapeaux suffiraient à maintenir les mensonges.

Il y a quelques jours, dans une interview, le chef de la police de Davos a répondu à un journaliste qui lui demandait pourquoi, cette année, l'armée suisse avait mis des avions de chasse à la disposition du FEM pour assurer sa protection. L'officier de police a répondu que cette année, le système de sécurité avait dû être renforcé en raison de l'augmentation des menaces terroristes et pour la protection des personnalités importantes. Il a mentionné la présence d'une centaine de chefs d'État [ce qui n'est pas très différent des autres années].

Le doublement de la question :

Est-ce parce que cette année, le président Trump sera présent ?

La réponse a été formulée comme suit : « Cela pourrait être envisagé, mais nous pensons que le président Trump ne participera que virtuellement, par vidéoconférence : mais nous n'en sommes pas certains.
M. Trump peut décider, à la dernière minute, d'être présent en personne, comme il l'a déjà fait en 2018, lors de son premier mandat.
Parmi les personnalités clés qui ont besoin d'être protégées lors de la conférence de Davos du Forum économique mondial de cette année, on peut citer :

- Le président américain Trump ;
- Mme von der Leyen, présidente non élue de la Commission européenne ;
- Le vice-premier ministre chinois, Ding Xuexiang ;
- Le chancelier allemand Olaf Scholz ;
- Javier Milei, président de l'Argentine ;
- Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies ;
- Muhammad Yunus, conseiller principal du gouvernement du Bangladesh ;
- Mohammed Mustafa, premier ministre de l'Autorité nationale palestinienne ;
- et le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

On peut facilement imaginer que les contribuables suisses financent la protection du corrompu Zelensky, comme ils l'ont déjà fait pour sa participation en personne à la sinistre « Conférence de la paix [guerre] » à la mi-juin 2024 sur le Buergenstock, où il a été autorisé à prendre les décisions, ce qui a eu pour résultat qu'aucune personne de Russie n'a été invitée.
On peut se demander où sont passées l'éthique et la souveraineté suisses des temps anciens.
Sans oublier que, comme chaque année, les grands défenseurs du climat et de l'environnement de notre mère la Terre, ceux qui décrient ouvertement l'utilisation des hydrocarbures en raison des émissions de CO^2, arrivent en Suisse depuis le monde entier avec des centaines de jets privés, laissant des milliers de tonnes de CO^2 dans l'air et encombrant les aéroports de Zurich, Genève et Bâle. Nombre d'entre eux poursuivent leur voyage non respectueux de l'environnement jusqu'à Davos en empruntant des services de navette par hélicoptère.
En résumé, jusqu'à 5 000 soldats de l'armée seront déployés, ainsi que des centaines de policiers venus de toute la Suisse et des hélicoptères de surveillance omniprésents. Il s'agit d'une déclaration publique concernant la forteresse de sécurité qu'est devenue Davos pour la conférence 2025 du Forum économique mondial (FEM) :
« Le personnel militaire est responsable, entre autres, du contrôle de la souveraineté aérienne. À cette fin, des avions de chasse armés patrouillent en permanence. La défense aérienne au sol contribue également à la sécurité de l'espace aérien. Un vaste système de radars est également utilisé. Ces tâches sont effectuées en étroite collaboration avec des partenaires autrichiens et italiens ».
Il y aura une zone d'exclusion aérienne :
« L'espace aérien au-dessus de Davos sera limité à un rayon d'environ 46 kilomètres le vendredi 17 janvier de 10 heures à 17 heures et du lundi 20 janvier de 8 heures au samedi 25 janvier à 17 heures. »

Pour plus de détails sur l'événement Davos 2025 du FEM, voir ceci :
WEF Davos 2025: Dates, Theme, Who's Attending, Where To Watch And Other Key Details (Forum économique mondial (WEF) Davos 2025 : Dates, thème, participants, lieux d'observation et autres détails clés)
Pour en savoir plus : https://www.ndtvprofit.com/world/wef-davos-2025-dates-theme-whos-attending-where-to-watch-and-other-key-details

Pour sortir des sentiers battus, n'est-il pas ironique d'observer les efforts déployés en termes de coûts et de défense physique pour protéger un événement organisé par une ONG suisse de super riches, sans doute la plus riche du monde, bénéficiant de l'immunité diplomatique et s'adressant aux super riches et aux puissants, qui discutera de la manière de déshumaniser, de robotiser et de numériser les gens ordinaires des 193 nations du monde, afin de mieux les contrôler et les asservir ?
Même en Suisse, la pauvreté augmente rapidement, bien qu'il soit tabou d'en parler. Pourtant, le gouvernement suisse débat de la manière de financer l'augmentation proposée de 8,33 % de la pension de l'État suisse, ce qui équivaut à un maximum mensuel moyen d'environ 200 francs suisses (environ 210 dollars).
En permettant à leur gouvernement d'accueillir ces événements du Forum économique mondial, les Suisses ne font rien d'autre que de financer leur propre perte.
Si l'on étend cette question et cette analyse à l'échelle mondiale, à l'ONU, on peut se demander pourquoi les peuples du monde entier permettent à l'ONU de décider de leur sort.

En juin 2019, curieusement quelques mois avant le début de la pandémie covide, l'ONU et le FEM ont signé un accord de coopération illégal, soutenant les objectifs communs exprimés dans la Grande Réinitialisation du FEM et l'Agenda 2030 de l'ONU. L'ONU, créée après la Seconde Guerre mondiale (le 24 octobre 1945 à San Francisco, avec alors 51 États membres fondateurs), était censée être l'organisme mondial, restant neutre, pour garantir et protéger le monde contre les agressions similaires à celles de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'ONU a cessé depuis longtemps d'être neutre, mais a été achetée par des intérêts occidentaux qui la financent et la manipulent politiquement, en fonction de leurs ambitions impériales.

Par conséquent, l'appel le plus important pour un Nouvel ordre mondial des Peuples est *la décision d'abandonner le système des Nations unies – sortir de l'ONU.* Des organisations comme le FEM seraient automatiquement éliminées.

Dans un avenir immédiat et en ce qui concerne les débats du FEM-Davos, les résultats, les conclusions et les visions inhumaines de l'avenir de l'humanité, demeurez attentifs et prêts.

Peter KOENIG
Mondialisation.ca, 21 janvier 2025

Article original en anglais : WEF Davos 2025 – More Grotesque Than Ever. Robotizing and Depopulating. Peter Koenig. Publié le 20 janvier 2025.

Traduction : Mondialisation.ca

*

Peter Koenig *est un analyste en géopolitique et un ancien économiste principal à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans dans le monde entier. Il est l'auteur de Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis » (Clarity Press – 1er novembre 2020).*

Peter est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRG). Il est également Senior Fellow non-résident de l'Institut Chongyang de l'Université Renmin de Pékin.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Peter Koenig, Mondialisation.ca, 2025

La directive sur le devoir de vigilance, adoptée l'année dernière, est déjà en passe d'être revue sous couvert de simplification.

L'année dernière, la Commission européenne a adopté une directive qui devait tout changer. Répondant ou doux nom de CSR3D, impose un devoir de vigilance pour identifier et traiter les impacts négatifs sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Pour faire court, les entreprises deviennent responsables de tout ce qui se passe sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. Si vous vous fournissez en cacao chez un sous-traitant qui exploite des enfants, si votre entreprise qui produit vos t-shirts rejette des produits chimiques dans la nature votre organisation peut être tenue directement responsable… mais seulement si vous n'êtes pas en mesure de prouver que vous avez un processus solide pour identifier et traiter les éventuels manquements.

Cette directive vient compléter celle sur le reporting de la durabilité de l'entreprise (Corporate Sustainability Reporting Directive, CSRD), adoptée 2 ans plus tôt, qui oblige à rendre publiques les répercussions des activités sur la population et la planète. Ces nouvelles obligations doivent mettre fin au greenwashing. La Commission a d'ailleurs publié un peu plus tôt sa taxonomie, qui classe les activités économiques qui peuvent être considérées comme durables ou non.

Ces avancées sont majeures en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de respect des droits humains. Sauf qu'elles comportent des failles. D'abord, le secteur financier avait déjà été exclu du devoir de vigilance. *« Ce secteur finance pourtant des activités économiques néfastes, telles que les entreprises polluantes qui utilisent des énergies fossiles. Inclus dans le champ d'application, il aurait par ailleurs pu être un catalyseur pour promouvoir des activités et une transition plus durables »*, rappelle le CNCD-11.11.11.

Mais surtout, elle pourrait avoir été vidée de sa substance avant même sa transposition en droit national. C'est que depuis quelques mois, la Commission européenne d'Ursula von der Leyen travaille sur un projet « omnibus » qui vise à simplifier et rationaliser le cadre réglementaire en matière de responsabilité sociale des entreprises et dont en devrait découvrir les effets fin février.

L'idée est la suivante : la mise en œuvre de ces directives complexes va peser sur les entreprises et donc freiner leur compétitivité. Des discussions ont été organisées avec des entreprises européennes qui trouvent ces règlements trop lourds et trouvent visiblement une oreille attentive chez la présidente de la Commission européenne.

Et à force de simplifier, les textes s'en retrouvent largement affaiblis. *« Malgré plusieurs manquements, cette loi était résolument un pas dans la bonne direction pour le respect des droits humains et de l'environnement. La modifier piétine les avancées en termes d'amélioration des conditions de travail et de protection de l'environnement dans les chaines de valeur internationales »*, regrette le CNCD-11.11.11 avec plus de 40 organisations de la société civile.

« Ce qui est en jeu, c'est l'avenir des principales lois sur le développement durable qui obligent les entreprises et les investisseurs à rendre compte de leur impact environnemental et social. L'Omnibus menace d'affaiblir ces règles sous couvert de simplification », s'inquiète ShareAction, association qui promeut l'investissement socialement responsable.

FINANCITE
Février 2025

Et la « tech » vint à Canossa

Avec leur capitalisation boursière à faire pâlir un produit intérieur brut, leur mainmise sur la diffusion de l'information et leur omniprésence dans les interactions sociales, les géants américains du numérique avaient fini par paraître plus puissants que les États. Battre monnaie (virtuelle) ou conquérir l'espace, leur appétit régalien semblait sans limites.

La soumission spectaculaire des dirigeants de la *tech* à M. Donald Trump révèle cependant des rois nus, dépendants du pouvoir politique. M. Jeff Bezos, le patron d'Amazon, reçoit des dizaines de milliards de dollars grâce à ses multiples contrats avec l'État fédéral. M. Mark Zuckerberg, le fondateur de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), compte sur la Maison Blanche pour échapper aux amendes colossales que pourraient lui valoir, en Europe et aux États-Unis, ses violations des règles antitrust. Tous deux redoutent la colère de M. Trump. En juin 2018, lors de son premier mandat, un simple tweet du milliardaire ciblant Harley-Davidson avait fait dévisser de 10 % l'action du fabricant de motos (1). MM. Zuckerberg, Bezos ou encore Sam Altman, fondateur d'Open AI, qui commercialise ChatGPT, multiplient donc les marques d'allégeance. Naguère apôtre de la diversité et de l'inclusion, le premier célèbre désormais l'*« énergie masculine »* et s'insurge contre la *« censure des propos conservateurs »* sur les réseaux sociaux. Au XI^e^ siècle, les princes s'agenouillaient devant le pape pour qu'il lève leur excommunication. Mille ans plus tard, les barons du numérique baisent l'anneau du président.

On peut ainsi obtenir bien des choses d'un patron de multinationale, pourvu qu'il se sente menacé par un État. Le constat surprendrait presque après trente ans de rengaine sur l'impuissance du politique. Maintenus dans un « cercle de la raison » économique au périmètre restreint, les élus devaient avoir pour priorités d'ouvrir de nouveaux marchés à leurs chefs d'entreprise, de leur offrir une main-d'œuvre à bas coût et une fiscalité avantageuse ; de lutter contre la dette et les déficits publics ; de contenir l'inflation, d'assurer la stabilité de la monnaie.

Mais, depuis quelques années, ces principes sont allègrement piétinés. Pendant la crise sanitaire, les gouvernements ont rompu avec l'orthodoxie budgétaire sans déclencher les foudres des agences de notation ou la panique des Bourses (2). Ils bafouent le catéchisme libéral quand, au nom d'une urgence sécuritaire et culturelle, ils prônent la restriction de l'immigration, qui priverait des milliers d'entreprises de travailleurs bon marché. Car le vieillissement de la population transforme le projet du nouveau président des États-Unis en hérésie économique. Les employés vont manquer dans l'agriculture, l'hôtellerie, la restauration, les services à la personne, et les prix grimper (3). Mais M. Trump s'en moque. Pour lui, la xénophobie prime.

Pour d'autres gouvernants, c'est l'atlantisme. En décidant de sanctions contre la Russie, les dirigeants européens et américains ont forcé McDonald's, Nike, Starbucks, Coca Cola, Apple, L'Oréal ou encore Ikea à déserter un marché considérable et à y brader leurs actifs. Ils ont sciemment déclenché une crise énergétique qui a plongé leurs pays dans une spirale inflationniste tout en plombant la croissance du Vieux Continent. Ils ont menacé la place du dollar dans les échanges internationaux, en dopant le concurrent chinois.

La leçon est utile. Fort de ces précédents, un gouvernement démocratique pourra demain affronter les doléances des milieux économiques et celles des « alliés » occidentaux lorsqu'il décidera de remettre en cause des règles qui ont la servitude volontaire pour seule justification.

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, févier 2025)

(1) Jeffrey Sonnenfeld et Steven Tian, « How CEOs hope to improve Donald Trump's presidency », *Time,* New York, 17 janvier 2025.

(2) Lire Pierre Rimbert et Grégory Rzepski, « Le Comité de salut privé », *Le Monde diplomatique,* août 2022.

(3) Wendy Edelberg, Cecilia Esterline, Stan Veuger et Tara Watson, « Immigration and the macroeconomy after 2024 », Brookings Institution, Washington, DC, 16 octobre 2024.

Plus de 100 médailles défectueuses renvoyées par des athlètes, après les JO de Paris

La Monnaie de Paris, qui a confectionné les médailles des Jeux Olympiques, a fait face à un problème de vernis et de nombreux athlètes lui ont renvoyé leur breloque, rapporte La Lettre. En seulement quatre mois, le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques s'est vu retourner plus de 100 médailles d'athlètes mécontents, leurs médailles laissant apparaître des craquelures en forme d'écailles, relate La Lettre.

La Monnaie de Paris, qui a réalisé les trophées, a en effet utilisé des vernis défectueux. Plusieurs responsables de la production ont été licenciés.

« Les réclamations des athlètes au sujet de leurs médailles se sont multipliées et sont devenues virales. Les problèmes de craquelures sur les médailles olympiques de la Monnaie de Paris suscitent une certaine fébrilité au sommet de l'organigramme », écrit La Lettre.

Certains athlètes ont posté sur les réseaux sociaux des images de leur médaille détériorée, notamment :

Les vainqueurs du relais 4x100m 4 nages Yohann Ndoye Brouard et Clément Secchi ;

Le nageur Maxime Grousset, qui s'était plaint 5 jours seulement après avoir été médaillé de bronze en relais 4x100m 4 nages ;

Le skateur étasunien Nyjah Huston, (10 jours après avoir été médaillé de bronze en skateboard street).

Le géant des télécoms chinois Huawei, qui commande régulièrement des médailles de travail pour ses salariés avait déjà retourné un lot de plus de 12 000 médailles en octobre 2023.

Konstantine TCHALABOV
17 janvier 2025

https://fr.sputniknews.africa/20250...

URL de cet article 40131 : https://www.legrandsoir.info/plus-de-100-medailles-defectueuses-renvoyees-par-des-athletes-apres-les-jo-de-paris.html

Le mirage de la sécurité alimentaire : les mégafermes dans les déserts d'Afrique du Nord

En juin 2024, des barricades ont été dressées et des feux ont fait rage dans les rues de la petite ville de Tiaret, en Algérie. Après des semaines sans eau causées par une sécheresse grave et prolongée, la population en avait assez de l'absence de réaction du gouvernement. À l'extérieur de la ville, dans la campagne, la situation était tout aussi désespérée. Les exploitations agricoles de cette région occidentale de l'Algérie, qui contribuent de manière significative à la production nationale de blé, étaient en difficulté, le manque de pluie et l'épuisement des nappes phréatiques ayant causé le dessèchement des céréales.

La situation devrait encore s'aggraver en Algérie et dans l'ensemble de l'Afrique du Nord. La région a été classée comme une zone à risque pour l'augmentation de la chaleur extrême, de la sécheresse et de l'aridité. Les projections les plus sévères concernant l'augmentation des températures prévoient une hausse atteignant 2,6 °C d'ici 2065. Cette situation entraînera des conséquences dramatiques sur l'agriculture et le pastoralisme, et exacerbera la dépendance déjà importante de la région aux importations de denrées alimentaires. L'Algérie, par exemple, importe près de 75 % de ses céréales, plus de la moitié de son lait et la quasi-totalité des matières premières utilisées dans l'industrie agroalimentaire pour la production d'huiles comestibles et de sucre.

Face à cette situation, le gouvernement algérien, à l'instar de plusieurs de ses voisins, a réagi en développant l'agriculture à grande échelle vers le sud, jusqu'au désert du Sahara. Cette approche s'accompagne de la construction de grandes exploitations irriguées à partir de réserves d'eau souterraines. L'idée ne date pas d'hier. Ce type de projet d'irrigation a été tenté dans le désert algérien dès les années 1930, avec des résultats mitigés et des impacts environnementaux durables. Mais aujourd'hui, le gouvernement est déterminé à la mener à bien grâce à des partenariats avec des sociétés agro-industrielles étrangères.

Revendiquant l'objectif ambitieux de transformer un million d'hectares de désert en terres agricoles, les autorités algériennes ont signé de nombreux accords avec des sociétés étrangères (et certaines entreprises nationales) au cours des dix dernières années (*voir Tableau*). Ces accords prévoient d'accorder des concessions pour de vastes étendues de terres, ainsi que des incitations et un soutien financier de la part de l'État algérien. En 2022, le gouvernement a lancé une plateforme numérique pour les investisseurs agricoles et a adopté une loi sur l'investissement qui offre encore plus d'incitations aux entreprises étrangères. Les investisseurs se sont précipités, mais il n'est pas certain que cela améliorera la sécurité alimentaire du pays, surtout à long terme.

Le projet le plus important concerne un accord de 3,5 milliards de dollars des États-Unis avec Baladna, la plus grande société laitière du Qatar. Annoncé en juillet 2024, il prévoit de produire du fourrage et d'élever 280 000 vaches sur 117 000 hectares dans la province d'Adrar. Cette ferme, dix fois plus grande que l'immense ferme laitière de Baladna au Qatar dont elle s'inspire, est censée réduire la dépendance de l'Algérie en matière de lait, en particulier de lait en poudre.

Cependant, cette ferme aura besoin de plus de 1 700 milliards de litres d'eau provenant d'un aquifère non renouvelable et accueillera très probablement des vaches laitières importées des États-Unis[1]. De plus, même si les banques algériennes et le Fonds national d'investissement algérien fourniront les trois quarts du financement pour le projet, Baladna contrôlera la gestion de la ferme et son conseil d'administration, par le biais de sa participation de 51 %. Baladna est une « entreprise stratégique » du gouvernement qatari, dont la priorité absolue déclarée est la sécurité alimentaire du Qatar, et non les besoins alimentaires de l'Algérie. Si les deux parties évoquent la sécurité alimentaire de l'Algérie dans les médias, l'entreprise promet à ses investisseurs un « retour sur investissement significatif ».

Dans le prolongement de cette tendance aux grandes exploitations agricoles dans le Sahara, un autre projet d'envergure concerne la société italienne Bonifiche Ferraresi (BF), un groupe agroalimentaire intégré verticalement qui possède des installations dans le monde entier. Elle s'est vue attribuer une première concession d'environ 900 hectares dans la province de Ouargla, puis une seconde de 36 000 hectares à Timimoun.

La société y cultivera du blé, des lentilles et des haricots et y construira une usine de pâtes alimentaires. Ses concessions sont assorties d'une promesse du gouvernement de lui accorder des autorisations pour creuser des puits d'irrigation. La société qui gère le projet, BF El Djazair Spa, est une coentreprise détenue à 51 % par BF et à 49 % par le Fonds national d'investissement algérien, les coûts étant répartis proportionnellement entre les deux parties. Ce projet est également présenté comme une initiative de sécurité alimentaire pour l'Algérie, mais il s'inscrit dans un plan d'expansion plus large de BF visant à établir des fermes en dehors de l'Italie pour fournir du blé à ses usines de pâtes et de couscous. BF détient 42 % de la Société italienne de semences (SIS), ce qui lui donne des droits exclusifs sur des centaines de variétés. Parmi celles-ci, le blé « Capelli », originaire d'Afrique du Nord, est particulièrement apprécié pour la production de pâtes italiennes. De plus, le projet dans le désert algérien faisant partie du plan Mattei du gouvernement italien (*voir encadré*), 30 % de sa production doit être destinée à l'exportation vers l'Italie.

Exemples de transactions portant sur des fermes dans le désert algérien

Entreprise (pays d'origine)	Superficie *(Hectares)*	Coût du projet	Informations supplémentaires sur le projet
Al Rayyan (Qatar)	1 811		Projet de développement d'une zone agricole irriguée à Hassi El F'hel.
Atlas Group (États-Unis - Turquie)	11 000		La société s'est vu attribuer en 2018 des terres pour 40 ans à Ouargla pour y cultiver du blé, des légumineuses et des betteraves à sucre.
Baladna (Qatar)	117 000	3,5 milliards USD	Accord annoncé en juillet 2024 pour la culture de plantes fourragères et l'élevage de 280 000 vaches dans la province d'Adrar.
Bonifiche Ferraresi – Groupe BF (Italie)	36 000	455 millions USD	L'accord prévoit la production de blé, de lentilles et de haricots sur 35 450 hectares dans la province de Timimoun, le reste étant consacré à une usine de pâtes alimentaires.
Cosider et Sonatrach (Algérie)	9 000		Le projet agricole est situé à El-Hadjira.
Groupe Dunaysir – Dekinsan (Turquie)	4 000	25 millions USD	L'objectif est de produire des céréales et de la luzerne à Adrar, dont une partie sera exportée vers d'autres pays africains.
Dutafic (Algérie) en partenariat avec une entreprise saoudienne	20 000	90 millions USD	Projet agricole à El-Mehareg El-Homr prévoyant la production de blé ainsi qu'une exploitation laitière d'une capacité de 2 000 vaches. La possibilité d'étendre le projet de 8 000 hectares supplémentaires a également été évoquée.
Souakri (Algérie)	1 000	750 millions USD	Basé sur un partenariat avec des entreprises néerlandaises, le projet comprend de grandes serres (jusqu'à 10 hectares) à El Meghaier pour la production de tomates destinées à l'exportation vers l'UE et le Moyen-Orient. Les semences sont importées des Pays-Bas.

Données compilées par GRAIN à partir des données des entreprises et de médias.

Un scénario similaire se dessine actuellement en Égypte, premier importateur mondial de blé. L'une des initiatives pilotes du Plan Mattei dans le pays est menée par la société BF sur 15 000 hectares à Dabaa, pour produire du blé, du soja, du maïs et du tournesol.

Sous prétexte de surmonter la dépendance alimentaire et d'augmenter les exportations de produits agricoles, le gouvernement a lancé le projet « Future of Egypt », qui vise à convertir 1,6 million d'hectares en terres agricoles. Cette initiative a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison du manque de transparence dans sa gestion par l'armée. La nouvelle production agricole sera irriguée en puisant dans des aquifères non renouvelables, alors que le pays connaît déjà un déficit annuel en eau de 7 milliards de mètres cubes. De plus, la stratégie visant à augmenter les exportations de plus de 30 % entre 2021 et 2023 n'a pas empêché le pays d'avoir l'un des taux d'inflation des prix alimentaires les plus élevés au monde.

Comme en Algérie, la politique agricole de l'Égypte favorise les investisseurs étrangers. Tout en interdisant aux agriculteurs et agricultrices de cultiver du riz afin de préserver l'eau du Nil, le gouvernement délivre

des permis d'exploitation des terres et de l'eau à des grandes entreprises. Cela a également attiré Baladna, qui a signé un accord de 1,5 milliard de dollars pour établir une ferme laitière à grande échelle de 20 000 vaches sur 113 000 hectares dans le gouvernorat de la Nouvelle Vallée.
Depuis quelques temps, d'autres investisseurs du Golfe s'intéressent aussi aux terres agricoles égyptiennes. Selon Alternative Policy Solutions, les entreprises saoudiennes et émiraties détiennent jusqu'à 5 % de la superficie totale cultivée du pays. Bien qu'ils aient promis d'augmenter la production alimentaire destinée à l'Égypte, ces investisseurs tirent principalement profit des cultures d'exportation. Al Dahra, par exemple, une société agroalimentaire émiratie, figure parmi les dix premiers exportateurs d'agrumes. Ces entreprises se concentrent souvent sur les matières premières destinées aux chaînes d'approvisionnement alimentaire de leur propre pays. En raison de la pénurie d'eau, la production de fourrage vert est interdite en Arabie saoudite depuis 2018, ce qui fait de ce pays l'un des principaux importateurs de luzerne en provenance d'Égypte, aux côtés des Émirats arabes unis.
Le projet Toshka, situé dans le désert égyptien, offre un exemple remarquable d'expansion de la production de luzerne. Financé à l'origine par un don des Émirats arabes unis s'élevant à 100 millions de dollars, il comprend un canal principal auquel a été alloué un dixième du quota de l'eau du Nil destiné à l'ensemble du pays. Al Dahra et la société saoudienne Al Rajhi International for Investment contrôleraient près de la moitié des 170 000 hectares couverts par le projet. L'accès des entreprises à la terre a été marqué par diverses irrégularités, illustrant la préférence marquée du gouvernement pour les investisseurs étrangers. Par exemple, le Centre égyptien pour les droits sociaux et économiques a intenté une action en justice contre Al Dahra pour « dilapidation grossière de fonds publics » et achat de terres domaniales au prix de 3 dollars par *feddan*[2], alors que le prix moyen était de 647 dollars. Ces multinationales ont également été accusées de violer des clauses contractuelles qui limitaient la production de luzerne à une plus petite proportion des terres afin de préserver les ressources en eau, et de payer l'eau d'irrigation à des prix inférieurs à ceux du marché.

Une paysanne de la communauté de Skoura, au Maroc. Par le réseau SIYADA

Une oasis pour l'agrobusiness
Le Maroc compte aussi parmi les pays d'Afrique du Nord qui vendent leurs ressources en eau qui se raréfient à des entreprises agroalimentaires étrangères sous prétexte de sécurité alimentaire à court terme. Le « Plan Maroc Vert », lancé en 2008, encourage l'agriculture à grande échelle et a déjà accordé plus de 112 000 hectares à de grands investisseurs, tout en offrant des exonérations fiscales et des subventions. Le Maroc, connu pour être l'un des plus grands fournisseurs de tomates de l'Union européenne, est également devenu le 15e exportateur mondial de fruits en valeur, grâce à l'expansion des cultures de petits fruits, de pastèques, d'avocats et d'agrumes.
Cette évolution a surtout nui aux petites fermes, qui ont un accès limité à l'eau d'irrigation et n'ont souvent pas d'autre choix que de pratiquer une agriculture sous contrat avec des entreprises. Dans l'oasis près de Zagora, par exemple, la production de pastèques destinées à l'exportation a aggravé les conditions de sécheresse, provoquant des « manifestations de la soif » en 2017 et 2018. La situation est encore plus grave

dans la région de Souss Massa, où des investisseurs étrangers sont installés depuis plus de dix ans. Des serres couvrant 20 000 hectares y produisent des légumes et des fruits, épuisant les réserves d'eau souterraine à tel point que le gouvernement a dû installer une usine de dessalement de l'eau de mer. Mais les populations agricoles de la région trouvent l'eau de cette usine trop chère, et seules les grandes entreprises comme le producteur français de tomates Azura peuvent se l'offrir à long terme.
Dans un contexte de sécheresse prolongée depuis six ans, les critiques dénoncent de plus en plus la non-viabilité du modèle marocain. La sécurité alimentaire ne s'améliore pas non plus dans le pays, qui continue d'importer des produits de base et est devenu le sixième importateur mondial de blé. Néanmoins, le gouvernement encourage activement les investissements locaux et étrangers dans les terres agricoles à travers le pays dans le cadre de son plan « Génération verte », qui vise à doubler les exportations d'ici 2030. Cette initiative s'étend également au Sahara occidental occupé, ce qui risque d'intensifier son exploitation et son asservissement.

Il est urgent de privilégier la souveraineté alimentaire
La dépendance généralisée à l'égard des importations de denrées alimentaires en Afrique du Nord est le résultat de décennies de politiques néolibérales, imposées à la région par les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que par les accords de libre-échange, en particulier avec l'UE. Ces politiques ont favorisé la production destinée à l'exportation de cultures gourmandes en eau et ont nui à la production d'aliments locaux. Pourtant, malgré l'échec manifeste de ces approches et la crise de la dette galopante qu'elles ont engendrée, les gouvernements de la région continuent de les appliquer. Parmi les exemples récents, on peut citer le prêt de 8 milliards de dollars accordé par le FMI à l'Égypte et la récente signature de l'accord portant sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Alors que ces accords font déjà de la région une cible pour de nouveaux investissements dans l'agrobusiness, ils risquent de marginaliser encore davantage les populations qui vivent de l'agriculture à petite échelle, de la pêche artisanale et du pastoralisme, et d'accroître la dépendance de la région à l'égard des importations de denrées alimentaires.
Cette évolution vers l'agrobusiness se heurte toutefois à des résistances dans toute la région. Les initiatives locales qui soutiennent les systèmes alimentaires, telles que les coopératives agricoles (*Ta'adoudya*) basées sur la solidarité et la coopération avec les marchés locaux, gagnent du terrain. Bien qu'ils se heurtent à une forte répression, les syndicats agricoles s'organisent également pour lutter contre l'exploitation des travailleurs et travailleuses par l'agrobusiness. Pour ces groupes, dont beaucoup font partie de mouvements plus larges comme La Via Campesina et le Réseau nord-africain pour la souveraineté alimentaire, les solutions à la dépendance alimentaire et aux effets de la crise climatique résident dans le soutien à la production alimentaire locale et à l'agroécologie, ainsi que dans un renversement urgent des politiques néolibérales et de l'agriculture industrielle.

Image de couverture : Terres irriguées à Toshka, en Égypte. Par Terje Tvedt

Le plan Mattei
Récemment approuvé, le plan Mattei fait partie de la politique anti-immigration de l'actuel gouvernement italien d'extrême droite. Il est présenté comme un projet visant à stimuler le développement économique des pays africains afin d'empêcher leurs populations de migrer vers l'Europe, même si moins d'un tiers des personnes qui migrent «clandestinement » vers l'UE viennent d'Afrique.
Toutefois, la véritable préoccupation du plan Mattei est de créer de nouvelles opportunités commerciales pour les entreprises italiennes en Afrique et de faire de l'Italie une plaque tournante européenne pour l'importation de matières premières en provenance du continent africain Le gouvernement italien affirme qu'il fournira environ 6 milliards de dollars au plan, dont des garanties pour les projets. La moitié de ce financement doit provenir du Fonds italien pour le climat, qui a émis des doutes quant à l'allocation des ressources, dans la mesure où le plan prévoit un soutien aux entreprises du secteur des combustibles fossiles. Le reste du budget alloué au plan devrait être mobilisé par le biais d'autres mécanismes tels que les fonds de coopération au développement, les plateformes de co-investissement public-privé, les opérations d'échange de dette contre développement et le soutien public de la banque italienne de développement Cassa Depositi e Prestiti (CDP), de la Banque africaine de développement et d'autres banques de développement.
Le plan a été lancé avec plusieurs projets pilotes prévus ou déjà en cours de mise en œuvre en Afrique du Nord (Égypte, Tunisie, Maroc et Algérie) ainsi qu'en Afrique subsaharienne (Kenya, Éthiopie, Mozambique, République du Congo et Côte d'Ivoire). Bien que les projets couvrent d'autres secteurs, l'un des critères de sélection de ces pays est l'intérêt de l'Italie pour leurs ressources énergétiques, qu'il s'agisse de combus-

tibles fossiles ou d'énergies dites « renouvelables », telles que l'hydrogène vert ou bleu et les agrocarburants. La compagnie pétrolière italienne ENI jouera un rôle majeur dans ce plan.
L'agriculture, l'un des six piliers du plan, se concentrera sur le développement de « chaînes agroalimentaires » et d'agrocarburants par le biais de partenariats avec des entreprises italiennes. Là encore, ENI, dont le projet est de produire un quart de ses agrocarburants à partir de cultures principalement cultivées en Afrique, en sera le principal bénéficiaire. Un rapport récent de Transport & Environment documente le faible succès des projets d'ENI dans ce domaine au Kenya et en République du Congo, ainsi que les impacts négatifs sur les communautés.
Le groupe BF figure parmi les entreprises agroalimentaires qui sont mentionnées régulièrement dans le plan Mattei. En novembre 2024, il a signé un protocole d'accord avec Leonardo, un groupe italien partiellement détenu par le gouvernement italien qui fournit des équipements militaires à Israël. L'accord prévoit le développement de projets agro-industriels dans les pays du Sud, notamment ceux ciblés par le plan Mattei. Leonardo apportera des technologies numériques et satellitaires pour surveiller les cultures, les sols et les ressources en eau.

GRAIN
Mondialisation.ca, 25 janvier 2025
grain.org 23 janvier 2025

Notes :
[1] Selon Baladna, la capacité de production prévue de la ferme est de 1,7 milliard de litres de lait par an. (https://baladna.com/en/baladna-qpsc-signs-an-agreement-with-the-algerian-ministry-of-agriculture). En moyenne, il faut 1 020 litres d'eau pour produire un litre de lait (https://www.waterfootprint.org/resources/Mekonnen-Hoekstra-2012-WaterFootprintFarmAnimalProducts_1.pdf).
[2] Un feddan est une unité de surface égale à 0,42 hectare, utilisée en Égypte, au Sud-Soudan, au Soudan, en Syrie et à Oman.

La source originale de cet article est grain.org
Copyright © Grain, grain.org, 2025

Pourquoi la Suisse devrait cesser de subventionner le Forum de Davos

Mardi prochain, dans les Grisons, débutera l'annuel Forum économique où se réuniront les maîtres de l'échiquier mondial. L'avocat indépendant Henri Gendre nous explique pourquoi la Suisse devrait retirer sans délai au WEF le statut d'organisation internationale.

Tel le traditionnel bal du Nouvel-An de la Vienne impériale, le bal d'hiver du WEF est devenu rituel dans la station grisonne de Davos. Du 20 au 24 janvier 2025, deux mille cinq cents « grands» du monde de la politique et de l'économie avec équipage et gens de presse y feront pèlerinage en riches carrosses.

Comme les années passées, les membres du Conseil fédéral communieront à cette grand-messe privée organisée par une fondation privée à laquelle le Gouvernement suisse a conféré en 2015, sans aval du Parlement, un statut d'organisation internationale. Les préceptes véhiculés par le WEF selon l'Évangile de la Grande Réinitialisation visant en finalité à établir un ordre mondial hégémonique supplantant la souveraineté des nations et à réduire l'humain à un nouvel esclavage par la technologie, la Suisse devrait retirer au WEF son statut public préférentiel indûment concédé, cesser de subventionner l'événement de Davos et s'abstenir de lui accorder un patronage officiel.

Identité du WEF
Fondation de droit privé suisse avec siège à Cologny/GE, le Forum Mondial de l'Économie WEF a été créé en 1971 par Klaus Schwab (1938), alors professeur d'économie à l'Université de Genève. Sa structure est pyramidale et cooptative, Klaus Schwab et sa famille y exerçant un pouvoir décisionnel de fait qui sera statutairement dévolu à futur à un successeur désigné par le clan. Au fil des ans, le WEF s'est agrégé un millier d'entreprises économiques et industrielles de type multinationales ayant un volume d'affaires supérieur à USD 5 milliards. Les cotisations à ce club hanséatique sont en proportion pour couvrir ses dépenses de fonctionnement chiffrées pour l'exercice annuel 2022-2023 à CHF 409 millions. L'entreprise de conseil McKinsey & Company est en particulier à la manœuvre pour gréer le navire amiral et le piloter.

Mission du WEF
À l'instar d'un club-service muni en paravent d'un but idéal et philanthropique, le WEF s'est donné pour mission « d'améliorer l'état du monde ». On a ainsi débattu à Davos les thèmes du changement climatique et du monde durable (2020), de la restauration du travailler ensemble et de la confiance en référence particulière à la crise Covid (2022), de la coopération dans un monde fragmenté (2023), de la reconstruction d'une confiance globale (2024). Pour 2025, ce sera celui de la collaboration à l'ère de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, le WEF intègre une structure de formation de jeunes futurs dirigeants politiques et économiques, les *Young Global Leaders* appelés à être promus par le jeu des influences occultes et de la promotion médiatique orchestrée à des fonctions de haut rang hiérarchique. Ont passé entre autres par cette filière au plan politique Emmanuel Macron, Justin Trudeau, Gabriel Attal, Sanna Marin, etc. Le réservoir des futures élites gouvernementales et du monde des affaires est bien fourni.

Reconnaissance du WEF par la Suisse et participation de la Confédération
Selon un accord conclu le 23 janvier 2015 à Davos entre le Conseil fédéral (signature de Didier Burkhalter) et le WEF (signature de Klaus Schwab), le WEF a été promu au rang d'organisme international bénéficiant de la capacité juridique, de l'exonération de l'impôt fédéral direct, de la liberté de disposition de fonds et de l'exemption pour son personnel étranger des contraintes légales de séjour. Un accord complémentaire du 21 janvier 2020 (signatures d'Ignazio Cassis et de Klaus Schwab) renforce la collaboration stratégique entre le WEF, le Département fédéral des affaires étrangères DFAE et l'administration fédérale en matière de gouvernance numérique, de consommation et de production, de finance et de travail.
La Confédération participe aux frais de sécurité du raout hivernal de Davos, fournit au canton des Grisons le renfort de militaires et assure un service de surveillance aérienne armée 24 heures sur 24 sur l'ensemble du territoire suisse. En 2024, la Confédération a engagé un montant de CHF 2,5 millions en participation di-

recte et a mis 5 000 soldats en exercice à disposition pour un coût de CHF 32 millions pris sur le budget de l'armée.

Appréciation politique
En signant l'accord du 23 janvier 2015, le Conseil fédéral paraît d'abord avoir outrepassé ses compétences constitutionnelles dès lors que l'engagement financier annuel que cet accord implique excède la limite de 2 millions de francs fixée par la législation fédérale en matière de dépense périodique prescrite par un traité ou un accord relevant de la politique étrangère. Financièrement, il ne s'agit pas d'un accord mineur que le Conseil fédéral pouvait passer seul sans l'aval du Parlement avec possible référendum.
En octroyant au WEF le statut d'une organisation internationale, le Conseil fédéral a ensuite fait acte d'adoubement public d'une fondation de droit privé dont la licéité du but et des moyens de l'atteindre est plus que douteuse au regard des fondements de l'État suisse que sont la démocratie, le fédéralisme et la souveraineté.
En participant officiellement et activement au symposium de Davos, en particulier à son ouverture par la Présidence de la Confédération comme aussi par l'engagement de l'armée, le Conseil fédéral donne enfin à voir au monde que la Suisse cautionne et patronne tant l'événement que le WEF lui-même. Cela ceint le WEF d'une chasuble d'officialité suisse totalement usurpée.

Appréciation sémantique et philosophique
Les visées mondialistes du WEF transparaissent dans sa dénomination, dans la formulation de sa mission et dans l'intitulé des thèmes annuels de son symposium d'hiver. En bonne règle pour montrer patte blanche comme le loup de la fable, le WEF use de termes positifs et miroitants, de concepts idéaux et de slogans aguicheurs : amélioration de l'état du monde, durabilité, restauration d'une confiance globale, coopération, collaboration, réinitialisation. L'idée d'un monde nouveau est sous-jacente à ces énoncés et fait resurgir le fantasme historique récurrent d'un avènement ou d'un renouvellement sociétal radical censé amener le bonheur sur terre.
Les mythes de ce type se sont succédé tels que le Paradis Terrestre, la Terre Promise, le Messie Sauveur, le Tikkun Olam (réparation du Monde), l'Utopie (Thomas More), la Société sans classes, le Reich et sa race pure etc. Cela n'a jamais amélioré l'état du monde, bien au contraire. Il n'y a aucun salut à attendre de la projection d'une hallucination sur un mur blanc. En réalité et sous couvert de bons sentiments, le WEF est un conglomérat d'individus à la recherche pathologique d'un pouvoir illimité sur les autres et le monde. Ils nagent dans « l'hubris » (ivresse de la démesure) sans voir l'ombre toujours proche de la « némésis » (vengeance divine).

Au final
Le Conseil fédéral considère que la rencontre annuelle du WEF constitue pour ses membres une « plateforme importante » (?). Elle permet selon lui aux autorités suisses de « nouer de multiples contacts au plus haut niveau et de présenter la position et les préoccupations de notre pays à nos partenaires étrangers ». Et d'ajouter que « le WEF est également important d'un point de vue économique à l'échelle régionale pour le canton des Grisons et la commune de Davos ». Cela n'est pas recevable.

- parce que la politique étrangère suisse doit être menée dans le cadre constitutionnel d'une collaboration entre le Parlement et le Conseil fédéral et non pas au gré hasardeux de conversations privées de ses membres lors de festivités hivernales de montagne ;
- parce que, les retombées économiques de l'événementiel « Davos » ne profitant qu'à la région grisonne, on ne voit pas la légitimité de le subventionner avec de l'argent public fédéral.

En finalité, la Suisse devrait retirer sans délai au WEF le statut d'organisation internationale que le Conseil fédéral lui a indûment concédé le 23 janvier 2015, cesser de soutenir en manne fédérale et en service armé son symposium annuel de janvier et enjoindre le Conseil fédéral de ne plus le patronner. Il appartient au Parlement fédéral d'œuvrer à cet effet en sa qualité d'autorité suprême de la Confédération.

Sources:
Les informations sur l'implication de la Confédération et du Conseil fédéral dans le WEF sont tirées du Portail du Gouvernement suisse (admin.ch).
Les informations relatives au WEF sont tirées du Registre du Commerce (zefix.ch) et des publications sur internet du WEF lui-même.

https://www.limpertinentmedia.com/post/pourquoi-la-suisse-devrait-cesser-de-subventionner-le-forum-de-davos?cid=c200b6e8-db2a-4ee4-bdb2-020512fc940

Ce que l'accord UE-Mercosur va mettre dans nos assiettes

L'accord de libre-échange UE-Mercosur a été finalisé le 6 décembre. Il permettra d'importer plus de viande aux hormones et antibiotiques, ou encore le retour dans l'UE de pesticides interdits.
Main dans la main, grands sourires. La photo immortalise la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et les présidents du Brésil, d'Uruguay, d'Argentine et du Paraguay. Tous se sont félicités, le 6 décembre dernier, de la conclusion des négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, alliance des pays d'Amérique latine.
S'il reste plusieurs étapes avant la signature définitive du texte controversé, sa mise en œuvre se rapproche à grands pas. Quelles conséquences pourrait-il avoir dans nos assiettes ? *Reporterre* fait le point.

• Davantage de bœuf et de poulet importés
L'accord consiste à abaisser, voire supprimer les droits de douane sur un certain nombre de produits. Sur la viande bovine, 99 000 tonnes pourront être importées avec un droit réduit à 7,5 %, auxquels s'ajoute un quota de 45 000 tonnes sur lesquelles aucun droit de douane ne s'appliquera. Soit autant de viande qui pourra entrer dans l'Union européenne *« à des prix plus bas »*, explique Marine Colli, consultante indépendante spécialiste de l'accord.
La Commission européenne a calculé que cela ne ferait diminuer que de 0,7 à 1,2 % la production européenne de viande bovine. Mais *« ces ratios n'ont pas beaucoup de sens, ce ne sont pas des carcasses entières qui sont envoyées en Europe, mais de l'aloyau – rumsteak, filet, faux-filet »*, rappelle l'experte. La concurrence se jouerait donc sur ce segment de marché où les prix sont élevés, et pour laquelle la production européenne s'élève à *« 400 000 tonnes »*, estime-t-elle. Le quota total de 144 000 tonnes de viande bovine prévu par l'accord correspond donc plutôt à 36 % de la production européenne d'aloyau. Un chiffre conséquent, qui augmente d'autant la concurrence à bas prix avec les producteurs européens, et le risque de retrouver cette viande dans nos assiettes.
Pour l'instant, en France, la viande bovine du Mercosur reste rare. *« On la retrouve principalement dans le segment de la restauration commerciale*, indique Marine Colli. *Les restaurateurs ont l'obligation, en théorie, d'afficher l'origine de la viande, mais c'est assez mal respecté. »*

Côté volailles, le scénario est similaire : beaucoup de filets, la partie la plus chère, sont importés. 180 000 tonnes auraient droit à des droits de douane réduits ou supprimés. Cette viande se retrouve *« plutôt dans les produits transformés*, poursuit Marine Colli, *et là, il y a vraiment un trou dans la raquette de la réglementation européenne »*.

À la fin des négociations sur le traité, Ursula von der Leyen avec, de g. à d. : les présidents Javier Milei (Argentine), Luis Alberto Lacalle Pou (Uruguay), Lula (Brésil) et Santiago Peña Palacios (Paraguay). *X/Ursula von der Leyen*

Il n'y a pas d'obligation d'indiquer la provenance de la viande pour ce type de produits, tels que les nuggets ou les cordons bleus. *« Quand Carrefour [ou Intermarché] annonce qu'il n'y aura pas de viande du Mercosur dans ses rayons, il n'a en fait pas les moyens de le vérifier pour les produits transformés »*, constate-t-elle.

• De la viande aux hormones et aux antibiotiques

Ursula von der Leyen a voulu rassurer, le 6 décembre. *« Nous avons négocié des clauses de sauvegarde robustes pour protéger vos revenus »*, a-t-elle promis aux agriculteurs. Et nos *« standards restent intouchables ». « Des garanties ? Il n'y en a pas*, riposte Karine Jacquemart, directrice générale de l'association de consommatrices et consommateurs Foodwatch. *Nous faisons déjà du commerce alimentaire avec ces pays-là, il y a déjà des problèmes, et ils vont augmenter. »*

Par exemple, les importations en Europe de viande bovine traitée avec une hormone de croissance, l'estradiol 17β, sont interdites. *« Cette hormone est cancérigène »*, rappelle Foodwatch. Or, un rapport de la Commission européenne publié en octobre dernier constatait que les contrôles actuels pour vérifier que le bœuf aux hormones brésilien n'est pas exporté chez nous *« sont inefficaces ». « Il est probable que nos importations nous exposent déjà à cette hormone interdite*, pense Karine Jacquemart. *Avec ce traité, on augmente les volumes et on s'expose encore plus au problème ! »*

Autre exemple, il est parfaitement légal d'importer chez nous de la viande traitée aux antibiotiques, utilisés comme activateurs de croissance. *« C'est une pratique routinière au Brésil, alors que c'est interdit dans l'Union européenne depuis 2006*, dit Marine Colli. *On a là une vraie distorsion de normes de production entre les éleveurs européens et américains, avec à la clé un vrai enjeu de santé publique, car cette pratique contribue au développement de l'antibiorésistance. »*

• Des pesticides interdits qui reviennent dans l'UE

L'accord ne s'intéresse pas qu'à la viande, il prévoit également de faciliter l'importation en Europe de 180 000 tonnes de sucre. Une culture massivement arrosée de pesticides interdits dans l'Union européenne a récemment montré une enquête internationale de journalistes.

Certaines plantations sont cultivées par le groupe français Tereos, d'autres fournissent Nestlé. *« Ces substances n'ont pas été interdites chez nous par hasard. On augmente le risque d'en retrouver des résidus dans nos assiettes »*, précise Karine Jacquemart.

Une partie de ces pesticides interdits dans l'UE continuent d'ailleurs d'être produits… en France, notamment, pour être exportés. Et le Brésil en est le principal destinataire. L'accord UE-Mercosur prévoit une augmentation de ces exportations. Il risque donc d'augmenter l'exposition des populations américaines et

européennes à ces substances pourtant considérées comme trop dangereuses pour être utilisées en Europe. Un bel *« effet boomerang »*, dénonce Karine Jacquemart.

• Encore plus d'OGM pour nourrir nos troupeaux

Conséquence indirecte sur nos assiettes, le traité promet d'avoir des effets sur l'alimentation donnée au bétail élevé dans l'Union européenne. L'accord prévoit notamment une augmentation des importations de maïs. L'association générale des producteurs de maïs s'en émeut.

Selon le rapport produit par l'organisation, 180 000 tonnes de maïs destiné à nourrir les volailles européennes pourraient être importées sans droits de douane. Il s'agirait en quasi-totalité de maïs OGM traité avec des pesticides interdits en Europe.

« Sur les 178 substances actives autorisées sur maïs au Brésil et en Argentine, 92 sont interdites en Europe, note le document. *Cette part est encore plus élevée à l'échelle de la France : 138 substances actives sur les 178 autorisées au Brésil et en Argentine sont interdites. »* 77,5 % des substances actives autorisées pour les producteurs du Mercosur sont ainsi interdites en France. Parmi elles, l'atrazine, interdite en France depuis plus de vingt ans ou les néonicotinoïdes.

Pour autant, si les négociations sont terminées, le traité n'est pas encore signé, rappelle Karine Jacquemart : *« On peut encore éviter le pire. J'espère que l'on parviendra à un rejet soit par le Conseil européen, soit par le Parlement européen. »*

Finalisé, l'accord UE-Mercosur est une « bombe environnementale et sociale »

Marie ASTIER
10 décembre 2024 (Reporterre)

Le monde écartelé entre droit international et règles capitalistes

Le monde est écartelé entre deux « ordres ». Le premier a été établi après les souffrances de la seconde guerre mondiale et le péril nucléaire, à savoir la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et tout le corpus de droit international qui en découle.
Le second est celui du plus fort, des colonisateurs anciens et nouveaux, des dominants riches qui contrôlent les flux financiers et des matières premières et qui imposent par la force les rapports économiques qui servent leurs profits. C'est ce qu'on appelle « l'ordre international fondé sur des règles » (« rules based order » - RBO). (1)

Pan-arabisme et pan-africanisme

Cela se traduit par la politique de guerre menée par les États-Unis soutenus par les pays occidentaux, encore riches. Parmi eux, l'Union Européenne dont les dirigeants sont totalement inféodés à ces « valeurs » variables selon le contexte géopolitique.
Un tragique exemple nous est donné par le génocide mené par Israël contre le peuple palestinien et le déni complet des gouvernants de ce pays et des États-Unis face aux avis et arrêts prononcés par les plus hautes instances internationales du monde, à savoir la Cour Pénale Internationale (pour juger des particuliers) et la Cour de Justice Internationale (pour juger des États).
Nous avons longuement détaillé les intérêts économiques et géopolitiques qui expliquent ces guerres menées contre les Palestiniens, contre les Libanais, contre les Syriens avec comme but d'affaiblir l'Iran et garder la mainmise totale sur les immenses ressources pétrolières et gazières sur terre et dans les mers de cette partie du globe. Avec Israël comme porte-avion des occidentaux riches au milieu de pays dont on a tué au fil du temps les timides velléités de créer leur propre « marché commun », ce qui était l'ambition du libyen Kadhafi, massacré non pas parce qu'il était un dictateur mais parce qu'il s'opposait au pillage des ressources naturelles, au détriment des peuples arabes et africains, par les néo-colonisateurs de l'ultra-libéralisme contemporain.

L'exemple du Sahara Occidental

Les 29 et 30 novembre 2024, se tenait à Lisbonne la 48e Conférence internationale des comités de soutien au peuple sahraoui (EUCOCO). Un moment important historiquement puisque le Portugal célébrait le 50e anniversaire de la « révolution des œillets », à savoir la fin de la dictature fasciste et colonialiste sur le peuple portugais lui-même, mais aussi sur les nombreuses colonies asservies depuis des siècles en Afrique, Asie et Amérique latine et qui constituaient ainsi le plus vaste empire colonial de l'histoire. (3) Cela représente soixante États devenus souverains !
Il n'était donc pas étonnant que des représentants d'anciennes colonies ainsi que d'autres anciens colonisés africains, soient venus apporter, lors de cet Eucoco, leur soutien à la lutte pour l'indépendance du peuple du Sahara Occidental, dernière colonie d'Afrique. 320 participants venant de 25 pays du monde ont analysé l'évolution de la domination marocaine sur ce petit peuple dont une partie vit en territoire occupé, l'autre dans des camps de réfugiés à Tindouf en Algérie, et la troisième partie en diaspora, notamment en Espagne, ancienne puissance occupante. (4)
Le Maroc, puissance occupante, réprime durement la population, emprisonne et torture les résistants, pille les ressources naturelles, dresse un mur de séparation et sème un grand nombre de mines antipersonnel pourtant interdites par les conventions internationales. Il refuse depuis des décennies la tenue d'un referendum d'autodétermination du peuple sahraoui, pourtant maintes fois exigé par les Nations Unies dont l'action est bloquée au Conseil de Sécurité des N.U. par la France (protectrice inconditionnelle du Maroc avec lequel elle a d'importants liens économiques) et les États-Unis (qui voient le Maroc comme allié stratégique dans ce Maghreb qui doit rester divisé afin de ne pas menacer Israël, tête de pont des intérêts géopolitiques et économiques américains et européens). Rappelons que sous la première présidence de Donald Trump, les États-Unis ont proclamé la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental, niant ainsi toute autorité des Nations Unies, en échange de la signature des accords dits d'Abraham. Ces accords selon lesquels le Maroc reconnaît l'État d'Israël ainsi que Jérusalem comme sa capitale unifiée, avec à la clef d'importantes relations militaires et économiques. Cela alors que le roi du Maroc, Mohammed VI, est dit « commandeur des croyants » et est censé protéger les lieux saints de l'Islam à Jérusalem. Mais la cupidité du régime monar-

chique et du petit groupe de dirigeants du Maroc, le « makhzen » est sans limite et encouragée par l'Union Européenne, particulièrement par la France.

L'Union Européenne ne respecte pas son propre droit

Les dirigeants de l'Union Européenne ont depuis des décennies des relations économiques et politiques étroites avec le royaume du Maroc, qui inonde certains d'entre eux de somptueux cadeaux (rappelons-nous les scandales du Quatargate et du Marocogate… Où en sont les condamnations pour corruption ?).

Puisque les Nations Unies sont réduites à l'impuissance, les Sahraouis ont fait appel au droit européen pour faire avancer leur cause et ont porté plainte auprès de la Cour européenne de Justice afin que cesse le pillage de leurs ressources naturelles par le Maroc et ses amis. Grâce à l'action intelligente et déterminée d'un avocat français, Gilles Devers, malheureusement décédé peu avant cet Eucoco, les droits du peuple sahraoui et de son représentant légitime le Front Polisario ont été reconnus clairement… Actuellement, l'Union Européenne essaie par tous les moyens de contourner ces jugements, empêchant les Sahraouis de bénéficier d'accords commerciaux équitables leur permettant de bâtir un État viable, de sortir de l'assistance en tant que réfugiés et de la répression en tant que colonisés par le Maroc. L'arme légale brandie actuellement par le Front Polisario, ce sont les procès contre les firmes et entreprises qui violent le droit européen en exploitant illégalement les ressources sahraouies.

Les représentants d'États africains comme le Mozambique, l'Angola, et surtout l'Afrique du Sud ont clamé leur indignation devant ces dénis de droit. L'Algérie qui assure largement la survie des réfugiés, exerce des pressions diplomatiques fortes sur la France et sur l'Espagne (qui exploite elle aussi les ressources du Sahara Occidental occupé au lieu de remplir ses obligations d'ancienne puissance occupante).

La situation est d'autant plus tendue que l'ingérence des États-Unis se fait plus forte et s'accentuera sans doute sous la présidence de Donald Trump, dans sa guerre commerciale avec la Chine. Celle-ci noue de plus en plus d'accords commerciaux en Afrique et étend sa « route de la soie » jusqu'en Amérique latine, aux portes des USA. Pendant ce temps, les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) accroissent leurs forces économiques et entendent se libérer de plus en plus de ce système d'asservissement aux intérêts américains et européens.

Dans ce vaste et cynique jeu de pouvoirs, le concept de démocratie réglée par le droit international est gravement menacé. De cette rencontre internationale, surgit quand même un espoir : celui de la résistance des peuples aux colonisations, aux oppressions, grâce à un idéal de justice et de paix. Le peuple palestinien et le peuple sahraoui en sont deux exemples héroïques.

Gabrielle LEFÈVRE | Journaliste |

le 05 décembre 2024
Zooms curieux (ENTRELESLIGNES)

1. - Lire à ce sujet le très intéressant article de Anne-Cécile Robert dans Le Monde Diplomatique de novembre 2024 : « Revendiquer des valeurs pour contourner le droit ». « De l'« ordre fondé sur des règles ».
2. Sur le pan-arabisme et pan-africanisme de Kadhafi :
https://shs.cairn.info/revue-
https://perspective.
3. https://fr.wikipedia.org/
4. https://fr.wikipedia.org/
https://www.amnesty.org/fr/

Liquidation électorale

Parmi les nombreuses élections qui ont émaillé l'année 2024, il n'était pas écrit que le scrutin présidentiel roumain tiendrait une place particulière. Depuis 1989 et la chute du communisme, le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti national libéral (PNL), aussi atlantistes et proeuropéens l'un que l'autre, se succèdent au pouvoir, quand ils ne gouvernent pas ensemble, comme actuellement. Une surprise d'envergure internationale semblait donc improbable.

Pourtant, cette élection restera dans les annales. Pour ses résultats, qui ont vu le premier ministre et grand favori Marcel Ciolacu (PSD) éliminé dès le premier tour, tout comme son compère du PNL, et surtout par son dénouement : une annulation pure et simple, pour cause de vote insatisfaisant. À travers le monde, les gouvernants avaient déjà expérimenté bien des méthodes pour contourner la volonté des électeurs : ignorer le verdict des urnes en imposant un traité refusé par référendum, user de stratagèmes institutionnels pour s'accrocher au pouvoir malgré une défaite, inventer des accusations de fraude pour entacher la légitimité d'un candidat… Mais jamais, dans un pays démocratique, on n'avait ainsi effacé des millions de bulletins.

L'affaire commence par des résultats inattendus au soir du 24 novembre. M. Călin Georgescu, qui oscillait entre 5 et 9 % dans les sondages, arrive en tête avec 23 % des suffrages, devant la dirigeante d'un petit parti centriste, Mme Elena Lasconi. Le vainqueur s'affiche comme un candidat « antisystème ». Jadis affilié à l'extrême droite, il concourt désormais comme indépendant, sans parti ni fonds de campagne, et il refuse toute apparition à la télévision. Prônant la souveraineté alimentaire et énergétique, il dénonce la mondialisation, l'inflation, l'immigration, l'OTAN, l'Union européenne, les aides à Kiev, les vaccins contre le Covid-19… Tout cela uniquement sur TikTok et YouTube, dans un discours mâtiné d'ésotérisme et d'appels à Jésus.

Qu'un tel personnage prenne la tête d'un pays par lequel transitent les céréales ukrainiennes et qui bientôt abritera la plus grande base de l'Alliance atlantique ne pouvait qu'entraîner un tir de barrage. Le 28 novembre, le Conseil de défense national – dirigé par le président sortant Klaus Iohannis (PNL) – accuse TikTok d'avoir accordé un *« traitement préférentiel »* à M. Georgescu. Dans la foulée, le Conseil national de l'audiovisuel demande à Bruxelles – qui obtempère sur-le-champ – d'enquêter sur ces *« amplifications algorithmiques »* et leurs *« potentiels risques pour la sécurité nationale ».* Le 4 décembre, le président Iohannis révèle des documents des services secrets évoquant une ingérence étrangère et sur la foi desquels les neuf juges de la Cour constitutionnelle, qui doivent tous leur poste au PSD et au PNL, fonderont leur annulation, sous les applaudissements des chancelleries et des médias occidentaux.

Que disent ces notes « déclassifiées » ? Que des influenceurs auraient été rémunérés afin de promouvoir M. Georgescu, pour un montant total de 380 000 euros – ce qui n'est pas grand-chose comparé aux 11 millions d'euros déboursés par M. Ciolacu pour mettre en avant son programme. Le candidat aurait également bénéficié du soutien coordonné de 25 000 comptes TikTok dans le but d'augmenter la viralité de ses vidéos. Des milliers de cyberattaques auraient par ailleurs visé les infrastructures informatiques électorales. Et puis… c'est tout. Aucune preuve d'une intervention étrangère ni même d'une quelconque collusion avec M. Georgescu.

Main de Moscou ou pas, l'opération semble de toute façon dérisoire. Aux États-Unis, Mme Kamala Harris a dépensé 140 millions de dollars pour accroître son audience sur Facebook et Instagram, six fois plus que son concurrent, et elle a perdu. La viralité d'un message ne fait pas tout : encore faut-il qu'il convainque. Mais, désormais, c'est certain, grâce à la Roumanie, grâce à Bruxelles, tous ceux dont les discours sont ignorés par les médias, mis en sourdine par les réseaux sociaux, obtiendront sans coup férir l'annulation du scrutin si le résultat leur déplaît. On parie ?

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, décembre 2024)

Roumanie: la campagne Tik Tok en faveur du vainqueur des présidentielles annulées a été financée non par les Russes mais…par le PNL pro OTAN, alors la presse, on rectifie ?

Un lanceur d'alerte au sein du gouvernement roumain a révélé que les publicités TikTok citées par le président roumain comme « preuve » de l'ingérence russe étaient en réalité payées par le Parti national libéral (PNL) dont le président sortant pro Otan roumain est membre !
Le lanceur d'alerte a révélé que PNL, par l'intermédiaire d'une agence de marketing, avait payé 130 influenceurs pour promouvoir certains hashtags sur TikTok et utiliser un certain nombre de slogans dans les clips. Ils ont mis en avant un certain nombre de qualités que le président « parfait » devrait avoir sans nommer directement le candidat, mais ont répondu « Călin Georgescu » aux autres utilisateurs dans la section des commentaires des clips.
Les enquêteurs qui ont compilé cette histoire ont vérifié le témoignage du lanceur d'alerte avec les propres déclarations de l'agence de marketing qui a reconnu que PNL les avait payés pour la campagne, mais a déclaré que les influenceurs avaient rompu leurs contrats et n'avaient pas suivi les directives qui leur avaient été données et avaient promu Călin Georgescu de leur propre gré.
Cela s'est avéré faux, car les contrats ont été divulgués et les enquêteurs ont découvert que la société de marketing avait demandé aux influenceurs de TikTok d'éviter délibérément les mesures de protection de l'application contre la publicité politique trompeuse, ce qui a ensuite été utilisé comme justification par les autorités roumaines pour annuler les élections présidentielles en accusant la Russie et TikTok.
Source: @BPartisans
Vérifications:
https://snoop.ro/anaf-a-descoperit-ca-pnl-a-platit-o-campanie-care-l-a-promovat-masiv-pe-calin-georgescu-pe-tiktok/
Comunicat-KensingtonTélécharger
[...]
Publié le 21 décembre 2024 par pgibertie

https://pgibertie.com/2024/12/21/roumanie-la-campagne-tic-toc-en-faveur-du-vainqueur-des-presidentielles-annulees-a-ete-financee-non-par-les-russes-mais-par-le-pnl-pro-otan-alors-la-presse-on-rectifie/

La Syrie « libérée » par ses démolisseurs

Abou Mohammed al-Jolani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquente : il commence sa militance jihadiste dans les rangs d'al-Qaeda comme collaborateur d'*Abou Bakr al-Baghdadi,* le « calife » qui en 2013 fonde l'ISIS, l' « État Islamique de l'Irak et de la Syrie ». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le *Front al-Nosra*, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État Islamique.

La faction d'al-Jolani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en *2015*, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la « Coalition anti-ISIS » conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En *2016* al-Jolani interrompt formellement les liens avec al-Qaeda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis *Hayat Tahrir al-Sham (HTS) en 2017*. Sous Jolani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des « rebelles » dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Jolani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif *armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien.* Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Jolani avance rapidement et conquiert Damas le *7 décembre*. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le *président Assad* reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'Ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des « rebelles » islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les *États-Unis* confirment être en contact avec les « rebelles » à travers la Turquie, *Israël* s'approprie une autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme « défensives », contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 14 décembre 2024
byoblu.com

https://www.byoblu.com/category/grandangolo-pangea/
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Comment les États-Unis et Israël ont discrètement ranimé les héritiers d'Al-Qaïda en Syrie

L'offensive des rebelles syriens dans la région d'Idlib a surpris par son intensité. Mais elle n'a pas été improvisée. À Washington, on était conscient depuis quelques années qu'une nouvelle flambée de violence permettrait de relancer des objectifs politiques. Quitte à raviver des liaisons dangereuses, moyennant une opération de « relooking » au passage.

Alors que les forces d'opposition syriennes, dirigées par Hayat Tahrir al-Sham, ex-filiale d'Al-Qaïda, intensifient leur offensive pour s'emparer de nouveaux territoires après la prise d'Alep, Washington a pris ses distances par rapport à l'attaque. Le revirement est remarquable au regard du soutien de longue date apporté à l'armement de ces groupes présentés comme des « rebelles modérés » dans la région d'Idilib.

En effet, sous la présidence de Barack Obama, le gouvernement des EU a secrètement injecté des milliards dans une opération secrète destinée à renverser le gouvernement de Bachar el-Assad. Le programme Timber Sycamore de la CIA, l'une des opérations les plus coûteuses de l'agence, a permis, à son apogée, d'acheminer 100 000 dollars par militant syrien formé, dont beaucoup allaient finalement se battre sous la bannière de factions liées à Al-Qaïda.

L'étendue de la complicité de Washington a été dévoilée à travers la publication de câbles diplomatiques. On y trouvait notamment cet aveu surprenant de Jake Sullivan, alors chef de cabinet adjoint de Hillary Clinton, en 2012 : Al-Qaïda « est de notre côté en Syrie ». Brett McGurk, coordinateur du Conseil de sécurité nationale pour le Moyen-Orient, a pour sa part qualifié Idlib de « plus grand refuge d'Al-Qaïda depuis le 11 septembre ».

Une occasion en or

Secrétaire adjointe à la défense pour le Moyen-Orient dans le gouvernement Biden, Dana Stroul affirma en 2020, lors d'une audition de la sous-commission de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, que « la Russie et l'Iran n'ont pas les ressources nécessaires pour stabiliser ou reconstruire la Syrie ». Elle ajouta que l'économie syrienne, déjà chancelante, « continuait à s'effondrer ». La situation était aggravée par la crise économique au Liban et le régime de sanctions imposé par les États-Unis.

La Syrie sous le couperet américain : des sanctions qui tuent

Stroul expliquait alors qu'il y avait là « une occasion à saisir », plaidant pour une approche proactive. Elle a donc proposé que les États-Unis commencent à planifier un moyen de « tirer parti de la prochaine flambée de violence pour revigorer un processus politique ». Selon Stroul, cette stratégie devait inclure un rapprochement des États-Unis avec la Turquie, tout en maintenant une position ferme sur les questions politiques, les sanctions et le refus de l'aide à la reconstruction.

L'objectif est toujours le même : chasser l'Iran du territoire syrien et contraindre Damas à abandonner son alliance avec le Hezbollah libanais. Ces ambitions vont bien au-delà d'une simple stratégie. C'est une véritable vision visant à remodeler l'équilibre des forces dans la région en faveur des intérêts étasuniens et israéliens.

Après la prise d'Alep par le HTS, les Émirats arabes unis et les États-Unis ont profité de l'occasion pour faire avancer leur vision d'un nouveau Moyen-Orient. Avec un sens du *timing* étonnant, ils ont fait une offre qui touche au cœur de la lutte syrienne : alléger les sanctions économiques en échange d'une rupture des liens avec l'Iran, allié de longue date de Damas.

Liaisons dangereuses

En début d'année se tenait à Washington la journée annuelle de sensibilisation au conflit. Regroupés sous la bannière de l'American Coalition for Syria, des lobbyistes favorables au changement de régime en ont profité pour rencontrer des responsables EU et ont plaidé pour un financement de groupes liés à Al-Qaïda. Selon une enquête publiée par The Grayzone, le chef de cabinet du sénateur républicain de Floride Rick Scott a rassuré les défenseurs de l'opposition syrienne en leur disant : « Les Israéliens veulent que vous soyez aux commandes ».

Les analyses des *think tanks* pro-israéliens, tels que le Washington Institute for Near East Policy (WINEP), dépeignent une Ligue arabe ayant changé de position pour soutenir Damas. Toutefois, ce rapprochement s'accompagne d'un objectif calculé : faire avancer un ordre du jour anti-iranien qui s'aligne parfaitement sur les objectifs des États-Unis et d'Israël.

L'objectif principal est clair : un règlement négocié en Syrie qui obligerait le président Bachar el-Assad à rompre ses liens avec l'Iran et à mettre fin aux fournitures d'armes au Hezbollah.

Le « relooking » du HTS

Au cours des dernières années, alors que la guerre en Syrie se trouvait dans une impasse, les responsables occidentaux de la politique étrangère ont entrepris de redorer le blason du Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Le « relooking » du chef du HTS, Abu Mohammad al-Julani, a été au cœur de cet effort. Connu pour ses treillis militaires, al-Julani est réapparu à la télévision EU sous un jour radicalement différent, vêtu d'un costume et se présentant comme un chef poli et formel.

Dans son analyse du HTS, le Center for Strategic and International Studies, un *think tank* basé à Washington, relève :

« Les messages du HTS ont clairement fait connaître ses mesures de syrianisation, ses campagnes antiterroristes contre les groupes islamistes transnationaux et ses tentatives de mise en place d'une structure de gouvernance dans le nord d'Idlib. Ce message soutenu et l'absence d'opérations militaires en dehors des zones contrôlées par le HTS indiquent que le groupe continuera à se positionner comme une force gouvernementale relativement modérée en Syrie dans un effort visant à recevoir l'aide, les ressources et éventuellement la reconnaissance internationales. »

James Jeffrey, ancien ambassadeur des EU et Représentant spécial pour l'Engagement en Syrie durant la mandature Trump, a décrit Hayat Tahrir al-Sham comme un « atout » pour la stratégie EU à Idlib.

Le « relooking » du Hayat Tahrir al-Sham HTS a progressé, malgré des rapports accablants sur la torture et les violations des droits de l'homme. À Idlib, le groupe a même ciblé des journalistes qui étaient favorables à sa cause. En 2020, un rapport des Nations unies jetait une ombre encore plus sombre, soulignant que chaque faction majeure du théâtre syrien, y compris le HTS, s'est appuyée sur des enfants soldats pour renforcer ses rangs.

Bien que les États-Unis se distancient publiquement de toute implication directe dans la dernière escalade en Syrie, la réalité est plus complexe. Le fait de soutenir ouvertement des groupes officiellement désignés comme des organisations terroristes risque de mettre WashiAl Qngton dans l'embarras, ce qu'il préférerait éviter.

Robert INLAKESH

10 décembre

Robert Inlakesh est analyste politique, journaliste et réalisateur de documentaires, actuellement basé à Londres, au Royaume-Uni. Il a vécu et réalisé des reportages dans les territoires palestiniens occupés et anime l'émission « Palestine Files ». Réalisateur de « Steal of the Century : Trump's Palestine-Israel Catastrophe ». Suivez-le sur Twitter @falasteen47

Source originale : Mint Press

Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action

https://investigaction.net/comment-...

URL de cet article 40057 : https://www.legrandsoir.info/comment-les-etats-unis-et-israel-ont-discretement-ranime-les-heritiers-d-al-qaida-en-syrie.html

Le privilège des start-up

Conçus pour assouplir le cadre légal en vue de favoriser l'innovation, les « bacs à sable réglementaires » offrent aux entreprises de technologie des conditions dérogatoires au droit commun, notamment en termes de protection de la vie privée. Ils relèvent d'une logique de dérégulation qui reconfigure l'État au bénéfice des acteurs de marché et au détriment des libertés publiques.

Et si les jeunes entrepreneurs du secteur technologique pouvaient s'affranchir du droit pour expérimenter leurs produits sans encourir de risques juridiques ? Voilà exactement en quoi consistent les « bacs à sable réglementaires » *(regulatory sandboxes),* une nouvelle tendance dans le domaine de la régulation économique. D'après la Datasphere Initiative, une fondation financée notamment par Google et Microsoft, qui les promeut au niveau international, ces dispositifs renvoient à *« un environnement collaboratif »* contrôlé, permettant de tester *« des technologies et des pratiques innovantes »* vis-à-vis des normes censées les encadrer (1). En pratique, il s'agit pour l'État et les agences publiques agissant en son nom d'accompagner des entreprises en suspendant certaines exigences réglementaires afin d'« accélérer » la mise sur le marché de telle ou telle innovation. D'abord expérimentés au Royaume-Uni et en Suisse pour les nouvelles technologies financières (« fintech »), les bacs à sable réglementaires gagnent en popularité depuis 2018, une année marquée par l'inscription de l'intelligence artificielle (IA) au nombre des priorités stratégiques par les pouvoirs publics. Depuis, les exemples de mises en œuvre se multiplient à travers le monde, notamment dans le secteur de la santé ou des transports, à l'image de l'État de Rio de Janeiro, qui expérimente depuis l'été 2023 la livraison de boissons fraîches par drones.

Avec la tutelle exercée par l'industrie sur les politiques de recherche et le choix de l'externalisation, les bacs à sable réglementaires illustrent une reconfiguration des politiques publiques au bénéfice du secteur privé et de la sacro-sainte innovation. Du point de vue de leurs promoteurs, ces dispositifs renforcent la sécurité juridique d'entreprises qui mettent au point des « innovations de rupture ». Ils témoignent également d'une forme d'accompagnement public qui peut aisément se transformer en gage de conformité et donc en avantage concurrentiel. De son côté, l'État consolide son rôle de partenaire des stratégies entrepreneuriales et développe une régulation fondée sur le marché *(market-based)* tout en se donnant les moyens de façonner ce dernier. À bas bruit, la puissance publique reconfigure ainsi ses interventions pour favoriser la « disruption » chère aux tenants de la « start-up nation ».

Lâcher la bride aux services de l'État

Mais les populations bénéficient-elles de cette logique « gagnant-gagnant » ? En Europe, où les règles en matière de protection des données personnelles adoptées en 2018 essuient un feu roulant de critiques pour leur effet supposément délétère sur l'innovation, les bacs à sable réglementaires se multiplient dans le domaine de la surveillance des citoyens. C'est par exemple le cas en matière de vidéosurveillance algorithmique – le couplage de l'IA et des caméras de rue pour identifier des personnes et déclencher automatiquement des alertes en cas de détection d'événements suspects (2). *« L'Europe est très en retard »,* déplore François Brémond, de l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) Sophia-Antipolis : à cause du règlement général sur la protection des données (RGPD), *« il est pratiquement impossible de collecter des données* (3) *».* Dès 2019, dans un rapport consacré à la reconnaissance faciale, un panel d'avocats, de chercheurs et d'industriels vice-présidé par Mme Florence Fourets, directrice juridique à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), abondait dans le même sens et pointait le *« cadre réglementaire contraint »* entravant le développement d'algorithmes censés être *« entraînés à partir de bases contenant un très grand nombre d'images de visages variés provenant d'origines différentes »* (4).

Les bacs à sable apparaissent ainsi comme une réponse pour lever ces « obstacles », quitte à ce que la logique d'expérimentation s'inscrive dans le marbre de la loi. En 2018, déjà, l'un des tout premiers rapports français consacrés aux politiques publiques de soutien à l'intelligence artificielle, concocté par une commission présidée par le mathématicien Cédric Villani, alors député macroniste, abordait la question spécifique de *« l'IA au service de la défense et de la sécurité »,* appelant à des *« expérimentations »* et des *« dérogations aux règles existantes suivant la logique de bac à sable »* (5). Dans ces secteurs hautement stratégiques, ce dispositif présente aussi l'intérêt de lâcher la bride aux services de l'État.

À la suite du rapport Villani, le Parlement français autorisera l'armée puis les services de renseignement à déroger au droit pour accumuler des données afin de mieux entraîner leurs IA. La même logique régit, en 2023, l'expérimentation de la vidéosurveillance algorithmique prévue par la loi relative aux Jeux olympiques, avec des marchés publics assurant aux start-up comme Wintics ou à la holding ChapsVision les coudées

franches pour tester leurs produits en « conditions réelles » en lien avec les forces de l'ordre. Adopté au printemps 2024, le règlement européen consacré à l'intelligence artificielle couronne cette approche, en imposant à tous les États membres, par l'intermédiaire de son article 57, d'expérimenter ces dispositifs en les plaçant sous l'égide d'une agence de régulation.

La présidente de la CNIL, la conseillère d'État Marie-Laure Denis, voit dans cette disposition une manière de conforter le rôle de l'institution dont elle a la charge, tout en promettant de *« concilier l'IA et l'innovation avec la protection des droits »* (6). Mais les règlements particuliers accordés à titre expérimental ne menacent-ils pas de supplanter la loi générale et les garanties qu'elle apporte en matière de libertés publiques ? En lieu et place d'une intervention ponctuelle sous forme d'autorisation préalable, de contrôle et de sanctions, les bacs à sable réglementaires illustrent la préférence néolibérale pour la régulation : ce processus, jugé plus fluide ou adaptatif par les dirigeants, procède d'un *« accompagnement continu »* des entités régulées par des agences publiques dotées d'une *« capacité d'influence immédiate et diffuse sur les comportements »,* explique la professeure de droit Pascale Idoux. Les chercheurs Benjamin Lemoine et Antoine Vauchez y voient, eux, une *« contre-culture de gouvernement »* qui *« conteste la culture officielle et réglementaire de l'État, perçue comme un frein, et tend à subvertir des savoirs du droit public et pénal »* (7). Au sein du secteur de la surveillance numérique, il s'agit de mener à son terme une logique déjà largement consommée par le passage du modèle de l'encadrement par la CNIL dans les années 1980 à celui de la conformité (en anglais *compliance*) dans les années 2010 : la Commission délaisse ainsi le contrôle de licéité au profit de l'accompagnement des acteurs de marché ; le « gendarme des données personnelles » se pense désormais comme une agence de promotion de l'innovation.

On peut faire une analogie entre ces dispositifs juridiques dérogatoires mis en place au prétexte de l'innovation technologique et ceux propres aux états d'exception qui, lors des crises, justifient l'hypertrophie des pouvoirs répressifs. Avec les bacs à sable réglementaires, la nécessité ne résulte pas directement d'un état d'urgence qui justifierait une action de la police affranchie des « carcans procéduraux ». Elle découle plutôt de la priorité donnée à une mise sur le marché de ces innovations technologiques que nul obstacle juridique ne devrait retarder ou gêner « inutilement », dans un contexte de compétition économique exacerbée. Mais, qu'il s'agisse de bacs à sable réglementaires ou de l'extension des pouvoirs de l'exécutif au nom de l'état d'urgence, les libertés fondamentales passent par pertes et profits, l'urgence techno-sécuritaire disqualifiant progressivement le vieux droit libéral.

Ce recul actuel de la « loi générale et impersonnelle », pilier du libéralisme politique depuis le XVIII^{e} siècle, n'est pas sans précédent. Dans l'Allemagne des années 1930, les juristes marxistes associés à l'école de Francfort pointaient déjà du doigt la théorie juridique « décisionnaire » prônée par leur adversaire politique Carl Schmitt, et mise en acte par les conservateurs allemands avant même l'arrivée au pouvoir des nazis (8). Franz von Papen, chancelier du Reich en 1932, se disait alors partisan d'un État garant des intérêts de la grande industrie, disposé à la protéger des revendications démocratiques au moyen de la répression et du musellement des libertés. Il fallait tout faire, selon lui, pour éviter d'*« entraver davantage la mobilité de l'économie par de nouvelles constructions artificielles »* et, au contraire, *« assouplir les liens »* qui enserrent le marché (9).

Honorer la promesse d'égale liberté

À l'époque, Carl Schmitt fournit la justification théorico-pratique à ces politiques au travers de sa critique du *« rationalisme »* et de l'*« abstraction »* de la loi, à laquelle il oppose *« des mesures et des ordres émis au fur et à mesure des nécessités »* (10). Des dispositions adaptées aux situations individuelles, voire déléguées à une sphère d'*« auto-administration économique »,* pour et par les grandes entreprises oligopolistiques que l'État reconnaît comme relevant de l'« intérêt public ». Il s'agit de liquider la république de Weimar et de poser les bases d'un ordre juridique que les conservateurs puis les nazis reprendront à leur compte. Des juristes dissidents comme Franz Neumann ou Otto Kirchheimer dénoncent alors cette dérive autoritaire. Ils rappellent que l'État de droit, avec ses principes abstraits et généraux, avec sa hiérarchie des normes et ses valeurs associées, demeure la condition nécessaire – bien qu'insuffisante – pour honorer la promesse d'égale liberté et celle, plus classiquement libérale, d'un droit capable de juguler la violence d'État. Si l'histoire ne se répète jamais, notre époque aussi est marquée par l'essor d'un droit toujours plus inféodé aux intérêts des grands groupes, et par une recrudescence de l'autoritarisme d'État.

Félix TRÉGUER (Monde diplomatique, févier 2025)
Chercheur et membre de La Quadrature du Net. Texte adapté de *Technopolice. La surveillance policière à l'ère de l'intelligence artificielle,* Divergences, Paris, 2024.

(1) « 5 min intro to sandboxes »

(2) Lire Thomas Jusquiame, « Les cuisines de la surveillance automatisée », *Le Monde diplomatique,* février 2023.

(3) Cité par Thomas Allard. « Surveillance. Quels systèmes pour demain ? », *Science & Vie,* Montrouge, septembre 2023.
(4) « Reconnaissance faciale, entre exigence de contrôle et respect de la vie privée. Quels outils, quels enjeux, quelles garanties ? », Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), 30e session nationale « Sécurité et justice » 2018-2019 (PDF).
(5) Cédric Villani (sous la dir. de), « Donner un sens à l'intelligence artificielle. Pour une stratégie nationale et européenne », rapport de la mission parlementaire, Paris, mars 2018.
(6) Alexandre Piquard, « La protection des données personnelles ne doit pas être la variable d'ajustement de l'IA », *Le Monde,* 24 novembre 2024.
(7) Pascale Idoux, « Le temps de la régulation », dans *Le Temps en droit administratif,* Dalloz, Paris, 2022 ; Benjamin Lemoine et Antoine Vauchez, « Le négoce de la souveraineté juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 251, Paris, 2024.
(8) Franz L. Neumann « The change in the function of law in modern society », dans William E. Scheuerman (sous la dir. de), *The Rule of Law Under Siege. Selected Essays of Franz L. Neumann and Otto Kirchheimer,* University of California Press, Berkeley, 1996.
(9) Cité par Hermann Heller, « Libéralisme autoritaire ? », dans Grégoire Chamayou (sous la dir. de), *Du libéralisme autoritaire,* La Découverte, Paris, 2020.
(10) Carl Schmitt, *Légalité et légitimité,* Presses de l'université de Montréal - Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2016 (1re éd. : 1936).

Recul des libertés, faillite politique

« Nous en avons assez des lettres de cachet. Nous en avons assez d'être mis en prison pour des raisons secrètes. Nous en avons assez du scandale quotidien qui nous est révélé chaque jour au réveil, et qui, le soir venu, tombera dans l'oubli. Nous en avons assez des ministres falots qui prétendent nous diriger, alors qu'ils ne savent pas se conduire bien eux-mêmes ! » L'apostrophe de Beaumarchais – dans le film d'Édouard Molinaro (1996) – à un tribunal aux ordres de la monarchie rappelle que 1789 est aussi une révolution juridique. Contre l'arbitraire et pour la justice. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 affirme l'égalité devant la loi et confie aux élus de la nation la mission de définir, en public et après débat, les crimes et délits. Elle énonce les garanties accordées aux citoyens, telles la séparation des pouvoirs ou la présomption d'innocence, la soumission du pouvoir exécutif et de la police à l'intérêt général, ou encore celle des peines de prison à leur stricte nécessité.
Depuis plusieurs siècles, la concrétisation de ces principes faisait l'objet d'une constante bataille. En Angleterre, la Magna Carta (Grande Charte) avait introduit la notion d'égalité devant la loi en 1215, et en 1679 le Parlement anglais avait arraché au roi Charles II le principe d'habeas corpus, garant de la liberté individuelle dès lors qu'il interdit la détention arbitraire en imposant la présentation du prisonnier à un juge. Ainsi la lutte séculaire pour la « garantie des droits de l'homme » alterne progrès et retours en arrière, à la mesure des rapports de forces politiques, de l'intensité des mobilisations populaires. L'évolution du droit, celle des institutions et les mœurs publiques, les relations police-justice permettent de caractériser chaque époque. À cette aune, la période actuelle ne présente-t-elle pas toutes les caractéristiques d'une ère de régression ?
Le double mouvement des idées et des peuples favorise de significatives avancées au XIXe et au XXe siècle. En Europe, l'essor de la pensée socialiste et les grèves ouvrières permettent alors l'obtention par les salariés de droits d'expression et de représentation syndicale. En France, l'avènement d'un régime républicain, inspiré de la Révolution française, se traduit par d'intenses débats politiques et la reconnaissance de la liberté d'association en 1881 et du droit des personnes inculpées à l'assistance d'un avocat (loi Constans du 8 décembre 1897). Tout au long du XXe siècle, les combats menés par la militante britannique Emmeline Pankhurst ou la philosophe française Simone de Beauvoir, puis les grandes manifestations féministes à partir des années 1970, permettent l'émancipation politique et juridique des femmes.
Les guerres peuvent jouer le rôle de catalyseur, ou d'accélérateur. Après 1945, les crimes inouïs perpétrés par les nazis et le régime japonais suscitent l'adoption de traités garantissant les droits fondamentaux à tous, *« sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion »,* comme la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), sur laquelle s'appuieront les peuples colonisés pour faire reconnaître internationalement leurs légitimes aspirations à la liberté et à l'indépendance. D'autres textes suivront comme les deux pactes de 1966, l'un relatif aux droits civils et politiques, l'autre aux droits économiques, sociaux et culturels, complétés par de nombreux documents « régionaux », telles la Convention européenne de sau-

vegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1951) ou encore la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1981).

Les phases de retour en arrière suivent souvent des changements de régime comme l'instauration du Second Empire en 1852 ou l'avènement du gouvernement de Vichy en 1940 après des coups d'État, mais aussi des événements brutaux atteignant la sécurité des personnes et des biens. Ainsi, les attaques du 11 septembre 2001 et le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme » ont généralisé les mesures d'urgence et la restriction des libertés au nom de la sécurité. De la recrudescence des attentats islamistes à la réorganisation de l'extrême droite violente, des grandes manifestations altermondialistes aux mouvements écologistes dénonçant aujourd'hui l'« inaction climatique »… tout justifierait l'extension régulière des pouvoirs de police – augmentation des durées de la garde à vue, systématisation des contrôles d'identité, surveillance accrue des populations – et l'érosion des garanties judiciaires (réduction des délais de recours et entraves aux droits de la défense, création d'infractions aux contours flous comme l'« entreprise individuelle terroriste » ou l'« apologie du terrorisme ») (1).

Recours régulier à l'état d'urgence – y compris pour contenir les émeutes urbaines en 2005 –, banalisation des plans Vigipirate en France, instauration du Patriot Act aux États-Unis : le régime d'exception tend à devenir la règle de la démocratie libérale. Alors que le Parlement français a déjà adopté trente-deux législations relatives à la « sécurité » depuis la série d'attentats qui ensanglanta les grands magasins parisiens et la rue de Rennes en 1986 – avec alors les premières lois dites « Pasqua » –, le ministre de l'intérieur Bruno Retailleau en réclame une nouvelle en 2025 (2). La pandémie de Covid-19 a permis, via l'invention d'un régime spécial appelé « état d'urgence sanitaire », la soumission des populations occidentales à des mesures de surveillance et de contrôle, plus communes dans des pays autoritaires comme la Chine que dans des sociétés présentées comme « ouvertes », avec un recours massif aux nouvelles technologies (drones, fichage, fouilles corporelles, « vidéoprotection », etc.). Facteur aggravant, une sorte d'effet de cliquet permet, une fois la période d'exception terminée, le maintien de ces atteintes aux libertés dans l'ordre juridique (3).

Mais le potentiel liberticide des politiques sécuritaires tend d'autant plus à se réaliser que la pensée s'affaisse et créée les conditions de leur acceptation. Ainsi, aux États-Unis, à partir des années 1980, la théorie de la « vitre brisée » défend, au nom de l'anticipation de crimes futurs, la nécessité de punir avec la plus grande sévérité dès le premier délit, même mineur (4). Sous couvert de bon sens, ce discours exprime une vision figée de l'ordre social : le délinquant, souvent issu des quartiers pauvres, ne pourra jamais s'amender et doit sans délai encourir, même s'il est encore adolescent, les peines les plus lourdes, quand bien même elles hypothèquent sa réinsertion. Le président Nicolas Sarkozy (2007-2012) avait repris à son compte les théories déterministes les plus caricaturales en suggérant la possibilité de détecter dès l'école maternelle les futurs criminels. Depuis des décennies, les moyens attribués à la protection judiciaire de la jeunesse, aux éducateurs, aux juges et à l'enseignement diminuent autant pour des raisons budgétaires que par choix philosophique et idéologique.

Réelles, les menaces d'atteinte à la sécurité ravivent le vieux fond réactionnaire d'une partie des élites européennes qui ont souvent subi le progrès des idées libérales et sociales. Les réflexes aristocratiques font alors bon ménage avec l'arrogance de classe, comme l'illustre la répression brutale du mouvement des « gilets jaunes » en France en 2018-2019. Une doctrine et des pratiques agressives de maintien de l'ordre – testées de longue date dans les quartiers populaires – substituent progressivement *« le lapin de garenne au citoyen libre »,* selon la formule de l'académicien François Sureau, sous le contrôle, trop souvent bienveillant, de magistrats devenus les auxiliaires zélés de pouvoirs autoritaires (5). En matière sociale, le démantèlement régulier du code du travail et la recrudescence de pratiques intimidantes comme les gardes à vue de syndicalistes (et de journalistes) participent de ce grand retour en arrière.

La pensée égalitaire et humaniste des Lumières, qui a longtemps dominé sur le continent européen, cède désormais la place à la légitimation des groupes d'intérêt et à la restauration de privilèges pour de nouveaux « sangs bleus » : chefs d'entreprise et soi-disant « self-made-men » – qui ne devraient rien à la puissance publique – bénéficient de dérogations au droit commun (social ou fiscal) au nom des nécessités de l'innovation, comme l'illustrent les « bacs à sable réglementaires » imaginés par l'Union européenne *(lire Le privilège des start-up).* Symétriquement, les classes populaires pourraient être les premières victimes d'une justice algorithmique qui ferait la part belle à des sentences automatiques reproductrices d'inégalités sociales (6). L'invocation de l'urgence, de l'insécurité et de l'impécuniosité masque commodément des choix idéologiques hostiles aux libertés fondamentales.

Anne-Cécile ROBERT (Monde diplomatique, févier 2025)

(1) Lire Vincent Sizaire, « Quand parler de « terrorisme » ? », *Le Monde diplomatique,* août 2016.

(2) « Chronologie de la législation antiterroriste depuis les années 1980 ».

(3) Lire Patrick Baudouin, « Perdre en liberté sans gagner en sécurité », *Le Monde diplomatique,* décembre 2015.
(4) Lire Loïc Wacquant, « Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique », *Le Monde diplomatique,* mai 2002.
(5) Discours de réception de M. François Sureau, 3 mars 2022 ; lire aussi Évelyne Sire-Marin, « La justice à contre-emploi », *Manière de voir,* n° 182, « Feu sur les libertés », avril-mai 2022.
(6) Lire Vincent Brengarth et William Bourdon, « Plaidoyers pour une fraternité inventive », *Manière de voir,* n° 182, « Feu sur les libertés », *op. Cit.*

Résister plutôt que désobéir

Comment faire face à l'autoritarisme ambiant ? Aux menaces sur les libertés individuelles ? Faut-il, telle Antigone face à Créon, désobéir – au nom de sa seule conscience – aux lois de la cité jugées injustes voire scélérates ? Une autre voie mérite d'être explorée, qui consiste non pas à enfreindre la légalité mais à se battre pour sa pleine application.

Depuis plusieurs années, on assiste à une recrudescence, dans le débat public, des appels à la désobéissance civile contre les mesures mises en œuvre par les autorités. On les a notamment entendus dans le discours de nombreux acteurs mobilisés pour empêcher le Rassemblement national (RN) d'accéder au pouvoir à l'issue des dernières élections législatives (1). Mais le mot d'ordre tend en fait à s'imposer depuis le milieu des années 2010, avec une répression toujours plus féroce des mouvements sociaux, flagrante lors de celui des « gilets jaunes » en 2018-2019 (2). Quand le dialogue avec les pouvoirs publics apparaît impossible, que l'expression d'une opposition aux politiques conduites par les gouvernants – voire d'un simple désaccord – expose au risque de poursuites ou de représailles, l'idée selon laquelle il serait nécessaire de désobéir explicitement aux règles édictées par les autorités pour dénoncer et démontrer leur iniquité fait son chemin.
On y adhère, ou tout au moins on la discute, au sein des associations ou mouvements informels écologistes, qui, face à la menace existentielle pour l'humanité que constitue le dérèglement climatique, en viennent à prôner une action plus radicale. L'occupation non autorisée de l'espace public est ainsi l'un des modes d'action privilégiés du collectif Extinction Rebellion. Nombre des participants à la manifestation interdite de Sainte-Soline du 25 mars 2023 contre les mégabassines agricoles invoquaient eux aussi la désobéissance civile (3). Et lui avoir consacré un atelier a valu à l'association Alternatiba de se voir refuser le versement de toute subvention publique par le préfet de la Vienne, aux termes d'une décision censurée depuis par la justice administrative.
Une telle approche tient surtout à la vigueur de la poussée autoritaire depuis le début du siècle. Si elle s'inscrit dans une longue tradition institutionnelle remontant au Premier Empire (4), elle n'en reste pas moins d'une intensité singulière et appelle d'autres formes d'opposition que la simple interpellation des pouvoirs publics par le biais de pétitions ou de tribunes. Toutefois, à y regarder de plus près, la désobéissance civile n'est peut-être pas la réponse la mieux ajustée à la menace pesant sur nos libertés publiques. À tout le moins, pas la seule.
Formalisée en 1849 par le philosophe américain Henry David Thoreau, la notion affirme le droit, et même le devoir, de désobéir aux lois que les citoyens estiment injustes – en l'occurrence, Thoreau forge ce concept à partir de sa propre expérience et de son refus de s'acquitter d'un impôt dont le produit devait pour partie financer des pratiques esclavagistes (5). Les personnes qui s'en prévalent inscrivent leurs luttes dans l'histoire des grands mouvements progressistes comme le combat pour les droits civiques des Afro-Américains – dont les militants défièrent les lois ségrégationnistes des gouvernements du sud des États-Unis – ou encore la lutte pour l'indépendance nationale et contre l'ordre juridique colonial menée par Mohandas Karamchand Gandhi.
Mais, dès lors qu'il s'agit de désobéir aux lois en vigueur au nom de la conception que l'on se fait d'une justice supérieure, rien n'interdit aux personnes qui militent contre le progrès démocratique de s'emparer de la même notion. Dans différents pays, la désobéissance expresse aux lois en vigueur compte ainsi au nombre des modes d'action privilégiés de militants de l'interdiction du droit à l'avortement. De l'occupation de l'espace public ou des lieux où se pratique l'interruption volontaire de grossesse au refus de soins opposé aux femmes souhaitant exercer ce droit, c'est toujours au nom d'une « cause juste » que l'on revendique alors de violer la loi (6). La désobéissance explicite au cadre légal peut aussi être théorisée et adoptée par des mouvements d'extrême droite mettant en avant leur idéal nationaliste pour justifier des modes d'opposition illicites et volontiers violents aux pouvoirs publics (7).

Le choix de la désobéissance civile peut par ailleurs conforter les gouvernants autoritaires dans leur prétention à incarner le camp de la légalité face à des mouvements d'opposition renvoyés à l'illicéité formelle de leurs actes. Or la démocratie encadre la prérogative des autorités publiques à départager le légal et l'illégal. La délégation de pouvoir que le peuple leur consent afin qu'elles adoptent les normes et veillent à leur application a pour seule finalité l'égale préservation de nos droits fondamentaux : *« L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits,* dispose l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 (DDHC). *Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. »* Quand cette finalité cesse d'être poursuivie, l'obéissance à la règle promulguée par les gouvernants et gouvernantes cède devant le nécessaire droit de *« résistance à l'oppression »* reconnu à tout citoyen à l'article 2.

Car, en effet, refuser d'appliquer une loi qui méconnaît les droits les plus élémentaires ne revient pas à enfreindre la légalité mais à opposer à la légalité formelle des autorités une légalité supérieure. Ainsi, il s'agit moins de faire valoir la justesse de sa cause – et possiblement de l'imposer à autrui – que de réclamer le plein respect des droits et des libertés garantis par la Constitution ou les traités internationaux comme la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Plutôt que de revendiquer la désobéissance aux gouvernants et aux normes qu'ils édictent, pourquoi ne pas sommer les premiers de conformer les secondes aux principes juridiques essentiels – qui fondent la légitimité de leur action dans une société démocratique – et, en particulier, de veiller au plein respect des droits fondamentaux de l'ensemble des citoyens ? En d'autres termes : pourquoi, plutôt que d'afficher sa rupture avec un ordre social jugé injuste en espérant ainsi contribuer à le réformer, ne pas exiger de nos représentants qu'ils respectent les termes de leur mandat ?
On peut s'interroger sur les moyens disponibles pour faire valoir concrètement ce droit de résistance à l'oppression, notamment parce que – à l'exception de la prohibition de l'esclavage, des actes de torture et des traitements inhumains ou dégradants, selon la convention européenne des droits de l'homme – aucune liberté fondamentale ne présente de caractère absolu. On ne saurait dès lors se prévaloir de la seule atteinte par les pouvoirs publics à tel ou tel de ses droits pour entrer légitimement en résistance. En revanche, les autorités ne peuvent limiter l'exercice de nos libertés que de façon exceptionnelle et en respectant certaines conditions : l'article 8 de la même convention stipule que la restriction doit être prévue par la loi, poursuivre un but légitime dans une société démocratique et être strictement proportionnée à la réalisation de cet objectif. Ce qui signifie a contrario que, même lorsque la loi la prévoit, une mesure restrictive de liberté qui n'est pas nécessaire à l'accomplissement du but fixé par le législateur, ou disproportionnée, perd toute légitimité et ainsi toute force obligatoire : chacun a le droit mais aussi le devoir de refuser son application.

« L'état de nécessité » contre l'oppression

De longue date, la Cour de cassation considère qu'une mesure d'enquête attentatoire à la vie privée – telle qu'une interception de télécommunication ou une surveillance informatique –, fût-elle régulière en la forme, doit être annulée si elle n'était pas nécessaire (par exemple, quand les enquêteurs pouvaient accéder à l'information par des voies moins intrusives) ou disproportionnée (notamment si elle a duré trop longtemps) (8). Plus récemment, inspirée par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), elle a étendu son contrôle de proportionnalité au principe même de la pénalisation de tel ou tel acte. En prenant en compte la disproportion de l'atteinte portée à leur libre expression, la chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé les décisions de condamnation des militants qui avaient décroché des portraits du président de la République pour protester contre l'inaction du gouvernement face au changement climatique (29 mars 2023) et de ceux appelant au boycott des entreprises qui participent à la colonisation des territoires palestiniens occupés par les autorités israéliennes (17 octobre 2023).
La notion d'« état de nécessité » constitue une autre forme effective de reconnaissance, par notre ordre juridique, du droit de résistance à l'oppression. Le code pénal, à son article 122-7, prévoit en effet que, quelle que soit l'infraction qu'on lui reproche d'avoir commise, ne peut être déclarée *« pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ».* Si la Cour de cassation n'admet aujourd'hui un tel fait justificatif que de façon particulièrement restrictive, la défense l'invoque de plus en plus fréquemment devant les juridictions, ce qui encourage l'évolution de la jurisprudence.
Plusieurs tribunaux correctionnels ont ainsi pu relaxer des militants écologistes poursuivis pour dégradation ou violation de domicile après leur occupation d'installations industrielles en considérant qu'ils agissaient pour dénoncer la menace existentielle pesant sur l'humanité en raison du changement climatique (9). Une

telle grille d'analyse peut s'étendre à la quasi-totalité des principaux conflits sociaux auxquels les autorités voudraient aujourd'hui apporter une réponse essentiellement répressive. À partir du moment où il n'est plus possible de contester autrement que par l'occupation irrégulière de terrains agricoles l'accaparement de la ressource aquifère par quelques-uns, de contester la politique étrangère de la France dans le conflit israélo-palestinien autrement que par l'occupation d'une université ou par la participation à une manifestation interdite au dernier moment, en quoi la répression des personnes participant à ces actions peut-elle être regardée, fût-ce un instant, comme légitime dans une société démocratique ?

Vincent SIZAIRE (Monde diplomatique, févier 2025)
Maître de conférences associé à l'université Paris Nanterre, auteur de *Gouverner les juges. Pour un pouvoir judiciaire pleinement démocratique,* La Dispute, Paris, 2024.

(1) *Cf.* par exemple Camille Richir, « Législatives 2024 : dans le viseur du RN, les associations de protection de l'environnement s'inquiètent », *La Croix,* Paris, 5 juillet 2024.
(2) Lire Raphaël Kempf, « Des violences policières aux violences judiciaires », *Le Monde diplomatique,* février 2019.
(3) Collectif du Loriot (sous la dir. de), *Avoir 20 ans à Sainte-Soline,* La Dispute, Paris, 2024.
(4) *Sortir de l'imposture sécuritaire,* La Dispute, 2016.
(5) Henry D. Thoreau, *La Désobéissance civile,* Le Mot et le Reste, Marseille, 2018.
(6) Sophie Turenne, « Le discours judiciaire face à la désobéissance civile. Étude de la désobéissance anti-avortement en droits américain et français comparés », dans David Hiez et Bruno Villalba (sous la dir. de), *La Désobéissance civile. Approches politique et juridique,* Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2008.
(7) Jean-Yves Camus, « L'extrême droite française et l'insoumission », dans David Hiez et Bruno Villalba, *op. cit.*
(8) Victoria Fourment, *Le Contrôle de proportionnalité à la Cour de cassation,* Dalloz, Paris, 2024.
(9) Laurent Radisson, « Action climatique : des militants relaxés en raison de "l'état de nécessité" », Actu-Environnement, 25 avril 2024.

UrsulaGates : en plus des plaintes visant Ursula von der Leyen, Frédéric Baldan et Diane Protat annoncent avoir porté plainte contre Laura Kövesi, cheffe de l'EPPO

UrsulaGates : en plus des plaintes visant Ursula von der Leyen, Frédéric Baldan et Diane Protat annoncent avoir porté plainte contre Laura Kövesi, cheffe de l'EPPO, © France-Soir, Droits et Libertés

Malgré les nombreuses manœuvres de l'EPPO, l'omerta de la plupart des médias, l'étau semble se resserrer autour Ursula von der Leyen grâce à la plainte pénale portée initialement par Frédéric Baldan. En effet, à ce jour, plus de 1 000 plaignants ont rejoint la plainte initiale, et les médias commencent à s'intéresser à l'affaire déjà bien couverte par les médias citoyens. Lors de l'audience à huis clos de ce vendredi tant attendue par toutes les parties, sans en avoir fait part au préalable, l'EPPO a déclaré que la Cour d'Appel devrait trancher le 6 janvier 2024 sur divers aspects de l'affaire (recevabilité des plaignants, immunité de von der Leyen, et compétence de l'EPPO). La présidente Anne-Marie Jacquemart a donc préféré remettre l'audience sans fixer le jour afin de prendre connaissance de la décision de la chambre des mises en accusations. Une manœuvre dénoncée par toutes les parties comme étant attentatoire aux droits de la défense, démontrant une fois encore les jeux troubles joués par l'agence de coopération et coordination qui se nomme Parquet européen. Explications.

Répétition et récidives : les affaires visant Ursula von der Leyen

Voici un résumé des principales affaires et controverses dans lesquelles Ursula von der Leyen a été, ou est impliquée.

En 2015, elle a fait l'objet d'accusations de plagiat de sa thèse de doctorat en médecine écrite en 1991. Des analyses ont révélé que jusqu'à 43.5 % des pages de sa thèse contenaient du plagiat, bien que l'université ait conclu qu'il n'y avait pas d'intention de tromper et ait choisi de ne pas lui retirer son diplôme.

Ensuite, le « *Berateraffäre* » ou l'*affaire des Consultants dans laquelle* von der Leyen a fait l'objet de violentes critiques relatives à *la gestion de contrats attribués aux consultants externes par le ministère de la Défense allemand* alors qu'elle était ministre de la Défense. Les critiques visent l'octroi de contrats sans un contrôle adéquat et les liens informels et privilégiés entre certains consultants et des responsables ministériels. Corruption ou népotisme ?

De plus, durant l'investigation du Parlement allemand sur cette affaire, von der Leyen a également été accusée d'avoir effacé des données officielles de son téléphone. Une *destruction de données soi-disant* justifiée par des raisons de sécurité, mais perçue comme un sabotage de l'enquête. *Destruction de documents ?*

Vient ensuite l'affaire dite du « PfizerGate » ou « UrsulaGates » si l'on en croit le livre du même nom publié par Frédéric Baldan. Bien qu'elle ait été formellement exclue des négociations sur le contrat de vaccination

contre la Covid-19 avec Pfizer, des plaintes pénales avec constitutions de parties civiles ont été portées à son encontre par près de 1 000 personnes pour « *immixtion dans les fonctions publiques, destruction de documents publics, corruption et prise illégale d'intérêt* ». Alors que le troisième contrat d'achat des vaccins n'a fait l'objet d'aucune dépense de la part de l'Union européenne, le parquet européen s'est invité dans l'affaire – cette intervention étant fermement contestée par les parties civiles *qui considèrent que l'EPPO est en réalité sans compétence dans cette affaire*.
Enfin, von der Leyen fait l'objet de nombreuses critiques sur ses commentaires ou actions comme présidente de la Commission Européenne pour ce qui pourrait être perçu comme une ingérence dans les affaires intérieures d'autres États membres. Notamment lors de ses déclarations sur la situation politique en Pologne en 2017, ou encore plus récemment dans les élections roumaines ou enfin lors de la signature de l'accord du Mercosur qui fait l'objet de critiques virulentes de nombreux pays. *Interventions politiques unilatérales ?*
La transparence, l'éthique et la gestion de la carrière de von der Leyen font donc l'objet d'accusations, de critiques et de controverses, cependant aucune de celles-ci n'a encore eu raison d'elle. Serait-elle une version féminine de Frank Abagnale, ancien imposteur, joué par Leonardo DiCaprio dans le film « Attrape-moi si tu peux » ?

Plus de 1 000 plaignants dans la plainte pénale visant von der Leyen, Bourla, Pfizer et BioNtech

En avril 2023, Frédéric Baldan a déposé une plainte pénale visant Ursula von der Leyen, Albert Bourla et les sociétés PFIZER et BIONTECH dans la cadre de la négociation des contrats d'acquisition de vaccins contre la COVID 19, pour « *immixtion dans les fonctions publiques, destruction de documents publics, corruption et prise illégale d'intérêt* ».
Il était rejoint tout d'abord par « Les Patriotes puis par d'autres partis politiques européens, par deux États membres de l'Union européenne, la Pologne et la Hongrie, ainsi que par le collectif « Les Navigants Libres » et plus de 500 de ses membres pour qui la transparence est une nécessité pour assurer la sécurité des passagers. S'est également joint à cette plainte Frédéric Beltra, président de l'association de victimes des vaccins covid-19, Verity France, qui a perdu son fils Maxime. Il considère que si Mme von der Leyen avait été transparente et avait donné accès au public aux contrats litigieux, lui et sa famille auraient pu faire un autre choix que celui de se faire vacciner.
Après des mois d'enquête par le juge d'instruction Frenay du Tribunal de Liège, une première audience a eu lieu le 17 mai 2024, reportant au 6 décembre 2024 la date des plaidoiries. Cette audience du 6 décembre s'est tenue en présence d'une centaine de parties civiles. Du jamais vu dans le tribunal de Liège.
Frédéric Baldan et M^{e} Diane Protat ont tenu une conférence de presse le 7 décembre 2024 que vous pouvez découvrir dans la vidéo ci-dessous. Plus de 200 000 personnes ont déjà regardé les vidéos des divers médias présents. Une conférence de presse marquée par l'absence de média mainstream français ! L'omerta et la censure sur cette plainte est toujours d'actualité, ce que France-Soir dénonçait dès mai 2024.

Résumé de la conférence de presse

À l'heure où la transparence et l'éthique prennent une place prépondérante dans les discussions européennes, Frédéric Baldan et M^{e} Diane Protat mettent en lumière les enjeux de la justice et de l'éthique au sein de l'Union européenne. Cette conférence a permis d'illustrer les errements de la justice en Europe ainsi que la tentative par l'EPPO de protéger von der Leyen. Une interférence. Un vrai moment où les quelque vingt-cinq journalistes présents et les auditeurs ont pu prendre connaissance de l'analyse de M^{e} Protat et de questionnements de Frédéric Baldan sur le rôle de l'Union européenne dans la justice et l'intégrité administrative.
Frédéric Baldan et M^{e} Diane Protat ont invité les journalistes à une introspection sur leurs propres pratiques et leur rôle dans la société. Le point d'orgue de cette discussion a été *l'interrogation directe adressée aux journalistes sur leur implication dans la dénonciation des abus de pouvoir au sein des institutions européennes :*
« *donc je vous invite quand même à aller poser des questions aux avocats de la partie, des parties adverses donc par exemple monsieur Adrien Masset. Vous lui demandez quel était le contenu des messages que Madame van der Leyen a fini par supprimer. Parce qu'ils ont existé, et s'ils n'existent plus la conséquence logique c'est que quelqu'un les a effacés* ».

Kövesi visée par une plainte

De plus, Frédéric Baldan et M^{e} Protat ont de nouveau mis en lumière le rôle trouble joué dans cette affaire par Laura Kövesi cheffe de l'EPPO.

Ils s'interrogent aussi sur les actions des journalistes, ou plutôt, leur inaction, face aux diverses déclarations de Kövesi qui, après deux ans d'enquête, a déclaré « *ne pas trouver de suspect dans cette affaire* ». Lors de la conférence de presse, Frédéric Baldan et M[e] Protat répondant à la question de *France-Soir* déclarent *avoir porté plainte contre Kövesi* qui se présente comme une figure de l'intégrité et de la lutte contre la corruption.

M[e] Protat a rappelé que l'EPPO a un dossier sur l'enquête, *qu'on ne lui a jamais permis de le consulter !* Il était donc somme toute logique que Frédéric Baldan et Me Protat qui mettent en doute le rôle joué par Kövesi et l'EPPO portent plainte contre elle pour « *coalition de fonctionnaires pour commettre un acte arbitraire attentatoire aux droits et libertés garantis par la Constitution* ».
France-Soir a contacté l'EPPO par deux fois au sujet d'éventuelles plaintes visant Laura Kövesi. Tine Hollevoet, la directrice de communication de l'EPPO a botté en touche. Quand il s'agit de répondre à des questions importantes sur sa cheffe, est-ce que la transparence et l'éthique s'appliquent uniquement pour les autres ? Pourquoi l'EPPO ne met-elle pas sur son site cette information par transparence ?

Réactions et Interrogations
Avant la conférence, les « Navigants Libres » ont fait un communiqué important démontrant la *nécessité de la TRANSPARENCE POUR ASSURER LA SÉCURITÉ AÉRIENNE. « La transparence est gage de la confiance que les passagers ont envers les membres d'équipages. En brisant la chaine de la transparence, les autorités ne permettent plus aux navigants d'assurer pleinement la mission qui leur est confiée.*

Ugo Mattei professeur de droit à l'université de Turin, à l'université de Berkeley, mais également à celle de Louvain, a fait intervenir l'ONG italienne Generazioni Future. Dans une déclaration, il dénonce l'absence de transparence de von der Leyen dans la négociation des contrats : *« Je crois profondément que le manque de transparence est un problème très sérieux en Europe aujourd'hui ».*

En sortie d'audience vendredi, Florian Philippot, président du parti Les Patriotes avait déclaré à nos confrères de Tocsin : *« En une seule journée, on a vu ce qu'est l'horreur de l'#UE : UN COUP D'ÉTAT sur #Pfizer : l'audition a été reportée, UN COUP D'ÉTAT en #Roumanie : L'élection a été annulée, UN COUP D'ÉTAT sur l'Agriculture : Ursula Von der Leyen vient de signer le #Mercosur, La seule solution, c'est de sortir de l'#UE ! »*
Rob Roos, ancien député européenn et partie civile au côté de Baldan a aussi fait une vidéo en réaction à l'audience. Il avait fait une interrogation très remarquée de Janine Small représentant Albert Bourla et Pfizer lors de son audition devant la Commission européenne, en lui posant la question de savoir si Pfizer avait testé la capacité anti-pandémique de leur injection à ARN messager. « Non », fut la réponse, entraînant immédiatement un questionnement sur les raisons ayant mené les gouvernements à faire des campagnes de vaccination de masse s'il savait que *le produit n'avait pas de propriété anti-pandémique. « Le procès contre Ursula #VonDerLeyen concernant les SMS COVID-19 avec #Pfizer a débuté vendredi 6 décembre à la chambre du conseil de Liège. L'affaire a été retardée (probablement sabotée) par le Parquet européen (#EPPO), qui n'a pas fait son travail. Voici l'histoire complète. »*

La conférence a été très suivie sur les réseaux sociaux, les utilisateurs exprimant leur soutien aux parties civiles ainsi qu'aux médias présents pour couvrir cet événement.
Il y a trois semaines, l'affaire des SMS avait été portée par le New York Times devant la Cour de justice de l'Union européenne pour défaut de réponse à leur requête de transparence. La CJUE n'a aucun pouvoir pour saisir les SMS ou contraindre la Commission à produire les SMS entre von der Leyen et Bourla. Devant le fait qu'Ursula von der Leyen et ses subordonnés ont décidé de mentir et de fuir tant la transparence que la justice, il paraît dès lors évident que le pénal reste la seule avenue juridique.
L'affaire portée par Frédéric Baldan suscite donc de vraies questions en Europe, à l'instar du questionnement de M[e] PROTAT « *l'Europe sera-t-elle capable de répondre à cet appel pour une gouvernance plus intègre et transparente ?* » On ne peut pas faire l'autruche ad vitam aeternam.

FRANCE-SOIR
Publié le 08 décembre 2024

Le grand retour de la gauche Ceaucescu

Dans cette interview, Constantin Mirabel analyse la victoire de Trump à l'aune de la liquéfaction de la gauche, incapable de se remettre en question et de penser l'époque. Il se rie à juste titre de ceux qui portent sans cesse à leur bouche le mot démocratie mais pour qui elle ne veut plus rien dire, si ce n'est la défense de ceux qui pensent comme eux et le bûcher pour les hérétiques.

***Kairos* : La victoire de Trump préfigure-t-elle le renouveau du fascisme ?**
Constantin Mirabel : Il faut voir cette séquence incroyable où le président des États-Unis signe un décret sous les acclamations de nombreuses jeunes sportives, pour les protéger de l'intrusion des hommes dans les compétitions féminines. La gauche culturelle aura réussi l'exploit à peine croyable à transformer Trump en héros féministe. Cela devrait l'amener à s'interroger. Bien entendu, c'est le contraire qui se passe.
Quand le projet politique de la gauche est de permettre à un homme, travesti ou pas, de se désigner comme une femme pour entrer dans le vestiaire des filles, le seul recours de la population devient alors Trump. Quand la gauche défend l'idée que « *la liberté, c'est la censure* », la résistance est alors Musk. La gauche pousse, et a poussé, ainsi la population dans leurs bras. Elle ne doit s'en prendre d'abord qu'à elle-même. Bien entendu, elle ne le fait pas ; il est éminemment plus facile de crier au fascisme. Par réflexe conditionné, elle renvoie toute interrogation à l'« extrême-droite ». Elle le fait tout en accompagnant avec bienveillance des figures comme Raphaël Glucksmann, représentant des néo-cons et faucons US, défenseur inconditionnel du gouvernement d'extrême droite israélienne pour qui les Palestiniens sont des *« animaux humains »*. La gauche culturelle est persuadée que l'Europe reste le refuge du pluralisme démocratique, persuadée qu'incarcérer ses contradicteurs, comme le candidat antisystème roumain, est un acte de défense de la liberté. Les *boomers*, c'est la génération Ceausescu de la gauche culturelle. Un homme de gauche d'ailleurs. Cette gauche porte la hantise de la démocratie, ce « *pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple* ». Cette démocratie, elle l'a rebaptisée « populisme » pour porter la technocratie au pouvoir. D'ailleurs, cette démocratie, elle est convaincue de l'incarner toute seule. Selon cette perspective, tout contradicteur ne peut en être que l'ennemi.
La gauche culturelle des *boomers* se veut la championne du changement, mais semble incapable de conceptualiser que le monde a changé. Elle demeure persuadée que l'ennemi est le catholicisme, alors que nous sommes dans un monde post-chrétien. Elle fait du patriarcat le problème majeur, alors que nous avons basculé dans le matriarcat, dont la forme extrême n'est pas moins terrifiante que la première. Elle hurle contre les souverainistes ou les populistes, mais défend le système Otan-UE-Covid : *« Donc on peut rester optimiste. Si les Européens prennent la relève, la guerre peut continuer ! »,* s'enthousiasme le présentateur vedette de LCI[1]. Convaincu d'être le rempart de la laïcité, elle est imperméable à l'observation décrivant le

sacré comme inhérent à l'humain, et se déplaçant de structures religieuses vers d'autres, profanes. Elle est ainsi *Charlie*, mais aveugle au fait que *Charlie* est le nouveau sacré. Qu'on *doit* être *Charlie,* sous peine de blasphémer. Or, il n'y a pas plus fondamentaliste qu'un religieux athée. Car si le religieux sait qu'il croit, le religieux athée est persuadé que sa croyance relève de l'objectivité. Il est le dupe de sa subjectivité.
La réflexion du philosophe Bruno Latour sur cette génération était pleine d'acuité : *« Vienne le temps où tous ces bébés prolongés devenus papy boomers passent en jugement, eux, les seuls qui n'avaient pas connu de guerre et qui, en pleine paix, quand rien ne les menaçait, ont saccagé de leurs mains, les uns après les autres, les moyens de vivre dont leurs parents les avaient gorgés dans leur enfance bénie. Qu'on les révise à leur tour, eux aussi, ces universels révisionnistes. Ils ont profité à fond du catéchisme comme de l'école, des humanités comme des sciences, de l'histoire comme de la géographie, de l'État comme de la politique, mais à leurs enfants qu'ont-ils légué ? L'autonomie. Car c'est au nom de la sainte liberté qu'ils ont détruit les institutions qui les avaient accouchés à l'existence. Et eux, qu'ont-ils enfanté ? Des mort-nés. Libres, ils le sont, leurs rejetons, libres à crever, car ils n'ont hérité que de la liberté, tandis que leurs parents indignes avaient reçu en partage ces attachements innombrables dont ils s'aperçoivent maintenant, trop tard hélas, qu'ils formaient la matrice même de l'autonomie.*[(2)] *»* Mais, et c'est plus fort qu'elle, la gauche culturelle ne pourra s'empêcher de renvoyer ces considérations à un soutien de l'axe du Mal, Poutine, Trump & assimilés. Elle est incapable de réfléchir par elle-même. Pour penser, il lui faut un ennemi qu'elle diabolise, histoire de se sentir dans le camp du Bien.
La situation en France semble ainsi complètement figée. Car cette génération des *boomers*, c'est aussi la dernière à sortir, dans les associations, les partis, les rendez-vous culturels. La France vivante, en opposition à sa progéniture techno-zombifiée, est une France de vieux, dans sa masse comme dans sa part encore rebelle. Ainsi dans les manifestations contre le techno-totalitarisme covidien, la jeunesse était quasiment absente.

Comment, dans ce contexte, défendre la vérité ?
Il faut revenir à l'affaire Brigitte Macron. Elle est centrale, emblématique, en ce qu'elle révèle la difficulté, quasi-insurmontable, pour la masse d'en parler sereinement. C'est sur des tabous que se bâtissent des sociétés. C'est normal, car le sexe est le cœur de notre condition. Nous sommes tous hommes et femmes, venant d'un homme et d'une femme. Mentir à ce sujet, c'est mentir sur tout. Par exemple, quand nous nous présentons, la première chose que nous faisons est de nommer le sexe de l'Autre : « Monsieur », ou « Madame ». Pour revenir à M. Trump, contrairement à ses dires, *« There are only two genders, male and female »*, il n'y a pas que deux genres, mais une infinité. De fait, la part culturelle du sexe ouvre sur l'infini de notre imaginaire. On peut tout y être : une femme avec une pénis comme une antilope avec une tête marteau piqueur. En revanche, il y a bien deux sexes : homme et femme, soit les chromosomes XY et XX[(3)].
Dans les *mass* médias, toute simple interrogation sur l'affaire Macron vaut délire. Un seul exemple, ici avec Euronews, mais tous les médias fonctionnent selon cette même rhétorique : *« Brigitte Macron à nouveau visée par de fausses rumeurs sur son genre »*. (4 février 2025). L'information est décrétée fausse avant même d'avoir été étudiée. Ce qui équivaut à la négation même du journalisme. Le ton est à la menace, quoi que l'on conclue du sexe de Brigitte Macron. Ce qui est bien paradoxal, car les *mass* médias font continuellement l'apologie du transsexualisme, tandis que parallèlement ils présentent la moindre interrogation sur l'épouse du Président comme de la « transphobie ». Il faudrait savoir ! Ce traitement est symptomatique de ce qu'ils sont devenus. En tous cas, il y a de quoi y perdre son latin. Nous vivons ainsi dans l'empire du mensonge. Mais le pire semble que ce monde de l'inversion restitue le juste reflet de la psyché des *boomers* de la gauche culturelle, qui s'en satisfont pleinement. Pour eux, le problème, c'est Bolloré, même si leur système est arrivé à faire interdire sa chaîne C8. Nous pourrions nous en ficher, en ne regardant pas ce style de médias. Hélas, il faut nous y intéresser, car le censure est révélatrice de leur caractère liberticide.

L'écologie politique peut-elle être une bouée de sauvetage dans cet effondrement ?
Selon un récent sondage[(4)], le seul parti où une majorité des membres croient qu'il n'y a pas deux sexes est Les Écologistes (ex Europe Écologie-les Verts). Malgré la propagande médiatique, les trois-quarts de Français demeurent, eux, rationnels. Il faut vite renvoyer ces « écologistes » à leurs études de biologie, mais au cours de première année. À cet égard, que Sandrine Rousseau soit devenue une figure centrale, non seulement de l'écologie politique, mais de la vie politique française tout court, est symptomatique. Certes, il ne faut pas psycho-pathologiser ses contradicteurs ; toutefois, il est de notre devoir de discerner le sain du malade. Suite à l'affaire Julien Bayou, son esprit figé dans la glace, plutôt que de faire amende honorable après une décision de justice, elle s'acharne dans l'impunité médiatique[(5)]. N'oublions pas aussi le site du journaliste Hervé Kempf. Afin de leur arracher des confessions publiques pour l'accabler, Reporterre était

allé jusqu'à mandater une « journaliste » pour rechercher les témoignages d'anciennes compagnes de l'ex-secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts[6]. Mais quelle folie passe donc actuellement dans la tête de certains « écolos » ? Voilà que ceux qui prétendent faire profession de la dénonciation des méthodes policières et de la délation se livrent à ce qui peut se faire de pire en ce domaine. Cela expose la dérive actuelle consistant à confondre défense de la nature et police des mœurs à l'iranienne. Cela relève aussi d'une certaine logique, car nos néo-pudibonds nient parallèlement le réel le plus élémentaire : la sexuation. Mais on ne peut prétendre défendre l'écologie, c'est-à-dire la vie, et en nier le fondement. Ainsi M. Bayou, personnalité caractéristique de la gauche culturelle[7], se retrouve dans la position de l'arroseur-arrosé.

P. S. : Le 27 février dernier, le site du journaliste Hervé Kempf titre « Fin de C8 : des écologistes organisent un "pot de départ" pour Hanouna et Bolloré ». Extrait : *« "Nous buvons à la santé de la démocratie !" lance Gaïa, porte-parole d'AJC [Action Justice Climat], sous les hourras et entre deux slogans. Autour d'elle, la cinquantaine de militants venus à ce "pot de départ" brandissent une grande banderole et des pancartes où l'on peut lire "Marre de ta haine, rends l'antenne", "Médias sauce bollo, boulevard pour les fachos" ou "Bollorisation médiatique, péril démocratique" ».* Ce sont les mêmes qui voient dans la politique liberticide menée pendant l'épisode Covid la solution à la crise écologique. « *La censure, c'est la démocratie* » pensent-ils. Que se passera-t-il si, un jour, des droitards arrivés au pouvoir grâce à leur immaturité interdisent à leur tour Reporterre ? C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement, par exemple, avec la députée Rima Hassan. Au motif de son action pro-palestinienne, son collègue lepeniste Jean-Philippe Tanguy demande sa déchéance de nationalité. D'un côté comme de l'autre, voilà le résultat lorsque l'objectif n'est plus de débattre avec ses contradicteurs et adversaires, mais de les criminaliser.

Constantin MIRABEL, Publié le 8 mars 2025

Notes et références

1. Darius Rochebin, 24 février 2025.
2. *Jubiler ou les tourments de la parole religieuse,* Les Empêcheurs de penser en rond, 2002.
3. Énième supplique aux imbéciles sur ce sujet : ils ne m'apprennent rien en m'expliquant qu'il existe quelques (infimes) cas de doute. Ceux-ci n'invalident pas la règle mais la confirment.
4. CSA, 25 janvier 2025.
5. « Affaire Julien Bayou : la députée écologiste Sandrine Rousseau n'a « pas de regrets » et déplore le manque d' »analyse politique de la situation » », France Info, 26 février 2025.
6. « Affaire Julien Bayou : les femmes parlent », 25 octobre 2022.
7. *« C'est 300 milliards [voler les avoirs russes gelés] qui peuvent immédiatement soutenir l'effort de guerre ukrainien et la reconstruction et c'est aussi envoyer le message que l'Europe ne plie pas, ne faiblit pas dans son soutien à l'Ukraine »,* Julien Bayou, AFP, 15 avril 2023.

https://www.kairospresse.be/le-grand-retour-de-la-gauche-ceaucescu/